





## Le Monde

### Quelle société demain ?

Quelle société faut-il espérer pour demain ? Jacques Decornoy présente et commente certaines des idées lancées à Ottawa, lors d'une rencontre consacrée à Maritain et à l'avenir de la démocratie. J.-Y. Corbier et A.-P. Noël soutiennent les vues de Michel Jobert, dont la liberté de pensée ouvre une voie nouvelle. Michel Drancourt estime, pour sa part, que seul le libéralisme permet une bonne organisation de la vie sociale.

« La tragédie des démocraties modernes consiste dans le fait qu'elles n'ont pas encore réussi à réaliser la démocratie », écrivait Jacques Maritain. Ce jugement du philosophe chrétien date de 1943. Il demeure valable, quatre décennies plus tard, quatre décennies au cours desquelles, face à un monde socialiste souvent plus irrel que « réel », le monde capitaliste a pu croire en son expansion illimitée avant de retomber dans une crise dont nul ne peut prédire l'issue, cependant que les défis de tous ordres posés par le tiers-monde se multiplient. Dans ces conditions, la démocratie libérale, historiquement et géographiquement liée à l'essor du capitalisme, a-t-elle un avenir ? Ou, plutôt, quel est l'avenir de la démocratie au-delà de ce système ? (1).

La démocratie est-elle devenue ingouvernable ? La question avait été posée dès 1975 dans le fameux rapport de la Commission trilatérale, « The Crisis of Democracy », dont l'un au moins des auteurs, le professeur Huntington, suggère une restriction des libertés afin d'adapter le fonctionnement des institutions à un système économique chancelant. Proposition qui paraît notamment d'une constance : l'état keynésien ne pouvant plus répondre à toutes les demandes et jouant sous le poids de la « surcharge » (« overload »), la rationalité politique et sociale mise en place pendant plusieurs décennies d'années étant à bout de souffle, il conviendrait de sortir de ces contradictions internes en plaçant les rapports entre l'Etat et les citoyens, et entre les citoyens, aux exigences de la bonne gestion des rapports marchands, et donc du statu quo économique.

Faut-il se laisser enfermer dans le dilemme idéologique formulé par la Trilatérale et, ensuite, avec des variantes, par tant d'écoles « nouvelles » ? Ou, comme l'ont fait les participants à la rencontre d'Ottawa, se situer « au-delà de la crise de gouvernabilité » pour déboucher

sur une analyse moins pessimiste ? Depuis 1975, la crise n'a cessé de s'aggraver. Pendant la rencontre elle-même, Washington diffusait ses dernières statistiques de chômage : il touche 10,1 % de la population active globale, mais 20,2 % de la population noire, mais encore 48,5 % des jeunes Noirs sortant de l'école. Autre chiffre donné par un orateur : d'ici à l'an 2000, « la situation du sous-emploi dans le tiers-monde sera aggravée par la nécessité de trouver au moins sept cent millions d'emplacements nouveaux ». Et quelque deux milliards de personnes « vivront » dans le tiers-monde en milieu urbain...

#### Système économique et idéologique

Quels types de système pourront relever, dans les pays occidentaux, ces défis internes et externes ? Quels modes d'organisation verront le jour dans ce tiers-monde dépendant, au tissu social en charpie, aux concentrations urbaines (y compris dans les zones à faible densité moyenne, comme l'Afrique) désormais incontrôlables ? Un journal canadien a qualifié les statistiques du chômage américain de « dynamique politique », et Anthony Sampson parle du « spectre qui hante l'Occident ». (2). Quel superlatif inventer pour évoquer les crises à venir dans ce qu'il est convenu d'appeler le Sud ? Situation qui faisait dire à un conférencier d'Ottawa que, en raison de la poursuite de la « crise de gouvernabilité », les démocraties populaires risquaient de « conserver un attrait certain ».

Dans son rapport introductif distribué à Ottawa, M. Roberto Papini, secrétaire général de l'Institut Maritain, avait rappelé quelques vérités premières : la crise économique n'a pas pour cause le fonctionnement démocratique : elle est tout d'abord le produit du système capitaliste li-

beral, dont on peut, en conséquence, se demander s'il faut en respecter les exigences et les règles.

Il écrit : « On ne peut négliger les responsabilités de l'idéologie libérale capitaliste qui, dans ses formes les plus conséquentes et les plus dures, est liée non seulement aux politiques économiques, sociales, mais aussi institutionnelles (de la doctrine de la « sécurité nationale » à la théorie de la « démocratie limitée »), de nombreux régimes autoritaires d'Amérique latine, au-delà de leur héritage colonial ou post-colonial ». Il ajoutait que, à la faveur de cette crise, des relations d'un autre type entre la personne et la société devaient pouvoir être imaginées, le modèle politique libéral connu n'étant sans doute pas la seule façon de réaliser la démocratie. Il faudrait donc, puisqu'il ne semble plus fonctionner bien, aller au-delà du « compromis keynésien » entre le capitalisme et les masses laborieuses, « compromis qui s'était consolidé « surtout grâce à la médiation des partis sociaux-démocrates et sociaux-chrétiens ».

Le professeur Pava a eu pour sa part cette formule : « Il n'était pas légitime, ni théoriquement ni pratiquement, d'associer hier, de façon univoque et « réductionniste », la démocratie aux valeurs d'échange et à leur accroissement ; il n'est pas légitime, aujourd'hui, d'en annoncer le déclin, au moment où le monde connaît des difficultés et une crise au sujet de ces valeurs ». Autrement dit, la démocratie n'est pas un « épiphénomène du taux de P.N.B. » — et, ajoutons-nous, ne devrait pas être un épiphénomène du mode de production capitaliste.

#### L'écclatement du langage

Bien d'autres remarques ont été faites à Ottawa, dont certaines mériteraient approfondissement. Celle-ci, notamment, de M. Loc : « Le

fait que les communications échappent à tout contrôle centralisé est traditionnellement jugé comme un « atout pour la démocratie » ; à juste titre, mais c'est oublier que l'écclatement du langage en une multitude de microcentres communs non communicables mais seulement exhibés détruit toute possibilité de construire socialement la réalité. Ce jugement aborde, en termes massés, un des aspects majeurs de la formation du citoyen, et donc du fonctionnement de la démocratie : le message diffusé est-il aussi « libre » qu'il est souvent proclamé ? La multiplication des diffuseurs (radios, câbles, etc.), signifie-t-elle nécessairement qu'il y a enrichissement de la position de citoyenneté ? N'assiste-t-on pas, au contraire, via l'usage de techniques d'ailleurs conçues et réalisées par des firmes sur lesquelles le citoyen n'a pas prise, et sous le couvert d'une idéologie pseudo-pluraliste, à l'émiettement de l'information, à l'impossibilité de la synthèse qui seule assure une cohérence à la vision du réel et donc une possibilité d'action démocratique ?

Il est en revanche regrettable qu'à Ottawa n'ait pas été présentée une contribution spécifique sur les Etats-Unis, leur système et leurs liens avec l'extérieur. Plus généralement se pose en effet la question des pays dont le fonctionnement démocratique interne s'accompagne d'un comportement international qui contredit les principes affirmés et plus ou moins appliqués localement (3). Plus profondément encore, et ceci touche au système économique et, au-delà, au système des valeurs, à la notion de « bien commun », une partie (très, et de plus en plus minoritaire) du monde peut-elle continuer de baser sa vie démocratique sur un accaparement démesuré des ressources planétaires ?

Ces questions concernent l'ensemble des pays occidentaux. Leur examen pousse aussi à s'interroger sur les difficultés pour un pouvoir social-démocrate ou socialiste

d'ancrer — dans le cadre d'une nation et dans un environnement international défavorable — des changements pourtant aussi nécessaires qu'urgents. Il convient, certes, au nom de la démocratie, de refuser les thèses sur « la crise de non-gouvernabilité » et de souligner l'hypocrisie des tenants du « libéralisme ». Mais il faut aller plus loin, beaucoup plus loin. Maritain rappelait en 1943 que les démocraties n'avaient pas réalisé la démocratie. Il serait naïf et suicidaire de croire que ce but serait approché sans un bouleversement des esprits et des systèmes économiques. Un discours qui ne peut être tenu pleinement aujourd'hui, parce qu'il ne serait pas reçu, par les responsables politiques, mais qui doit progressivement irriguer la société grâce à l'information, l'explication, la prise de conscience de phénomènes que nous osons rarement regarder en face.

(1) Ces réflexions font suite aux travaux du Congrès international consacré au centenaire de Jacques Maritain, organisé à Ottawa du 6 au 9 octobre par l'Institut international Jacques-Maritain (16, rue Rovigo, Rome). A cette occasion, outre de nombreuses contributions à la pensée du « philosophe dans la cité », a été présenté un rapport provisoire intitulé : « La démocratie au-delà de la crise de gouvernabilité », et rédigé par les professeurs Achille Ardigò (Bologne), Louis Baek (Louvain), Jean Leca (Paris), Edouardo Palma (Santiago du Chili), Roberto Papini (Trieste), Antonio Pava (Padoue), Louis Salvendy (Montréal) et Jacques Vandamme (Louvain).

(2) The Globe and Mail du 9 octobre, et Newsweek du 18 octobre.

(3) Au moment où M. Rangan propose des sanctions commerciales contre la Pologne, après l'interdiction de Solidarité, il décide d'une reprise de certaines aides financières au Guatemala... sous prétexte que les droits de l'homme y seraient désormais mieux respectés (ce qui a été immédiatement contredit par nombre de témoignages américains).

## Le libéralisme... tout simplement

par MICHEL DRANCOURT (\*)

Le socialisme, c'est la socialisme. Pourquoi, lorsqu'on parle de libéralisme cherche-t-on à y accrocher un adjectif, social ou solidaire comme l'a fait Valéry Giscard d'Estaing dans sa nouvelle parodie télévisée du 16 septembre ?

Le libéralisme met l'accent sur la primauté de la personne et sur l'initiative individuelle. Il est lié à la propriété qui donne à ceux qui l'assument des droits et des devoirs. Il pousse chacun à tirer le meilleur parti de ses capacités avec l'espoir d'une réussite compensée par le risque de la sanction en cas d'échec. C'est la doctrine de la responsabilité. Le libéralisme procède d'une philosophie optimiste. Son application réussie suppose un socle de valeurs morales. Sur le terrain économique, le jeu des millions d'acteurs fait que les accidents de parcours sont corrigés au jour le jour. La gravité des crises que nous subissons n'est pas le résultat du jeu libéral, mais celui des obstacles mis à sa pratique. Plus on fige les situations, plus les drames, l'inflation ou chômage, se durcissent et s'amplifient.

Le propre du libéralisme, c'est la concurrence, c'est-à-dire la compétitivité, la mise en valeur des qualités de chacun au profit du plus grand nombre. Mais la concurrence inquiète. Tous les filets qui sont enfermés dans les forteresses des métiers protégés, tous les détenteurs d'un quelconque « placou » ou d'une

c'est, paradoxalement, le monté de l'égoïsme. On observe dans nos sociétés, ainsi que le montrent des enquêtes comme celles de la CORREMA, la tendance des individus à se replier sur eux-mêmes à leur horizon immédiat. On se préoccupe de son quotidien, de sa retraite et de ses loisirs. On laisse à d'autres le soin de rechercher la solution des grands problèmes. La désillusion arrive le jour — et c'est en train de se produire — où les grands problèmes mal réglés se traduisent en faillites d'impôts et en baisses du pouvoir d'achat.

En termes politiques, puisque c'est l'époque où, en France, on se met à réfléchir à d'autres perspectives et où en Allemagne on parle de modifier le rôle de l'Etat, cette recherche du libéralisme passe par un changement décisif : celui de la réduction des prélèvements obligatoires. Avant l'élection de 1981, l'actuel président de la République disait qu'il faudrait ne pas dépasser 40 % d'impôts et de prélèvements sociaux sur le revenu national. On est à 45 %. On vogue vers 48 %. Les Suédois qui sont embarqués dans la même galère en sont à plus de 50 %. Pour que les mécanismes et les réflexes du libéralisme puissent fonctionner, il faudra redescendre à moins de 40 % ; plutôt à 30 ou 35 %. C'est une révolution.

Cela signifie que ce que l'Etat et la collectivité prennent en charge soit, notamment en matière économique ou de formation, en partie, assumé par les particuliers ou des associations. La Sécurité sociale de son côté ne disparaîtra pas. Mais elle changera de nature. Une secrétaire qui perçoit 5 000 F par mois et en coûte 7 700, touchera directement les 2 700 F supplémentaires. Elle sera amenée à décider elle-même du choix des garanties qu'elle souhaite. Au départ, chacun cherchera à fuir cette complication apparente. Mais devant la déconiture de toutes les politiques sociales prises en charge par la collectivité avec ce que cela suppose d'anonymat, d'erreurs et de gâchis, l'opinion évoluera, et des hommes politiques pourront exprimer ce changement qui, au travers d'une formidable réforme, touchera en réalité l'essentiel de l'organisation de la société.

De tout temps, les hommes politiques ont été tentés d'établir leur pouvoir sur une foule anonyme en faisant appel aux sentiments les moins avouables, par exemple l'envie qui est un puissant ressort de la politique socialiste, tout en les parant des vertus du progrès. Ils ont souvent été écoutés et suivis, généralement dans les périodes où les peuples sont fatigués. Mais quand une transformation vient à se produire, elle est l'œuvre de ceux qui veulent limiter le rôle de la collectivité et font appel à des ressorts psychologiques plus enrichissants pour les personnes.

Le risque serait de vouloir jouer sur les deux tableaux et de tomber dans la « socialisme mou ». A trop hésiter sur le mot libéralisme, n'est-ce pas la social-démocratie que l'on favorise ?

## Une voie nouvelle

par J.-Y. CORBIER et A.-P. NOËL (\*)

A l'heure où l'immortel M. Drum entend réformer la démocratie en faisant dire le président des Français non plus par le peuple mais par un conseil de sages, il est salutaire de plaider, de cette manière, pour un projet politique d'inspiration éminemment démocratique.

Membres du Mouvement des démocrates, nous saisissons l'occasion de la parution des *Chroniques du Midi Libre* de Michel Jobert. Ces extraits d'articles du journal de Montpellier sont comme les étapes, qu'on ne saurait négliger, du parcours d'un homme libre suivant « avec anxiété et espoir la vie nationale » et soucieux, au fil des « années grises » du précédent septennat, de sans cesse passer « du constat à la critique et de la réflexion aux propositions ».

Dans un système n'ayant de respect que pour les gros bataillons parisiens, les citoyens qui, forts de leurs seules convictions et à leurs risques et périls, ont, depuis 1974, répondu à l'appel de Michel Jobert pour ouvrir une voie démocratique nouvelle, en se saisissant, comme des citoyens responsables, des questions électorales (politiques, économiques, sociales, culturelles...) pour désigner à travers différences et convergences (à partir d'inspirations philosophiques diverses) les grandes lignes d'un destin collectif — ces gens-là, loin des catéchismes rabâchés et des camps une fois pour toutes délimités, sauront gré au meilleur journaliste de « l'Europe » d'avoir publié ces modestes chroniques.

Car ce n'était pas une solution de facilité de militer dans cet « ailleurs » qui, contrairement à la fuite, témoigne de la volonté de prendre en compte autrement et librement la totalité de la réalité politique, hors de la « magie délicate et funeste » des excommunications réciproques et des réclames mot pour mot de telle ou telle parole sacramentelle ; bref, en percevant ce crime de lèse-majesté parisienne, de réfléchir par soi-même et d'oser le dire.

Quiconque n'a pas plongé dans ce bain de jeunesse démocrate comme dans un lieu de résistance au vieux libéralisme du septennat de la « démocratie molle » ne pourra justement évaluer la singularité d'une démarche si souvent moquée comme utopique ou peu « réaliste » : le respect et la responsabilité du citoyen, ça n'avait, à première vue, rien de très électoral.

Respect de l'homme qui, à la différence de la méthode rétrograde des pays de l'Est et de celle du libéralisme doctrinaire hérité du dix-neuvième siècle, se refuse à confondre les moyens et la fin. Michel Jobert a montré (en 1976) comment le gaullisme, à l'épreuve de cette question centrale des fins et des moyens, s'est perdu, dès 1974, en employant des moyens autogestionnaires (à propos des institutions, nous lions, le mois dernier, dans les colonnes du *Monde*, un jugement sensible du professeur Duverger). Respect des faits : « Le premier des droits de l'homme est du citoyen, c'est l'accès aux faits ». Contre toutes les manipulations et les embrigadements, il s'agit là du fondement de la démocratie, car il rend possible la mort des mythes et une véritable appréhension des problèmes du temps (pétrole, nucléaire, Europe, défense...) avec, enfin, la conscience claire de vivre non pas seulement une crise mais « en réalité une étape de la grande mutation en cours vers l'ère planétaire et post-industrielle ».

#### La responsabilité des Etats-Unis

Car les démocrates n'oublient pas l'environnement international particulièrement agressif. Ils refusent toute politique de violence, aussi bien l'impérialisme économique (la politique du dollar). Michel Jobert a écrit — et depuis peu — le mécanisme « subtil et corrompu » illustrant la responsabilité des Etats-Unis dans le déséquilibre du marché mondial du pétrole, où l'on voit le gaspilleur (d'énergie) se transformer en pillard (de richesses). Ce qui, désormais, est officiellement dénoncé était savamment tu dans ces années où il n'était pas été convenable de parler du « racket sans précédent historique » constitué par les « milliards de dollars apaisés qui se promènent dans le monde ». Nous n'avons alors soulevé que du seul Philippe Saint-Robert pour reprendre ces lucides analyses dans son essai de 1979 : « Dieu ! que la crise est folle ».

Il était donc logique, face à ce monde implacable, de dénoncer la politique d'abandon de M. Giscard d'Estaing, dans sa servilité à l'égard de l'Ouest (entre autres, à la conférence de la Jamaïque) et dans ses illusions à l'égard de l'Est (ainsi de sa trop fameuse rencontre de Varsovie).

Mais cette politique de timidité n'est-elle pas dans la grande tradition bourgeoise du « laisser-faire », où toute affirmation d'une volonté

est nécessairement incongrue ? Cela se traduit à l'intérieur par l'abandon du plan, autre manifestation d'un libéralisme doctrinaire à courte vue... Il serait plaisant, si ce n'était triste pour le commerce extérieur d'aujourd'hui, de relever, de 1976 à 1980, les nombreuses mises en garde de Michel Jobert à propos de l'industrie automobile...

#### Une incessante proposition

Aussi bien les démocrates ont-ils la certitude qu'une autre politique, aussi soucieuse d'efficacité que d'humanisme, est possible entre un libéralisme impitoyable et un capitalisme collectiviste. Ils n'ont cessé, contre l'immobilisme social ambiant, de faire des propositions concrètes (sur la fiscalité et l'épargne, etc.). Loin du faux réalisme libéral qui, au lieu de modifier les réalités consiste à les subir, par scepticisme, en laissant le champ libre aux intérêts particuliers et égoïstes, il existe, face au conservatisme social et à la résignation nationale, une autre logique : celle de la démocratie.

Cette autre logique, faite « de rigueur dans la pensée et de souplesse dans l'application », est concrète et volontaire. Plus qu'un programme, c'est une attitude permanente. Pour le démocrate, liberté, respect, vérité, responsabilité ne sont pas des abstractions ; il s'agit de les faire vivre dans le tissu social et la vie politique (et cela, à l'encontre d'un libéralisme souvent formel, peu soucieux des conditions matérielles de la liberté). Or « plus une politique est porteuse d'idéal, plus elle doit tenir compte des faits ». Dans toute une série de *Chroniques*, les démocrates ont illustré cette exigence (bien avant qu'elle ne soit évoquée publiquement en 1981, Michel Jobert avait ainsi traité de l'importance et de la possibilité du maintien à domicile des personnes âgées...). Il est un point qui leur tient vraiment à cœur : celui de la promotion de l'humanité politique ; servir le peuple au lieu de se servir de lui ! La politique au service du citoyen et non des intermédiaires abusifs, cela suppose la justice électorale, donc l'égalité entre les candidats ; l'interdiction des camouflages ; le scrutin proportionnel, bref le libre jeu d'une vie politique qui n'a que naturellement tendance à se laisser mettre en tutelle.

Comment certains ont-ils pu s'étonner qu'un terme du septennat du « signe moins » et dans la logique des analyses et de l'action, Michel Jobert et son mouvement se soient engagés « sous l'illusion mais sans illusion » aux côtés de François Mitterrand pour tenter, à leur mesure, de mieux faire vivre la démocratie dans ce pays ? Les *Chroniques du « Midi Libre »* éclairciront, nous en sommes sûrs, leur jugement.

(\*) Membres du Mouvement des démocrates.

(1) Michel Jobert, *Chroniques du « Midi Libre »*, Hachette/Midi Libre.

Le Monde DE L'EDUCATION

L'ENSEIGNEMENT DES LANGUES:

libérer la parole

Jeunes au quotidien: "branchés" de la tringue et tous du "fastfood"

Les métiers de l'information



Le Monde

## étranger

LES PROLONGEMENTS DE LA CRISE LIBANAISE

## Un entretien avec le président Amine Gemayel

(Suite de la première page.)

— Quelles réformes envisagez-vous pour rénover l'État ?  
— Alors, vous faites appel à des hommes nouveaux ?  
— Oui, et le Liban n'en manque pas. J'ai nommé le ralliement de nos cadres supérieurs travaillant à l'étranger. Beaucoup ont déjà répondu à cet appel au détriment de leurs intérêts pécuniaires pour participer à la grande aventure de la reconstruction. C'est pour moi un grand encouragement que de les voir revenir, et au niveau de la présidence de la République, toute une équipe de jeunes cadres ayant assumé d'importantes responsabilités à l'étranger est d'ores et déjà en place. N'oubliez pas que de nombreuses sociétés libanaises opèrent à partir de l'étranger se préparent à rentrer en pays, ainsi que de grandes sociétés internationales qui attendent de retourner à Beyrouth et de nous proposer leurs services.

— Le cabinet de M. Chafiq Wazzan est-il un gouvernement de transition ?  
— C'est un gouvernement de reconstruction, et sa formation illustre ce que je vous ai dit du compromis. C'est un premier pas pour montrer que les choses ont changé. D'ailleurs, le peuple libanais comprend et le message est passé. Nous ne pouvons nous offrir le luxe de formules de transition dans un pays où la vie est si pressée. Dès la prochaine réunion du cabinet, nous avons élaboré un plan ambitieux de réforme de l'administration et de reconstruction du pays.

## Toutes les armes seront ramassées

— L'application par l'armée libanaise du plan de sécurité à Beyrouth-Ouest a été à la fois vivement appréciée et sévèrement critiquée. Ne pourrait-elle être poursuivie et parallèlement à Beyrouth-Est ?  
— Il faut se remémorer les circonstances et le contexte de cette opération. Au départ, il y avait un impératif : le retrait des forces israéliennes de Beyrouth-Ouest. Nos soldats y ont pénétré pour l'assurer. Ils se sont trouvés face à une tige de capitale libanaise qui contrôlait les dépôts d'armes et de munitions disséminés par la résistance palestinienne un peu partout dans les sous-sols des immeubles résidentiels. Les forces libanaises ont dû intervenir pour éviter, en cas d'explosion de ces stocks, une catastrophe qui aurait coûté la vie à des milliers de citoyens. Beyrouth-Ouest « au peigne fin » était donc et demeure indispensable, car, même à présent, le danger n'est écarté qu'à 50 %. Ce qui a été découvert est effrayant : les mêmes techniques sont entreprises à Beyrouth-Est maintenant que les choses vont un peu mieux et que, de symbolique, la présence de l'armée y devient effective. Mais il faut bien dire que le problème n'est pas aussi aigu qu'à l'Ouest, les armes étant concentrées entre les mains des « forces libanaises » et

non éparpillées. De plus, dans la banlieue est, des unités israéliennes entravent le déploiement de notre armée. Elles sont là, à 200 mètres de la présidence ! Même symboliquement, elles empêchent l'installation complète de nos troupes.

— L'armée libanaise elle-même a été critiquée.  
— Oui, car il était facile de mener une campagne tendancieuse contre elle, et j'ai voulu en me rendant auprès de nos hommes leur faire sentir que je les soutenais totalement. Les abus ont été minimisés par rapport à l'ampleur des opérations et ils ont été sanctionnés. Une armée qui s'est déployée pour la protection des citoyens, des libertés et de la démocratie qui sont de l'essence du Liban, on ne pouvait demander l'impossible, après huit ans de léthargie.

— Sans doute, mais d'ores et déjà on qualifie, au sein du Mouvement national, le ramassage des armes prévu à Beyrouth-Est de « simulacre ». Est-il exact que l'essentiel de cet arsenal a été évacué vers le mont Lebanon ?  
— Ne confondons pas, là aussi, l'essentiel et l'accessoire. A l'Ouest, ni les armes de M. Wazzan ni celles des Mouvements nationaux n'ont été, que je sache, ramassées. Des permanences ont été perquisitionnées mais non les sièges des partis libanais, y compris le parti communiste et pas davantage les domiciles des dirigeants politiques. Si l'y a parallélisme entre l'Est et l'Ouest, c'est à ce niveau qu'il peut se situer et non à celui qui serait établi entre les armes palestiniennes et les autres. Cela étant, toutes les armes seront ramassées, et ma position de principe est inamovible : le sauvetage du Liban n'interviendra que lorsque son armée déséduera le monopole des armes sur le sol national, ce qui implique, au préalable, le départ de toutes les forces étrangères. A ce moment, les « forces libanaises » seront les premières à respecter ce monopole.

— En êtes-vous sûr ?  
— Absolument. Elles ont été en tête de ceux qui ont appuyé mon candidature, et, après mon élection, lors de leur départ, se sont mis à ma disposition. Nous abouirons à l'unité nationale.  
— Quelle armée complexe vous définit ? Vous frêlez le « tout-à-tout » de ces cinquante mille hommes ?  
— Avant de déterminer les effectifs, il faut identifier les besoins et les missions, qui sont la défense du territoire, le contrôle du territoire et la protection des libertés publiques, enfin la protection à l'égard des périls extérieurs. Chacune de ces trois missions sera confiée à un corps spécialisé. La redéfinition pourra donc toucher l'armée, la sûreté générale et les forces de sécurité intérieure. Le service national sera appliqué sans porter atteinte à notre système socio-économique.

— Quand et comment pensez-vous obtenir l'annexion des forces étrangères, israéliennes, syriennes et palestiniennes ? Dans quel ordre se fera-t-elle ?  
— Ce serait tout à fait normal, l'annexion étant qu'elle n'existerait pas. Le maintien de cette anomalie ne s'explique que par des ambitions territoriales ou nationales d'un pays sur l'autre. Or, les dirigeants arabes ont toujours nié en nourrie l'égard du Liban.

— Nous avons reçu des promesses internationales selon lesquelles le Liban retrouvera sa souveraineté à bref délai. Avant la fin de l'année ? Je n'ose trop y croire mais l'inspiration que seront tenues, et M. Habib, notamment, nous a donné des assurances. Le renforcement de notre armée se fait dans cette perspective, mais soyons réalistes : le problème nous dépasse et est lié aux intérêts des puissances étrangères impliquées ici. La présidence Reagan apprécie notre souveraineté et nous aide réellement à la recouvrer. C'est d'ailleurs pour étudier les moyens de poursuivre ce processus que je vais le rencontrer ainsi que les présidents Mitterrand et Pertini. Nous escamotons une sorte de « plan Marshall » international auquel contribueraient, outre les Etats-Unis, les pays arabes et les organismes financiers mondiaux. L'assistance de l'Europe serait surtout technique.

— Si les Israéliens ne s'opposent pas à votre projet, la conclusion de la paix, la signature, est-elle viable ?  
— Eux-mêmes n'en parlent plus. Nous cherchons une paix véritable, non imposée ou artificielle. D'ailleurs, toute décision quant à un traité de paix ne pourrait être envisagée par le Liban que dans le cadre d'un consensus national. Une autre serait-elle viable ?

— Quelle est, à vos yeux, la place du Liban dans le monde arabe ? Doit-il changer par rapport au passé ?  
— Notre pays est un membre essentiel de la communauté arabe et un membre fondateur de la Ligue. Rien n'a pu l'écarter de ce rôle et il n'envisage pas de s'en départir. Cela étant, désormais nos relations seront beaucoup plus « musclées », franches et directes. Nous avons paré suffisamment cher pour les causes arabes et pouvons affronter tous les Arabes sans complexe.

— Quelles relations souhaitez-vous entretenir avec la Syrie ?  
— Les mêmes qu'avec le reste du monde arabe : amitié, respect mutuel, et, peut-être, du fait du contexte géographique, une coopération plus étroite et donc des relations privilégiées dans certains domaines. Mais il s'agit de privilèges réciproques et non unilatéraux.

— Stabilisez-vous des relations diplomatiques ?  
— Ce serait tout à fait normal, l'annexion étant qu'elle n'existerait pas. Le maintien de cette anomalie ne s'explique que par des ambitions territoriales ou nationales d'un pays sur l'autre. Or, les dirigeants arabes ont toujours nié en nourrie l'égard du Liban.

## Israël responsable des massacres

— L'utilisation de la force multinationale a été très critiquée. Alors, vous demandez qu'elle soit étendue ou élargie à d'autres pays ?  
— A présent que se sont dissipées les contestations nées de la cabale contre l'armée libanaise, la force multinationale peut poursuivre sa mission dans la sérénité. Son élargissement est possible et certains pays ont proposé leurs services ?

— Pensez-vous accepter l'offre marocaine d'envoyer des troupes ?  
— Pourquoi pas ? Le roi du Maroc a été à nos côtés dans les moments les plus difficiles, comme d'autres dirigeants arabes d'ailleurs. Il a été le premier à désigner un ambassadeur après de moi après mon élection et à mettre toutes ses possibilités à ma disposition.

— Que demandez-vous, en particulier, à la France, où vous allez rencontrer M. Mitterrand ?  
— Nous avons reçu des promesses internationales selon lesquelles le Liban retrouvera sa souveraineté à bref délai. Avant la fin de l'année ? Je n'ose trop y croire mais l'inspiration que seront tenues, et M. Habib, notamment, nous a donné des assurances. Le renforcement de notre armée se fait dans cette perspective, mais soyons réalistes : le problème nous dépasse et est lié aux intérêts des puissances étrangères impliquées ici. La présidence Reagan apprécie notre souveraineté et nous aide réellement à la recouvrer. C'est d'ailleurs pour étudier les moyens de poursuivre ce processus que je vais le rencontrer ainsi que les présidents Mitterrand et Pertini. Nous escamotons une sorte de « plan Marshall » international auquel contribueraient, outre les Etats-Unis, les pays arabes et les organismes financiers mondiaux. L'assistance de l'Europe serait surtout technique.

— Et puis, quand demandez-vous à Mitterrand pour avoir toujours été attentif à l'appel du Liban. C'est la première fois depuis de Gaulle qu'un effort réel et tangible est déployé par la France, sans complexe, en faveur de notre pays. Son aide, ainsi que celle des autres pays dont les contingents forment la force multinationale, a été substantielle et efficace. Des soldats français ont payé le prix de leur chair et de leur sang pour nous. Avec le président Mitterrand, je m'attacherai à affirmer et développer la dimension toute spéciale des liens franco-libanais et de notre commun patrimoine culturel.

— Où en est l'enquête sur l'assassinat de votre frère ?  
— Un couple a été arrêté, mais la filière n'a pas encore été entièrement remontée. Il faudra se pencher sur les archives de certains services de renseignements. Je ne peux pas être plus explicite.

— Où en est l'enquête sur les massacres de Sabra et de Chatila ? Y aura-t-il un procès des éventuels auteurs libanais de ces crimes ?  
— Posez plutôt la question au service de sécurité en place au moment des massacres. Ni l'armée libanaise ni l'Etat libanais n'étaient présents dans cette zone, qui, alors, était contrôlée et passée au peigne fin par l'armée israélienne. Les conventions internationales sur la guerre sont claires : l'occupant est directement responsable de ce qui se passe dans les territoires qu'il contrôle.

— L'armée libanaise a-t-elle ordonné une enquête ? Si votre question vise les accusations portées contre les « Forces libanaises », je puis vous affirmer en toute connaissance de cause que l'enquête n'a pas été prise dans ce sens ni à leur niveau ni à celui des Kataeb.

## Le sort des civils palestiniens

— Que comptez-vous faire des Palestiniens du Liban non combattants ? Est-il exact que vous souhaitez réduire leur nombre, le faisant passer de quatre cent cinquante mille à deux cent mille ?  
— Le gouvernement libanais s'acquiesce de toutes ses obligations envers les civils palestiniens résidents sur son territoire en vertu de titres de séjour et à l'approche de l'hiver, nous nous préoccupons de leur relogement. Quant à ceux qui sont entrés chez nous sans titre, ils doivent retourner là où ils étaient. D'autant qu'il n'y a pas de quotas, ils sont arrivés dans notre pays, manipulés dans le cadre du grand complot dont il a été l'objet.

— Une présidence, c'est aussi un style. Comment définiriez-vous le votre à la tête de l'Etat ?  
— Par une action directe et sans complexe. Il y a, en 1982, le Liban à reconstruire et un défi à relever : celui de la restauration de la souveraineté réelle, et donc des libertés et de la démocratie, quel que soit le Liban qui en sera le bénéficiaire.

Propos recueillis par LUCIEN GEORGE

## Washington se retrouve au centre de la négociation

De notre correspondant

Washington. — Les dirigeants américains vont vivre cette semaine à l'heure du Proche-Orient. Ils reçoivent, ce lundi 18 et le mardi 19 octobre, le nouveau président libanais, M. Amine Gemayel, qui sera suivi, vendredi, d'une délégation arabe présidée par le roi du Maroc. A ces deux échanges de vues s'ajoutera peut-être une autre visite du ministre israélien des affaires étrangères, M. Shamir, actuellement au Costa-Rica, qui repassera par Washington, où il se trouvait la semaine dernière, avant de regagner son pays.

Ces allées et venues — précédées de la rencontre entre le roi Hussein et M. Arafat à Amman — ne déplaissent pas aux dirigeants américains. Ils constatent qu'on se parle, que le conflit israélo-arabe ne s'est pas figé, et que Washington est au centre de ce processus, en attendant qu'il puisse être de mener le dialogue total de Moscou n'étant plus personne. Il paraît bien loin le temps où le général Haig voulait constituer un « consensus stratégique » pour lutter contre les menées soviétiques dans la région.

L'éventualité d'un sommet à quatre (Reagan-Mohamrad-Begin-Hussein) a été évoquée le 17 octobre par le *Boston Globe*. Selon ce quotidien, un « Camp David 2 », élargi à la Jordanie, est envisagé par Washington puisque le roi Hussein a bien réagi aux propositions de paix de M. Reagan prévoyant la constitution d'une petite palestinienne dans les territoires occupés qui serait associée au royaume hachémite. La Maison Blanche n'a pas démenti entièrement l'information du *Journal de Boston*. Selon un porte-parole, « aucun projet de cet ordre » n'existe à l'heure actuelle, mais « le président Reagan est prêt à faire tout ce qui est nécessaire à la paix au Proche-Orient ».

Washington veut régler en priorité le problème libanais. Cela est facilité par le dégel de ses relations avec Jérusalem. Les deux gouvernements se disent optimistes sur les chances d'arriver très prochainement à une solution au Liban, mais on ignore toujours quelle force militaire pourra stationner dans le sud du pays pour surveiller une zone tampon. Si les Israéliens ne veulent à aucun prix de l'O.N.U., les Américains déclarent que leur propre participation ne fait pas partie des options possibles, de procéder par élimination, il ne reste plus que l'armée libanaise (secondée par les hommes du *Lebanese Forces*) qui une force multinationale privée de soldats américains.

M. Gemayel a toutes les raisons d'être très bien accueilli à Washington. On voit ici en lui un allié solide qui n'a pas franchement sous le parapluie américain. Les Etats-Unis lui ont déjà promis une aide financière importante pour la reconstruction de son pays, et du matériel pour renforcer

l'armée libanaise. Tient-il jusqu'à accepter une augmentation du nombre des « marines » présents à Beyrouth (mille deux cents actuellement), et une prolongation de leur mandat ? Après beaucoup de réticences, les milieux politiques américains commencent à se faire à cette idée, même si de vives oppositions demeurent au Congrès. M. Camille Chamoun, qui a précédé M. Gemayel dans la capitale fédérale, a jeté un certain froid en affirmant que la force multinationale, forte aujourd'hui de quatre mille hommes, devrait être triplée et que l'armée libanaise ne serait pas en mesure de prendre la relève avant deux ans.

La délégation arabe attendue le 22 octobre à Washington comprendra finalement le roi Hassan, les ministres des affaires étrangères d'Algérie, d'Arabie Saoudite, de Jordanie, de Syrie et de Tunisie, ainsi que le secrétaire général de la Ligue arabe, La Maison Blanche et le département d'Etat ont formellement démenti qu'un membre de l'O.L.P. en ferait partie. « Notre position sur l'O.L.P. n'a pas changé », affirme un communiqué. « Aucun membre » de cette organisation ne sera reçu à Washington. Il est possible, en revanche, qu'un dirigeant palestinien accompagne la délégation arabe jusqu'à New-York puisque l'O.L.P. est reconnue par les Nations unies.

Le mois dernier, lorsque Israël avait été écarté de l'Agence internationale pour l'énergie atomique, la délégation américaine avait quitté la réunion. Si un phénomène semblable devait se produire cette semaine à l'Union internationale des communications, réunie à Nairobi, les Etats-Unis se retireraient immédiatement de cette agence et ne lui verseraient pas leur cotisation de 24 millions de dollars pour l'année 1983. « Nous agissons de même à l'égard de toute agence des mesures semblables », a déclaré, samedi 15 octobre, le secrétaire d'Etat, M. George Shultz. « Si Israël était exclu de l'Assemblée générale, les Etats-Unis suspendraient leur participation et cesseraient leurs paiements ».

Concrètement, Washington ne verserait pas sa note part de 149,4 millions de dollars pour l'année 1982, attendue le 1<sup>er</sup> novembre prochain. Mais on précise, de source officielle, que les Etats-Unis continueraient à siéger au Conseil de sécurité. M. Shultz a donné une double explication à l'attitude américaine. D'une part, l'expulsion d'Israël serait « contraire aux principes des Nations unies » et porterait atteinte à l'objectif même de cette organisation qui doit « résoudre les conflits entre les nations » et non créer de nouvelles disputes. D'autre part, ce serait un mauvais coup à la paix au Proche-Orient puisque, « par une frappe trop forte », cette exclusion surviendrait au moment où « de nouvelles espoirs » se manifestent dans la région.

ROBERT SOLÉ

## Le président (danois) des Dix va se rendre à Beyrouth et à Amman

De notre envoyé spécial

Nyborg. — Le Proche-Orient, les relations avec les Etats-Unis, la situation en Europe de l'Est, tels ont été les principaux thèmes abordés par les ministres des affaires étrangères des Dix réunis samedi 16 et dimanche 17 octobre à Nyborg, au Danemark.

M. Ellemann-Jensen, le nouveau ministre des affaires étrangères du Danemark, qui préside durant ce semestre les travaux des Dix, ira, comme ses prédécesseurs, porter la bonne parole européenne au Proche-Orient. Beyrouth sera le but principal de ce voyage. L'idée est d'élaborer un plan européen d'aide à la reconstruction du pays. La Commission de Bruxelles y travaille déjà. Le programme de la Communauté pour le Liban pourrait être approuvé, au moins dans ses grandes lignes, lors du conseil européen des 3 et 4 décembre à Copenhague.

Mais le ministre danois a l'intention de se rendre également à Amman. Il a fait valoir que la Jordanie occupe une place plus centrale que jamais dans les différents plans de règlement du problème palestinien. M. Ellemann-Jensen n'a pas l'intention, en l'état actuel des choses, de se rendre à Jérusalem. « Israël doit encore démontrer sa volonté de paix », a-t-il observé.

Cependant, les Dix ont été unanimes pour s'opposer aux tentatives d'exclusion israélienne des Nations unies. « Une telle décision créerait un précédent dangereux pour l'universalité de l'ONU », a souligné le président danois. Les Dix sont d'accord pour envisager pour essayer de sauver la conférence de Madrid (C.S.C.E.) qui doit reprendre le 9 novembre.

PHILIPPE LEMAITRE

## Iran à la suite de l'assassinat de l'ayatollah Esfahani

TEHRAN. — L'ayatollah Esfahani, président du Majlis, a lancé, dimanche 17 octobre, un avertissement à la France à la suite de l'attentat qui a coûté la vie à l'ayatollah Achraf Esfahani (le *Monde* du 16 octobre), âgé de 53 ans, un des proches amis de l'imam Khomeiny.

« L'Assemblée islamique libanaise est en avertissement à la France, d'abord au peuple français, puis au parti communiste et enfin à François Mitterrand lui-même. Je suis totalement sûr que le P.S. et Mitterrand ne le prendront pas au sérieux, mais j'espère que le peuple français écouterait : les Français ont été témoins du fait qu'à Paris, de façon officielle, un groupe vivant en paix sous la protection de la police française a revendiqué la responsabilité de cet assassinat. La France soutient le terrorisme et l'anarchie dans le monde. Le peuple d'Iran s'indigne de cette injustice », a-t-il déclaré.

En outre, le vice-ministre iranien des affaires étrangères, M. Cheik Ali Esfahani, a remis dimanche une note de protestation au chargé d'affaires français à Téhéran, M. Jean Perrin. En fait, un communiqué du M. Massoud Rajavi laisse entendre qu'un ayatollah libanais accusé d'être responsable de certaines exécutives de l'ayatollah Esfahani et de l'assassinat de plusieurs personnalités de gauche.

Par ailleurs, l'imam Khomeiny, qui a suspendu ses audiences du 19 octobre au 2 novembre à l'occasion du deuil religieux, de l'ayatollah Achraf Esfahani, a dénoncé Amnesty international qu'il appelle l'« organisation de l'ignorance et du

## Iran

A la suite de l'assassinat de l'ayatollah Esfahani

TEHRAN. — L'ayatollah Esfahani, président du Majlis, a lancé, dimanche 17 octobre, un avertissement à la France à la suite de l'attentat qui a coûté la vie à l'ayatollah Achraf Esfahani (le *Monde* du 16 octobre), âgé de 53 ans, un des proches amis de l'imam Khomeiny.

« L'Assemblée islamique libanaise est en avertissement à la France, d'abord au peuple français, puis au parti communiste et enfin à François Mitterrand lui-même. Je suis totalement sûr que le P.S. et Mitterrand ne le prendront pas au sérieux, mais j'espère que le peuple français écouterait : les Français ont été témoins du fait qu'à Paris, de façon officielle, un groupe vivant en paix sous la protection de la police française a revendiqué la responsabilité de cet assassinat. La France soutient le terrorisme et l'anarchie dans le monde. Le peuple d'Iran s'indigne de cette injustice », a-t-il déclaré.

En outre, le vice-ministre iranien des affaires étrangères, M. Cheik Ali Esfahani, a remis dimanche une note de protestation au chargé d'affaires français à Téhéran, M. Jean Perrin. En fait, un communiqué du M. Massoud Rajavi laisse entendre qu'un ayatollah libanais accusé d'être responsable de certaines exécutives de l'ayatollah Esfahani et de l'assassinat de plusieurs personnalités de gauche.

Par ailleurs, l'imam Khomeiny, qui a suspendu ses audiences du 19 octobre au 2 novembre à l'occasion du deuil religieux, de l'ayatollah Achraf Esfahani, a dénoncé Amnesty international qu'il appelle l'« organisation de l'ignorance et du

Depuis un an, le monde a changé.

Découvrez le nouvel ETAT DU MONDE

Par 83 spécialistes, un panorama complet des grands événements de l'année écoulée et des 163 Etats de la planète

129 articles de fond, 157 tableaux statistiques, 80 bibliographies, 40 cartes, 800 adresses utiles

40 000 exemplaires vendus de l'édition 1981

François Maspero 68 F, 640 pages, Format de poche, relié



150  
من الاموال



# EUROPE

## Pologne

### Mgr Glemp constate qu'aucun dialogue n'est possible avec le pouvoir

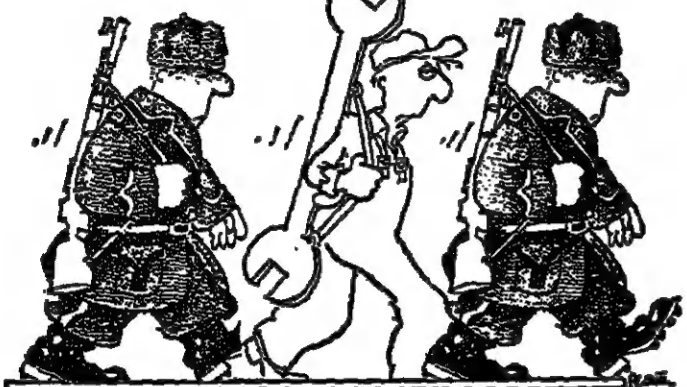
La population de Nowa Huta, le plus grand complexe résidentiel de Pologne, près de Cracovie, a pleuré dimanche 17 octobre la jeune carrière Bogdan Wlosik, mortellement blessé par la milice mercredi pendant les manifestations qui ont marqué le début du dixième mois de l'état de guerre. Des dizaines de zones, en lence de combat grise, interdisaient l'accès à l'endroit où Bogdan Wlosik était tombé et où les autorités avaient fait enlever la croix de fleurs constituée par la population. Aucun affrontement n'a eu lieu contrairement aux jours précédents.

Par dizaines de milliers, les habitants se sont succédés tout l'après-midi en l'église de la Reine de Pologne, immense construction moderne en forme d'arcade, qui peut contenir cinq mille personnes, où des messes ont eu lieu de midi à 17 heures. L'enterrement de Wlosik aura lieu mercredi matin au cimetière de la ville où se déroulera, sur l'ordre de la milice, la cérémonie religieuse. C'est sans doute en prévision de cette cérémonie que de nouveaux renforts de zones sont arrivés dimanche avec leurs canons à eau et des jeeps équipées de gros lanceurs de grenades à cinq canons.

A Varsovie, le primate de Pologne, Mgr Jozef Glemp, a re-

soit secrète de pénétrance. A ceux qui attendent de l'Eglise une réponse à toutes les questions qu'ils se posent dans ces circonstances, Mgr Glemp a répondu : « L'Eglise elle-même partage l'oppression de toute la nation. Les clubs d'intellectuels catholiques (KIK) sont suspendus, le P.Z.R.S. (nouvelle appellation du ZNAR, la seule organisation politique proche de l'épiscopat) n'est pas une organisation de masse, et les autres associations de catholiques ne rejoignent pas la ligne de comportement de la hiérarchie ecclésiastique », a-t-il dit. Et pour marquer son désaveu des deux formations politiques qui se réclament du catholicisme, PAK et l'Association chrétienne sociale C.Z.S.S., qui ont joint leurs voix à celles des communistes pour dissoudre Solidarité, Mgr Glemp a ajouté : « A l'époque où les vrais catholiques étaient encore leur foi, on (le pouvoir) a délaissé des gens pour appartenir à ces associations ».

Le primate a incité les fidèles à regarder les choses en face en ce qui concerne le syndicat de M. Lech Walesa, disant : « La solidarité entre les hommes existe dans le travail et dans le sentiment national. Ce ne doit pas être nécessairement une organisation. Quelle justification y



(Dessin de PLANTU.)

proché samedi soir au pouvoir d'avoir « liquidé l'élément le plus important du dialogue social », en faisant dissoudre par la Diète toutes les organisations syndicales, y compris Solidarité. Soulignant qu'après le 13 décembre, alors que les syndicats n'étaient que « suspendus », on pouvait encore avoir « l'espoir d'une entente », Mgr Glemp (qui célébrait la messe en l'église de la Toussaint à l'occasion du quatrième anniversaire de l'élection du pape Jean-Paul II) a déclaré : « Après le 8 octobre (date de l'adoption de la loi syndicale), on nous oblige à repartir de zéro, et cela sans consultation avec la classe ouvrière ».

En conséquence, a-t-il ajouté, se assiste à des comportements variés tels que la colère, l'abattement, l'indifférence, voire la

aurait-il pour une solidarité qui n'est pas une force dans une lutte importante du dialogue social ? Quel espoir nous reste-t-il ? a-t-il demandé en conclusion. Le premier élément, c'est nous-mêmes, nous devons avoir conscience de la force de notre nation, en l'esprit du christianisme (...). Le deuxième élément, c'est la jeune génération, qui n'a pas à assumer les terribles des plus âgés. En outre, Dieu nous donnera encore une autre lumière : il nous enverra le Saint-Esprit ».

Ce recours à la Providence apparaît comme une réponse indirecte au général Jaruzelski qui, dans son discours du 9 octobre, avait invité le primate à venir le voir pour fixer la date de la visite du pape l'an prochain en Pologne. — (A.F.P.)

## Yougoslavie

### Les autorités limitent les déplacements à l'étranger pour économiser les devises

De notre correspondant

Belgrade. — A partir de ce lundi 18 octobre, l'Etat yougoslave ne pourra pas déplacer à l'étranger qu'après versement sur le compte spécial d'une banque d'un dépôt de 5 000 dinars (780 francs environ). A chaque voyage supplémentaire au cours de la même année, cette somme sera augmentée de 2 000 dinars.

Prise dans le cadre de la politique de « stabilisation économique », cette mesure doit décourager les voyages à l'étranger. Elle empêchera en même temps l'exportation illégale des dinars qui, par milliards, se trouvent déjà dans certains pays, notamment en Italie et en Autriche. Ces dinars sont rachetés à un cours fortement déprécié par des touristes étrangers ou des trafiquants qui les ramènent en Yougoslavie réalisant ainsi des bénéfices énormes. Les dispositions de l'ordonnance gouvernementale publiée dimanche ne concernent pas les travailleurs yougoslaves à l'étranger et les membres de leur famille, et les hommes d'affaires étrangers.

Le même jour, les autorités ont annoncé un renforcement de la répression contre la spéculation sur le dinar et les devises. Les contrevenants se vront frappés d'une amende de 5 000 à 30 000 dinars ; les entreprises qui se livrent à ces trafics seront passibles d'une amende de 10 000 dinars à 1 million de dinars. Les étrangers pourront, comme jusqu'à présent, exporter en Yougoslavie des devises en quantité illimitée, mais devront désormais régler leurs achats en dinars obtenus dans les bureaux de change et les banques. Cette disposition vise tout particulièrement

ment les propriétaires de pensions et de restaurants privés qui, cette année, selon les estimations de la presse, ont accumulé près de 900 millions de dinars en faisant payer leurs clients des sommes énormes au lieu de dinars. Les citoyens yougoslaves ont depuis plusieurs années le droit de posséder un compte en banque en devises au lieu de dinars. Ils peuvent tirer de l'argent sur ces comptes à l'importation de biens ou à l'exportation de devises à l'étranger. Ils pourront continuer à le faire mais les autorités espèrent que l'obligation d'un dépôt découragera nombre d'entre eux à se déplacer, car on était arrivé à une situation paradoxale : alors que l'économie nationale éprouve de grandes difficultés pour se procurer des devises nécessaires à l'importation de matières premières ou de produits semi-finis, les citoyens en exportent très légalement. L'année dernière ils avaient sur leurs comptes en banque sept milliards de dinars en devises convertibles. Trois milliards ont été retirés et en majeure partie dépensés à l'étranger.

La pénurie de devises pose aussi un grave problème au gouvernement pour le règlement de la dette extérieure évaluée officiellement à 19 milliards de dollars. Selon le gouvernement de la Serbie nationale, il a été remboursé le début de l'année 41 milliards de dollars et 1,5 milliard devront encore être remboursés dans les deux mois à venir.

PAUL YANKOVITCH.

## Irlande du Nord

### A LA VEILLE DES ÉLECTIONS, LE « PLAN DE DÉVOLUTION » DE LONDRES PARAÎT DÉJÀ VOUE À L'ÉCHEC

#### Une province réfractaire à toute solution raisonnable

De notre envoyé spécial

Les électeurs d'Irlande du Nord désigneront, le mercredi 20 octobre, une assemblée consultative, pleine maîtresse du plan de « dévolution » de certains pouvoirs à la province mis au point par le secrétaire d'Etat à l'Irlande du Nord, M. James Prior.

C'est la troisième fois depuis 1972, date à laquelle l'Irlande du Nord est passée sous administration directe de Londres, que le gouvernement britannique tente de faire évoluer ce statut vers une certaine décentralisation. Cependant, cette nouvelle tentative paraît, a priori, compromise.

« Il n'y a pas de discrimination. Voyez, moi je suis protestant et j'ai un personnel à 95 % catholique... »

Les patrons, les syndicalistes, les hommes d'église, les professeurs d'université ou les travailleurs sociaux se font un point d'honneur de rejeter les vieux clichés confessionnels. Il n'y a aucun trouble religieux dans les ateliers, c'est une tradition, déclare un représentant du Comité des syndicats irlandais. Les Églises ont remporté, ces dernières années, de grands succès dans le rapprochement des deux communautés, affirme M. Robert Rames, évêque anglican de Belfast. Le Mouvement des femmes pour la paix a sombré pour n'avoir pas eu donner une base théologique à des résolutions émotionnelles contre la violence sectaire, poursuit-il, mais il a laissé des traces.

Des travailleurs sociaux témoignent de la bonne entente entre les deux communautés dans la vie de tous les jours et même au sein des administrations locales quand des problèmes politiques fondamentaux ne sont pas en jeu. Oui, catholiques et protestants peuvent travailler ensemble, affirment les hommes de bonne volonté.

« Le régime de la tribu »

Pourquoi ne pas les croire, même si M. Scott, sous-secrétaire d'Etat, peut optimiser en trouvant la situation « essentiellement normale » ? A moins que la violence quotidienne, les patrouilles de voitures blindées dans les rues de Belfast, les contrôles de l'armée, les fouilles à l'entrée du centre piétonnier ne fassent partie de la « normalité ». Les actes terroristes ont certes en Irlande, trois fois moins de morts et six fois moins de blessés que les accidents de la route. Est-ce tenir l'image de l'Ulster comme les responsables économiques et politiques en accord volontiers la presse — que de tenir cette comparaison pour fautive ?

C'est dans les pays déchirés par la guerre, la vie continue. Catholiques et protestants, nationalistes et loyalistes, républicains et unionistes peuvent cohabiter et travailler ensemble malgré les attentats, les crimes sectaires, les représailles. Mais, dès qu'il s'agit de se prononcer sur des questions politiques, sur les liens avec la Grande-Bretagne ou la République du Sud, sur le mode de gouvernement de l'Ulster, ce que M. James appelle l'« étatisme de la tribu », les deux communautés se séparent. La société nord-irlandaise reste marquée par le « tribalisme », affirme l'évêque anglican de Belfast : par peur, par aléa, par besoin de la sécurité de la solidarité avec sa famille, ses ancêtres, sa communauté.

« On est las de la politique mais on y est plus sensible que par le passé », dit-il encore. C'est la politique de la métaphore. Les mots ont un pouvoir magique : partage du pouvoir, dimension irlandaise... On ne cherche pas à comprendre mais on réagit et fonde de ce que l'on croit que l'autre pense de ce que l'on dit. Ce n'est ni une guerre de religion, ni la lutte des classes, ni l'affrontement de deux nationalités, mais un peu de tout à la fois. C'est le régime de la tribu.

« Allons, les gens cultivés, sensibles, intelligents, s'engagent dans la politique, nous dit un représentant patronal, mais si ils ne le font pas parce que la politique est devenue un jeu de mots, ils ne le font pas parce qu'ils ne le font pas parce qu'ils ne le font pas... »

La lutte armée, d'ailleurs, a le faveur de la campagne électorale de base dans la communauté catholique, de poursuivre la déstabilisation d'un colonialisme britannique.

Pour la première fois les catholiques auront donc le choix entre deux partis nationalistes, l'un modéré, adepte de la non-violence, l'autre plus radical, partisan de la lutte armée et d'une Irlande unifiée et socialiste. L'un des enjeux de ces élections sera le rapport de forces entre ces deux composantes comme entre les deux partis unionistes chez les protestants.

Besaucoup d'observateurs pensent que la consultation sera surtout un sondage à grandeur nature. Sans le Parti d'Alliance soutenant sans restriction le projet Prior, l'Assemblée qui sortira des urnes a peu de chances d'être viable. Que pourra faire le secrétaire d'Etat d'un Parlement boycotté par 40 % de la population et de plus sa fraction la plus agressive ? Il ne pourra pas tout à fait ignorer, mais s'il est dominé par les unionistes de toutes obédiences car sa légitimité sera indubitable. Mais il ne pourra pas avancer sur la voie de la dévolution, même s'il est dévoué à la cause de la dévolution. Or dans ce parti « l'État partie » — aux couleurs de l'Irlande et non des écologistes — plus nationaliste, l'a emporté sur les partisans de la modernisation. Pour y parvenir le secrétaire d'Etat devra faire des concessions notamment sur la dimension pan-irlandaise, qui hantent inégalement les unionistes. C'est toujours la quadrature du cercle. L'impossible conciliation de « choses qui s'excluent mutuellement », selon l'expression même de M. Prior.

Les pessimistes estiment que le projet Prior ne durera pas plus longtemps que le gouvernement, et que M. Thatcher, si elle gagne les prochaines élections générales en Grande-Bretagne, se séparera d'un ministre qui a toujours ostensiblement une stratégie économique. C'est pourquoi la consultation en Ulster ne peut renverser des rochers, tandis que la province aggrave sous les coups conjugués de la récession économique et de la violence.

DANIEL VERNET.

## Grande-Bretagne

### Le jeune parti social-démocrate est à la recherche de son identité

De notre correspondant

Londres. — Comme un adolescent poussé trop vite, le parti social-démocrate fait une crise d'identité : qui est-il ? où se situe-t-il ? sur le plan politique, idéologique, économique, social ? Les observateurs ne sont pas les seuls à se le demander. Des questions ont été posées publiquement par les dirigeants du parti eux-mêmes lors de la conférence tournante qui, du 11 au 18 octobre, a mené les sociaux-démocrates du Pays de Galles à Great-Yarmouth, à l'est de l'Angleterre.

L'exercice d'autoquestionnement a été encouragé par le revers de fortune que le S.D.P. connaît depuis quelques mois. Créé en 1981 par l'ancienne direction travailliste, il avait connu un succès immédiat, qui fut quelques semaines électorales. La crise des Majorités et le regain de popularité de M. Thatcher ont fait rétrograder le parti à la troisième place dans les sondages derrière le parti conservateur et le Labour. Plus inquiétant encore : pour une nation qui se promet de « briser le moule » de la politique britannique, il n'apparaît plus comme l'élément dynamique de l'Alliance qu'il a conçue avec les Libéraux.

Cette rivalité, qui est aussi personnelle, entre deux hommes représentatifs de deux générations, est apparemment au début sur la politique économique. Portée de sa compétence d'ancien chancelier de l'Echiquier, M. Jenkins voulait engager son parti sur la voie d'un « socialisme de marché » et de la décentralisation. Les membres du conseil de la social-démocratie, sorte d'assemblée du parti, ont voulu révéler la possibilité d'une approche plus simple, influant ainsi un revers à leur leader, dès leur première réunion, à Great-Yarmouth.

Le S.D.P. souhaiterait d'autre part, entrer en pourparlers avec les syndicats, mais ces derniers, très liés au parti travailliste, ne font aucun effort pour rejoindre dans la classe ouvrière l'image des sociaux-démocrates.

Dans le domaine de la politique étrangère, M. Owen, qui est membre de la commission Palmer sur le désarmement, a fait une proposition propre à réconcilier les amis sociaux-démocrates : sans d'abord approcher l'Union soviétique, le parti devrait se rapprocher de ses amis libéraux agités au désarmement nucléaire. Il a suggéré la création d'une « zone tampon » d'armées, en Europe centrale, l'OTAN et le pacte de Varsovie, retirant leurs armes nucléaires de 150 kilomètres de chaque côté. Une telle mesure devrait être négociée avec Moscou, mais, en cas de refus soviétique, les pays occidentaux pourraient, selon M. Owen, faire un geste unilatéral, à condition, en contrepartie, d'augmenter leurs forces conventionnelles.

D. V.

## A travers le monde

### Inde

● LA FRANCE ET L'INDE ont décidé de poursuivre par la voie diplomatique leurs négociations, et dans l'esprit des bonnes relations existant entre les deux pays, afin de résoudre leurs divergences sur la fourniture d'uranium enrichi français, a déclaré, dimanche 17 octobre, à New-Delhi, le secrétaire général du ministère des relations extérieures, M. François Guizman, à l'issue d'une visite de deux jours en Inde. — (A.F.P.)

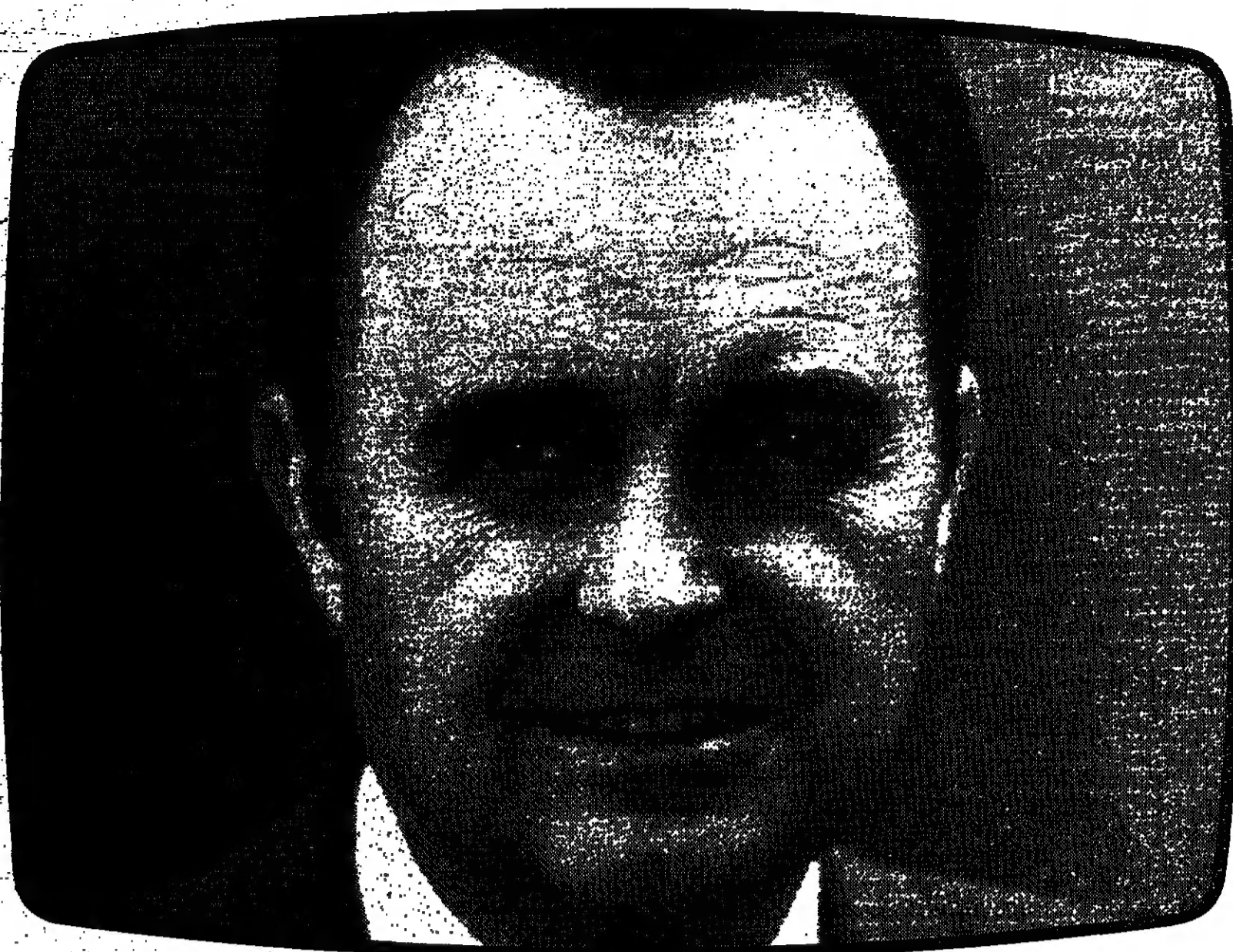
### Mali

● VISITE EN FRANCE DU PRÉSIDENT MALIEN. — M. Moussa Traoré, président de la République du Mali, est arrivé dimanche 17 octobre à Paris, pour une visite officielle de quarante-huit heures en France. Le chef de l'Etat malien a été accueilli par M. Robert Badinter.

### U.R.S.S.

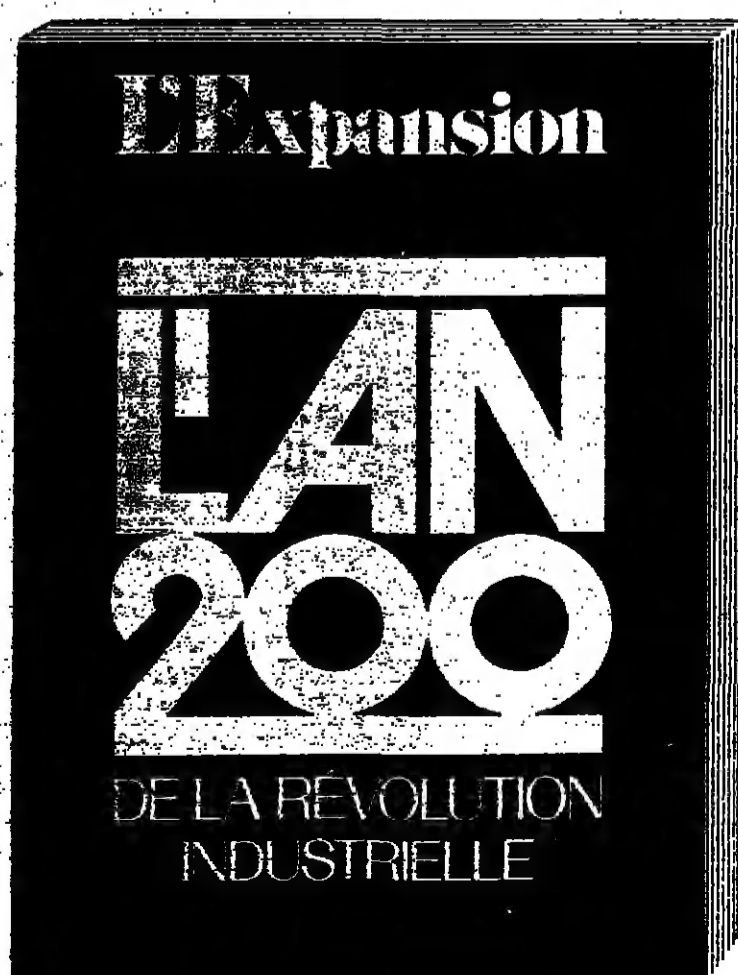
● COMMUNIQUÉ COMMUN SOVIÉTO-ÉTHIOPIEN. — L'U.R.S.S. et l'Éthiopie sont tombées d'accord sur la nécessité de faire du continent africain une « zone dénucléarisée », indique le communiqué commun soviéto-éthiopien publié dimanche 17 octobre à la fin de la visite en U.R.S.S. du président éthiopien Mengistu Haile Mariam. — (A.F.P.)





Jean Boissonnat, rédacteur en chef de L'Expansion présente ce mardi à 20 h 35 sur TF1 une soirée exceptionnelle: "Galaxie industrielle, l'An 200, une révolution inachevée".

# L'EXPANSION A 200 ANS.



Oui, mais pas notre magazine (qui fête en même temps ses 15 ans).

C'est "l'expansion" économique, sociale, politique et intellectuelle qui a cette année deux siècles.

En 1782, James Watt inventait la machine à vapeur qui allait, en lançant l'ère moderne, bouleverser le monde. Cette histoire fabuleuse et ses conséquences pour notre avenir, c'est un numéro exceptionnel de L'Expansion (notre n° 200).

En 360 pages de reportages, enquêtes, sondages, portraits et réflexions, ce numéro illustré tout en couleur vous offre une fresque vivante de l'aventure dans laquelle nous sommes engagés.

Pour comprendre votre époque, lisez L'Expansion n° 200.

**L'Expansion n°200.  
En vente partout, 30 F.**

مكتبة من الاصل



## EUROPE

### Italie

#### A L'APPEL DES SYNDICATS 100 000 personnes ont manifesté à Palerme contre la Mafia

Correspondance

Rome. — L'assassinat à Palerme, le 3 septembre dernier, du général Carlo Alberto Dalla Chiesa et de sa femme aura-t-il au moins servi à démontrer que désormais la lutte contre la Mafia est devenue priorité nationale ? En témoignent la décision du gouvernement italien de tenir à Palerme, les 15 et 16 octobre, une réunion ministérielle sur l'ordre public, et l'organisation simultanée par les confédérations syndicales, le 16 octobre, d'une assemblée nationale sur le thème : « Lutte contre la Mafia et le terrorisme ».

« Vous êtes mon espoir et celui de mon frère. Faites, vous aussi, en sorte que le sacrifice de mon père, de sa femme Emanuele et de l'agent Russo n'ait pas été inutile », a déclaré M. Rita Dalla Chiesa lors d'une manifestation de près de 100 000 personnes venues de toute l'Italie, qui a conclu l'assemblée syndicale. Au cours de ce meeting, ont pris la parole les secrétaires des trois confédérations, pour souligner l'importance d'une lutte « tous azimuts » contre l'honorable Société.

Ce pouvoir occulte de la Mafia, qui agit en marge des pouvoirs institutionnels par l'assassinat ou la menace, est aussi un pouvoir qui place ses hommes dans les rouages de l'Etat pour utiliser à des fins criminelles les leviers du pouvoir et de l'administration », a déclaré M. Lucio Lama, secrétaire de la C.G.I.L.

Les orateurs ont aussi insisté sur le fait que le développement économique du sud de l'Italie fait partie intégrante de la lutte contre la Mafia, qui, selon un rapport élaboré par la centrale syndicale U.I.L., fait vivre à Palerme plus de 100 000 personnes.

La veille, au cours de la conférence qui regroupait le préfet de la ville, les responsables des forces de l'ordre et six ministres, ont été définies les nouvelles formes de lutte contre l'honorable Société. Les deux problèmes les plus urgents sont un renforcement des efforts des forces de l'ordre mais aussi l'installation de banques de données informatiques capables d'accélérer les enquêtes.

La police financière a par ailleurs fourni un tableau de la situation des enquêtes menées sur les biens et les enrichissements suspects de 4 526 personnes « en odeur de Mafia ».

## DIPLOMATIE

A la demande de M. Cheysson

#### LA « RESTRUCTURATION » DES RELATIONS CULTURELLES ET DE LA COOPÉRATION VA FAIRE L'OBJET D'UNE INSPECTION

M. Cheysson a reçu, jeudi 14 octobre, une délégation du comité de grève (C.P.T.C., C.G.T., F.O.) de la direction générale des relations culturelles et techniques du ministère des relations extérieures. A la suite de la « restructuration » de la D.G.R.C.T. (qui relève du Quai d'Orsay) et du ministère délégué chargé de la coopération et du développement, une grève de vingt-quatre heures avait été observée, le 5 octobre, par une large majorité du personnel pour protester contre la désorganisation des services et de leur gestion. Le comité de grève s'était alors formé en comité permanent.

L'entretien de la délégation avec le ministre s'est déroulé dans « un excellent climat, franc et même chaleureux », indique-t-on de source syndicale. Il semble que de part et d'autre on ait évité de mettre les personnes nommées en cause bien que les méthodes du directeur général de la D.G.R.C.T., M. Jacques Tribau, aient été expressément visées par les grévistes (le Monde du 25 septembre et du 7 octobre).

M. Cheysson aurait reconnu qu'il existe « un problème ». Il a décidé de demander à l'inspecteur général des relations extérieures, M. Viot, de procéder à une inspection des services de la D.G.R.C.T. et de la coopération et de lui faire un rapport sur la « restructuration ». Pour mettre fin plus rapidement au malaise actuel, M. Viot serait pressé d'établir un rapport partiel à bref délai sur la D.G.R.C.T.

Depuis 1980, l'ancienne inspection générale « des postes » est devenue inspection générale de l'ensemble du ministère, ce qui lui donne une compétence sur l'administration centrale qui semble-t-il, ne s'était pas encore exercée.

#### UNE LETTRE DE M. CARATINI

M. Alain Caratini, de la direction générale des relations culturelles, scientifiques et techniques du ministère des relations extérieures, nous demande de préciser, à la suite de l'article de M. Delarue sur « La crise » que traverse cette administration (le Monde du 25 septembre), que « militant laïque, convaincu du syndicalisme unitaire », il n'a « jamais adhéré aux thèses de la C.F.D.T. » et que, s'il a exercé de 1982 à 1983 « d'importantes responsabilités syndicales », il n'a « porté aucune atteinte au projet culturel extérieur de la France ».

Il ajoute : « M. Delarue, en caricaturant le dialogue que se font les organisations syndicales, contredit-il le droit, à tout fonctionnaire syndicaliste, d'assumer une responsabilité administrative ? M. Delarue appuyant sa démonstration sur des contre-évidences, regretterait-il, avec d'autres, qu'à la direction générale, sous l'impulsion de l'actuel gouvernement, par la mise en place de structures de concertation, la parole soit donnée au personnel français d'éducation en fonction dans le monde, et que chaque agent, longtemps considéré comme pion sur échiquier, soit enfin reconnu comme citoyen responsable de la politique extérieure de la France ? »

● RECTIFICATIF. — Dans l'article relatif à la grève des professeurs à l'Office universitaire et culturel français en Algérie (le Monde du 16 octobre), il a été imprimé : « Nouvellement nommé, le directeur de l'Office, qui est le conseiller culturel, M. Jean-Claude Barreau, demande un répit. » Il fallait lire : « Nouvellement nommé, le directeur de l'Office et le conseiller culturel. Les deux fonctions sont en effet distinctes.

## ASIE

### Chine

#### LES ENTRETIENS DE M. MARCHAIS

#### M. Hu Yaobang estime que des partis communistes peuvent avoir de bonnes relations avec Pékin et Moscou

De notre correspondant

Pékin. — A l'issue de ses conversations avec M. Hu Yaobang, secrétaire général du P.C. chinois, M. Georges Marchais a quitté Pékin dans la soirée du dimanche 17 octobre pour un voyage en province qui doit le conduire à Xian, Shanghai et Suzhou. En fin de matinée, le même jour, après son troisième et dernier entretien politique avec M. Hu, le dirigeant français avait été reçu par M. Zhao Ziyang, chef du gouvernement, qui l'avait ensuite invité à déjeuner.

Samedi, la délégation du P.C.F. avait visité la mausolée de Mao. En sortant de l'édifice, M. Marchais avait justifié l'hommage ainsi rendu à l'ancien Grand Timonier par deux raisons : la première, a-t-il dit, est que Mao a été « un grand révolutionnaire » dont l'action compte « non seulement pour la Chine, mais pour le monde entier » ; la seconde est qu'à son avis le parti chinois est parvenu à une « ligne satisfaisante du rôle de Mao : « Ni tout don, ni tout mauvais », a-t-il déclaré.

De toute évidence, M. Marchais n'a pas voulu donner l'impression que, en rencontrant les dirigeants chinois, il se rendait à Canossa. Il n'a d'ailleurs pas manqué une occasion de rappeler « les divergences » qui subsistent entre son parti et le P.C. chinois, alors que, dans le même temps, il soulignait « le large champ de convergences », qui s'offre désormais à eux. Attitude, qui n'est pas contradictoire avec l'apparence, car elle paraît bien s'inscrire dans une conception d'ensemble du P.C.F. quant à ses rapports avec les autres partis communistes. L'objectif complet de vues n'est plus la condition sine qua non de l'entente. Il ne peut y avoir, au contraire, véritable dialogue et coopération que dans le respect des différences et de l'indépendance de chacun, de l'égale et de la non-ingérence.

Le « nouvel internationalisme » Cette ligne de conduite prend elle-même place au sein de ce que M. Marchais représente une formule employée par d'autres, a appelé le « nouvel internationalisme ». Définissant ce concept très large, le secrétaire général du P.C.F. a déclaré qu'il englobait « l'ensemble des relations internationales des partis communistes au pouvoir — le seul avec lequel le P.C.F., désormais, n'a pas de rapports et le parti albanais, la coopération avec les P.C. dans les pays capitalistes et dans d'autres pays, qui ne sont pas au pouvoir, enfin la coopération avec les mouvements de libération. Ce qui a l'unité du mouvement communiste international proprement dit, s'il n'est pas question, a estimé M. Marchais, de l'envisager « au sens organique », on peut en revanche dire, selon lui, « qu'elle se développe et progresse ».

Dans quelle mesure les dirigeants chinois ont-ils ces idées ? La question est d'importance, vu ses implications sur l'ensemble de la situation politico-stratégique internationale. Plusieurs constats s'imposent. Primo : lors de leur reprise de contacts avec Pékin, en avril 1980, les dirigeants du P.C. italien avaient eu le sentiment que les communistes chinois souhaitaient faire leur entrée au sein d'un mouvement communiste international auquel ils estimaient appartenir (le Monde du 19 avril 1980). Secundo : le P.C. chinois a fait de plus en plus fréquemment à ce mouvement communiste. Tertio : lors d'une rencontre avec les journaux français, dimanche, M. Hu Yaobang a déclaré qu'il était « possible » pour un parti communiste d'avoir à la fois de bonnes relations avec les P.C. chinois et socialistes. Il n'y a donc plus d'exclusivité. De là à dire que ces deux grands partis pourraient eux-mêmes renouer un jour des liens, il y a un pas que ne saurait aisément être franchi. M. Hu n'a pas moins estimé « très regrettable » que les rapports entre eux soient interrompus depuis de nombreuses années.

M. Hu Yaobang a d'autre part déclaré dimanche que la Chine avait « cessé depuis plusieurs années d'exprimer ses vues sur la politique intérieure soviétique ». Il n'est donc plus question de la condamner pour « social-fascisme » ou « social-imperialisme ». Reste une étape, la dernière, et qui consistera pour Pékin à reconnaître publiquement le caractère socialiste du régime soviétique. Une tentative avait été faite en ce sens, il y a quelques années, dans des milieux spécialisés, mais M. Deng Xiaoping y avait mis le boî. Depuis lors, il a été convenu au sein du P.C. chinois qu'il était préférable pour lui de ne pas se prononcer sur la question. Certains diplomates est-européens se sont toutefois entendus dire récemment en privé par des interlocuteurs chinois qu'ils étaient en droit de considérer leurs pays respectifs comme socialistes, en ce sens que soit l'issue du débat, force est de constater le ton conciliant adopté, dimanche, par

deux super-puissances. « Nous nous opposons à tout hégémonisme dans le monde », a répété M. Hu Yaobang. Une nouvelle évolution est-elle en gestation qui ferait désormais de l'impérialisme américain l'ennemi numéro un ? Dans les rangs de la délégation des communistes français, on aurait tendance à le penser, en notant par exemple la disponibilité des Chinois à envisager une solution politique aux problèmes du Cambodge et de l'Afghanistan. M. Marchais a été, pour sa part, à la fois net et ambigu, lorsqu'il a affirmé que l'examen de la situation internationale avec les Chinois avait permis d'arriver à la conclusion que « le danger venait de ce que le parti chinois appelle l'hégémonisme de l'imperialisme, et en particulier de celui des Etats-Unis ». Cette formulation serait si nouvelle de la part de Pékin qu'il convient, pour le moment, d'en accueillir l'écho avec prudence.

An-delà de ces perceptions, l'interrogation fondamentale est de savoir dans quelle direction s'engage la politique étrangère chinoise. Après avoir longtemps considéré que le principal danger venait de Moscou, Pékin met désormais alternativement à Pékin et à Moscou.

Corée du Sud  
Pour la première fois  
DEUX DÉLÉGATIONS  
SOVIÉTIQUES  
SONT OFFICIELLEMENT  
REÇUES À SÉOUL  
(De notre correspondant.)

Tokyo. — Alors que le dialogue reprend entre la Chine et l'U.R.S.S., les Soviétiques viennent de faire deux gestes significatifs, qui constituent une « grande première », en direction du régime militaire du général Chun Doo-hwan, ennemi juré du président de la Corée du Nord, le maréchal Kim Il-sung, qui est à la fois un ami de Moscou et de Pékin.

Il s'agit de l'envoi d'un coup d'envoi à Séoul d'une délégation de l'agence Tass, venue participer à la réunion des agences de presse de la zone Asie-Pacifique, et, selon la presse japonaise, d'un haut fonctionnaire du ministère soviétique de la culture, M. J. Popov, chargé d'étudier les possibilités de coopération dans ce domaine.

Ces visites sont les toutes premières effectuées officiellement par des Soviétiques en Corée du Sud depuis la division de la péninsule, en 1948. Séoul n'a pas de relations diplomatiques avec Moscou, ni d'ailleurs avec aucun régime communiste.

De même, les efforts sud-coréens en vue d'obtenir une reconnaissance diplomatique par les pays communistes ne sont, jusqu'ici, soutenus par un échec. Ces pays, qu'il s'agisse de la Chine ou de l'U.R.S.S. et de ses alliés, ont toujours exclusivement reconnu Pyongyang.

Il convient de noter que ces gestes soviétiques envers Séoul interviennent moins d'un mois après la visite du maréchal Kim Il-sung à Pékin, visite qui semble avoir resserré les liens entre les deux pays voisins, peut-être au détriment des Soviétiques.

R.-P. PARINGAUX.

### AFRIQUE

#### Le congrès du Front Polisario

#### M. MOHAMED ABDELAZIZ A ÉTÉ NOMMÉ « PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE SAHRAÏTE »

Alger (A.F.P.). — Le cinquième congrès du Front Polisario a réuni, samedi 16 octobre, à sa tête, son secrétaire général, M. Mohamed Abdelaziz, nommé également à cette occasion aux fonctions nouvellement créées, aux termes d'un amendement constitutionnel, de « président de la République arabe sahraïte démocratique » (R.A.S.D.), proclamée le 28 février 1976 et reconnue par une cinquantaine d'Etats. Selon l'agence algérienne, A.P.S., le congrès, qui s'est ouvert mardi en « territoire libéré » au Sahara occidental, a également élu, à l'issue de ses travaux, un comité exécutif de sept membres, au lieu de deux précédemment.

Le Front Polisario, expliquait-on de source sahraïte, n'a pas invité à ce congrès, comme il l'avait fait pour ceux qui l'ont précédé, tous les Etats et partis soutenant la cause sahraïte, en raison des questions purement internes qui devaient y être débattues.

### Chine

#### A bord de son appareil

#### UN PILOTE MILITAIRE CHINOIS SE RÉFUGIE EN CORÉE DU SUD

Un officier de l'armée de l'air chinoise a atterri le samedi 16 octobre, à bord d'un avion de chasse de type MIG-19 de construction chinoise, sur un aéroport proche de Séoul, pour demander l'asile politique en Corée du Sud. Agé de vingt-cinq ans, le pilote n'est identifié que comme le « capitaine WU ». Il a remis aux autorités sud-coréennes des cartes et documents qui sont actuellement soumis à examen.

À Pékin, un porte-parole officiel s'est borné à déclarer qu'un « pilote chinois » avait disparu « pendant qu'il effectuait un vol d'essai au-dessus de la mer ». C'est la première fois qu'un pilote de MIG chinois se réfugie en Corée du Sud avec son appareil. En 1953, peu après la fin de la guerre de Corée, un pilote de l'armée de l'air nord-coréenne, Boh Kim-Sok, aux commandes d'un MIG-15 de fabrication soviétique, s'était réfugié en Corée du Sud. Il avait reçu une récompense de 100 000 dollars des Etats-Unis, où il vit actuellement.

MANUEL LUCBERT.

(Voir d'autre part, page 12, les déclarations de politique intérieure de M. Marchais.)

#### UN ÉTRANGE « ENLEVEMENT » À PÉKIN

Pékin (A.F.P.). — Une jeune Chinoise qui circulait samedi soir 16 octobre, à Pékin, à bord d'une voiture conduite par une diplomate française a été forcée de sortir du véhicule puis emmenée par une dizaine de Chinois non identifiés.

De source digne de foi, on apprend dimanche que la voiture de Mlle Sylvie Barmann, deuxième secrétaire à l'ambassade de France à Pékin, a été bloquée par un cycliste dans le centre de la capitale et que plusieurs personnes se sont immédiatement rassemblées autour du véhicule, empêchant que la Chinoise qui se trouvait à côté de la diplomate française descendre de la voiture.

Ancienne indication, n'a pu être recueillie sur l'identité de la jeune femme ni sur celle des personnes qui l'ont enlevée.

**l'événement**

la première

**ENCYCLOPÉDIE JURIDIQUE DE L'AFRIQUE**

**LES NOUVELLES ÉDITIONS AFRICAINES**

**BON POUR UNE DOCUMENTATION GRATUITE**

Pour l'Afrique : EDDY NESS - 01 BP 1465 - ARJIAN 01

Pour la France et les autres pays : DEALER INTERNATIONAL - 1204, rue Ernestine - 75018 PARIS

NOM \_\_\_\_\_

PRÉNOM \_\_\_\_\_

PROFESSION \_\_\_\_\_

SOCIÉTÉ / ADMINISTRATION \_\_\_\_\_

TELEPHONE \_\_\_\_\_

N° \_\_\_\_\_

VILLE \_\_\_\_\_

PAYS \_\_\_\_\_

RÉSIDENCES - CLUBS  
3<sup>e</sup> AGE  
Spécialiste Côte d'Azur  
Cabinet INDEXA  
52, rue Madoch - 06000 NICE  
Tel. : (03) 80.88.31 (R.A.I.M.)



# ASIE

## Sri-Lanka

### L'élection présidentielle se déroule pour la première fois au suffrage universel

Aux termes de la Constitution promulguée en septembre 1978 et instaurant au Sri-Lanka un régime présidentiel — la Constitution de 1972 instaurait un régime parlementaire de type britannique — plus de huit millions d'électeurs âgés de plus de dix-huit ans sont appelés, pour la première fois, le mercredi 20 octobre, à désigner celui qui présidera pendant six ans aux destinées du pays.

Six candidats sont en lice dont le président sortant, M.J.R. Jayewardene, soixante-seize ans, du Parti de l'Unité nationale (conservateur) et M. Hector Kobbekaduwa, soixante-six ans, du Parti de la Liberté (tendance socialiste), formation de l'ancien premier ministre, Mme Sirimavo Bandaranaike, qui est inéligible après avoir été privée de ses droits civiques. Sollicitent également les suffrages des électeurs, deux candidats trotskistes, un ancien insurgé converti au parlementarisme et un candidat appartenant à la minorité tamoule, qui entendent faire de ce scrutin un référendum sur la création d'un État tamoul séparé.

#### De notre envoyé spécial

Colombo. — « Après la victoire que je vais remporter, la carte électorale du Sri-Lanka pourra être rangée pendant dix ans. » Cette affirmation du président J.R. Jayewardene (qui l'on appelle familièrement « J.R. ») témoigne de la confiance du président sortant en une retentissante victoire.

Au-delà des prévisions d'un célèbre astrologue local, affirmant que la configuration planétaire, le jour de l'élection, lui sera nettement favorable, l'assurance du président s'explique d'abord par l'état dans lequel se trouve aujourd'hui l'opposition, incapable de s'entendre sur un candidat commun. Une situation qui a sans doute pesé lourd dans la décision de décider des élections anticipées.

Il est vrai que, à l'époque où il avait pris sa décision, le principal parti d'opposition, le Parti de la Liberté (Sri-Lanka Freedom Party-S.L.F.P.), était divisé en deux groupes rivaux. L'un conduit par l'ancien premier ministre, Mme Bandaranaike, soixante-six ans, soutenue par sa fille Chandrika. L'autre conduit par M. Mahipala Senanayake et le propre fils de « Mme B », Anura, trente-trois ans. A l'origine de cette scis-

sion, la décision du Parlement, en octobre 1980, de priver « Mme B » de ses droits civiques pour sept ans, une commission présidentielle d'enquête constituée à cet effet l'ayant jugé coupable d'abus de pouvoirs commis entre 1970 et 1977 (le Monde du 18 octobre 1980). Ainsi se trouvait écartée de la vie politique (expulsée du Parlement, elle ne peut se présenter à aucune élection, ni même faire campagne pour un autre candidat) celle qui, de l'avis général, représentait pour le président sortant la menace la plus grande. Ce que devait confirmer « J.R. » en lui refusant son pardon, alors que, prête à se soumettre au jugement de l'électorat, elle l'invitait à l'affronter dans l'arène électorale, dans un duel « d'homme à homme ». Prudent, « J.R. » a fait la sourde oreille, d'autant que la neutralisation politique de sa rivale devait rapidement entraîner des remous au sein du Parti de la Liberté, certains membres estimant que le leader se trouvant momentanément bâillonné il convenait d'organiser l'intérim. D'où la scission intervenue.

En fait, en reconnaissant, le 11 septembre, la fraction de « Mme B » comme seule habilitée

à utiliser l'appellation, le sigle et l'emblème — « la main » — du parti, le commissaire aux élections arbitrait finalement le conflit et entraînait le ralliement, autour de « Mme B », de dissidents désormais convaincus qu'il leur serait difficile d'affronter le scrutin présidentiel ainsi désarmés. Anura, qui avait, dès le mois de mars, rejoint le giron maternel, voyait alors sa mère tenter de le faire nommer candidat du parti à la présidence. Sans résultat. L'appareil du parti imposait au contraire M. Hector Kobbekaduwa, soixante-six ans (appelé simplement « Hector » par la presse locale), ancien ministre de l'Agriculture dans le cabinet de « Mme B », où il était chargé de la réforme agraire, et considéré comme appartenant à la tendance dure. Après avoir boycotté la campagne, Anura a finalement décidé d'y participer, non sans expliquer constamment qu'en réalité « Hector voulait pour sa mère » et que son « contrat » l'obligerait, une fois élu : 1°) à restituer ses droits civiques à Mme Bandaranaike ; 2°) à dissoudre l'Assemblée afin qu'il soit procédé à des élections générales ; 3°) à revenir à la Constitution de 1972, par conséquent à un régime parlementaire où le pouvoir serait détenu non plus par le président mais par le premier ministre, c'est-à-dire par « Mme B ».

En clair, « Hector » accepterait de renoncer à ses pouvoirs et se contenterait d'inaugurer les chrysanthèmes.

#### Une « marionnette »

Une position inconfortable sur laquelle les adversaires du Parti de la Liberté ne manquent pas d'insister dans leur discours, comparant « Hector » à une marionnette dont « Mme B » tirerait les ficelles de la coulisse. Rafistolé plus que réconcilié, le parti de

« Mme B » a, d'autre part, enregistré un certain nombre de défections au profit de la formation au pouvoir, dont celle de deux anciens ministres. Cet exode a été bien entendu orchestré par le président, qui a multiplié les piques contre un parti comparé à « un asile de fous touché par la foudre » ou à « un nid d'abeilles dans lequel on aurait donné un coup de pied ». Un président qui n'a pas de mots assez durs pour dénoncer « le népotisme et le fétichisme du clan Bandaranaike » et n'a pas hésité à lancer, dans un meeting, cet appel : « Aidez-moi à les ficeler ensemble puis à les jeter à la mer ».

Ce réquisitoire est aggravé par les critiques, voire par les invectives échangées entre eux par les candidats de l'opposition. Jadis membre d'une coalition qui, au pouvoir de 1970 à 1977, regroupait notamment le Parti de la Liberté et le parti communiste soviétique, le candidat du Lanka Sama Samaj Party (L.S.S.P.), formation trotskiste exclue de la IV<sup>e</sup> Internationale, le docteur Colvin de Silva, soixante-cinq ans (1), ne ménage aucun effort pour saper la candidature d'« Hector » qu'il considère ni plus ni moins que comme « un agent du capitalisme ». Quant au candidat du Janatha Vimukthi Peramuna (J.V.P.), c'est-à-dire le Front de libération populaire, M. Rohana Wijeweera, trente-neuf ans, le « Che Guevara » du Sri-Lanka (converti à la légalité et au régime parlementaire, il n'a conservé de son idole que le fameux béret noir et prêche une révolution qui respecterait les traditions bouddhistes), il n'a pas oublié que l'insurrection qu'il avait lancée en avril 1971 avait été noyée dans un bain de sang par le gouvernement de Mme Bandaranaike.

Ce spectacle justifie assurément la confiance du président

sortant, d'autant que l'arithmétique électorale lui donne quelques raisons d'espérer. Il s'en explique dans une campagne où, de meeting en meeting, il fait ses comptes publiquement : « En 1977, mon parti avait recueilli 3,1 millions de voix, soit 50,6 % des suffrages exprimés, contre 1,8 million au Parti de la Liberté. Ce dernier a donc besoin de plus d'un million de voix supplémentaires pour égaler mon score, une tâche quasi impossible, alors qu'il me suffit de trois à quatre cent mille voix de plus pour l'emporter, ce qui devrait être facile. »

A en juger par la pêche aux voix tous azimuts à laquelle le président se livre, il n'est toutefois pas aussi sûr qu'il le dit d'atteindre facilement son objectif. Ainsi sollicite-t-il tour à tour les suffrages des nouveaux électeurs (ils seront 1,5 million) et des femmes ainsi que ceux des électeurs de l'opposition et ceux des minorités : les musulmans (environ un million) et surtout les Tamouls (2,7 millions).

#### L'attitude des Tamouls

Le fait que le principal parti tamoul, le Front uni de libération tamoul (FULT) (il avait obtenu 400 000 voix en 1977) ait décidé de ne pas participer au scrutin, alors que ses éléments les plus militants, tout comme les membres du Front de libération de la nation tamoule (Tamil Eelam Liberation Front, T.E.L.F.), étaient partisans d'un boycottage rigoureux, avantage d'une certaine manière le président, dans la mesure où il laisse en fait aux Tamouls la latitude de voter « selon leur conscience ». Cette attitude était logique de la part du FULT, qui s'est engagé dans une politique de dialogue avec le pouvoir actuel, a accepté de jouer le jeu de la décentralisation et de la réforme régionale, en présentant des candi-

dates aux nouveaux conseils de district, et à mettre temporairement une sourdine à sa revendication d'un État tamoul séparé, l'Eelam. (Le Monde des 3, 4 et 5 août.) Le candidat du Congrès tamoul, M. Kumar Ponnambalam, estimant cette cause trahie par le FULT, qu'il combattait voilà encore peu de temps, invite à présent les Tamouls à considérer ce scrutin comme un référendum en faveur de l'Eelam et évoque déjà la convocation d'une Assemblée constituante tamoule.

Reste, dans cette élection, l'élément déterminant constitué par la personnalité de M. Jayewardene qui, « Mme B » étant hors jeu, domine celles de ses adversaires. Cette stature joue en faveur d'un homme qui, seul candidat à avoir une dimension internationale, est, de plus, généralement respecté (les accusations de corruption portées contre son parti ne l'affectent pas personnellement) et qui, âgé de soixante-seize ans, bénéficie dans l'opinion de l'image rassurante d'un homme sage et expérimenté. Atout indéniable, cette personnalité écrasante est aussi pourtant le talon d'Achille du président. Si elle peut en effet lui permettre d'emporter les présidentielles, son impact serait probablement atténué dans le cadre des élections générales qui devraient logiquement suivre dans la foulée, si « J.R. » entend battre le fer quand il est chaud. Chacun s'accorde en effet à considérer que ces élections, en raison notamment du nouveau système proportionnel, constitueront pour son parti une redoutable épreuve. Pour « J.R. », le scrutin du 20 octobre ne sera en fait qu'une première manche.

PATRICK FRANCÈS.

(1) Un autre candidat, M. Nanayakkara, se réclame également du groupe trotskiste.

Ensemble,  
maîtrisons le nouveau travail temporaire.

Avec l'Ordonnance du 5 février 1982, le travail temporaire a changé.

Manpower s'est adapté à cette nouvelle situation. Avec optimisme et détermination. Aujourd'hui plus que jamais face aux dispositions nouvelles, votre entreprise et Manpower doivent agir ensemble dans un esprit de concertation et

dans le respect vigilant de la législation pour une prise de décision commune. Telle est notre philosophie d'action.

A votre confiance, Manpower répond par sa connaissance approfondie de l'univers professionnel, par sa sûreté et sa rapidité d'intervention. Pour la mériter, nous avons choisi de rester

le spécialiste du travail temporaire, en refusant de diversifier nos activités.

Et si nous ouvrons aujourd'hui 25 nouveaux bureaux en France, c'est encore une façon de dire notre confiance dans l'avenir.

Nous sommes prêts à vous la faire partager.

**MANPOWER**  
TRAVAIL TEMPORAIRE TOUTES PROFESSIONS.

5521 من الامم



# LIBAN LA RENAISSANCE

Le Président de la République Libanaise, Amine Gemayel, arrive en France ce mercredi 20 octobre pour une brève visite de travail de vingt-quatre heures. Cette visite en France confirme une fois de plus les relations privilégiées qui existent entre le Liban et la France. Après un discours aux Nations-Unies, M. Gemayel devait s'entretenir à Washington avec le Président Reagan. Le jeudi 21 octobre, il sera reçu par le Pape Jean-Paul II avant de rencontrer le Président italien Sandro Pertini. A Paris, Amine Gemayel et la délégation qui l'accompagne déjeuneront avec François Mitterrand et des officiels français, après un entretien en tête-à-tête avec le Président de la République Française.

Au-delà de l'événement, ce voyage est l'expression de la rentrée du Liban sur la scène internationale. Tout cela est possible aujourd'hui parce qu'Amine Gemayel incarne la résistance de tout un peuple, de toute une nation qui, en dépit de plus de sept ans de guerre et de violence, ont voulu vivre libres et indépendants.

Aux pires moments de la tragédie, jamais les institutions libanaises n'ont cessé de fonctionner. Même bafouées, elles se sont maintenues. Rares sont les pays au monde où les institutions auraient résisté à un si long voyage au bout de l'enfer et à la succession d'événements qu'a connue le Liban du 23 août au 23 septembre : un président élu, Bachir Gemayel devenu en 22 jours le recours de tout un peuple, las de la guerre des autres, était assassiné avant même d'avoir pu agir. Mais le vide politique n'a pas eu lieu et une fois de plus ces institutions libanaises, tant décriées, fonctionnaient parfaitement. Deux jours avant l'expiration du mandat du président Elias Sarkis, Amine Gemayel était élu par la plus forte majorité jamais acquise au parlement libanais.

## LE RETOUR A LA SOUVERAINETÉ

Moins d'un mois après son accession à la magistrature suprême, le nouveau chef de l'Etat mène tambour battant la restauration de la souveraineté de l'Etat. La tâche pourtant n'est pas aisée. Amine Gemayel le disait lui-même dans son discours d'investiture le 23 septembre : "J'accède au pouvoir alors que la patrie est déchirée".

Si les Israéliens sont encore dans le sud du Liban, Syriens et Palestiniens se trouvent toujours solidement retranchés dans la Bekaa, à l'est, et dans le nord du pays. Mais déjà Beyrouth, la capitale autrefois divisée en "Est" et "Ouest", est aujourd'hui réunifiée. Depuis la fin des hostilités et l'évacuation des combattants de F.O.L.P., les forces israéliennes se sont retirées de toute la capitale. L'armée libanaise, tant de fois dénigrée, fait sur le terrain la démonstration d'une autorité miraculeusement retrouvée. Pas un jour ne passe sans que les forces de sécurité intérieure ne procèdent à l'arrestation de repris de justice ou n'interpellent des étrangers en situation irrégulière. Jusqu'à l'agent de la circulation qui fait arrêter à un feu rouge un automobiliste quelque peu pressé et qui avait perdu, il est vrai, durant ces sept années de guerre, l'habitude de respecter les feux de signalisation.

Mais pour "mettre fin au cycle de violence et aux guerres que les autres se livrent sur le territoire libanais", pour restaurer la souveraineté nationale, les Libanais le savent et le nouveau chef de l'Etat ne cesse de le répéter, il faudra un Etat souverain doté d'une armée solide et homogène qui "viendra de tout le Liban, appartiendra à tout le Liban et sera présente sur tout le territoire libanais". Aujourd'hui, avec à ses côtés la force multinationale formée de contingents français, italiens et américains, l'armée libanaise redevient de jour en jour l'instrument de l'autorité de l'Etat et de la souveraineté nationale.

Mais l'armée n'est qu'un des instruments de cette souveraineté : l'appareil judiciaire, l'administration, en sont d'autres : et tous, dans l'esprit de la Constitution, représentent les fondements de la démocratie, garante des libertés et de la sécurité du citoyen libanais.

## L'ENTENTE NATIONALE

Mais cette restauration consacre aussi la réconciliation nationale. Celle-ci s'est exprimée dès qu'il a été mis fin à l'occupation de Beyrouth. Elle est tacite là où les troupes étrangères sont encore présentes. A l'image de la réunification géographique du pays et dans la perspective d'une évacuation totale des forces étrangères du Liban, le gouvernement, mis en place le 7 octobre dernier, devra parachever cette union nationale qui, selon les propres termes du nouveau chef de l'Etat, "est le fondement de la patrie et une priorité absolue pour le Liban". Amine Gemayel, il est vrai, dispose d'un atout non négligeable sur ce plan : lassés par la guerre, dispersés, leurs familles éclatées, souvent exilés, les Libanais aspirent aux "retrouvailles" entre eux : cette aspiration s'est manifestée d'une manière éclatante lors des funérailles du président élu Bachir Gemayel où toutes les communautés libanaises se sont retrouvées réunies dans l'épreuve.



Amine Gemayel, Président de la République Libanaise : l'espoir de tout un peuple.

De plus, le Président de la République dispose sur ce plan d'une image de marque d'homme de dialogue et d'entente nationale, dont il a fait son cheval de bataille depuis le début des événements. Il l'écrivait lui-même, à la veille de son élection : "Reconstruire la fibre du tissu libanais en consolidant l'esprit d'unité auquel tout Libanais aspire" est l'un de ses objectifs premiers.

Là aussi, la tâche n'est pas facile. A peine installé, le nouveau chef de l'Etat répète inlassablement ses appels à la réconciliation "avec nous-mêmes et avec les autres". "Dialogue", "entente", "ouverture", sont des mots qu'on a eu l'habitude d'entendre dans sa bouche. Tel un leitmotiv, il les répète au fil de ses interventions, de ses discours, de ses entretiens... Il est vrai aussi qu'il fait figure aujourd'hui de véritable rassembleur.

## VIGILANCE PERMANENTE

Mais s'il a maintenu le dialogue, même au plus fort de la guerre, avec les parties au conflit, Amine Gemayel n'en a pas moins toujours eu une position très claire. Farouchement attaché à l'entente, il l'était tout autant à la souveraineté nationale. Et lorsqu'il s'est agi de défendre cette souveraineté, il n'a pas hésité à prendre les armes. Il avait pris l'habitude de dire aux journalistes qu'il accueillait dans son bureau : "Les événements du Liban nous ont appris que le Libanais devait être continuellement vigilant, vingt quatre heures sur vingt quatre et 365 jours par an, de sa naissance au jour de sa mort".

Il a repris à son compte tout le programme de son frère.

"Nous devons à sa mémoire, disait-il le 23 septembre, de réaliser ses rêves et concrétiser les espoirs placés en lui".

De fait si les deux frères avaient des styles et des tempéraments différents, ils n'en ont pas moins les mêmes objectifs. Formés à la même école, ils ont eu les mêmes options fondamentales. Et Amine Gemayel écrivait à la veille de son élection : "L'image que je me fais du Liban et de son avenir est celle que s'en faisait mon frère".

## LE DROIT A LA DIFFÉRENCE

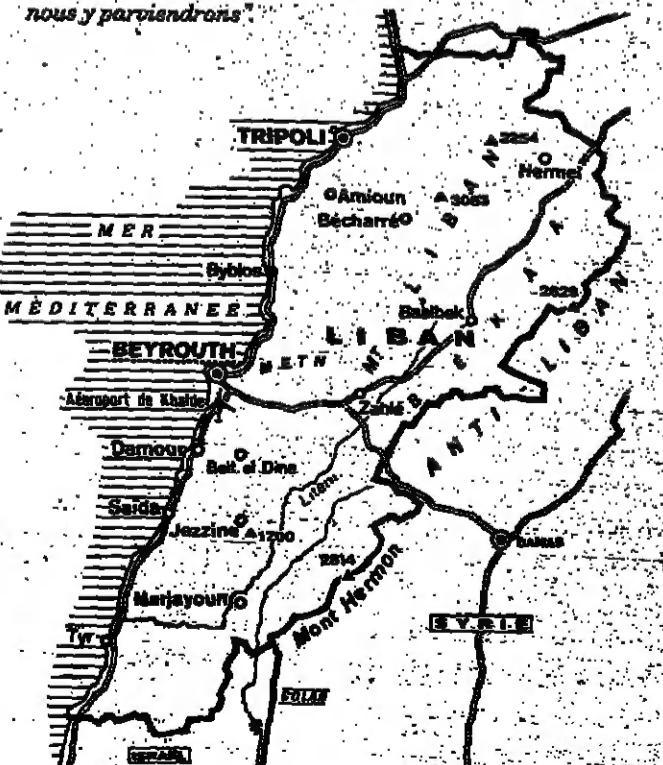
Il définissait dans le même article, publié dans la presse américaine, ses objectifs : souveraineté du Liban, unité nationale, restauration de l'administration, réédification de l'armée, sans oublier le rétablissement du rôle arabe et international du Liban. "En tant que membre de la

Ligue arabe, il ne fait aucun doute que le Liban dans son ensemble reste un modèle unique de société. Le Liban a toujours eu une identité et un statut particuliers et enrichissants pour le monde arabe : son rôle de pont entre l'Orient et l'Occident mais plus encore son rôle de médiateur pour la paix dans la région. Notre intention est de recouvrer ce rôle".

Le nouveau chef de l'Etat a toujours prêché au sein du monde arabe ce droit à la différence ; de même il a prôné les principes de liberté et de pluralisme culturel au Liban.

## LA RECONSTRUCTION

Mais en relevant le défi d'accepter la responsabilité suprême dans les circonstances actuelles, Amine Gemayel a également accepté de se battre sur plusieurs fronts. Le Liban déchiré par près de huit ans de guerres et de violences, détruit, exsangue, doit être reconstruit. Certes, on peut faire confiance sur ce plan aux Libanais qui, entre deux bombardements, reconstruisaient leurs maisons ou leurs bureaux. Là aussi, le nouveau chef de l'Etat dispose d'atouts certains. Au plus fort des événements il a fait de la région du Metn au nord-est de Beyrouth une région pilote où les projets d'équipements succédaient à ceux d'urbanisme. Soucieux du rôle culturel du Liban, Amine Gemayel a mis sur pied, avec sa "Maison du Futur" un véritable complexe de recherche, d'études et d'analyses. Il est ainsi à l'origine de la fondation, dans le Metn, de plusieurs institutions sociales et de coopératives de développement. Homme de projets bouillonnant d'idées, il a su dans sa vie professionnelle s'entourer d'équipes de confiance. A la tête de l'Etat, il a surpris ses compatriotes en formant un gouvernement qui rompaient les ponts avec la tradition du clientélisme et du féodalisme. Techniciens certes, mais avant tout hommes de terrain, ces hommes sont à même d'entreprendre cette gigantesque aventure que sera la reconstruction du Liban. Aux pires moments de la tragédie, à l'instar des institutions, la monnaie libanaise pour des raisons aussi multiples que diverses a maintenu le cap contre vents et marées. A son image, l'économie du pays a démontré son dynamisme en essayant aux quatre coins du monde. Aujourd'hui plus que jamais le Liban a besoin de la créativité de tous ses citoyens pour rebâtir le pays. Amine Gemayel l'écrivait lui-même : "Nous savons mieux que personne que nos problèmes sont gigantesques et qu'ils requièrent un dévouement et une énergie illimités. Quoi qu'il en soit chacun de nous est déterminé à reconstruire le Liban et nous y parviendrons".





## FRANCOPHONIE

UNE NOUVELLE POLITIQUE POUR « VENDRE » LE FRANÇAIS À L'ÉTRANGER

### De la pédagogie à l'offensive publicitaire

Jusqu'en 1980, on les appelait des « conseillers pédagogiques ». Recrutés par le ministère des affaires étrangères pour aider à l'enseignement du français dans les établissements scolaires étrangers, leur mission consistait surtout à visiter des classes, à donner des conseils et à organiser des stages pour former des professeurs. Il s'agissait donc d'enseignants, généralement recrutés sur place après des séjours comme lecteurs dans des universités étrangères ou après des missions de coo-

opération comme volontaires du service national actif (V.S.N.A.).

Le ministère des relations extérieures, à présent, souhaite redéfinir les missions de ce corps — quelque quatre cents fonctionnaires appelés aujourd'hui « attachés linguistiques ». Si leur tâche consiste toujours à suivre l'enseignement du français à l'étranger, elle va tendre de plus en plus vers un effort de diffusion « multimedia » (livre, disque, film, télévision,

vidéo, etc.), aussi bien en milieu scolaire qu'universitaire qu'au-delà.

La sous-direction de la politique linguistique au ministère des relations extérieures vient d'organiser à Chamarande (Essonne) une première session de « promotion active de la langue française » réunissant des attachés linguistiques des cinq continents. De cette semaine de travaux se dégagent les grandes lignes d'une nouvelle politique linguistique en gestation depuis la fin des années 70.

Une enquête  
de l'institut  
France-Tiers-monde  
  
UN MOYEN D'ACCÈS  
AUX CULTURES  
DE LA DIFFÉRENCE

Va-t-on assister, l'an prochain, à un retour en force de la langue française ? On pourrait le croire à entendre ceux qui ont en charge la diffusion du français en milieu scolaire. M. Raymond Le Ruyet, sous-directeur de la politique linguistique au ministère des relations extérieures : « Il faut éviter de jouer l'avenir de notre langue sur la seule coopération pédagogique. (...) Les choix linguistiques ne s'opèrent pas en fonction de critères purement pédagogiques ». M. Stello Farandjis, secrétaire général du haut comité de la langue française : « On aura les meilleurs pédagogues du monde à l'étranger et l'on pourra très bien assister à un déclin inexorable du français ». Un attaché linguistique « de base » en poste aux Pays-Bas : « L'enjeu du savoir et de la culture passe de moins en moins par l'école. Il faut trouver de nouveaux points d'appui ».

De nouveaux points d'appui : tel est le mot d'ordre aujourd'hui. Fini le temps où le conseiller pédagogique, se mettant au service du ministre de l'Éducation, se contentait d'encourager les professeurs de français en poste, donnant quelques conseils ici, distribuant de nouveaux manuels là, organisant de temps en temps une réunion tenant plus de la simple convivialité francophone que d'une véritable stratégie de diffusion linguistique.

Motiver les élèves  
et leurs parents

Voilà plusieurs années que, la mode audio-visuelle aidant, les conseillers pédagogiques ont spontanément débordé le cadre scolaire strict. En s'inspirant des méthodes en usage pour les adultes dans les alliances françaises, les pédagogues se sont mis à faire de l'animation culturelle, organisant des projections de films, des conférences, des séances de chanson française, etc. Suivant la formule proverbiale selon laquelle on n'attrape pas des mouches avec du vinaigre, les nouveaux promoteurs de la francophonie ont dû imaginer des formes plus attrayantes que les manuels scolaires et les cours de langue, même mis au goût du jour.

Avant d'enseigner le français, il faut avoir des élèves, et si possible suffisamment motivés pour que ce ne soit pas feu de paille. Motiver les élèves et aussi leurs parents, créer autour de la langue française un intérêt toujours renouvelé, rendre l'apprentissage du français à la fois attrayant, accessible et riche de possibilités, telles sont les nouvelles missions imparties aux hommes de terrain de l'action linguistique (1).

D'où des initiatives « tous azimuts », dont certaines ont été écrites à Chamarande. Ainsi l'opération menée au Brésil de 1978 à 1981 par le Groupe d'études sur le français instrumental et la traduction (GEFTI), rassemblant des professeurs de français et de portugais. En quatre ans, ce groupe a conduit parallèlement plusieurs actions en profondeur, tant pour l'enseignement du français instrumental aux étudiants brésiliens que pour la didactique du français en milieu scolaire. Il a mené à bien la traduction de plusieurs ouvrages français édités au Brésil, dont l'*Encyclopédie de l'écologie* (Larousse, 1977), qui a reçu en 1980 le prix de la meilleure tra-

duction scientifique décerné par la Chambre brésilienne du livre.

Plus récemment, deux expériences ont été faites en Europe. En mars 1982, l'Institut français de Berlin, sur l'initiative de l'attaché linguistique, a organisé une quinzaine de « La langue française hors de France », avec la collaboration de la presse locale (journaux, radios et télévision) et des services culturels d'autres pays francophones, notamment le Canada. La manifestation a touché les lycéens et leurs professeurs, associés à la préparation de l'opération, mais aussi le grand public berlinois.

Opérations spectaculaires

Au printemps dernier, en Italie, les élèves de quatre régions ont été mobilisés pour l'opération « Arc-en-ciel » : dans un premier temps, lors d'une « chasse aux touristes », les lycéens italiens devaient persuader des visiteurs francophones de venir dans les classes répondre à leurs questions. Puis la télévision a proposé un feuilleton policier assorti de questions auxquelles le public devait répondre en français par téléphone. Enfin, des animations ont été mises en place dans les villes « supports » de l'opération, qui elle-même a fait l'objet d'un film. Cinéma, télévision, théâtre, chanson et concours scolaires, tout a été mis en œuvre pour une promotion proprement publicitaire de la langue française.

« Faites du spectaculaire : vous aurez des crédits ! », conseille sans ambages M. Le Ruyet. Par « spectaculaire », il faut entendre ces opérations combinées, « multimedia », mettant en jeu les établissements scolaires, la télévision (chaînes « grand public »), les lieux d'animation culturelle d'une ville ou d'une région, les industriels français exportateurs, bref tout ce qui fait qu'une initiative de promotion linguistique touche une population entière.

INFORMATIQUE,  
MATIN, MIDI ET SOIR  
5-7 novembre - Grenoble  
UNE GRANDE RENCONTRE D'UTILISATEURS

— Trois tables rondes publiques pour interpellier les « spécialistes » sur la politique actuelle d'informatisation, sur la culture informatique, sur la télématique et l'expérimentation sociale. Avec entre autres, Seymour Papert, Jean-Hervé Lorenz, Philippe Lamoline, Eric Laboucher, etc.

— Des ateliers où, informés ou non, des enseignants, des créateurs, des médecins, des éducateurs, des artisans, des responsables locaux, des cliniciens, des ruraux pourront échanger idées et expériences.

Programme détaillé et inscriptions à *autrement*  
4, rue d'Enghien, 75010 Paris. Tél. (1) 770.12.50

#### CHEVEUX A PROBLÈMES

PLUS DE 20 ANS D'EXPÉRIENCE dans nos INSTITUTS EUROCAP permet d'affirmer le sérieux avec lequel nous luttons contre :  
• pellicules, dégrèlements, cheveux secs, cassants ;  
• démangeaisons, etc.

Il importe que les cheveux restent sains.

APPELÉ SANS TARDER :

INSTITUT CAPILLAIRE EURO-BRIDGECAP

Bordeaux (56.48-06-34) - Grenoble (76.48-21-41) - Lille (20.51-24-19) - Limoges (56.34-15-20) - Lyon (7.29-09-76) - Marseille (91.48-28-57) - Mulhouse (83.45-90-88) - Nancy (5.32-81-88) - Nantes (40.48-74-57) - Reims (26.59-65-74) - Rennes (99.30-16-88) - Rouen (26.73-08-22) - Saint-Etienne (77.38-10-76) - Toulouse (84.53-55-30) - Toulouse (61.23-29-84).

Pour les salons avoisants, nous fabriquons nous-mêmes nos incomparables PROTHÈSES EN CHEVEUX NATURELS, non traitées chimiquement ni mélangées. Mariage à la main sans aucun point de colle, sur trame ultra-fine de conception inédite. Entretien toutes marques.

PROTHÈSE BRIDGECAP

## Etre riche sous Mitterrand.

C'est possible : Les «fonceurs» expliquent pourquoi leurs affaires se portent bien, et parfois mieux, depuis le 10 mai 81.

C'est difficile : Les riches qui se plaignent du nouvel impôt sur le patrimoine. Qui sont-ils ?

Comment y arriver ? : Les 5 clefs de la fortune, par Roger Priouret.

Combien de milliardaires ? : En francs et en centimes, des chiffres précis.

Au même sommaire : Jorge Semprun, notre envoyé spécial en Espagne. ■ Origines de l'homme : que s'est-il passé il y a 38 000 ans ?

## LE NOUVEL observateur

CETTE SEMAINE

**TÉLEX PARTAGE**  
ETRAVE SERVICE TÊLEX / PARIS ☎ 345.21.62

Votre BMW :  
Plus vite chez Zol

Lorsque l'on est concessionnaire BMW on se doit de pouvoir présenter de façon permanente toute la gamme BMW. De la 315 à la 745i turbo. Ainsi, pour vous c'est l'assurance de disposer dans les meilleurs délais de la BMW de vos rêves. Et c'est bien agréable.



**ZOL**  
PORTES OUVERTES

44 av. Ed. Belin 92100 Boulogne, Tél. 808.91.43.

**AIR AFRIQUE**  
**TARIFS**  
**VISITE**

**BAMAKO** Aller-retour  
**3470F\***

**COTONOU** Aller-retour  
**4085F\***

**N'DJAMENA** Aller-retour  
**4180F\***

**OUAGADOUGOU** Aller-retour  
**3915F\***

**SUR VOLS RÉGULIERS**

Pour découvrir l'Afrique Noire, Air Afrique vous propose toute une gamme de tarifs réduits. En plus du tarif visite à 55 % de réduction, (valable même si vous voyagez seul), il y a des tarifs pour les jeunes, pour les familles, pour le 3<sup>e</sup> âge... Il y a 21 Tarifs Réduits. Il y en a sûrement un pour vous. Consultez Air Afrique ou votre agence de voyages.

**AIR AFRIQUE**

\*Prix valables au 1.11.82 et soumis à certaines conditions d'application.

مكتبة من الأمل



AU « GRAND JURY R.T.L.-LE MONDE »

## M. Chirac affirme que « le socialisme se traduit par une politique de régression sociale »

De l'intervention de M. Jacques Chirac devant le « Grand Jury R.T.L.-Le Monde », dimanche 17 octobre, on retiendra surtout que le chef du R.P.R. en mettant en cause « la radio et la télévision d'Etat », mais ce n'est pas la première fois qu'il propose et c'est la première fois, — un plan complet de privatisation des médias audiovisuels. Le maire de Paris a aussi dénoncé le « statut tordus » prévus pour la capitale, et estimé que le gouvernement n'a pas encore — contrairement à ses dires — réalisé une véritable décentralisation. M. Chirac s'est aussi expliqué sur ses prédictions faites à Nîmes le 1<sup>er</sup> septembre (« l'expérience socialiste ne durera pas deux

ans ») en affirmant qu'il ne mettrait nullement en cause la légitimité du pouvoir, mais que seul le chef de l'Etat pourrait changer de politique ou prononcer une dissolution.

L'ancien premier ministre a surtout voulu redire, avec plus de force et plus de détails encore qu'il ne l'avait fait à La Grande-Motte le 26 septembre, que « le socialisme se traduit par une politique de régression sociale » puisque la diminution du pouvoir d'achat s'applique à tous les revenus, même les plus petits. Ce sera la cause majeure de la dégradation de la campagne électorale de M. Chirac contre la ma-

jeorité. Le seul domaine dans lequel M. Chirac semble ne pas être en désaccord avec la politique du chef de l'Etat est le Proche-Orient, où il apparaît que, pour la première fois, une solution pacifique peut être trouvée.

M. Chirac précisa ses thèmes d'action devant le comité central du R.P.R. le 20 novembre, puis poursuivra ses négociations électorales avec ses partenaires de l'opposition. Il présentera le 23 janvier, au cours d'un meeting à Paris, les grandes lignes de son « projet ».

A. P.

Interrogé sur les affaires des l'ouverture du débat, M. Chirac a notamment déclaré à propos du reportage télévisé sur la maison de personnes âgées de Cachan : « Ce reportage faisait apparaître les conséquences de l'insuffisance du nombre des infirmières, situation que je dénonce fermement depuis un an auprès du gouvernement en lui demandant l'autorisation de former et de recruter davantage d'infirmières, non seulement pour cette maison mais aussi pour les autres ».

Il a ajouté : « Le ministre de la santé me l'a refusé de la façon la plus catégorique deux fois par écrit. Le même reportage aurait pu être réalisé dans les mêmes conditions de partialité sur pratiquement toutes les maisons de cette nature en France et aussi, d'ailleurs, sur la plupart des hôpitaux publics ».

M. Chirac a ensuite parlé de l'affaire des bureaux d'études lancée par Libération, « journal d'extrême gauche, récemment soutenu financièrement par le gouvernement » (1). Il a affirmé à ce propos : « Dans l'état actuel des choses, l'enquête administrative démontre que toutes — je dis bien toutes — les accusations qui ont été portées par ce journal sont totalement dépourvues de fondement. Il a précisé : « Une enquête judiciaire est ouverte — je m'en réjouis — je lui apporterai, bien sûr, mon concours le plus total. Dans l'hypothèse où cette enquête ferait apparaître qu'il y a eu une répression, il va de soi que j'en tirerais immédiatement et sans aucune complaisance toutes les conséquences ».

Le maire de Paris a conclu sur ce point : « Je sais bien qu'un vieil adage dit : « Calomnies, calomnies », il en restera toujours quelque chose », mais trop c'est trop. Les socialistes et les communistes prennent une lourde responsabilité en dévoyant ainsi le débat politique ».

A propos de ces « affaires » et du rôle joué par la télévision, M. Chirac a indiqué qu'il venait de saisir la Haute Autorité de l'audiovisuel « qui pourra ainsi faire la preuve de son utilité et de son impartialité ».

Il est temps, a-t-il ajouté, de mettre en œuvre une grande réforme de l'information et je propose ces quelques thèmes de réflexion : institution d'une ou deux chaînes privées de télévision par création ou trans-

formation ; remise de la troisième chaîne de télévision à une société contrôlée par les conseils régionaux et par la presse de province ; interdiction à l'Etat de posséder directement ou indirectement tout ou partie du capital d'une entreprise de presse. L'opposition et notamment le R.P.R. feront prochainement des propositions sur ce sujet ; nous verrons bien alors où sont les démocrates ».

Répondant ensuite à une question sur la création d'une section spéciale au sein des renseignements généraux chargée de surveiller le R.P.R. et la mairie de Paris, M. Chirac a déclaré : « Depuis que j'ai évoqué cette affaire, un certain nombre de journaux ont apporté bien des précisions à ce sujet et des détails ont été confirmés par les déclarations d'un certain nombre de syndicalistes politiques ». M. Chirac a donc demandé au gouvernement « d'apporter la preuve que tout ce qui a été affirmé dans la presse est purement et simplement faux ».

A propos enfin du statut de Paris, M. Chirac a affirmé une nouvelle fois : « Ce que je reproche à ce statut, c'est de faire éclater la gestion de la Ville de Paris dans des conditions qui, forcément, ne peuvent engendrer que l'anarchie administrative, multiplier les centres annexes, décentraliser la gestion, multiplier les dépenses de fonctionnement car tous ces organismes, élus ou non, auront des collaborateurs et prendront des initiatives qui coûteront extrêmement cher ».

M. Chirac a renouvelé sa demande « d'intervenir la population parisienne sur cette réforme par voie de référendum communal ».

Pour M. Chirac, toute cette agitation, les « affaires » comme la réforme du statut des grandes villes, « auront un effet boomerang ». Il a déclaré, en effet : « Je ne mets pas en doute que le bon sens de nos concitoyens ne se lève pas abusé par ce genre de méthode ».

### La situation économique

M. Jacques Chirac, évoquant la situation économique, a notamment déclaré : « La conséquence des mesures d'austérité est de réduire le niveau de vie de nos concitoyens pour la première fois depuis 1945, alors que la situation économique avait été au moins aussi difficile sur le plan international avec les deux chocs pétroliers avant le 10 mai 1981 et que, pourtant, on avait réussi à maintenir le niveau de vie ».

« Cette politique d'austérité aboutit également à remettre en cause la protection sociale, à la rendre à la fois plus chère et moins juste pour les bénéficiaires, pour les travailleurs de notre pays. Enfin, cette politique aboutit à supprimer ce qui avait été une grande victoire des années passées, c'est-à-dire la politique contractuelle, et à lui substituer une politique autoritaire du gouvernement ».

« Nous sommes aujourd'hui dans la situation qu'a connue l'Angleterre après dix ans de gestion socialiste, c'est-à-dire d'un pays à genoux, ce qui sera notre situation dans dix ans. Pourquoi ? Parce que l'augmentation des charges des entreprises ne permettra d'investir et que le manque de confiance qu'inspire la politique gouvernementale ne permet évidemment pas une politique d'investissements ».

« Si, au lendemain du 10 mai, nous n'avions pas fait la politique de la cigale, qui a dansé tout l'été, et si nous avions assuré une gestion normale comme la gestion antérieure, et en l'améliorant car la gestion antérieure n'était pas sans défaut — il ne s'agit pas pour moi de la prendre en exemple, — mais si l'on avait continué sur les mêmes principes, nous aurions, comme par le passé, réussi à défendre le niveau de vie alors que, aujourd'hui, nous nous trouvons dans une situation tout à fait étonnante ».

« Nous avons un déficit sans précédent des régimes sociaux, qui a été organisé par l'incompétence du gouvernement et l'irresponsabilité des mesures qu'il a prises, qu'il s'agisse de la Sécurité sociale ou de l'UNEDIC, et qui conduit aujourd'hui, en raison des 70 milliards de déficit, à la remise en

cause des conquêtes sociales de la 4<sup>e</sup> République ».

« La diminution du pouvoir d'achat ne s'applique pas qu'aux hauts revenus. Toutes les organisations syndicales le constatent aujourd'hui. Elle s'applique à l'ensemble des revenus, y compris les plus modestes ».

### La légitimité

A propos des institutions M. Chirac déclare : « Jamais je n'ai mis en cause la légitimité du président de la République et du gouvernement. D'abord parce que cela ne m'est jamais venu à l'esprit. Et ensuite parce que, en tant que gaulliste, défenseur des institutions de la 4<sup>e</sup> République, je serais le dernier à vouloir le faire. Et, lorsqu'une polémique alimentée d'ailleurs, par des raisons d'ordre politique, nous a conduits à émettre sur ce point, j'ai fait une mise au point très claire, en disant que, dans nos institutions, dans une démocratie, un président élu l'est pour la durée de son mandat et qu'un gouvernement ou une Assemblée élue supportant un gouvernement étaient légitimes jusqu'à l'échéance électorale, et que personne n'était fondé à mettre en cause la légitimité politique. Quiconque le faisait ne pouvait qu'être totalement désapprouvé par moi. Ceci doit être bien clair ».

« Autre chose est de dire et de constater qu'il y a des situations politiques, économiques ou sociales qui peuvent parfaitement conduire un chef d'Etat — c'est sa responsabilité, et sa seule responsabilité — à consulter le peuple, soit par la voie du référendum, dont je regrette que, depuis huit ou neuf ans, il n'ait pas été utilisé, soit par la voie d'élections législatives anticipées ».

### Les communistes au gouvernement

Concernant le rôle des ministres communistes, M. Chirac estime : « Dans un certain nombre d'arbitrages, jugés comme très importants par le parti communiste, satisfaction lui a été donnée, souvent à l'encontre des thèses défendues par les socialistes. Je pense en particulier

(Suite de la première page.)

Est-ce à dire qu'il faut se taire ? Non. « Je pense qu'il faut faire la lumière sur tous les scandales, a dit M. Veil, mais je ne crois pas qu'il y ait scandale ». Dans ces conditions, le maire de Paris aurait sans doute gagné à ne pas faire l'analogue entre un quotidien libre et le pouvoir. Il aurait gagné à s'en remettre aux conclusions de la commission d'enquête qu'il a confiée à M. Jean Tiberi, plutôt que mettre au compte des « socialo-communistes » une opération « strictement politique ». Car, en agissant ainsi, le maire de Paris jette le trouble sur son propre discours : dans un même mouvement, il fait comme si une presse qui le gêne — en l'espèce Libération — était nécessairement une presse aux ordres du pouvoir, et il prône la privatisation de l'information audiovisuelle. N'est-ce pas parce que celle-ci lui échappe désormais ?

La question mérite d'autant plus de lui être posée que le passé en cette matière — à l'inverse de l'af-

faire de Cachan — ne plaide pas en sa faveur. Même si la loi du 20 septembre est souvent la plus ardente, on ne saurait oublier qu'en souhaitant interdire à l'Etat de se mêler de l'information, M. Chirac tourne le dos à plus de vingt ans de doctrine et de pratique constante de ses amis et de lui-même. N'est-ce pas, par exemple, la composante gaulliste de la majorité qui s'opposait à la privatisation d'une chaîne de télévision subventionnée par son partenaire gaullien ? Mieux vaut tard que jamais, diront les optimistes.

Il reste à expliquer pourquoi M. Chirac a changé son fusil d'épaule. Après avoir promis des révélations sur la création de « sections spéciales » des Renseignements généraux, dirigées contre l'opposition, il renvoie, pour ces révélations, à la... presse. De la même façon, après avoir eu la tentation de faire des « affaires » un contentieux entre lui-même et l'Elysée, le maire de Paris part en guerre contre le monopole de l'Etat en matière audiovisuelle.

Au sortir du conseil politique du R.P.R. qui s'est réuni le mardi 12 octobre soir, chacun était persuadé que le lendemain, M. Chirac mettrait en cause « un collabora-

teur » du chef de l'Etat (le Monde du 14 octobre). Il n'en a rien été. Le collaborateur en question n'est un secret de Polichinelle — est M. Gilles Ménage, directeur adjoint du cabinet du président de la République, dont le tort est, sans doute d'avoir occupé des fonctions à la direction du logement de la Ville de Paris, puis d'avoir été directeur de cabinet du préfet secrétaire général de Paris. Dès mardi soir des contacts ont été pris par l'entourage du chef de l'Etat avec celui du maire de Paris. Les deux hommes se sont rencontrés, « socialisés », mais rien n'intéressait de penser que les deux parties ont convenu de la nécessité de mettre sous un terme, au moins quelques bémols dans une polémique qui risquait, selon l'expression de M. Veil, de faire perdre son « sang-froid » à tout le monde.

« Le parti communiste tire d'importants avantages de sa présence au gouvernement, notamment par la possibilité qu'il y trouve de mettre en place un peu partout, dans les grands médias, dans l'administration, dans les entreprises, des hommes à lui ».

Le président du R.P.R. poursuit : « J'ai déjà appelé l'attention du président de la République sur les inconvénients très graves pour l'administration de la France de cette chasse aux sorcières à laquelle se livre l'actuel gouvernement depuis des mois, et qui consiste à sanctionner ou à faire partir des fonctionnaires, et notamment des hauts fonctionnaires, pour des raisons strictement politiques ».

« Si l'alternance démocratique donnait demain le pouvoir à l'opposition et si j'avais un rôle à jouer dans cette conjoncture, je m'efforcerais sans réserves — je le dis très clairement — de ne pas faire ce que font aujourd'hui les socialistes et les communistes. Autrement dit, je ferais un effort en faveur de l'unité nationale et je bannirais toute technique de chasse aux sorcières ».

Enfin à propos du Proche-Orient, M. Chirac approuve la proposition française égyptienne ainsi que les conclusions de la conférence de Fes, qui constituent « un pas déterminant ». Il souhaite que la France accorde une aide au Liban « avec générosité et sans réserves ».

(1) Serge July écrit dans Libération du 18 octobre : « En ce qui concerne son financement, Libération, dont l'augmentation des ventes est de 35 % par rapport à l'année dernière, a consacré un prêt de 3 millions de francs au début de l'année à la publication de six banques nationales. Peut-on dire de toutes les entreprises auxquelles ces banques accordent des crédits, généralement de plusieurs dizaines de millions, qu'elles sont financées par le gouvernement ? »

## Un armistice...

Le reste à expliquer pourquoi M. Chirac a changé son fusil d'épaule. Après avoir promis des révélations sur la création de « sections spéciales » des Renseignements généraux, dirigées contre l'opposition, il renvoie, pour ces révélations, à la... presse. De la même façon, après avoir eu la tentation de faire des « affaires » un contentieux entre lui-même et l'Elysée, le maire de Paris part en guerre contre le monopole de l'Etat en matière audiovisuelle.

Il y a, à cette promesse de retour au calme sur le front des « affaires », une autre raison qui tient à la nature particulière des relations entre M. Mitterrand et Chirac. Au départ, il ne fait guère de doute que le président du R.P.R. bénéficiait de la part du chef de l'Etat, d'un réel crédit en même temps qu'il se voyait attribuer un rôle.

Il y a, à cette promesse de retour au calme sur le front des « affaires », une autre raison qui tient à la nature particulière des relations entre M. Mitterrand et Chirac. Au départ, il ne fait guère de doute que le président du R.P.R. bénéficiait de la part du chef de l'Etat, d'un réel crédit en même temps qu'il se voyait attribuer un rôle.

Il y a, à cette promesse de retour au calme sur le front des « affaires », une autre raison qui tient à la nature particulière des relations entre M. Mitterrand et Chirac. Au départ, il ne fait guère de doute que le président du R.P.R. bénéficiait de la part du chef de l'Etat, d'un réel crédit en même temps qu'il se voyait attribuer un rôle.

Il y a, à cette promesse de retour au calme sur le front des « affaires », une autre raison qui tient à la nature particulière des relations entre M. Mitterrand et Chirac. Au départ, il ne fait guère de doute que le président du R.P.R. bénéficiait de la part du chef de l'Etat, d'un réel crédit en même temps qu'il se voyait attribuer un rôle.

AU « CLUB DE LA PRESSE D'EUROPE 1 »

## M<sup>me</sup> Veil se situe « résolument » mais « différemment » dans l'opposition

M<sup>me</sup> Simone Veil, ancienne présidente de l'Assemblée des Communautés européennes, qui était, dimanche 17 octobre, l'invitée du « Club de la presse d'Europe 1 », a précisé la nature de son opposition. Elle a notamment déclaré :

« Je me sens résolument dans l'opposition, car, sur des points fondamentaux, je suis hostile à la politique actuelle. En même temps, je ne critique jamais des mesures que j'estime positives (...). Si je ne suis pas dans un parti politique, je suis tout de même plus ou moins membre de l'U.D.F. J'appartiens à l'U.D.F. à travers le groupe libéral du Parlement européen ».

« J'exprime, dans cette opposition, quelque chose que ressentent des gens qui sont adhérents à l'U.D.F. directement, sans être ni des radicaux ni des membres du C.D.S. ou du P.R. (...) En politique, je me situe différemment [de M. Chirac et de M. Barre], tout en étant comme eux dans une opposition qui se complète par des pluralismes qui sont nécessaires, avec plus d'attention à certains problèmes et moins orientée sur d'autres ».

M<sup>me</sup> Veil a convenu que l'opposition « est trop droitière ». Elle a estimé : « L'opposition emploie quelques fois des termes — tels ceux récemment utilisés par M. Foinval — qui n'élèvent pas le débat politique, et qui ne sont pas bons ».

### « Aider le gouvernement »

A propos des récentes affaires dans lesquelles la Ville de Paris a été mise en cause, l'ancienne ministre a déclaré : « Personne de bonne foi ne peut soutenir qu'il n'y a pas un lien politique avec ces affaires (...). Le climat politique devient empoisonné dans ce pays. Je trouve cela très inquiétant, et je pense que nous allons tous, hommes et femmes politiques, mais aussi citoyens, perdre complètement notre sang-froid et le sens de ce qui est possible et ce que nous continuons d'assister à cette tension qui monte, à des affrontements qui nous mènent à voir avec le fond du problème ».

En ce qui concerne l'affaire de Cachan, M<sup>me</sup> Veil a dit : « Je comprends que M. Chirac soit amer car l'affaire de l'établissement de Cachan est un problème de nombre d'infirmières. Il n'y a pas pour moi de problème de nombre d'infirmières. (...) Quant à l'état premier ministre, que j'étais ministre de la santé, je peux vous dire que je n'ai jamais vu un premier ministre aussi attentif à l'amélioration de la situation des infirmières. En ce qui concerne le bureau d'études de la Ville de Paris, M<sup>me</sup> Veil a ajouté : « Je pense qu'il faut faire la lumière sur tous les scandales, mais je ne crois pas qu'il y ait scandale ».

L'ancien ministre de la santé — qui a jugé que, « l'esprit de chisme

[fait] que sur un certain nombre de points, nous devons aider le gouvernement lorsque des mesures courageuses et nécessaires sont prises » — a retenu un nombre des actions positives les mesures concernant la Sécurité sociale, l'augmentation du budget de la recherche et le rattachement du SMIC. Elle a dénoncé, en revanche, la « nationalisation du crédit », sur laquelle, à ses yeux, il faudra « revenir ».

A propos du remboursement de l'U.V.G., M<sup>me</sup> Veil a déclaré : « Le problème qui se pose actuellement est celui de la banalisation de l'acte. Je crois que, pour les femmes, ce ne sera jamais un acte banal. Quoi qu'on en dise, c'est toujours un traumatisme (...) ». Je pense que je voterai [le remboursement de l'avortement] parce qu'en définitive les femmes qui se trouvent accablées à l'avortement sont tout de même celles qui sont dans les plus graves difficultés ».

M<sup>me</sup> Veil s'est déclarée d'accord avec M. Badier, garde des sceaux, « lorsqu'il essaie d'expliquer que la petite délinquance perturbe beaucoup les citoyens mais qu'il faut trouver d'autres solutions que les solutions traditionnelles, qu'un effort de prévention à l'égard des jeunes délinquants doit être fait (...) ». « D'une façon générale », a ajouté M. Veil, « je crois que la population n'accepte plus les risques dans aucun domaine ».

D'autre part, M<sup>me</sup> Veil a jugé que l'on « vit sous un régime dans lequel de plus en plus on essaye de nous faire adopter le point de vue de l'idéologie dominante, beaucoup plus sur un plan culturel que sur le plan politique (...) ». « Je me sens atteinte, a-t-elle précisé, non pas du tout dans ma liberté individuelle, mais je me sens contrainte dans mes choix, dans mes positions. Il y a une espèce de préférence au monopole de la vertu qui est tout à fait insupportable ».

M<sup>me</sup> Veil a annoncé qu'elle n'est pas candidate aux élections municipales mais qu'elle se présenterait aux élections européennes de 1984 « si les choses sont comme je le souhaite ». A ce sujet, elle a fait part de ses inquiétudes en ce qui concerne « une préparation psychologique de l'opinion publique à la présentation de la Communauté européenne comme contrainte aux intérêts des Français ». « A cet égard », elle a mis en cause M. Philippe Horzorg, membre du bureau politique du P.C.F., qui écrivait notamment dans le Monde du 6 octobre 1982 : « En réalité, la priorité au marché mondial et la reconquête du marché intérieur ne sont pas complémentaires, elles s'opposent, et plus encore quand la crise des débouchés sévit à l'étranger ».

### M. Jospin : il est possible d'accepter des temps de recul

M. Lionel Jospin a prononcé, dimanche 17 octobre à Paris, le discours de clôture de la première conférence nationale « Jeunesse » du P.S. Devant les responsables des soixante-quinze fédérations qui avaient envoyé des représentants à cette manifestation organisée pendant le week-end (Le Monde daté 17-18 octobre), le premier secrétaire du P.S. a développé les principaux thèmes de la campagne d'explication et de mobilisation engagée par son parti pour soutenir la politique économique et sociale du gouvernement.

« Il a fallu infléchir la politique économique pour éviter le dérapage, a-t-il dit. Nous ne sommes pas venus au pouvoir pour réaliser seulement une flamboyante de justice sociale pour un an et demi ou deux ans, mais avec l'idée de réconcilier la gauche avec la droite, avec l'économie. » M. Jospin a mis en garde les militants du Mouvement de la jeunesse socialiste contre la tentation de la « radicalisation », tout en comprenant que puissent s'exprimer parmi eux un certain désenchantement, « une certaine impatience », car « la jeunesse a le sens des mouvements rapides ». Entre la politique conservatrice et le « raccourci » historique (Union soviétique, Pologne), il existe « une démarche selon laquelle il est possible d'accepter des temps de recul ». « Ce n'est pas une démarche timide, mesurée, petite ou mesquine. C'est la plus exaltante, celle qui peut mener loin (...) ». Nous avons des institutions, une majorité claire, la durée, et cela, personne ne pourra nous y faire renoncer », a-t-il conclu.

(Suite de la première page.)

Est-ce à dire qu'il faut se taire ? Non. « Je pense qu'il faut faire la lumière sur tous les scandales, a dit M. Veil, mais je ne crois pas qu'il y ait scandale ». Dans ces conditions, le maire de Paris aurait sans doute gagné à ne pas faire l'analogue entre un quotidien libre et le pouvoir. Il aurait gagné à s'en remettre aux conclusions de la commission d'enquête qu'il a confiée à M. Jean Tiberi, plutôt que mettre au compte des « socialo-communistes » une opération « strictement politique ».

Car, en agissant ainsi, le maire de Paris jette le trouble sur son propre discours : dans un même mouvement, il fait comme si une presse qui le gêne — en l'espèce Libération — était nécessairement une presse aux ordres du pouvoir, et il prône la privatisation de l'information audiovisuelle. N'est-ce pas parce que celle-ci lui échappe désormais ?

La question mérite d'autant plus de lui être posée que le passé en cette matière — à l'inverse de l'af-

faire de Cachan — ne plaide pas en sa faveur. Même si la loi du 20 septembre est souvent la plus ardente, on ne saurait oublier qu'en souhaitant interdire à l'Etat de se mêler de l'information, M. Chirac tourne le dos à plus de vingt ans de doctrine et de pratique constante de ses amis et de lui-même. N'est-ce pas, par exemple, la composante gaulliste de la majorité qui s'opposait à la privatisation d'une chaîne de télévision subventionnée par son partenaire gaullien ? Mieux vaut tard que jamais, diront les optimistes.

Il reste à expliquer pourquoi M. Chirac a changé son fusil d'épaule. Après avoir promis des révélations sur la création de « sections spéciales » des Renseignements généraux, dirigées contre l'opposition, il renvoie, pour ces révélations, à la... presse. De la même façon, après avoir eu la tentation de faire des « affaires » un contentieux entre lui-même et l'Elysée, le maire de Paris part en guerre contre le monopole de l'Etat en matière audiovisuelle.

**STAGES D'ANGLAIS à OXFORD**

en cours individuels  
Formation continue pour adultes  
toute l'année - tous niveaux  
une semaine au moins - 15h, 30h  
ou 45h de cours par semaine  
séjours également pour scolaires  
et étudiants

**OXFORD  
INTENSIVE  
SCHOOL  
OF ENGLISH**

11, rue Théophraste Renaudot  
75015 Paris - Tél. (1) 533.13.02

**pesup** médecine pharmacie

1<sup>ère</sup> classe préparatoire  
aux concours HEC + ESSEC

Institut privé de Préparation  
aux Etudes Supérieures  
16 rue du Cloître Notre-Dame  
75004 Paris - 325.63.30

HEC - ESSEC... SCIENCES-PO... MÉDECINE... PHARMACIE...

Encadrement  
annuel  
par matière



## Nouveaux circuits de l'opposition

(Suite de la première page.)

Le premier ministre, M. P. revanche, a traité de la méthode. Pour lui, l'opposition s'est efforcée de « déstabiliser » la gauche en exploitant des « affaires ». M. Mauroy a allusion à l'« orchestration » politique, circonstances de la mort de René Lucot, directeur de la caisse primaire d'assurance-maladie des Bouches-du-Rhône, et des tentatives d'intervention auprès du ministre de l'intérieur de Marcel Francisci, l'un des « patrons » des cercles de jeux parisiens afin d'obtenir la réouverture de l'un de ces établissements.

La définition la plus élaborée a été fournie par M. Jean Popereau, numéro deux du P.S., devant le comité directeur de son parti, le 3 avril dernier. La droite, selon lui, aurait mis au point une tactique de « guérilla » socio-professionnelle fondée sur l'exploitation de mécontentements catégoriels. M. Popereau soupçonnait ses dirigeants d'envisager, parallèlement, « une série d'actions » visant plus ou moins violemment à « détruire une psychologie d'insécurité ». Les « réseaux cibles » étaient, selon lui, en voie de reconstitution. Il pensait alors au SAC, qui n'a pas survécu à la tuerie d'Aurillac.

Avant la dissolution par le gouvernement de cette organisation, les membres du SAC se seraient d'ailleurs dispersés, pensait-on au parti socialiste, dans des milieux privés et des sociétés de gardiennage « bidons ». Bref, il s'agissait de créer une agitation qui ne pouvait que profiter à la « droite autoritaire », c'est-à-dire à Jacques Chirac et à ses amis.

« Destabilisation » ? Depuis les tirs groupés de MM. Popereau, Mauroy et Jospin, les socialistes n'ont plus utilisé ce mot, publiquement, à de rares exceptions près. La dernière en date revient à un membre du secrétariat du P.S., qui a développé une analyse comparable à celle de M. Jean Popereau. « Le P.S. n'a pas de programme, pas de projet politique », affirmait, le 30 septembre, M. Jean-Paul Bachy, chargé au P.S. du secteur entreprises. Elle n'a qu'un recours, la stratégie de « déstabilisation fondée sur le message et l'exaspération de certains secteurs corporatifs ». La gauche cherche à créer un climat de peur, d'insécurité, dans les couches sociales. Les appels aux manifestations, à des actions souvent brutales se développent.

« Destabilisation » ? « N'employons pas ces termes excessifs », dit M. Lionel Jospin (« Le Club de la presse » du 19 septembre). Aucun signe de cette nature, telle que la conçoit les services de renseignements, n'est perceptible en France. On a souvent dit de la gauche qu'elle avait été atteinte, pendant les premiers mois d'exercice du pouvoir, par le « syndrome des camionneurs », c'est-à-dire par l'obsession de la démocratie chilienne de Salvador Allende, assassiné en septembre 1973 par les coups conjugués des classes moyennes en révolte, d'une part, et du régime militaire, d'autre part. Informations et la presse, le tout manipulé par les Etats-Unis. Les socialistes en ont été atteints, ils s'en sont bien remis. L'ordre de grève des transporteurs routiers, lancé par le P.S. en novembre, n'a, pour l'instant, suscité d'émotion particulière... qu'au sein de l'U.D.F., où M. Fèvre, député de la Haute-Marne, a dit plus malade d'un « déstabilisateur » - a établi un parallèle entre les Français et leurs collègues chiliens.

Toujours par la tragédie chilienne qui a laissé des traces au cœur de chacun d'entre eux, les hommes de gauche ont eu, à l'instar de la vigilance. Ainsi ont-ils interprété, dans un premier temps, le vol d'armes dans le militaire à Chazelles, près de Foix, le 22 novembre 1981, comme une opération délibérément dirigée contre la sûreté de l'Etat, alors qu'il

n'avait été commis que par de petits truands.

Ainsi, les socialistes du Calvados désignaient un « chef d'orchestre clandestin » lorsqu'il s'agissait d'expliquer la brutale flambée de violence qui agita le département tout au long du mois de février (M. Edith Cresson, pourchassée par des agriculteurs en colère : Isigny investi, de nuit, par un « commando camembert » : M. Louis Mexandeau, ministre des P.T.T., se querrela par le CID-UNATI).

L'obsession retombée, la gauche reste simplement sur ses gardes. Une structure de liaison entre le gouvernement, le parti socialiste et le groupe parlementaire, mise en place au lendemain du séminaire socialiste de Maisons-Laffitte réuni le 16 juillet, qu'elle vise à assurer la cohésion entre ces trois pôles de pouvoir, collecte et analyse les informations sur le comportement de la droite, qui lui viennent à la fois du pouvoir central - le ministère de l'intérieur notamment - des élus et des fédérations socialistes.

### Les piliers de l'Etat

Quatre grands piliers de l'Etat - armée, police, justice, administration - seule la police paraît poser problème et inquiéter le pouvoir. Sifflets adressés à M. François Mitterrand lors du défilé du 14 juillet, manifestation en tenue à Lyon pendant une visite de M. Gaston Defferre, menaces de manifestations dans la rue, « sabotage » organisé par « une grande partie de la haute hiérarchie », selon les termes utilisés par M. Bernard Delaplace, secrétaire général de la Fédération autonome des syndicats de police, qui dénonce la politique d'« entrisme » pratiquée, selon lui, par le R.P.R. Les renseignements généraux relèvent que l'on parle, au cours des réunions de la section R.P.R. de la police, réactivée quelques mois avant l'élection présidentielle, d'un pouvoir « qui n'en a pas plus pour longtemps » et qui pourrait « basculer » au début de l'année prochaine sous le poids des difficultés économiques.

Le thème de la durée limitée est cher à M. Chirac, mais le maire de Paris semble, pour sa part, plus gêné par les délais. Il n'empêche que ses analyses, ses pronostics et ses espoirs sont relayés sur un terrain dangereux. La police française a certes une tradition républicaine, mais à quelques exceptions factieuses près.

Il est vrai que, sur la forme, on ne peut pas reprocher au R.P.R. de

s'organiser ainsi. Le parti dispose d'un « groupe socialiste d'entreprise » au sein de la police nationale et il participe, sous l'ancien pouvoir, à l'animation d'un Club Jean Moulin. Les militants du P.C.F. y sont regroupés, comme ailleurs, en cellules.

En revanche, la justice - dont on se plaint dans la police et réciproquement - est une tradition ancienne que ces deux institutions - l'armée et l'administration - ne font pas l'objet, semble-t-il, d'une pénétration plus forte que la normale. Mais entendu que l'on peut qualifier de « normale », en se plaçant du point de vue des partis de gauche, la pénétration qu'ils ont eux-mêmes pratiquée. Dans l'armée, l'opposition ne paraît pas pousser ses piques avec plus d'audace, on de mauvaises intentions, que ne l'a fait la gauche lorsqu'elle était dans la même situation.

Tenue, elle aussi, à la fidélité dans le service de l'Etat, la haute administration a-t-elle manifesté les velléités de « sabotage » que certains socialistes lui prêtent encore ? Les « sabotages », dans un corps strictement hiérarchisé, n'est guère praticable aux niveaux intermédiaires. La gauche avait su respecter la distinction entre le service de l'Etat et l'engagement partisan. Les socialistes, qui ont largement bénéficié, lorsqu'ils étaient dans l'opposition, des services de nombreux hauts fonctionnaires en quelque chose. M. Alain Le Pors, ministre communiste de la fonction publique, a bien haut fonctionnaire et ministre des finances, aussi.

Que les fonctionnaires participent aux travaux du CERCLE (groupe de députés U.D.F. et R.P.R.), du Club 89, proche du R.P.R., à ceux des grandes formations de l'opposition, ou se regroupent dans une « association amicale des hauts fonctionnaires du ministère de l'intérieur en service dans les collectivités locales » (le 10 octobre 7 octobre), peut-il être interprété comme un dérapage ?

Les piliers de l'Etat, sous contrôle permanent, échappent à une agitation organisée. Pour l'instant, les socialistes qui influencent la police ressemblent plus à des éruptions volcaniques qu'à une opération politique organisée. En va-t-il de même, à un autre niveau, chez les socioprofessionnels, malgré les liens que l'opposition, le R.P.R. notamment, tissent parmi certaines de leurs organisations et malgré les tentatives de constitution d'un « front uni » des classes ? Si les plus récentes des grandes manifesta-

tions de rue - celle organisée le 30 septembre dernier par l'Union nationale des associations de professions libérales et le Centre des professions de santé, que des commerçants et artisans le 12 octobre - ont pu inquiéter le pouvoir, par leur ampleur même. Une quelconque « orchestration » politique reste à démontrer. La récupération, par l'opposition, est en revanche certaine et logique.

### Au-delà, « ça se gâte ! »

« Destabilisation » ? Non, alors, elle n'est pas encore perceptible dans ses prémices. A moins de considérer que le verbe « porter », pour peu qu'il soit utilisé à bon escient, d'une puissance « déstabilisatrice ». Alors, oui, M. Jacques Chirac est un « déstabilisateur » ! L'entourage de M. Pierre Mauroy parle à son propos de « subversion institutionnelle » parce que le président du R.P.R. prétend opposer - lorsqu'il veut « défendre » Paris - tel département un territoire d'outre-mer - les aspirations d'une majorité locale à celle de la majorité nationale. Le premier ministre pourrait pousser plus loin son analyse et se souvenir que les gaullistes - M. Chirac en situant dans une filiation de plus en plus incertaine - distinguaient la « légitimité » de la « légalité » du pouvoir. Lorsqu'en 1958 le général de Gaulle, devenu le pouvoir depuis deux ans, parle de la « légitimité » qu'il incarne depuis vingt ans, il ne peut pas être plus clair.

Les gaullistes et leurs successeurs prévalent encore aujourd'hui sur la légitimité - une des « valeurs » face aux « vichystes », comme le démontrent les dirigeants du R.P.R. sous le séquestre de M. Valéry Giscard d'Estaing - pour contester celle du nouveau pouvoir. Ils l'avaient déjà fait à l'occasion de la campagne des élections européennes de juin 1979. M. Chirac lui-même - le cas est unique - avait été pris au piège lorsqu'il s'était efforcé d'accréditer l'idée selon laquelle la légitimité du président de la République serait mise en cause au cas où la liste U.D.F. - la liste « présidentielle-gouvernementale » - n'obtiendrait que 32 %, d'un tiers des suffrages. Il avait d'ailleurs tenté très vite d'effacer cette « maladresse ».

M. Chirac affirme bien aujourd'hui qu'il ne doit pas y avoir de distinction entre « légalité » et « légitimité », « sauf circonstances extraordinaires, telles qu'un drapeau

national au cours duquel les autorités légales faillissent à leur mission ». Mais il laisse dire ses amis, notamment MM. Bernard Pons, créateur général du R.P.R. (les socialistes « emparés des pouvoirs de l'Etat » à la majorité de l'Assemblée nationale à la faveur des circonstances -), et Claude Labbé, président du groupe R.P.R. de l'Assemblée nationale (« qu'ils s'en aillent, ce sont des incapables »).

« Jusque-là, ça va, mais au-delà, ça se gâte », remarquait M. François Mitterrand, au mois de mai dernier. Ça se gâte parce que le verbe, péremptoire, insidieux, slogan, a des effets pernicieux que les chefs de l'opposition ne voient pas. M. Giscard d'Estaing, qu'il n'a pas vu, M. Chirac par ce qu'il n'a pas vu.

Le maire de Paris n'a pas contre autrement par le verbe « déstabiliser » l'ancien président de la République jusqu'à faciliter son « déstabilisation » à l'élection présidentielle de 1981. A quoi servait-il de parler du « renouveau », du « parti de l'étranger » qu'était censé représenter le chef de l'Etat et, en revanche, de l'« autorité » que lui, Jacques Chirac, incarnait à qui lui venait, disait-il, de l'« instinct national » ? Ces thèmes, martelés en 1978, 1979, 1981, à chaque électorale, ont fait la preuve de leur efficacité. Ils ont produit leurs effets, à l'usage.

La seule vérité, c'est celle qui est perçue : le président du R.P.R. a érigé cette méthode en principe de comportement politique. Il continue de l'appliquer à ses adversaires. Il s'agit de faire percevoir une simple selon laquelle le « déstabilisateur » terme rapproché - « l'expérience ne durera pas deux ans » - qui rejoint celle exprimée par M. Valéry Giscard d'Estaing : « Le socialisme, ça ne marche pas ».

Si « le socialisme, ça ne marche pas » et si le pouvoir n'en a plus pour longtemps, deux types de réaction, encouragées par ces slogans, sont possibles et déjà, perceptibles. L'une consiste à tenter d'exploiter les faiblesses d'un pouvoir réputé instable. En descendant dans la rue, les « classes moyennes » s'y essaient. L'autre consiste à faire le gros des arrières des jours meilleurs à proches. Certains des chefs d'entreprise qui reportent à plus tard leurs investissements obéissent peut-être à cet attentisme politique. Le pouvoir exploite le thème de la durée pour s'assurer du maintien des ministères. L'opposition, en affirmant le

contraire, encourage le « réalisme » à s'appliquer. L'inverse, en la défaveur de la politique économique de la gauche.

L'affirmation mérite d'être confortée, du point de vue de l'opposition, par les consultations électorales. L'opposition pourra d'autant mieux insister sur la fragilité supposée du pouvoir qu'elle sera en mesure d'interpréter les résultats des élections municipales de l'automne prochain comme un désaveu de l'action de la gauche comme la reconnaissance par les Français d'une « dérive de jugement », de leur « égarement passager » de mai et juin 1981.

Après le raz-de-marée R.P.R. aux élections municipales de 1947, le général de Gaulle avait demandé la dissolution de l'Assemblée nationale, dont la composition, à ses yeux, ne répondait plus au sentiment profond du peuple. Il n'avait pas obtenu gain de cause. La dissolution de la IV<sup>e</sup> République par la violence du verbe gaullien n'a été concrétisée qu'après deux années d'efforts... et d'auto-dissolution de la classe politique de l'époque.

L'opposition a mis à l'évidence sur le terrain plus rapide d'une opération de la gauche à l'égard de la violence de la classe politique de l'époque.

JEAN-YVES LHOMEAU.

Prochain article :

### LA FRONDE DES « FORCES VIVES »



non! 145 kilos ne font pas peur à CAPEL

CAPEL prêt-à-porter Hommes grands hommes forts  
• 74, boulevard de Sébastopol Paris 3  
• 25, boulevard Malesherbes Paris 8  
• Centre Com. Mairie-Montparnasse Paris 15

### Un métier, un vrai.

Sans diplôme, une autre chance d'apprendre son métier dans l'entreprise. Pour s'en sortir. Des formations rémunérées. Des qualifications reconnues. Information et inscription à la Mairie.



## UN METIER POUR REUSSIR.

Les nouvelles formations des 16/18 ans. Ministère de la Formation Professionnelle.



CAPEL habille très très bien les très très grands

CAPEL prêt-à-porter Hommes grands hommes forts  
• 74, boulevard de Sébastopol Paris 3  
• 25, boulevard Malesherbes Paris 8  
• Centre Com. Mairie-Montparnasse Paris 15

5021 من الاحل







Le Monde

# régions

## LANGUEDOC-ROUSSILLON

### Un procès à Mende contre la Compagnie générale des eaux

De notre correspondant

Mende. — La Compagnie générale des eaux a-t-elle transgressé à Mende, en Lozère, le blocage des prix instauré par le plan Barre en 1976 ? Cette question sera débattue lors de l'audience du tribunal correctionnel de Mende le 18 novembre. Ce jour-là, comparaitra M. Guy Dejean, soixante-deux ans, polytechnicien, et P.-D. G. de la C.G.E., la compagnie entrepreneur française par son chiffre d'affaires.

Dans la paisible préfecture lozérienne, une ville de douze mille habitants, « l'affaire » fait aujourd'hui grand bruit. Tout commença en juin 1979. M. Michel Galfré, trente-deux ans, commis à l'équipement, crée avec quelques amis l'Union des consommateurs de la Lozère, affiliée à l'Union fédérale des consommateurs (U.F.C.). « A Mende, dit-il, l'eau avait souvent un goût désagréable et une couleur bizarre. Dans le département des sources, une telle situation devenait intolérable. Nous avons décidé d'agir et d'alerter les services compétents, notamment la direction départementale des affaires sanitaires et sociales. »

Le directeur de cet organisme répondit que l'eau de la ville, bactériologiquement potable, ne présentait aucun danger pour les gens bien portants. Cependant, des précautions étaient à prendre dans le cas d'affections graves mais rares nécessitant le recours à des techniques de soins très spécifiques.

« En fait », dit le docteur Pierre Couderc, maire de la ville, affirmait : « L'eau de Mende est la meilleure que tout le monde. Elle me fait moins mal que le porto. »

Les habitants, rendus méfiants, se précipitaient sur les bouteilles d'eau minérale, dont les ventes grimpaient. Quelques mois plus tard, les

travaux effectués à la station de traitement et la mise en service de nouvelles installations, donnaient de bons résultats. L'Union des consommateurs s'en félicitait.

La controverse allait se développer sur un autre terrain : celui du prix de l'eau. Selon les associations de consommateurs, celui-ci avait augmenté de 166 % entre 1974 et 1979. « A la fin de l'année 1976 », rappelle M. Galfré, le plan Barre bloquait les prix. En 1977, une loi limitait l'augmentation à 6,5 %. Résultat : 45 % de hausse à Mende. En 1979, une augmentation de 12 % fut décidée. La hausse normale résultant du coût d'affermage passé entre la C.G.E. et la ville. Nouvelle hausse de 48 %.

Le 12 mai 1980, l'U.F.C. portait plainte contre le P.-D. G. de la C.G.E., qui fut inculpé un mois plus tard. Le tribunal correctionnel par le juge d'instruction en septembre dernier. La C.G.E. précisait aussitôt que « les tarifs de tarification intervenus à Mende ont été tous fait officiellement autorisés par le préfet. Elles sont justifiées par les travaux considérables pris en charge par la compagnie pour assurer l'état de la répartition de l'eau, particulièrement vétuste ».

JEAN-MARC GILLY.

### Les parcs naturels régionaux à l'épreuve de la décentralisation

Correspondance

Murat-le-Quaire. — A l'occasion de leur première journée nationale réunie les 13, 14 et 15 octobre en Auvergne, les représentants des vingt et un parcs naturels régionaux se sont principalement interrogés sur leur avenir à l'heure de la décentralisation.

M. Roger Quilliot, ministre de l'urbanisme et du logement, et M. Michel Crépeau, ministre de l'environnement, sont venus les rassurer. Comment ? En soulignant la volonté du gouvernement de prendre en considération la spécificité de structures qui ont fait, dans l'ensemble, la preuve de leur efficacité en matière d'aménagement du territoire.

M. François Glasco, président de la Fédération des parcs, a réclamé une clarification de la situation dans le cadre de la régionalisation. Les parcs souhaitent une légitimité dans le cadre de la loi.

M. Michel Crépeau a réaffirmé les suffrages en demandant la constitution rapide d'un groupe de travail appelé à avoir des liens avec celui qui s'occupe des parcs nationaux dirigé par M. Edgard Pisani. Les propositions rassemblées déboucheront sur la mise en place d'un organisme de concertation nationale : « Il doit comprendre les élus des parcs, des départements et des régions, se substituer à la commission interministérielle, qui n'est plus efficace, et disposer d'un pouvoir de proposition, de contrôle et d'arbitrage », a déclaré M. Crépeau.

Le concept de parc naturel régional est encore en discussion après quinze années d'existence. Mais il présente aujourd'hui plutôt vers une « large d'aménagement d'un territoire que vers celle restrictive de protection de la nature. »

M. Maurice Pouchon, président du conseil régional d'Auvergne, a résumé l'opinion générale : « Pour nous, par exemple dans le Massif Central, la meilleure façon de protéger la nature, c'est d'y installer des gens. »

Insérés dans des zones fragiles, les parcs tentent de mener de front développement et protection. Ils se veulent acteurs à part entière dans la réanimation des zones rurales. Leurs dirigeants pensent que l'image de « réserve d'Indiens » dont on souffrait les parcs tend à s'estomper.

Quels seront les moyens des P.N.R. dans le cadre de la décentralisation ? Des interrogations subsistent à ce sujet. En revanche, il semble que les pouvoirs publics veuillent clarifier la situation des personnels des parcs et M. Michel Crépeau s'est prononcé pour leur intégration à la fonction publique territoriale.

LIBERTY TARRAGO.

## FAITS ET PROJETS

### Le rendez-vous des fibres optiques

Du sommet d'une nouvelle tour hertzienne de 120 mètres de haut qu'il inaugurerait le 16 octobre, Villeneuve-d'Ascq, dans la banlieue lilloise, M. Louis Mexandeau, ministre des P.T.T., se pencherait sur le millionnaire abonné du téléphone dans le Pas-de-Calais : un fleuriste de Liévin.

Dans son allocution, M. Mexandeau a parlé du projet de réseau national de télédiffusion par câble qui est soumis au gouvernement. « Ce projet fait appel aux fibres optiques pour la constitution d'un vaste réseau de vidéo-communication, mais conviction est que le maître d'ouvrage et la gestion des infrastructures doivent revenir à l'Etat, mais l'Etat doit coordonner les efforts des collectivités locales, à l'exemple de la communauté urbaine de Lille. Tout cela doit être coordonné au

plan national, le fonctionnement et le contenu relevant des collectivités locales. Le choix des technologies, câble coaxial ou fibre optique, dépendra du rythme, mais nous ne raterons pas le rendez-vous avec les fibres optiques. »

Pour ce qui est de la quatrième chaîne de télévision, M. Mexandeau a déclaré que l'utilisation du câble pour la diffusion de programmes expérimentaux dans la région Nord, peut-être dès 1983.

Après la manifestation, M. Mexandeau s'est rendu à Lille à la présentation du timbre 360 habitants inscrits sur les listes électorales. Une question : faut-il continuer à étudier le projet d'exploitation d'un gisement d'ophtalmie, une pierre qui devait notamment servir au renforcement du ballast de la S.N.C.F. ?

Les habitants d'Accous ont répondu massivement par la négative (207 non sur 24 votants). Le bureau du comité de défense du Pouce, la colline qui contient le gisement, ne voulait pas voir défigurer le paysage. « De nombreuses personnes expliquaient, par exemple, que les maisons en ruine, faisant office de villas pour les touristes, allaient servir à installer des panneaux solaires. Ils ont refusé le Pouce, le bruit et la poussière s'installeraient, ils partiront. Au contraire, certains habitants estiment que ce projet permettrait de créer du travail et de la vie à un village qui meurt. »

### Mini-référendum dans les Pyrénées

Les habitants d'Accous, un petit village pyrénéen à 30 kilomètres au sud d'Oloron-Sainte-Marie, dans les Pyrénées-Atlantiques, ont repoussé le 14 octobre un projet qui leur aurait assuré quarante emplois pendant quarante ans de peur d'un univers de poussière.

M. Larrenou, le maire de la commune, avait organisé une consultation populaire, un « mini-référendum » sur les listes électorales. Une question : faut-il continuer à étudier le projet d'exploitation d'un gisement d'ophtalmie, une pierre qui devait notamment servir au renforcement du ballast de la S.N.C.F. ?

Les habitants d'Accous ont répondu massivement par la négative (207 non sur 24 votants). Le bureau du comité de défense du Pouce, la colline qui contient le gisement, ne voulait pas voir défigurer le paysage. « De nombreuses personnes expliquaient, par exemple, que les maisons en ruine, faisant office de villas pour les touristes, allaient servir à installer des panneaux solaires. Ils ont refusé le Pouce, le bruit et la poussière s'installeraient, ils partiront. Au contraire, certains habitants estiment que ce projet permettrait de créer du travail et de la vie à un village qui meurt. »

### 170 millions de francs pour le port de Rouen

Après une visite du port de Rouen, le 14 octobre, M. Louis Le Pen, ministre de la mer, a annoncé le lancement d'un programme de travaux de 170 millions de francs, sur trois ans, destinés à l'approfondissement du chenal de la Seine. Ces améliorations devraient permettre d'accroître de


20 % les possibilités du port de Rouen, qui, en dépit de succès, notamment pour l'exportation des céréales et le trafic de conteneurs, devrait voir son trafic diminuer de 20 % en 1982.

Le président du port autonome, M. Henry de Rochebroux, a regretté que les travaux d'amélioration du réseau fluvial grand gabarit vers l'Est et le Rhin soient régulièrement reportés. (Corresp.)

Un procès pour défendre les phoques. — Le premier ministre canadien, M. Pierre-Elliott Trudeau, le ministre canadien des pêcheries M. Roméo LeBlanc, le ministre de la pêche M. Thor Lisau ont jugé, le 11 novembre prochain à Genève par le tribunal des droits de l'animal au cours d'un « procès » organisé par les amis des animaux, organisme fondé par l'écologiste Franz Weber. Aux accusés, il est reproché d'avoir compromis par leurs agissements la survie des phoques.

Les juges de ce procès, qui suivent le procès des corridors organisés en mai dernier (voir le Monde du 2 juin 1982), sont deux américains, MM. Belton et Cleveland Amory, fondateurs d'associations de protection animale aux Etats-Unis.

Les secrétaires généraux des villes et la décentralisation. — Le Syndicat des secrétaires généraux des villes de France a réuni son congrès national à Toulouse. Les congressistes « partisans de la décentralisation » ont exprimé « une réflexion » devant l'éventualité de l'entrée fonctionnaires d'Etat dans les postes municipaux. « Nous craignons », a indiqué M. Pannabière, président du syndicat, que des fonctionnaires, qui sont des hommes de dossiers, ne soient amenés à travailler dans l'état d'esprit centralisateur qui est celui de la fonction publique. »



**RENAULT 20**  
**Turbo D 7CV**

Le Turbo Renault sur la Renault 20 Diesel. Mille km/h.

La Renault 20 Turbo Diesel parle un langage inédit, celui de l'audace, de la sagesse et de la réussite. Les privilèges que lui confère la formule Turbo-Diesel sont exceptionnels.

Ses performances (160 km/h vitesse de pointe sur circuit) sont l'expression de la puissance du Turbo-Renault. Economiquement fort, le Diesel Renault 2 litres 7 cv vous surprendra.

Consommation de gazole aux 100 km à la vitesse stabilisée Renault 20 Turbo D : 5,6 l à 90 km/h - 8,3 l à 120 km/h - 8,4 l en cycle urbain.

Bien insonorisée, disposant d'équipements sophistiqués direction assistée, 5 vitesses, pré-équipement radio, condamnation électromagnétique des portes, lev-vitre av. électrique, la Renault 20 Turbo D vous entraîne vers la découverte du confort.

Constater-le. Contact, la parole est au silence.

La Renault 20 Turbo Diesel parle un langage inédit, celui de l'audace, de la sagesse et de la réussite. Les privilèges que lui confère la formule Turbo-Diesel sont exceptionnels.

Ses performances (160 km/h vitesse de pointe sur circuit) sont l'expression de la puissance du Turbo-Renault. Economiquement fort, le Diesel Renault 2 litres 7 cv vous surprendra.

Consommation de gazole aux 100 km à la vitesse stabilisée Renault 20 Turbo D : 5,6 l à 90 km/h - 8,3 l à 120 km/h - 8,4 l en cycle urbain.

Bien insonorisée, disposant d'équipements sophistiqués direction assistée, 5 vitesses, pré-équipement radio, condamnation électromagnétique des portes, lev-vitre av. électrique, la Renault 20 Turbo D vous entraîne vers la découverte du confort.

Constater-le. Contact, la parole est au silence.

La Renault 20 Turbo Diesel parle un langage inédit, celui de l'audace, de la sagesse et de la réussite. Les privilèges que lui confère la formule Turbo-Diesel sont exceptionnels.

Ses performances (160 km/h vitesse de pointe sur circuit) sont l'expression de la puissance du Turbo-Renault. Economiquement fort, le Diesel Renault 2 litres 7 cv vous surprendra.

Consommation de gazole aux 100 km à la vitesse stabilisée Renault 20 Turbo D : 5,6 l à 90 km/h - 8,3 l à 120 km/h - 8,4 l en cycle urbain.


Bien insonorisée, disposant d'équipements sophistiqués direction assistée, 5 vitesses, pré-équipement radio, condamnation électromagnétique des portes, lev-vitre av. électrique, la Renault 20 Turbo D vous entraîne vers la découverte du confort.

Constater-le. Contact, la parole est au silence.



Bien insonorisée, disposant d'équipements sophistiqués direction assistée, 5 vitesses, pré-équipement radio, condamnation électromagnétique des portes, lev-vitre av. électrique, la Renault 20 Turbo D vous entraîne vers la découverte du confort.

Constater-le. Contact, la parole est au silence.



**DIESEL PRESSION TURBO**

La Renault 20 Turbo Diesel parle un langage inédit, celui de l'audace, de la sagesse et de la réussite. Les privilèges que lui confère la formule Turbo-Diesel sont exceptionnels. Ses accélérations et ses performances (160 km/h vitesse de pointe sur circuit) sont l'expression de la puissance du Turbo-Renault. Economiquement fort, le Diesel Renault 2 litres 7 cv vous surprendra.

Consommation de gazole aux 100 km à la vitesse stabilisée Renault 20 Turbo D : 5,6 l à 90 km/h - 8,3 l à 120 km/h - 8,4 l en cycle urbain.

Bien insonorisée, disposant d'équipements sophistiqués direction assistée, 5 vitesses, pré-équipement radio, condamnation électromagnétique des portes, lev-vitre av. électrique, la Renault 20 Turbo D vous entraîne vers la découverte du confort.

Constater-le. Contact, la parole est au silence.

La Renault 20 Turbo Diesel parle un langage inédit, celui de l'audace, de la sagesse et de la réussite. Les privilèges que lui confère la formule Turbo-Diesel sont exceptionnels.

Ses accélérations et ses performances (160 km/h vitesse de pointe sur circuit) sont l'expression de la puissance du Turbo-Renault. Economiquement fort, le Diesel Renault 2 litres 7 cv vous surprendra.

Consommation de gazole aux 100 km à la vitesse stabilisée Renault 20 Turbo D : 5,6 l à 90 km/h - 8,3 l à 120 km/h - 8,4 l en cycle urbain.

Bien insonorisée, disposant d'équipements sophistiqués direction assistée, 5 vitesses, pré-équipement radio, condamnation électromagnétique des portes, lev-vitre av. électrique, la Renault 20 Turbo D vous entraîne vers la découverte du confort.

Constater-le. Contact, la parole est au silence.

5000 من الاموال







## L'AFFAIRE DE MŒURS DU « CORAL »

## Témoignages, polémiques et rumeurs

Les trois responsables du « lieu de vie » le Coral, à Aumargues (Gard), spécialistes dans l'accueil des enfants et adolescents en difficulté, devaient être présentés ce lundi 18 octobre, en début d'après-midi, devant M. Michel Salzman, juge d'instruction au tribunal de Paris.

Une information contre X avait été ouverte par le parquet de Paris, il y a une semaine,

pour « attentat à la pudeur sans violence sur mineurs de moins de quinze ans et incitation de mineurs à la débauche ». Un mandat d'arrêt visait trois personnes du centre : M. Claude Sigala, trente-neuf ans, directeur ; M. Alain Chiapello, trente-cinq ans, médecin psychiatre et un jeune homme, Jean-Noël Parly, vingt-six ans.

Ces trois personnes, arrêtées mardi 12 octobre, ont aussitôt fait l'objet d'un mandat d'amener délivré par M. Salzman et assorti d'une demande au parquet de Montpellier d'une mise au secret des trois hommes dans des cellules séparées. D'autre part, la police a saisi des documents et le fichier des abonnés du journal *Possibile*.

Il y a une quinzaine de jours, les policiers de la brigade des stupéfiants et du proxénétisme de la préfecture de police de Paris entendaient, dans le cadre d'une enquête sur un trafic de photographies pornographiques d'enfants, M. Claude Krief, vingt-cinq ans, qui assidûment mettait en cause le centre Coral, lequel, selon lui, était l'origine d'un réseau organisant des réunions pour des pédophiles. Il citait à l'appui une liste de noms qui comprenait tous les trois personnes arrêtées au centre Coral, un certain nombre de personnalités, Claude Krief mettait en cause notamment un dentiste de Chartres, plusieurs intellectuels parisiens, un membre du cabinet ministériel et même un ministre. Il était à la fois un lot de photographies sur lesquelles figuraient des enfants ayant séjourné au Coral et où l'on pouvait reconnaître les lieux. Selon les enquêteurs, qui ont procédé pendant quatre jours à de nombreux interrogatoires, des enfants du centre, dont il faut se souvenir qu'ils sont pour la plupart perturbés - il s'agit d'enfants psychotiques, de délinquants,

de drogués, - auraient avoué certaines pratiques douteuses. Les policiers, d'autre part, auraient pu établir les liens au cours de week-ends plus ou moins fréquents, de certaines des personnes citées par Claude Krief.

Au cours de l'enquête à Paris les policiers se sont étonnés de ce que certains journaux aient pu être informés avant même que les enquêteurs de la B.S.P. aient pu se rendre sur les lieux et entendre les suspects. Pour 50 000 mille francs, un hebdomadaire aurait pu se procurer un procès-verbal de police dans lequel une des personnalités mises en cause était nommément au ministre du gouvernement. Une courte enquête du journal a permis d'établir que ce procès-verbal était un faux que Michel Krief, le frère de Claude, un jeune homme au passé psychiatrique chargé, proposait de monnayer à la presse.

Selon les enquêteurs, il n'en demeure pas moins que de graves présumptions plaident contre les trois personnes arrêtées. On évoque plusieurs

faits troublants. Il y a environ un mois, deux enfants du Coral se seraient plaints de certaines pratiques sexuelles, et la direction de l'action sanitaire et sociale du Gard les aurait retirés du centre pour les confier à des familles.

Cependant, de nombreux témoignages se prononcent en faveur de Claude Sigala et de son équipe et rejettent les accusations portées contre ce « lieu de vie » implanté dans la région depuis 1976. Les habitants d'Aumargues ne sont jamais allés de nombreux visiteurs font l'éloge de l'institution - il y a eu depuis le début de l'expérience thérapeutique plus de cinq personnes venues pour se rendre compte sur place du travail entrepris. Une association de parents s'est constituée pour la défense du Coral.

On reconnaît que la personnalité de Claude Sigala, un homme entreprenant, dynamique, mais aussi parfois cassant et maladroit, a pu lui attirer des inimitiés. Si la D.D.A.S.S. du Gard a proposé à Claude Sigala, c'est, dit-on, parce que la thérapie nouvelle qui s'y épanouit dérangeait les pratiques plus traditionnelles des foyers de l'enfance.

Dans une déclaration à la presse, M. Gilbert Mignacca, responsable du Coral, a expliqué ce lundi 18 octobre : « Le Coral reçoit des enfants qui sont rejetés par toutes les autres structures. Depuis quatre jours, un travail de six ans a été durcissant. » Selon les responsables du centre, qui restent ouverts, la personnalité de Claude Krief suffirait à expliquer l'affaire. Il s'agit en fait d'un mythe qui a effectivement sé-

jouré au Coral aux mois de février et de mars 1982 et qui, par la suite, s'est fait confier des enfants de la D.D.A.S.S. en se prévalant de l'association. Pendant son séjour dans le centre, Claude Krief avait pris de nombreux films et photographies sans toutefois que les responsables aient pu constater une attitude trouble envers les enfants. Enfin, jours selon M. Mignacca, si effectivement les pratiques thérapeutiques de l'association ont inspiré M. Abell, directeur de la D.D.A.S.S., des réserves, il aurait qualifié de « ridicules » les accusations portées.

Au cabinet de M. Georges Dufour, secrétaire d'Etat chargé de la famille, où l'on prépare une circulaire sur l'organisation des « lieux de vie », on s'interroge sur le caractère politique que prend cette affaire. On souligne que le centre Coral est la circonscription de M. Dufour. On s'explique mal comment un faux procès-verbal de police a pu échoir sur le bureau de certaines rédactions.

Après la publication d'informations sur l'affaire pendant le week-end, plusieurs personnalités, notamment MM. Bertrand Boulin, Félix Guattari, René Schérer et Gabriel Matzneff ont adressé au garde des sceaux une lettre pour protester contre l'attitude du juge d'instruction, spécialisé dans les enquêtes sur les affaires de pédophilie depuis de nombreuses années.

CHRISTIAN COLOMBANI.

## Des enfants fragiles

C'est du mouvement de l'antipsychiatrie que sont nés, depuis une vingtaine d'années, les « lieux de vie » et autres institutions dont la vocation, à l'origine, était claire : « désaliéner », les malades et handicapés mentaux. Les fondements théoriques du mouvement étaient multiples : en Grande-Bretagne, autour de Ronald Laing et David Cooper, s'étaient organisées des institutions, de petites structures insérées dans le tissu urbain où de grands malades mentaux vivaient en dehors des asiles. Le mouvement antipsychiatrique anglais, d'ailleurs, était fort d'un appui officiel qui encourageait de telles expériences, puisque les pouvoirs publics, outre-Manche, avaient adopté le principe du déshospitalisation de l'asile.

En Italie, un mouvement identique est né quelques années plus tard, notamment autour de Franco Basaglia et de l'expérience de Trieste : l'hôpital psychiatrique de cette ville, en 1977, avait pu être fermé et les malades répartis dans de petites structures de thérapie ouverte. Le mouvement trouvait une consécration retentissante, en 1978, lorsque le Parlement italien décida du principe de la suppression des asiles. Depuis, la mise en œuvre de cette loi soulève bien des difficultés. Beaucoup lui reprochent son caractère abrupt, l'insuffisance de préparation à laquelle elle a donné lieu et surtout l'absence, ou la rareté, des mesures transitoires.

En France, le mouvement désaliéniste a, lui aussi, une longue histoire. Il a, depuis, suscité bien des réflexions d'un noyau de psychiatres, il a, depuis, suscité bien des réflexions d'un noyau de psychiatres, il a, depuis, suscité bien des réflexions d'un noyau de psychiatres, il a, depuis, suscité bien des réflexions d'un noyau de psychiatres.

De ce courant sont issues des réalisations de pointe, qui font certainement progresser la recherche de nouveaux moyens thérapeutiques et la prise en charge efficace d'un certain nombre de malades. Mais cette recherche a, aussi, donné naissance à des « expériences » où tout semble autorisé puisque la maladie mentale, dit-on, n'est que le fruit de la répression. Le « Collectif alternatif », dont le Coral est la référence et qui groupe une vingtaine de ces structures d'accueil, essentiellement dans le Sud-Est, souffre assurément de la perte de toutes références théoriques. Nées de la contestation de l'asile, ces structures se sont développées le plus souvent sans cadre juridique et, généralement, sans grande médicalisation. Destinées à accueillir des enfants fragiles, elles sont elles-mêmes, généralement, des enfants fragiles.

CLAUDE BRISSET.

## JUSTICE

## RÉCLUSION A PERPÉTUITÉ POUR L'AUTEUR D'UN QUADRUPLE MEURTRE

## Une tuerie passionnelle

De notre correspondant régional

Lyon. - La cour d'assises du Rhône a condamné, vendredi 15 octobre, Jean-Charles Romet, trente-six ans, meurtrier, le 10 novembre 1980, de l'auteur de sa femme, Antonio da Rocha, dix-sept ans, de la mère de celui-ci, de sa sœur, quinze ans, et de son frère, neuf ans, à la réclusion criminelle à perpétuité, peine requise par l'avocat général.

Le verdict a été accueilli par les mouvements divers d'un public très nombreux, mais sans un mot par le meurtrier, à qui ont été refusées les circonstances atténuantes. Seul survivant du massacre, le père, Norberto da Rocha, a posé pendant les deux jours du procès son regard sur l'homme qui, il y a deux ans, s'est précipité dans son domicile de Grigny, un revolver 22 long rifle à la main et a tué successivement son épouse et trois de ses quatre enfants.

Dans le box, Jean-Charles, ou « Karl », ou « Giancarlo », l'accusé, de nationalité et de père allemands, et de mère italienne, regarde Annie, sa femme, trente-sept ans, venue à la barre vêtue de noir. Un regard d'amour - et de réputation à la fois - entre deux êtres qui ont vécu dix ans ensemble. Elle trompait son mari. Il a été le dernier à le savoir. Mais le « vaudeville ténébreux de la mort », comme le dira l'avocat général - Madame aimait les jeunes gens ; l'un d'entre eux est venu témoigner courageusement - s'est achevé par une terrible vengeance.

Avec ou sans préméditation ? « Avec », ont conclu les jurés qui, sur les données matérielles, ont retenu les menaces antérieures du meurtrier et les coups qu'il avait déjà portés à son épouse infidèle, notamment le jour où il l'a surprise, nue, en compagnie de son jeune amant. Romet avait aussi préparé les balles meurtrières en les entaillant « pour qu'elles soient plus silencieuses ». « Non, est venu dire un expert, elles étaient surtout plus dangereuses en se dispersant... »

Difficile aussi de savoir si le meurtrier avait mûri son geste. Deux mois s'étaient écoulés entre la découverte de la liaison et le geste quatre fois homicide. Deux mois après le flagrant délit d'adultère dans l'arrière-boutique de la parfumerie qu'il avait achetée à sa femme, Romet surprend une conversation. Contrairement aux promesses d'Antonio, sans doute extorquées sous la menace, le couple illégitime avait repris ses relations. Annie s'était « mise à l'œuvre » à l'écoute d'une bande magnétique

CLAUDE RÉGENT.

## CORRESPONDANCE

## Après la mort d'un détenu opéré à Fresnes

Après la mort d'un détenu opéré à Fresnes, la cour d'assises de Paris a condamné à la réclusion à perpétuité l'auteur de la mort. Le verdict a été accueilli par les mouvements divers d'un public très nombreux, mais sans un mot par le meurtrier, à qui ont été refusées les circonstances atténuantes.

Faisant actuellement fonction de chef de service en chirurgie à l'hôpital central des prisons de France, je désire porter à la connaissance de vos lecteurs, l'impact la peine, et même l'écrouement de nos infirmiers et infirmières devant les propos du Dr Huguenard que vous avez rapportés.

Mes infirmières et infirmiers font preuve, en effet, d'un dévouement tout à fait exemplaire, certains travaillent à l'hôpital des prisons depuis vingt-cinq ans, dans l'hébergement le plus totale ; ils ont été émus aux larmes par les propos outranciers qu'ils ont pu lire.

Les conditions de travail de notre personnel hospitalier sont souvent fort difficiles, en raison du caractère extrêmement difficile de bien des détenus (que ce soit au début de l'engrenage qui les a conduits en pri-

son, ou que les conditions carcérales en soient responsables, peu importe) ; une fois dans notre service, ils sont l'objet de mêmes attentions que dans les hôpitaux civils.

Hélas, il nous arrive d'avoir de vraies joies en soignant et en guérissant, par exemple, des détenus qui entraînent leur maladie ou leur infirmité depuis des années, voire depuis l'enfance (par une espèce de fatalité, il n'a jamais pu recouvrer un système médical extracorporel) ; ce fait est apparu clairement lors de notre congrès de médecine pénitentiaire de novembre 1981.

Par ailleurs, je tiens à vous signaler qu'un détenu ne peut être opéré par un soignant que s'il en a fait la demande écrite à son juge d'instruction ; et, s'il est condamné, il ne peut être opéré que sur sa demande formelle.

Les « ragots » que vous citez rendent un très mauvais service à nos prisonniers, car ils gênent le recrutement de jeunes infirmières et infirmiers, alors que nous avons besoin, tant à l'hôpital que dans les infirmeries, de jeunes aussi enthousiastes que pour effectuer une mission avec Médecins sans frontières.

## Faits divers

● Catastrophe aérienne évitée à Genève. - Une catastrophe a été évitée de justesse le dimanche 17 octobre, dans l'après-midi, lorsqu'un Boeing-707 d'Egyptair qui assurait la liaison régulière Le Caire-Genève, avec 174 passagers et 10 hommes d'équipage à son bord, a eu son atterrissage à l'aéroport de Cointrin, en touchant le sol à 60 mètres du début de la piste.

Deux passagers helvétiques souffrent de fractures. L'aéroport a été fermé jusqu'au 18 octobre. (A.P.)

**BLAUPUNKT**

Vous trouvez les autoradios et haut-parleurs Blaupunkt partout où vous verrez cet emblème.

Voici deux appareils de pointe signés Blaupunkt. Le **Toronto SQR 32** : le son dans toute sa splendeur grâce à la présence du quartz et de l'électronique. Le **York SQR 82** : au sommet du confort. Un rendement maximal grâce à un lecteur de cassettes à pleine puissance ou en écoute intime, les appareils Blaupunkt nous emmènent à la pointe du son. Sans distorsions. Avec graves rigoureux et pleins, de vrais aigus transparents et clairs. Avec Blaupunkt, vivez l'expérience. Vivez le son.

**BLAUPUNKT** groupe BOSCH

BLaupunkt. La présence du futur.

**Toronto SQR 32 de Blaupunkt** : Accord à synthétiseur PLL, recherche automatique des stations, 12 pré-réceptions, inversion automatique du sens de défilement (avance/arrière), Dolby, 4 x 5 Watts.

**New York SQR 82 de Blaupunkt** : Accord à synthétiseur PLL, recherche automatique, 12 pré-réceptions, 16 Watts.

**Senslout**, inversion automatique du sens de défilement (avance/arrière), Dolby, 4 x 15 Watts stéréo.

**Dolby** : est la marque déposée de Dolby Labs, Inc.

**ARCHITECTES BATISSEURS**

Salon de la Maison individuelle  
Porte Maillot  
du 16 au 24/10/82  
ou Tél. 01 47 00 00 00

**Tu seras NABAB mon fils**

nouvelles éditions rature  
diffusion alternative

مكتبة الأمل



# ÉDUCATION

LES ASSISES NATIONALES DU P.C.

## Bâtir l'école de la nouvelle croissance

Les assises nationales pour l'école, organisées le 17 octobre, à Nanterre par le parti communiste, ont rassemblé plus de 100 participants venus d'horizons divers. Diversité géographique, mais surtout professionnelle, puisque le P.C. avait pris l'initiative de réunir pour débattre de l'école non seulement des enseignants et des chercheurs, mais aussi des jeunes (lycéens et étudiants), des parents d'élèves, des ouvriers, des techniciens, des élus locaux, des parlementaires.

Thématique politique aussi. Certes le P.C. avait initié les débats — préalablement préparés par des comités locaux — d'abord à son initiative et sur initiative des mouvements du syndicat qui lui sont proches (C.G.T., les syndicats de la profession de l'éducation nationale animés par la Fédération Unité action). Mais il avait aussi invité des représentants de la gauche, de la gauche unie. Une diversité qui ne s'est pas limitée au choix des participants, mais s'est reflétée dans le déroulement des débats.

La lutte contre l'échec scolaire, l'évolution des contenus scientifiques et technologiques, les rapports entre l'enseignement et le monde du travail à l'heure de la « nouvelle croissance française », la mise en œuvre d'une « nouvelle citoyenneté » dans une « démocratie autogérée », tels étaient les principaux thèmes des débats. Les participants ont souligné la diversité des participants.

Mais au-delà de la réflexion sur le fond, ces assises s'inscrivent dans la stratégie du P.C. à l'intérieur de la majorité gouvernementale. Sensibiliser, mobiliser, agir, a voulu André Lajoinie, président du groupe communiste à l'Assemblée nationale, pour que la gauche ait un pouvoir d'initiative, pour que la gauche ait un pouvoir d'initiative, pour que la gauche ait un pouvoir d'initiative.

La cote d'alerte est atteinte. Il faut une réforme d'urgence de l'école. Ce rendez-vous de l'histoire, le gouvernement de gauche ne peut le manquer. Il y a une réussite à ce changement. Il y a une réussite à ce changement. Il y a une réussite à ce changement.

M. Guy Herminier, ministre de l'Éducation nationale, a souligné que l'école est au cœur de la vie de la nation. Elle est le lieu où se forment les citoyens, où se transmettent les connaissances et les valeurs. Elle est le lieu où se joue l'avenir de la France.

La même stratégie politique. Il faut une réforme d'urgence de l'école. Ce rendez-vous de l'histoire, le gouvernement de gauche ne peut le manquer. Il y a une réussite à ce changement. Il y a une réussite à ce changement. Il y a une réussite à ce changement.

M. Guy Herminier, ministre de l'Éducation nationale, a souligné que l'école est au cœur de la vie de la nation. Elle est le lieu où se forment les citoyens, où se transmettent les connaissances et les valeurs. Elle est le lieu où se joue l'avenir de la France.

Intégrer la culture ouvrière. Le choix, par le gouvernement, d'un ministre communiste à la tête du ministère de l'Éducation nationale, a été perçu par les militants du parti comme un signal fort. Il s'agit de donner une impulsion à la culture ouvrière, de l'intégrer dans le système éducatif.

M. Guy Herminier a souligné que la culture ouvrière est une culture riche et diversifiée. Elle doit être reconnue et valorisée. Elle doit être intégrée dans le système éducatif, de la maternelle à l'université.

Intégrer la culture ouvrière. Le choix, par le gouvernement, d'un ministre communiste à la tête du ministère de l'Éducation nationale, a été perçu par les militants du parti comme un signal fort. Il s'agit de donner une impulsion à la culture ouvrière, de l'intégrer dans le système éducatif.

M. Guy Herminier a souligné que la culture ouvrière est une culture riche et diversifiée. Elle doit être reconnue et valorisée. Elle doit être intégrée dans le système éducatif, de la maternelle à l'université.

## MÉDECINE

### LE CONGRÈS DE L'UNION NATIONALE POUR L'AVENIR DE LA MÉDECINE

#### La santé, « banc d'essai » du collectivisme ?

Il faut une réforme d'urgence de l'école. Ce rendez-vous de l'histoire, le gouvernement de gauche ne peut le manquer. Il y a une réussite à ce changement. Il y a une réussite à ce changement. Il y a une réussite à ce changement.

M. Guy Herminier, ministre de l'Éducation nationale, a souligné que l'école est au cœur de la vie de la nation. Elle est le lieu où se forment les citoyens, où se transmettent les connaissances et les valeurs. Elle est le lieu où se joue l'avenir de la France.

Il faut une réforme d'urgence de l'école. Ce rendez-vous de l'histoire, le gouvernement de gauche ne peut le manquer. Il y a une réussite à ce changement. Il y a une réussite à ce changement. Il y a une réussite à ce changement.

M. Guy Herminier, ministre de l'Éducation nationale, a souligné que l'école est au cœur de la vie de la nation. Elle est le lieu où se forment les citoyens, où se transmettent les connaissances et les valeurs. Elle est le lieu où se joue l'avenir de la France.

**DRÔIT Sciences Eco.**

Documentation sur demande

Stage intensif 2<sup>e</sup> session

Stage de pré-rentree

Soutien annuel

**IPEC** Enseignement supérieur privé

40, bd Saint-Michel, Paris 6

Tél. 01.42.22.22.22

# SPORTS

VOILE

## LA COURSE AUTOUR DU MONDE EN SOLITAIRE

### « La longue route » de Philippe Jeantot

Parti de Newport, au nord de New-York, le 28 août avec seize concurrents, le navigateur français Philippe Jeantot est arrivé en vainqueur, jeudi 14 octobre, au Cap. C'est la première étape de la course autour du monde en solitaire. Avec un voilier de 17 mètres en aluminium, construit spécialement pour l'occasion, il a parcouru 27 000 milles avec le concours financier du Crédit agricole. Il est arrivé à la pointe Sud de l'Amérique du Sud, à la pointe de la deuxième étape qui mènera les concurrents à Sydney, puis à Rio de Janeiro, puis Newport, en 110 jours.

De notre correspondant

Le Cap. — Qu'est-ce que c'est ? Un grand voilier de 17 mètres en aluminium, construit spécialement pour l'occasion, il a parcouru 27 000 milles avec le concours financier du Crédit agricole. Il est arrivé à la pointe Sud de l'Amérique du Sud, à la pointe de la deuxième étape qui mènera les concurrents à Sydney, puis à Rio de Janeiro, puis Newport, en 110 jours.

Toutes ces aventures ne font pas de Philippe Jeantot, un gagnant. Il donne l'impression de pouvoir réaliser des exploits en solitaire et sans vraiment se prendre au sérieux. Bien sûr, il va faire tout son possible pour remporter la victoire, mais il n'est pas sûr de gagner. Il n'est pas sûr de gagner. Il n'est pas sûr de gagner.

Le Cap. — Qu'est-ce que c'est ? Un grand voilier de 17 mètres en aluminium, construit spécialement pour l'occasion, il a parcouru 27 000 milles avec le concours financier du Crédit agricole. Il est arrivé à la pointe Sud de l'Amérique du Sud, à la pointe de la deuxième étape qui mènera les concurrents à Sydney, puis à Rio de Janeiro, puis Newport, en 110 jours.

Toutes ces aventures ne font pas de Philippe Jeantot, un gagnant. Il donne l'impression de pouvoir réaliser des exploits en solitaire et sans vraiment se prendre au sérieux. Bien sûr, il va faire tout son possible pour remporter la victoire, mais il n'est pas sûr de gagner. Il n'est pas sûr de gagner. Il n'est pas sûr de gagner.

Le Cap. — Qu'est-ce que c'est ? Un grand voilier de 17 mètres en aluminium, construit spécialement pour l'occasion, il a parcouru 27 000 milles avec le concours financier du Crédit agricole. Il est arrivé à la pointe Sud de l'Amérique du Sud, à la pointe de la deuxième étape qui mènera les concurrents à Sydney, puis à Rio de Janeiro, puis Newport, en 110 jours.

Toutes ces aventures ne font pas de Philippe Jeantot, un gagnant. Il donne l'impression de pouvoir réaliser des exploits en solitaire et sans vraiment se prendre au sérieux. Bien sûr, il va faire tout son possible pour remporter la victoire, mais il n'est pas sûr de gagner. Il n'est pas sûr de gagner. Il n'est pas sûr de gagner.

Le Cap. — Qu'est-ce que c'est ? Un grand voilier de 17 mètres en aluminium, construit spécialement pour l'occasion, il a parcouru 27 000 milles avec le concours financier du Crédit agricole. Il est arrivé à la pointe Sud de l'Amérique du Sud, à la pointe de la deuxième étape qui mènera les concurrents à Sydney, puis à Rio de Janeiro, puis Newport, en 110 jours.

Toutes ces aventures ne font pas de Philippe Jeantot, un gagnant. Il donne l'impression de pouvoir réaliser des exploits en solitaire et sans vraiment se prendre au sérieux. Bien sûr, il va faire tout son possible pour remporter la victoire, mais il n'est pas sûr de gagner. Il n'est pas sûr de gagner. Il n'est pas sûr de gagner.

Le Cap. — Qu'est-ce que c'est ? Un grand voilier de 17 mètres en aluminium, construit spécialement pour l'occasion, il a parcouru 27 000 milles avec le concours financier du Crédit agricole. Il est arrivé à la pointe Sud de l'Amérique du Sud, à la pointe de la deuxième étape qui mènera les concurrents à Sydney, puis à Rio de Janeiro, puis Newport, en 110 jours.

Toutes ces aventures ne font pas de Philippe Jeantot, un gagnant. Il donne l'impression de pouvoir réaliser des exploits en solitaire et sans vraiment se prendre au sérieux. Bien sûr, il va faire tout son possible pour remporter la victoire, mais il n'est pas sûr de gagner. Il n'est pas sûr de gagner. Il n'est pas sûr de gagner.

Le Cap. — Qu'est-ce que c'est ? Un grand voilier de 17 mètres en aluminium, construit spécialement pour l'occasion, il a parcouru 27 000 milles avec le concours financier du Crédit agricole. Il est arrivé à la pointe Sud de l'Amérique du Sud, à la pointe de la deuxième étape qui mènera les concurrents à Sydney, puis à Rio de Janeiro, puis Newport, en 110 jours.

Toutes ces aventures ne font pas de Philippe Jeantot, un gagnant. Il donne l'impression de pouvoir réaliser des exploits en solitaire et sans vraiment se prendre au sérieux. Bien sûr, il va faire tout son possible pour remporter la victoire, mais il n'est pas sûr de gagner. Il n'est pas sûr de gagner. Il n'est pas sûr de gagner.

## LES RÉSULTATS

### Automobilisme

1 000 KILOMÈTRES DES BORDS DU MONDE

Le pilote français, Jean-Pierre Belloc, a remporté la 1000 kilomètres des Bords du Monde, disputée à l'occasion du Grand Prix de l'Automobilisme de France, le 17 octobre, sur un parcours de 1 000 kilomètres, disputé à l'occasion du Grand Prix de l'Automobilisme de France, le 17 octobre, sur un parcours de 1 000 kilomètres.

**Football**

Championnat de France

1<sup>re</sup> Division

Stade de Reims	1-0
Stade de Reims	1-0
Stade de Reims	1-0
Stade de Reims	1-0
Stade de Reims	1-0
Stade de Reims	1-0
Stade de Reims	1-0
Stade de Reims	1-0
Stade de Reims	1-0
Stade de Reims	1-0

Championnat de France

2<sup>e</sup> Division

1<sup>re</sup> Division

1<sup>re</sup> Division

1<sup>re</sup> Division

1<sup>re</sup> Division

1<sup>re</sup> Division

1<sup>re</sup> Division

1<sup>re</sup> Division

1<sup>re</sup> Division

1<sup>re</sup> Division

Championnat de France

3<sup>e</sup> Division

1<sup>re</sup> Division

1<sup>re</sup> Division

1<sup>re</sup> Division

1<sup>re</sup> Division

1<sup>re</sup> Division

1<sup>re</sup> Division

1<sup>re</sup> Division

1<sup>re</sup> Division

1<sup>re</sup> Division

Championnat de France

4<sup>e</sup> Division

1<sup>re</sup> Division

1<sup>re</sup> Division

1<sup>re</sup> Division

1<sup>re</sup> Division

1<sup>re</sup> Division

1<sup>re</sup> Division

1<sup>re</sup> Division

1<sup>re</sup> Division

1<sup>re</sup> Division

Championnat de France

5<sup>e</sup> Division

1<sup>re</sup> Division

1<sup>re</sup> Division

1<sup>re</sup> Division

1<sup>re</sup> Division

1<sup>re</sup> Division

1<sup>re</sup> Division

1<sup>re</sup> Division

1<sup>re</sup> Division

1<sup>re</sup> Division

Championnat de France

6<sup>e</sup> Division

1<sup>re</sup> Division

1<sup>re</sup> Division

1<sup>re</sup> Division

1<sup>re</sup> Division

1<sup>re</sup> Division

1<sup>re</sup> Division

1<sup>re</sup> Division

1<sup>re</sup> Division

1<sup>re</sup> Division

## ATHLÉTISME

### Boxberger devant 25 000 coureurs

Quatre éditions, cela suffit pour avoir une tradition. Les quatre éditions de la course de 100 kilomètres, disputée à l'occasion du Grand Prix de l'Automobilisme de France, le 17 octobre, sur un parcours de 100 kilomètres, disputée à l'occasion du Grand Prix de l'Automobilisme de France, le 17 octobre, sur un parcours de 100 kilomètres.

## CYCLISME

### Pascal Jules dans la roue de Sarroni

L'italien Giuseppe Sarroni a confirmé son titre de champion du monde de la course de 100 kilomètres, disputée à l'occasion du Grand Prix de l'Automobilisme de France, le 17 octobre, sur un parcours de 100 kilomètres, disputée à l'occasion du Grand Prix de l'Automobilisme de France, le 17 octobre, sur un parcours de 100 kilomètres.

## TENNIS

### Noah bat Wilander

Les championnats de Suisse sur courts couverts, disputés à Bâle, ont été remportés par le joueur suédois Mats Wilander, qui a battu le joueur suisse, Pascal Borgeaud, en trois sets (6-4, 6-3, 6-3), sur le court de la ville de Bâle, disputés à l'occasion du Grand Prix de l'Automobilisme de France, le 17 octobre, sur un parcours de 100 kilomètres.



## RUGBY

**LA TECHNIQUE EST NOTRE PASSION.**

هكذا من الامم







**LOCATION OUVERTE**  
**AU THÉÂTRE 723.47.77 ET FNAC MONTREAL 222.97.45**

MK2

55 من الأصل







# RADIO-TÉLÉVISION

VU

## Regarder français

Ce qu'il doit être vexé, Jack Lang - du moins il le serait s'il n'avait pas mieux à faire que de traîner devant la télé - en voyant le véritable raz de marée qui déferle sur nos antennes avec une force redoublée depuis que précédemment il a tapé du pied en prétendant l'arrêter. C'est bien simple : du samedi au dimanche en fin d'après-midi, on a eu droit, sur les deux premières chaînes, à sept séries américaines. Fabuleux, non ?

Et ce n'est pas tout. Le succès sur A.2 d'un incroyable mais vrai, enregistrement grand public d'une émission télévisuelle dans le monde entier, une émission inspirée du Guinness Book of Records, une émission made in U.S.A., a incité Pierre Bellemare à signer Jacques Martin en présentant la même chose, à la même heure, sur TF 1. Ainsi s'est-on pu applaudir, entre deux chansons de Nana Mouskouri, l'adresse d'un grutier du Midway-West, capable

de poser 11 tonnes d'acier sur un chaf sans le briser. Ce n'est pas moi, qui m'en plaignais. Nos propres productions ont elles-mêmes atteint un tel record de médiocrité prétentieuse et mollesse que le meilleur moment de cet interminable week-end, c'est avec « Starsky et Hutch » - toujours eux ! - qu'on l'a passé. Le samedi soir, dans un grand élan de patriotisme rétrospectif, on a pris une décision pleine de risques, une décision à vrai dire héroïque en prétendant à « Dallas » « en vingt-quatre heures », ce feuilleton tiré du roman de Poirer sur la guerre de 40. On a tenu bon pendant trente-cinq minutes. Et puis, épuisés par la tâche présumée du récit, par l'absence de rythme et l'insolence avouée que distillait cette succession, pourtant prometteuse, d'une page (un peu oubliée déjà ou mal connue) de notre récent passé, il

chément, on a filé rejoindre J.R. en jurant bien qu'on ne nous reprendrait plus.

Que voulez-vous, il n'y a rien à faire : nous ne sommes pas capables de raconter une histoire sans chichi, sans bla-bla, sans temps morts, une histoire lanolée d'une main experte et prate, qui rebondisse et fasse des ricochets, fixe et retienne l'attention jusqu'au générique de fin. Si les directeurs de programmes choisissent d'accrocher à la grille de nos week-ends ces produits d'importation, ce n'est pas qu'ils soient particulièrement bon marché. « Dallas » coûte tellement cher que la B.B.C. a dû renoncer à en poursuivre la diffusion. Non, c'est parce que nous les... On ne demanderait pas mieux qu'à regarder français. Il suffirait qu'on nous en donne l'occasion. Une bonne occasion.

CLAUDE SARRAUTE.

## LE VIII<sup>e</sup> VIDCOM A CANNES

### Se placer sur le marché de la vidéocassette

Cannes. - La prochaine rendez-vous sur les magnétoscopes (471 F) prévue par le budget 1983 contribuera à l'équilibre des comptes des chaînes de télévision, a indiqué le 16 octobre M. Georges Fillard, ministre de la communication, à l'occasion de sa visite au Vidcom (marché international de la vidéocommunication) qui se tient à Cannes du 15 au 19 octobre. Cette taxe permettra également de compenser les pertes de recettes découlant de l'exonération de la redevance T.V. des huit mille personnes âgées non assujetties à l'impôt sur le revenu. Ce n'est, a précisé le ministre, qu'à partir de 1985 que cette redevance sera affectée à la création de programmes.

Évoquant les projets de la quatrième chaîne, M. Fillard a insisté sur le fait que les programmes de grande audience, système à péage pour certains soins, soient libres pour d'autres.

Le huitième Vidcom est en tout cas marqué par la multiplication des sociétés de distribution de programmes qui proposent aux détenteurs de magnétoscopes des catalogues de plus en plus variés.

## PRESSÉ

M. ROLAND LEROY : il faut abroger l'article 39 bis

Dans un numéro du quotidien de Marseille, M. Roland Leroy, directeur de l'Humanité, traitant du pluralisme de la presse écrite, estime qu'il faut reconstruire une diversité qui a été systématiquement défilée.

« Glacé d'Estroing » Chirac... une législation au service des plus riches. Mais on qui était naturel sous leur pouvoir ne peut plus l'être aujourd'hui : il faut abroger leurs textes et particulièrement l'article 39 bis du code des impôts qui fait profiter de dégrèvements fiscaux les journaux qui font des bénéfices », poursuit M. Leroy qui dénonce que « les journaux réalisés par la suppression de la injustice affectés aux journaux non bénéficiaires - les journaux régionaux d'opinion - qui en ont un besoin criant ».

[L'article 39 bis du code général des impôts permet aux entreprises de presse de constituer, en contrepartie de l'impôt, pour investissements à hauteur de 60 % des bénéfices pour les quotidiens et 40 % pour les périodiques (nettoyés 100 %). Cette disposition a permis aux entreprises de se moderniser sans première fois après la guerre, puis une seconde fois lors du passage, ces dernières années, à la photocopie et à l'impression offset.

M. Charles Laperrière (l'Est républicain) a été élu président du Syndicat des journalistes C.G.C. au terme d'un congrès tenu à Strasbourg. Il remplace M. Marc Coulet (Var Matin). Le nouveau président sera assisté de MM. Daniel Pautrat (TF1), délégué général Paris et Louis Cagnol (Nice Matin, délégué général province), qui a été reconduit dans ses fonctions. Les nouveaux secrétaires respectifs sont MM. Jacques Robiche (Cahiers et Matinée) et Jacques Daudin (l'Est républicain). M. François Varenne (le Figaro) a été élu trésorier.

### De notre envoyé spécial

De 150 000 en 1980, les ventes en France de vidéocassettes pré-enregistrées atteindront cette année le chiffre de 900 000, et on attend le doublement pour 1983. Pour se placer sur de tels marchés, il ne faut s'y lancer ni trop tôt ni trop tard. Hachette, pour ne citer que ce grand groupe, et d'autres en ont fait dans la précédente décennie la douloureuse expérience. Mais ceux qui ont vu le coche des deux ou trois dernières années au-delà de la pente, au lieu de la place sont en passe d'être pris. Il y a les « majors » intégrées, de la production de films à la distribution de vidéocassettes : Polygram, R.C.A., Columbia, voire Gaumont. Il y a quelques grands groupes, comme Filippi, qui distribuent les titres de la société américaine Warner, et la Compagnie luxembourgeoise de télévision. Il y a ceux qui se réveillent avec retard : Hachette, Larousse, Pablic. Il y a enfin quelques jeunes firmes françaises, telles Cinéthèque et, surtout, Régie Cassette Vidéo.

Lancée en 1979 par M. Yves Roussel-Rouard, l'actuel producteur du film d'animation R.C.P. œuvre aujourd'hui le tiers du marché français de l'édition et de la distribution de vidéocassettes. De 15 millions de francs en 1980, son chiffre d'affaires (T.T.C.) s'élève à 200 millions cette année et devrait atteindre 300 millions de francs en 1983 (1).

### « Surface financière »

A l'origine, simples producteurs et distributeurs de films grand public, les sociétés d'édition de vidéocassettes sont contraintes aujourd'hui d'élargir leur catalogue, de proposer au public de plus en plus de titres, de plus en plus de genres. Voir de se lancer dans la production des films. Bref, c'est la course aux programmes, d'où la multiplication des accords avec des sociétés qui disposent de « placements intellectuels ».

Ainsi, R.C.V. a annoncé à Cannes une série d'opérations spectaculaires. Un accord avec l'Union nationale de l'audiovisuel pour reproduire d'anciennes émissions télévisées (le Monde du 11 septembre) va lui permettre de proposer six nouvelles collections : des feuilletons T.V., célèbres comme Jacques le Croquant ; des émissions de variétés (notamment celles de Jean-Christophe Averty), littéraires, musicales, théâtrales. Avec les Français de France, R.C.V. a l'intention d'adapter des titres de la collection « Que sais-je ? » en vidéocassettes. Un accord est en préparation avec Arte 2 pour diffuser une trentaine de pièces de théâtre et des opéras. Enfin, R.C.V. propose un premier vidéocassette avec un magazine de reportages sur divers pays.

Parallèlement, la société a mis au point une banque de données qu'elle va relier progressivement aux points de vente. Elle va dans un premier temps équiper - à ses frais - cinq cents des deux mille cinq cents vidéoclubs de France de terminaux reliés à son outil informatique. Chacun de ces vidéoclubs pourra se renseigner sur le catalogue et les stocks de R.C.V. et lui passer directement commande par télé-informatique.

Il y a - ce VIII<sup>e</sup> Vidcom en témoigne - beaucoup de candidats qui souhaitent se faire une place sur

le nouveau marché de la vidéocassette. Pour autant, chacun en est conscient, il n'y a pas finalement que peu d'acteurs. Seuls subsisteront ceux qui présenteront les catalogues les plus larges ou les mieux « ciblés » qui pourront amortir les frais sur le marché international. Mais les acteurs les plus importants ceux qui auront la surface financière suffisante. D'où la présence dans le capital de R.C.V. - à hauteur de 35 % - d'un groupe comme les Bouygues mondiales, dans celui de Cinéthèque de la Compagnie financière Edmond de Rothschild.

Quant aux petites sociétés qui ont proliféré depuis deux ans, on peut craindre que bon nombre d'entre elles ne disparaissent, avec l'espoir cependant pour certaines de se faire racheter au prix fort. Bref, le marché de la vidéo risque fort de suivre le même chemin que celui du livre.

J.-M. QUATREPOINT.

(1) Lire notamment « R.C.V. : la politique du ballon » dans le Monde-Dimanche du 26 septembre.

### Antenne 2 développe la production de vidéogrammes

A l'occasion du Vidcom, Antenne 2 a annoncé la signature d'accords importants pour l'édition de vidéogrammes d'un certain nombre de ses programmes. Les œuvres de la chaîne occupent une place privilégiée, l'édition de cassettes de vingt à un spectacle de l'Opéra de Paris, coproduit par Antenne 2 et le Centre national de l'Opéra durant le mandat de M. R. Lieberman, fait actuellement l'objet d'une négociation.

« Le premier objectif de la chaîne, explique M. Jean Rouilly, directeur adjoint pour l'affaires internationales commerciales d'Antenne 2, est d'assurer une production de vidéogrammes à l'aspect éphémère du passage à l'antenne. Le second objectif est d'ordre financier, puisque l'opération peut bénéficier à la fois aux auteurs, dont la garantie des droits est un critère essentiel de la négociation, et à la chaîne qui peut y trouver une nouvelle source de financement. Cette fait partie d'une stratégie globale d'Antenne 2 dans laquelle nous nous développons des coproductions ».

Une « Vidéo-Théâtre » (cinéma-théâtre) proposera prochainement une série d'œuvres théâtrales produites par les Français français et enregistrées par Antenne 2, parmi lesquelles : « Tour du monde en 80 jours », « Le Canard à l'orange » ou « Lorsque l'enfant parait », ainsi que des spectacles proposés par Silvia Maffioletti. Une collection « Vidéo-Théâtre » réunira trente œuvres sélectionnées dans le catalogue d'Antenne 2. Un premier volume « Grands Moments de la caméra cinéma » (la Guéville vidéo) coproduit par l'INA et une série de programmes consacrés à l'histoire du cinéma. « Gym » (série Claude Carrère) ou « Échiquier » (Hachette vidéo) complèteront cette série de vidéogrammes d'Antenne 2. D'autres accords sont actuellement en cours de négociation, parmi lesquels celui portant sur l'émission « Apostrophes ».

Lundi 18 octobre

### PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

Appeliez POT. 32.32 (708.32.32)  
**MIDAS**  
10 années de France

20 h 35 Cinéma : La Course à l'échalote. Film français de C. Zidi (1975), avec P. Richard, J. Birkin, M. Aumont, A. August, H. Doss, L. Rego, C. Dauphin (réalisation). Un fond de pouvoir, remplaçant le P.D.G. de la banque, le travail, poursuit le thème de l'Alcazar qui se sont emparés d'une mallette contenant un immense trésor. Sa petite amie anglaise et un commissaire de police participent à ses aventures rocambolesques. Thème bien connu de la « course-poursuite », assaisonné, ici, de quiproquos et de gags, film Zidi de la bonne époque. Le réalisateur tient le rythme jusqu'au bout et Pierre Richard joue un farfelu qui survit près des leçons.

22 h 10 Magazine : l'Enjeu. De François de Closets, Emmanuel de La Taille et Alain Weil. Les raïns de la conquête : La concurrence en mer ; Le difficile port de l'investissement ; L'Angleterre ; Les États-Unis.

23 h 10 Journal.

### DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

20 h 35 Le grand échiquier. De J. Chancel. Cinq qui jouent le spectacle. Autour de Michel Sardou, Michel Audiard, Bernard Blier, Claude Lelouch, Michel Jullian, Jacques Ruffié, professeurs au Collège de France.

23 h 15 Journal.

### TROISIÈME CHAÎNE : FR3

21 h 35 Cinéma : Le Petit Prof. (rire du lundi). Film français de C. Rim (1958), avec M. Cowl, M. Altariba, V. Robert, C. Barry, E. Beauchamp, V. Verhaeg, F. Blanche (N.). Les deux amis d'un Français, né en 1901, le jour de la signature du pacte de l'acier et de la paix éternelle. Darry Cowl - excellent, mais bafouillage - le petit prof, malgré une série de blagues satiriques d'inspiration sur l'histoire de France et les mœurs de la petite bourgeoisie, film d'auteur qu'on n'avait pas revu depuis longtemps.

22 h 30 Magazine : Thalassa. Émission de Georges Pernaud, « La vocation maritime du Lézard ».

23 h 10 Journal.

### FRANCE-CULTURE

20 h Carte blanche : « Les Boucs », de R. Bouteau. 20 h 30 Copyright : « La Séparation ou le instant volé », de C. Perrot. 21 h L'autre scène ou les vivants et les morts. 22 h Nuits magiques.

### FRANCE-MUSIQUE

20 h Concert (en direct) : Centre musical de Los Angeles : « six pièces, op. 6 », de Webern ; « concerto à la mémoire d'un ange », de Berg ; « symphonie n° 9 », de Bruckner, par l'Orchestre philharmonique de Los Angeles. Dir. : C.-M. Giulini. Soliste : J. Perlman. 23 h La nuit sur France-Musique : aspects de la musique française (Rabaud, Satie, Lejeune).

Mardi 19 octobre

### PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

12 h Météorologie. 12 h 10 Juge Box. 12 h 30 Atout cœur. 13 h Journal. 13 h 45 Les après-midi de TF 1 : Féminin présent. 14 h C'est la vie. 14 h 20 Le village dans les nuages. 14 h 30 Histoire d'en rire. 15 h 5 A la une. 16 h 20 Émissions régionales. 17 h 45 S'il vous plaît. 18 h 50 D'accord pas d'accord (I.N.C.). Automobile : le prix des pièces détachées. 20 h 35 La galaxie industrielle en 2000 : une révolution. Émission de Jean Bismont et Jean Labit. Il s'agit tout d'un spectacle et non d'une émission d'actualité ou d'un documentaire, dit le réalisateur. La révolution industrielle est ici un spectacle où chacun joue son rôle : Watt et sa machine à vapeur, Henry Ford, des entrepreneurs japonais et bien d'autres.

23 h 15 Journal.

### DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

10 h 30 A.N.T.I.O.P.E. 12 h Journal. 12 h 5 Jeu : l'échiquier des neuf. 12 h 45 Journal. 13 h 35 Émissions régionales. 14 h 30 Série : La vie des autres. 14 h Aujourd'hui la vie. 15 h 5 Écho : La légende d'Alain et de l'ours Benjamin. 16 h 50 Paris : Chantons le moi. (Diffusé le 17 octobre à 20 h 35). 16 h 55 Entre nous. De Louis Bérlioz. 17 h 50 Récit A 2. 18 h 30 C'est la vie. 18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres. 19 h 20 Émissions régionales. 19 h 45 Le théâtre du Boulevard. 20 h 30 D'accord pas d'accord (I.N.C.). Automobile : prix des pièces détachées. 20 h 35 Cinéma : Les hommes de paille. Film français de C. Zidi (1971), avec J.-G. Focher, G. Rinaldi, L. Rego, G. Philippon, J. Sarrau, M. Gagne. Un jour, en 1951, dans un village normand, cinq garçons des amis inséparables, forment un groupe de pop-music et, appelés au service militaire, se distinguent par leurs blagues et leur conformisme. Premier film de Claude Zidi avec les Charlots pour interprètes. Une comédie qui connaît un très grand succès commercial grâce à la fantaisie débridée des cinq héros et à une mise en scène pleine de gags à toute allure. 22 h 10 Magazine : Lire. De P. Dumayet. La Vie d'un simple, d'Emile Zola. La Vie d'un simple est un livre publié en 1904 par un paysan breton. Ce témoignage est une peinture de la vie d'un simple, de la fin du dix-neuvième siècle. P. Dumayet a recueilli les impressions et lecture habitants de La Villette, Ribelles et Lachamp en Lozère.

23 h Journal.

### TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

18 h 30 Pour les jeunes. 18 h 55 Tribune libre : Fédération sportive gymnique du travail. 19 h 10 Journal. 19 h 20 Émissions régionales. 19 h 55 Les jeux. 20 h 35 Magazine : La dernière minute. Actualités Gannett : 20 h 45, Dessin animé : Tom et Jerry.

La Haute Autorité de la communication audiovisuelle vient de nommer les représentants du personnel aux conseils d'administration des différentes chaînes (sauf la Radio-France internationale et la Radio de radio et de télévision d'outre-mer, où ils sont désignés ultérieurement. Il s'agit de : M. Stéphane Manké (C.F.D.T.) et M. Marguenaux (F.O.) à TF 1 ; M. Alain (C.F.D.T.) et Jean-Pierre Marchand (C.G.T.) à Antenne 2 ; M. Jean-Pierre Courbet (SCORT, syndicat de cadres) à FR 3 ; M. Pierre Noguera (C.G.T.) et Alain Ménargues (F.O.) à Radio-France ; M. François Courtin (C.G.T.) et Michel Subiela (C.F.D.T.) à la S.F.P. ; M. Jacqueline Alary (C.G.T.) et M. Henri

(C.F.D.T.) Lucien Robert (SCORT) à T.D.F. ; M. Georges Horn (C.F.D.T.) et Jean-Paul Roux (C.G.T.) à l'INA. Soit six représentants de la C.G.T., cinq de la C.F.D.T., deux de F.O. et deux du SCORT.

### PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

20 h 55 Cinéma : L'étrange créature du lac Noir. Film américain de J. Arnold (1954), avec R. Carlson, J. Adams, R. Denning, A. Moreno, N. Palma, W. Bissel, B. Chapman. Une expédition scientifique américaine découvre, en Amazonie, un homme-poisson qui, après de violents affrontements, s'empare de l'assistant d'un biologiste et l'entraîne dans son royaume. Film d'épouvante - reprenant, dans une façon, de King Kong - avec d'impressionnantes prises de vues aériennes. Tourné en 3 D - impression et relief - ce film est exploité en France dans sa version « plate ». On le verra en relief, à la télévision, avec les lunettes spéciales.

22 h 10 Journal. 22 h 30 Cinéma : Bagarres au King Créole. Michael Curtis. Film américain de M. Curtis (1958), avec J. Presley, C. Jones, D. Hart, J. L. Montevideo, W. Un jeune homme travaillant dans un cabaret de La Nouvelle-Orléans, devient, un peu malgré lui, chanteur à succès. Il est pris dans les rivalités de gangsters qui veulent s'attacher l'homme et sa légende.

23 h 10 Journal. 23 h 30 Cinéma : Prélude à la nuit. Film de E. Ezerjas (plasticien), sonate de F. Poulenc.

### FRANCE-CULTURE

10 h Étranger mon ami. 11 h 2. Musiciens français contemporains (et à 17 h 32). 12 h Nous tous chacun. 12 h 45, Panorama. 13 h 30, Libre parcours variétés. 14 h, Sons : mètres. 14 h 5, Un livre, des voix : Un amour de soi, de Serge Doubravsky. 14 h 45, Les après-midi de France-Culture : Le monde au singulier : 15 h 30, Points cardinaux ; 16 h 30, Micromégas. 17 h, Le voyage du début-fin en France. 18 h 30, Feuilleton : Gaspard des montagnes. 19 h 25, Jazz à l'antenne. 20 h 30, Sciences : Douze clés pour la physique. 21 h, Dialogues : Goethe et la science. 22 h, Musiques : temps : pour un alphabet : de L. Levinas. 22 h, Nuits magiques.

### FRANCE-MUSIQUE

9 h D'une oreille l'autre : musiques : Belgique, un début de siècle : de Leken, Abell, Grief, Vieuxtemps, Jongens, Vasey : les organes de Wallonie. 10 h La musique populaire d'aujourd'hui. 12 h Le jazz en France. 13 h Opérette : « Zézine et Azor », de G. G. 14 h 4, « Cantique du Moine », de Moullet. 15 h 30, Les arts florissants : 14 h 30, Les Enfants d'Orphée. 15 h D'une oreille l'autre : 400 ans de musique hollandaise, œuvres de Ockeghem, Blackenburg, Meder, Fodor, Loewend. 16 h Spécial Festival de Hollande 1982. 18 h Spécial Festival de Hollande 1982. 19 h 5, Les grandes voix du Nord : œuvres de Gounod, Charpentier, Ravel, Poulenc, Verdi, Seltz-Sarna, Berlioz, Thomas. 20 h 30, Concert (en direct) Théâtre de Lille : « Capriccio », de Kurtis ; « Mopé », de Van Manen ; « Sérénade n° 10 Graa Paritia », de Mozart par le Nederlandse Blazen Ensemble. 23 h La nuit sur France-Musique : Jazz club, en direct du Vagabond.

### TRIBUNES ET DÉBATS

MARDI 19 OCTOBRE - Mgr Dom Helder Camara, archevêque de Recife (Brésil) et M. Menotti Bottazzi, secrétaire général C.C.F.D. (Comité catholique pour le développement) invités au journal de 12 h 45, sur Antenne 2.

Mardi 19 octobre  
20 heures

### COURSES à VINCENNES

Pari jumelé  
Pari trio à chaque réunion  
Retenez table au « Privé »  
989-67-11  
Prochaines soirées :  
21, 22, 23 octobre

250  
ANTIQUAIRES  
du mardi au dimanche  
2 PLACE DU PALAIS-ROYAL  
PARIS  
ACHAT-VENTE-EXPOSITION  
L'ART & L'OISEAU

50.10.10



# CARNET

## JEAN MAIREY

Geneviève Mairey, née Schmidt, son épouse.  
François et Madeleine Mairey, belles-filles et petite-fille.  
Marcelle Schmidt, Georges et Geneviève Andrieu, et beau-frère.

La douleur d'annoncer le décès, le 16 octobre 1982, à 10 h 30, en l'église Saint-Urs, à Montbard (Côte-d'Or).

**MAIREY,** agrégé de l'Université, ancien secrétaire général du ministère de l'Intérieur, compagnon de la Légion d'honneur, guerre 1939-1945 avec palmes.

La cérémonie funèbre aura lieu le mercredi 20 octobre 1982, à 10 h 30, en l'église Saint-Urs, à Montbard (Côte-d'Or).

*Patriam servando victoriam tulit.*

Cet avis tient lieu de faire-part.

[Né à Dijon en 1907, militant des Jeunesses socialistes de sa ville, agrégé d'histoire et de géographie, professeur à Lyon, M. Mairey est entré dans la Résistance par Georges Bidault. Il mène au mouvement Combar avant de prendre le maquis dans le Morvan et d'appartenir au 1<sup>er</sup> bataillon de la 2<sup>e</sup> division de la Résistance. Il sera fait compagnon de la Libération en 1945. En 1944, il est nommé secrétaire général de la Bourgogne et de la Franche-Comté. Il est ensuite successivement préfet de la Seine-Saint-Denis, directeur général de la Sécurité nationale en 1954 (nommé à ce poste par M. Mitterrand, alors ministre de l'Intérieur), secrétaire général du ministère de l'Intérieur en 1957 et quelques mois plus tard préfet de la Gironde. Au retour du général de Gaulle, en 1959, M. Mairey est de nouveau nommé secrétaire du ministère de l'Intérieur. Il mène au sein de l'Union démocratique du travail, groupement de gauchistes de gauche affilié à l'U.D.R. En 1960, de Gaulle le charge d'organiser le voyage en France de M. Khrushchev. De 1961 à 1964, M. Mairey occupe les fonctions de président-directeur général d'Aviation-Publicité, filiale de l'agence Havas. Il est nommé préfet hors cadre en 1964. Il était président de la Société d'entraide des compagnons de la Libération. En 1974, lors du deuxième tour de l'élection présidentielle, il appuie les électeurs qui ont voté pour M. Charles De Gaulle au premier tour et rapporteur leurs voix sur M. Mitterrand.]

M. Mairey, né le 16 octobre 1907, à Dijon, est décédé le 16 octobre 1982, à 10 h 30, en l'église Saint-Urs, à Montbard (Côte-d'Or).

**Listes de Mariage AUX TROIS QUARTIERS**

## Décès

Les familles Bayen, Ravillon, Brocard et Dupré, ont le douleur de faire part du décès de

**M. RAYEN,** chevalier de l'Ordre du Mérite, appelé à Dieu, dans sa soixante-dix-septième année, le 15 octobre 1982.

La cérémonie religieuse aura lieu le mardi 19 octobre, à 14 heures, en l'église d'Heilly-le-Mansart (Marne).

Ni fleurs ni couronnes.

M. Ferny Besson, épouse, M. Jean-Pierre Besson, enfants, Eric, Claire, Valérie Besson, ses petits-enfants.

**Raoul BESSON,** ingénieur E.P.C.I., survenu à Paris, le 13 octobre.

Il repose auprès de son fils,

**Gérard BESSON,**

pour la France le 17 février. La cérémonie religieuse aura lieu le mardi 20 octobre 1982, à 10 h 30, en l'église d'Heilly-le-Mansart (Marne).

M. Maurice Darroussin, épouse, M. Jean-Pierre Journé et leurs enfants, M. et M. Jean Torré et leurs enfants, enfants et petits-enfants, parents et alliés.

La douleur de faire part du décès de

**M. RAYEN,** directeur honoraire de l'Assemblée nationale, chevalier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1939-1940,

survenu le 15 octobre 1982, à l'âge de soixante-dix.

Le service religieux, en l'église réformée de l'Annonciation, 19, rue Cortambert, Paris (16<sup>e</sup>), sera célébré le mercredi 20 octobre 1982, à 10 h 30, suivi de l'inhumation à la famille au cimetière de Poissy (Yvelines).

Cet avis tient lieu de faire-part.

162, boulevard Malesherbes, 75017 Paris.

M. Walter Goldschmidt, Fanny Steindler, M. et M. Yves et leurs enfants, M. et M. Daniel et leurs enfants.

La douleur de faire part du décès de

**M. Walter Goldschmidt,** professeur honoraire, ancien élève de l'École normale supérieure de Saint-Cloud, croix de guerre 1939-1945, survenu le 16 octobre 1982, dans sa quatre-vingt-troisième année.

Les obsèques seront célébrées dans l'intimité le 19 octobre 1982, à 14 heures, en l'église Saint-Pierre de la Madeleine (Voies), 94580 Saucy-sur-Meurthe (Voies), Rue Raymond-Pain, 92200 Neuilly-sur-Seine, 51, rue Madeleine-Michels, 75007 Paris.

M. F. B. White et ses enfants.

M. et M. Alain Griotteray et leurs enfants, M. et M. Jean-Paul Giudicelli, M. et M. Jean Berthelmy, M. et M. Maury Perceval.

La douleur de faire part du décès de

**M. Robert LOGEROT,** professeur honoraire, ancien élève de l'École normale supérieure de Saint-Cloud, croix de guerre 1939-1945, survenu le 16 octobre 1982, dans sa quatre-vingt-troisième année.

Les obsèques seront célébrées dans l'intimité le 19 octobre 1982, à 14 heures, en l'église Saint-Pierre de la Madeleine (Voies), 94580 Saucy-sur-Meurthe (Voies), Rue Raymond-Pain, 92200 Neuilly-sur-Seine, 51, rue Madeleine-Michels, 75007 Paris.

M. et M. Alain Griotteray et leurs enfants, M. et M. Jean-Paul Giudicelli, M. et M. Jean Berthelmy, M. et M. Maury Perceval.

La douleur de faire part du décès de

**M. Robert LOGEROT,** professeur honoraire, ancien élève de l'École normale supérieure de Saint-Cloud, croix de guerre 1939-1945, survenu le 16 octobre 1982, dans sa quatre-vingt-troisième année.

Les obsèques seront célébrées dans l'intimité le 19 octobre 1982, à 14 heures, en l'église Saint-Pierre de la Madeleine (Voies), 94580 Saucy-sur-Meurthe (Voies), Rue Raymond-Pain, 92200 Neuilly-sur-Seine, 51, rue Madeleine-Michels, 75007 Paris.

M. et M. Alain Griotteray et leurs enfants, M. et M. Jean-Paul Giudicelli, M. et M. Jean Berthelmy, M. et M. Maury Perceval.

La douleur de faire part du décès de

**M. Robert LOGEROT,** professeur honoraire, ancien élève de l'École normale supérieure de Saint-Cloud, croix de guerre 1939-1945, survenu le 16 octobre 1982, dans sa quatre-vingt-troisième année.

Les obsèques seront célébrées dans l'intimité le 19 octobre 1982, à 14 heures, en l'église Saint-Pierre de la Madeleine (Voies), 94580 Saucy-sur-Meurthe (Voies), Rue Raymond-Pain, 92200 Neuilly-sur-Seine, 51, rue Madeleine-Michels, 75007 Paris.

M. et M. Alain Griotteray et leurs enfants, M. et M. Jean-Paul Giudicelli, M. et M. Jean Berthelmy, M. et M. Maury Perceval.

La douleur de faire part du décès de

**M. Robert LOGEROT,** professeur honoraire, ancien élève de l'École normale supérieure de Saint-Cloud, croix de guerre 1939-1945, survenu le 16 octobre 1982, dans sa quatre-vingt-troisième année.

Les obsèques seront célébrées dans l'intimité le 19 octobre 1982, à 14 heures, en l'église Saint-Pierre de la Madeleine (Voies), 94580 Saucy-sur-Meurthe (Voies), Rue Raymond-Pain, 92200 Neuilly-sur-Seine, 51, rue Madeleine-Michels, 75007 Paris.

M. et M. Alain Griotteray et leurs enfants, M. et M. Jean-Paul Giudicelli, M. et M. Jean Berthelmy, M. et M. Maury Perceval.

La douleur de faire part du décès de

**M. Robert LOGEROT,** professeur honoraire, ancien élève de l'École normale supérieure de Saint-Cloud, croix de guerre 1939-1945, survenu le 16 octobre 1982, dans sa quatre-vingt-troisième année.

Les obsèques seront célébrées dans l'intimité le 19 octobre 1982, à 14 heures, en l'église Saint-Pierre de la Madeleine (Voies), 94580 Saucy-sur-Meurthe (Voies), Rue Raymond-Pain, 92200 Neuilly-sur-Seine, 51, rue Madeleine-Michels, 75007 Paris.

M. et M. Alain Griotteray et leurs enfants, M. et M. Jean-Paul Giudicelli, M. et M. Jean Berthelmy, M. et M. Maury Perceval.

La douleur de faire part du décès de

**M. Robert LOGEROT,** professeur honoraire, ancien élève de l'École normale supérieure de Saint-Cloud, croix de guerre 1939-1945, survenu le 16 octobre 1982, dans sa quatre-vingt-troisième année.

Les obsèques seront célébrées dans l'intimité le 19 octobre 1982, à 14 heures, en l'église Saint-Pierre de la Madeleine (Voies), 94580 Saucy-sur-Meurthe (Voies), Rue Raymond-Pain, 92200 Neuilly-sur-Seine, 51, rue Madeleine-Michels, 75007 Paris.

M. et M. Alain Griotteray et leurs enfants, M. et M. Jean-Paul Giudicelli, M. et M. Jean Berthelmy, M. et M. Maury Perceval.

La douleur de faire part du décès de

**M. Robert LOGEROT,** professeur honoraire, ancien élève de l'École normale supérieure de Saint-Cloud, croix de guerre 1939-1945, survenu le 16 octobre 1982, dans sa quatre-vingt-troisième année.

Les obsèques seront célébrées dans l'intimité le 19 octobre 1982, à 14 heures, en l'église Saint-Pierre de la Madeleine (Voies), 94580 Saucy-sur-Meurthe (Voies), Rue Raymond-Pain, 92200 Neuilly-sur-Seine, 51, rue Madeleine-Michels, 75007 Paris.

M. et M. Alain Griotteray et leurs enfants, M. et M. Jean-Paul Giudicelli, M. et M. Jean Berthelmy, M. et M. Maury Perceval.

La douleur de faire part du décès de

**M. Robert LOGEROT,** professeur honoraire, ancien élève de l'École normale supérieure de Saint-Cloud, croix de guerre 1939-1945, survenu le 16 octobre 1982, dans sa quatre-vingt-troisième année.

Les obsèques seront célébrées dans l'intimité le 19 octobre 1982, à 14 heures, en l'église Saint-Pierre de la Madeleine (Voies), 94580 Saucy-sur-Meurthe (Voies), Rue Raymond-Pain, 92200 Neuilly-sur-Seine, 51, rue Madeleine-Michels, 75007 Paris.

M. et M. Alain Griotteray et leurs enfants, M. et M. Jean-Paul Giudicelli, M. et M. Jean Berthelmy, M. et M. Maury Perceval.

La douleur de faire part du décès de

**M. Robert LOGEROT,** professeur honoraire, ancien élève de l'École normale supérieure de Saint-Cloud, croix de guerre 1939-1945, survenu le 16 octobre 1982, dans sa quatre-vingt-troisième année.

Les obsèques seront célébrées dans l'intimité le 19 octobre 1982, à 14 heures, en l'église Saint-Pierre de la Madeleine (Voies), 94580 Saucy-sur-Meurthe (Voies), Rue Raymond-Pain, 92200 Neuilly-sur-Seine, 51, rue Madeleine-Michels, 75007 Paris.

M. et M. Alain Griotteray et leurs enfants, M. et M. Jean-Paul Giudicelli, M. et M. Jean Berthelmy, M. et M. Maury Perceval.

La douleur de faire part du décès de

**M. Robert LOGEROT,** professeur honoraire, ancien élève de l'École normale supérieure de Saint-Cloud, croix de guerre 1939-1945, survenu le 16 octobre 1982, dans sa quatre-vingt-troisième année.

Les obsèques seront célébrées dans l'intimité le 19 octobre 1982, à 14 heures, en l'église Saint-Pierre de la Madeleine (Voies), 94580 Saucy-sur-Meurthe (Voies), Rue Raymond-Pain, 92200 Neuilly-sur-Seine, 51, rue Madeleine-Michels, 75007 Paris.

M. et M. Alain Griotteray et leurs enfants, M. et M. Jean-Paul Giudicelli, M. et M. Jean Berthelmy, M. et M. Maury Perceval.

La douleur de faire part du décès de

**M. Robert LOGEROT,** professeur honoraire, ancien élève de l'École normale supérieure de Saint-Cloud, croix de guerre 1939-1945, survenu le 16 octobre 1982, dans sa quatre-vingt-troisième année.

Les obsèques seront célébrées dans l'intimité le 19 octobre 1982, à 14 heures, en l'église Saint-Pierre de la Madeleine (Voies), 94580 Saucy-sur-Meurthe (Voies), Rue Raymond-Pain, 92200 Neuilly-sur-Seine, 51, rue Madeleine-Michels, 75007 Paris.

M. et M. Alain Griotteray et leurs enfants, M. et M. Jean-Paul Giudicelli, M. et M. Jean Berthelmy, M. et M. Maury Perceval.

La douleur de faire part du décès de

**M. Robert LOGEROT,** professeur honoraire, ancien élève de l'École normale supérieure de Saint-Cloud, croix de guerre 1939-1945, survenu le 16 octobre 1982, dans sa quatre-vingt-troisième année.

Les obsèques seront célébrées dans l'intimité le 19 octobre 1982, à 14 heures, en l'église Saint-Pierre de la Madeleine (Voies), 94580 Saucy-sur-Meurthe (Voies), Rue Raymond-Pain, 92200 Neuilly-sur-Seine, 51, rue Madeleine-Michels, 75007 Paris.

M. et M. Alain Griotteray et leurs enfants, M. et M. Jean-Paul Giudicelli, M. et M. Jean Berthelmy, M. et M. Maury Perceval.

La douleur de faire part du décès de

**M. Robert LOGEROT,** professeur honoraire, ancien élève de l'École normale supérieure de Saint-Cloud, croix de guerre 1939-1945, survenu le 16 octobre 1982, dans sa quatre-vingt-troisième année.

M. et M. Patrick White, M. et M. Martin Bradford.

M. et M. Bernard Leclair et leur fille, M. Stéphane Leclair.

La douleur de faire part du décès de

**M. GRIOTTERAY,**

leur sœur, belle-sœur et tante, enlevée à leur affection le jeudi 14 octobre 1982. Prière pour elle.

Une messe de requiem sera célébrée le mardi 19 octobre 1982 en l'église Saint-Pierre de Charenton, sa paroisse, où l'on se réunira à 10 heures.

L'inhumation aura lieu au cimetière d'Asnières dans l'intimité familiale.

71, rue de Paris, 94220 Charenton-le-Pont.

Les président et anciens présidents du conseil d'administration.

Ainsi que le personnel de la Compagnie financière de Suez.

Le profond de l'annonceur

**M. Michel HOMOLLE,** officier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1914-1918, général honoraire de la Compagnie universelle du canal maritime de Suez, ancien administrateur de la Compagnie financière de Suez, survenu accidentellement à Neuilly-sur-Seine, le jeudi 14 octobre 1982, 1, rue d'Asnières, 75008 Paris.

On nous prie d'annoncer le décès de

**Pierre LOCHET,** journaliste, survenu le 15 octobre, à l'âge de cinquante ans.

Les obsèques auront lieu en l'église de Faverolles (Loir-et-Cher), mardi 19 octobre, à 14 h 30.

La levée du corps aura lieu le 19 octobre, à 7 h 45, 22, rue Broad, Paris (13<sup>e</sup>).

De la part de :

M. Pierre Lochet, son épouse, Catherine, Jean, Véronique, Jean-Michel, Pierre-Yves, Maryse, Marie, Jean-Baptiste, enfants et petits-enfants.

11, rue Jules-Lemaître, Paris (12<sup>e</sup>).

Robert Logerot, née André Costerat, M. et M. Jean-Marie Logerot et leurs enfants, M. et M. François Logerot et leurs enfants.

La douleur de faire part du décès de

**M. Robert LOGEROT,** professeur honoraire, ancien élève de l'École normale supérieure de Saint-Cloud, croix de guerre 1939-1945, survenu le 16 octobre 1982, dans sa quatre-vingt-troisième année.

Les obsèques seront célébrées dans l'intimité le 19 octobre 1982, à 14 heures, en l'église Saint-Pierre de la Madeleine (Voies), 94580 Saucy-sur-Meurthe (Voies), Rue Raymond-Pain, 92200 Neuilly-sur-Seine, 51, rue Madeleine-Michels, 75007 Paris.

M. et M. Alain Griotteray et leurs enfants, M. et M. Jean-Paul Giudicelli, M. et M. Jean Berthelmy, M. et M. Maury Perceval.

La douleur de faire part du décès de

**M. Robert LOGEROT,** professeur honoraire, ancien élève de l'École normale supérieure de Saint-Cloud, croix de guerre 1939-1945, survenu le 16 octobre 1982, dans sa quatre-vingt-troisième année.

Les obsèques seront célébrées dans l'intimité le 19 octobre 1982, à 14 heures, en l'église Saint-Pierre de la Madeleine (Voies), 94580 Saucy-sur-Meurthe (Voies), Rue Raymond-Pain, 92200 Neuilly-sur-Seine, 51, rue Madeleine-Michels, 75007 Paris.

M. et M. Alain Griotteray et leurs enfants, M. et M. Jean-Paul Giudicelli, M. et M. Jean Berthelmy, M. et M. Maury Perceval.

La douleur de faire part du décès de

**M. Robert LOGEROT,** professeur honoraire, ancien élève de l'École normale supérieure de Saint-Cloud, croix de guerre 1939-1945, survenu le 16 octobre 1982, dans sa quatre-vingt-troisième année.

Les obsèques seront célébrées dans l'intimité le 19 octobre 1982, à 14 heures, en l'église Saint-Pierre de la Madeleine (Voies), 94580 Saucy-sur-Meurthe (Voies), Rue Raymond-Pain, 92200 Neuilly-sur-Seine, 51, rue Madeleine-Michels, 75007 Paris.

M. et M. Alain Griotteray et leurs enfants, M. et M. Jean-Paul Giudicelli, M. et M. Jean Berthelmy, M. et M. Maury Perceval.

La douleur de faire part du décès de

**M. Robert LOGEROT,** professeur honoraire, ancien élève de l'École normale supérieure de Saint-Cloud, croix de guerre 1939-1945, survenu le 16 octobre 1982, dans sa quatre-vingt-troisième année.

Les obsèques seront célébrées dans l'intimité le 19 octobre 1982, à 14 heures, en l'église Saint-Pierre de la Madeleine (Voies), 94580 Saucy-sur-Meurthe (Voies), Rue Raymond-Pain, 92200 Neuilly-sur-Seine, 51, rue Madeleine-Michels, 75007 Paris.

M. et M. Alain Griotteray et leurs enfants, M. et M. Jean-Paul Giudicelli, M. et M. Jean Berthelmy, M. et M. Maury Perceval.

La douleur de faire part du décès de

**M. Robert LOGEROT,** professeur honoraire, ancien élève de l'École normale supérieure de Saint-Cloud, croix de guerre 1939-1945, survenu le 16 octobre 1982, dans sa quatre-vingt-troisième année.

Les obsèques seront célébrées dans l'intimité le 19 octobre 1982, à 14 heures, en l'église Saint-Pierre de la Madeleine (Voies), 94580 Saucy-sur-Meurthe (Voies), Rue Raymond-Pain, 92200 Neuilly-sur-Seine, 51, rue Madeleine-Michels, 75007 Paris.

M. et M. Alain Griotteray et leurs enfants, M. et M. Jean-Paul Giudicelli, M. et M. Jean Berthelmy, M. et M. Maury Perceval.

La douleur de faire part du décès de

**M. Robert LOGEROT,** professeur honoraire, ancien élève de l'École normale supérieure de Saint-Cloud, croix de guerre 1939-1945, survenu le 16 octobre 1982, dans sa quatre-vingt-troisième année.

Les obsèques seront célébrées dans l'intimité le 19 octobre 1982, à 14 heures, en l'église Saint-Pierre de la Madeleine (Voies), 94580 Saucy-sur-Meurthe (Voies), Rue Raymond-Pain, 92200 Neuilly-sur-Seine, 51, rue Madeleine-Michels, 75007 Paris.

M. et M. Alain Griotteray et leurs enfants, M. et M. Jean-Paul Giudicelli, M. et M. Jean Berthelmy, M. et M. Maury Perceval.

La douleur de faire part du décès de

**M. Robert LOGEROT,** professeur honoraire, ancien élève de l'École normale supérieure de Saint-Cloud, croix de guerre 1939-1945, survenu le 16 octobre 1982, dans sa quatre-vingt-troisième année.

Les obsèques seront célébrées dans l'intimité le 19 octobre 1982, à 14 heures, en l'église Saint-Pierre de la Madeleine (Voies), 94580 Saucy-sur-Meurthe (Voies), Rue Raymond-Pain, 92200 Neuilly-sur-Seine, 51, rue Madeleine-Michels, 75007 Paris.

M. et M. Alain Griotteray et leurs enfants, M. et M. Jean-Paul Giudicelli, M. et M. Jean Berthelmy, M. et M. Maury Perceval.

La douleur de faire part du décès de

**M. Robert LOGEROT,** professeur honoraire, ancien élève de l'École normale supérieure de Saint-Cloud, croix de guerre 1939-1945, survenu le 16 octobre 1982, dans sa quatre-vingt-troisième année.

Les obsèques seront célébrées dans l'intimité le 19 octobre 1982, à 14 heures, en l'église Saint-Pierre de la Madeleine (Voies), 94580 Saucy-sur-Meurthe (Voies), Rue Raymond-Pain, 92200 Neuilly-sur-Seine, 51, rue Madeleine-Michels, 75007 Paris.

M. et M. Alain Griotteray et leurs enfants, M. et M. Jean-Paul Giudicelli, M. et M. Jean Berthelmy, M. et M. Maury Perceval.

La douleur de faire part du décès de

**M. Robert LOGEROT,** professeur honoraire, ancien élève de l'École normale supérieure de Saint-Cloud, croix de guerre 1939-1945, survenu le 16 octobre 1982, dans sa quatre-vingt-troisième année.

Les obsèques seront célébrées dans l'intimité le 19 octobre 1982, à 14 heures, en l'église Saint-Pierre de la Madeleine (Voies), 94580 Saucy-sur-Meurthe (Voies), Rue Raymond-Pain, 92200 Neuilly-sur-Seine, 51, rue Madeleine-Michels, 75007 Paris.

M. et M. Alain Griotteray et leurs enfants, M. et M. Jean-Paul Giudicelli, M. et M. Jean Berthelmy, M. et M. Maury Perceval.

La douleur de faire part du décès de

**M. Robert LOGEROT,** professeur honoraire, ancien élève de l'École normale supérieure de Saint-Cloud, croix de guerre 1939-1945, survenu le 16 octobre 1982, dans sa quatre-vingt-troisième année.

Les obsèques seront célébrées dans l'intimité le 19 octobre 1982, à 14 heures, en l'église Saint-Pierre de la Madeleine (Voies), 94580 Saucy-sur-Meurthe (Voies), Rue Raymond-Pain, 92200 Neuilly-sur-Seine, 51, rue Madeleine-Michels, 75007 Paris.

M. et M. Alain Griotteray et leurs enfants, M. et M. Jean-Paul Giudicelli, M. et M. Jean Berthelmy, M. et M. Maury Perceval.

La douleur de faire part du décès de

**M. Robert LOGEROT,** professeur honoraire, ancien élève de l'École normale supérieure de Saint-Cloud, croix de guerre 1939-1945, survenu le 16 octobre 1982, dans sa quatre-vingt-troisième année.

Les obsèques seront célébrées dans l'intimité le 19 octobre 1982, à 14 heures, en l'église Saint-Pierre de la Madeleine (Voies), 9458



# Le Monde

---

## ECONOMIE

# LA CRISE DE LA SIDÉRURGIE EUROPÉENNE

**De nouvelles et importantes  
réductions des capacités de production  
paraissent indispensables**

La consommation européenne d'acier est au plus bas depuis 1974. Les Dix, qui déjà, conformément aux dispositions du traité de la CEEA, contingentent leurs productions afin de tenir les prix, s'emploient maintenant à restructurer de façon décisive leur sidérurgie. Le 30 juin, en application du « code de aides » approuvé à la demande pressante des Allemands par le Conseil, les aides communales et communales aux programmes de rationalisation préparés par les entreprises ont été transmis à la Commission de Bruxelles. Ce code des aides « code de conduite d'une retraite que l'on voudrait au bon ordre » contient deux dispositions principales : des aides publiques aux entreprises de sidérurgie qui ne produisent plus, accompagnant la réduction des capacités de production. Au-delà de toute subvention interdite, ce qui veut dire que d'ici

là les entreprises aujourd'hui, au moment où nous aurons dû retrouver la voie de la croissance, la Commission européenne, chargée de mettre en œuvre de façon coordonnée ce code de conduite, prévoit un 20 % de réduction des capacités de production. Faute de quoi, l'offre excéderait par rapport à une demande dont il est exclu, même en cas de reprise, qu'elle retrouve le niveau d'aujourd'hui. A cela diverses raisons : production insuffisante, inflation, hausse des coûts, monnaie, et surtout, mutation technologique. Condition pour éviter les dérobades, la Commission doit aussi s'assurer que le sacrifice sera supporté d'une manière équitable par chacun des Etats membres producteurs. Exercice difficile car le sacrifice promet d'être plus lourd pour les régions déjà très touchées par la crise économique.

## FRANCE : des fermetures dont on ne parle pas encore

**T**ROIS plans sont en cours : un plan d'urgence, un plan d'investissement et un plan d'industrialisation. Les effectifs de la sidérurgie française, ramenés de 166 000 à moins de 100 000 personnes. Parallèlement, les prévisions de la production d'acier n'ont cessé d'être révisées en baisse, passant de 31 millions de tonnes à 28 millions de tonnes, puis à 25 millions de tonnes. Ce plan doit venir d'être adopté à l'horizon 1985. Encombre de dernier objectif est-il jugé excessif par certains experts, qui préfèrent tabler sur 21 à 22 millions de tonnes. Les modalités de ce plan ont déjà été définies : une réduction de six colonnes du Monde, du 13 juillet 1984, dans le cadre d'une suppression de 12 000 emplois supplémentaires a été décidée, et deux fermetures totales ou partielles interviendront d'ici à 1984 : celle de l'usine de Vireux-Molain, dans les Ardennes, pour le groupe Usinor, avec 800 suppressions d'emplois, et celle de Pompey pour le groupe Sacilor, soit 2 500 emplois sur 3 500 disparition.

Une manière rétrograde, les deux groupes entendent sauvegarder leurs moyens sur leurs structures industrielles, les plus importantes : Dunkerque pour Usinor et Valenciennes pour Sacilor, en limitant les investissements de leur part et en entreprenant. Le ministre de la marine et de l'Industrie, M. Jean-Pierre Chevènement, vivement attaqué par les syndicats, a déclaré que la dégradation de l'instrument de travail », rétorque d'abord que la suppression d'emplois sera « intégralement compensée », ensuite que le montant annuel des investissements va être supérieur de 50 % à ce qu'il était les cinq années précédentes, et qu'un formidable effort de rénovation et de modernisation va faire de la sidérurgie française une industrie performante. Les deux groupes précités, qui auront perdu plus de 5 milliards de francs entre 1980 et 1983, après un déficit de 8 milliards de francs en 1981, devraient redevenir bénéficiaires en 1985.

En attendant, « côté des investisseurs », les 12 000 emplois supprimés en 1984, 1985, 1986, 1987, 1988, 1989, 1990, 1991, 1992, 1993, 1994, 1995, 1996, 1997, 1998, 1999, 2000, 2001, 2002, 2003, 2004, 2005, 2006, 2007, 2008, 2009, 2010, 2011, 2012, 2013, 2014, 2015, 2016, 2017, 2018, 2019, 2020, 2021, 2022, 2023, 2024, 2025, 2026, 2027, 2028, 2029, 2030, 2031, 2032, 2033, 2034, 2035, 2036, 2037, 2038, 2039, 2040, 2041, 2042, 2043, 2044, 2045, 2046, 2047, 2048, 2049, 2050, 2051, 2052, 2053, 2054, 2055, 2056, 2057, 2058, 2059, 2060, 2061, 2062, 2063, 2064, 2065, 2066, 2067, 2068, 2069, 2070, 2071, 2072, 2073, 2074, 2075, 2076, 2077, 2078, 2079, 2080, 2081, 2082, 2083, 2084, 2085, 2086, 2087, 2088, 2089, 2090, 2091, 2092, 2093, 2094, 2095, 2096, 2097, 2098, 2099, 2100, 2101, 2102, 2103, 2104, 2105, 2106, 2107, 2108, 2109, 2110, 2111, 2112, 2113, 2114, 2115, 2116, 2117, 2118, 2119, 2120, 2121, 2122, 2123, 2124, 2125, 2126, 2127, 2128, 2129, 2130, 2131, 2132, 2133, 2134, 2135, 2136, 2137, 2138, 2139, 2140, 2141, 2142, 2143, 2144, 2145, 2146, 2147, 2148, 2149, 2150, 2151, 2152, 2153, 2154, 2155, 2156, 2157, 2158, 2159, 2160, 2161, 2162, 2163, 2164, 2165, 2166, 2167, 2168, 2169, 2170, 2171, 2172, 2173, 2174, 2175, 2176, 2177, 2178, 2179, 2180, 2181, 2182, 2183, 2184, 2185, 2186, 2187, 2188, 2189, 2190, 2191, 2192, 2193, 2194, 2195, 2196, 2197, 2198, 2199, 2200, 2201, 2202, 2203, 2204, 2205, 2206, 2207, 2208, 2209, 2210, 2211, 2212, 2213, 2214, 2215, 2216, 2217, 2218, 2219, 2220, 2221, 2222, 2223, 2224, 2225, 2226, 2227, 2228, 2229, 2230, 2231, 2232, 2233, 2234, 2235, 2236, 2237, 2238, 2239, 2240, 2241, 2242, 2243, 2244, 2245, 2246, 2247, 2248, 2249, 2250, 2251, 2252, 2253, 2254, 2255, 2256, 2257, 2258, 2259, 2260, 2261, 2262, 2263, 2264, 2265, 2266, 2267, 2268, 2269, 2270, 2271, 2272, 2273, 2274, 2275, 2276, 2277, 2278, 2279, 2280, 2281, 2282, 2283, 2284, 2285, 2286, 2287, 2288, 2289, 2290, 2291, 2292, 2293, 2294, 2295, 2296, 2297, 2298, 2299, 2300, 2301, 2302, 2303, 2304, 2305, 2306, 2307, 2308, 2309, 2310, 2311, 2312, 2313, 2314, 2315, 2316, 2317, 2318, 2319, 2320, 2321, 2322, 2323, 2324, 2325, 2326, 2327, 2328, 2329, 2330, 2331, 2332, 2333, 2334, 2335, 2336, 2337, 2338, 2339, 2340, 2341, 2342, 2343, 2344, 2345, 2346, 2347, 2348, 2349, 2350, 2351, 2352, 2353, 2354, 2355, 2356, 2357, 2358, 2359, 2360, 2361, 2362, 2363, 2364, 2365, 2366, 2367, 2368, 2369, 2370, 2371, 2372, 2373, 2374, 2375, 2376, 2377, 2378, 2379, 2380, 2381, 2382, 2383, 2384, 2385, 2386, 2387, 2388, 2389, 2390, 2391, 2392, 2393, 2394, 2395, 2396, 2397, 2398, 2399, 2400, 2401, 2402, 2403, 2404, 2405, 2406, 2407, 2408, 2409, 2410, 2411, 2412, 2413, 2414, 2415, 2416, 2417, 2418, 2419, 2420, 2421, 2422, 2423, 2424, 2425, 2426, 2427, 2428, 2429, 2430, 2431, 2432, 2433, 2434, 2435, 2436, 2437, 2438, 2439, 2440, 2441, 2442, 2443, 2444, 2445, 2446, 2447, 2448, 2449, 2450, 2451, 2452, 2453, 2454, 2455, 2456, 2457, 2458, 2459, 2460, 2461, 2462, 2463, 2464, 2465, 2466, 2467, 2468, 2469, 2470, 2471, 2472, 2473, 2474, 2475, 2476, 2477, 2478, 2479, 2480, 2481, 2482, 2483, 2484, 2485, 2486, 2487, 2488, 2489, 2490, 2491, 2492, 2493, 2494, 2495, 2496, 2497, 2498, 2499, 2500, 2501, 2502, 2503, 2504, 2505, 2506, 2507, 2508, 2509, 2510, 2511, 2512, 2513, 2514, 2515, 2516, 2517, 2518, 2519, 2520, 2521, 2522, 2523, 2524, 2525, 2526, 2527, 2528, 2529, 2530, 2531, 2532, 2533, 2534, 2535, 2536, 2537, 2538, 2539, 2540, 2541, 2542, 2543, 2544, 2545, 2546, 2547, 2548, 2549, 2550, 2551, 2552, 2553, 2554, 2555, 2556, 2557, 2558, 2559, 2560, 2561, 2562, 2563, 2564, 2565, 2566, 2567, 2568, 2569, 2570

et les dépenses au titre de la convention sociale se traduisent par une charge financière de 10 milliards de francs.

Jugeant ce plan, un expert de la sidérurgie qualifie de « désastre » le chiffre de 12 800 suppressions d'emplois, estimant que plusieurs « cas » sensibles ont été négligés dans les calculs.

Enfin, les milieux parlementaires politiques, et notamment les députés socialistes, ont exprimé une vive inquiétude, estimant que les décrets de Longwy, qui fixent des trois quarts l'importance de la production de fonte s'imposeraient de toute façon. Ces deux usines sont situées en Lorraine, respectivement aux alentours d'Orléans et de Metz, et leur fermeture, on estime que le maintien de la capacité de production de « fil machine », sur un marché structurellement excédentaire, risque de poser problème, de même que la mise en chantier, en Lorraine, d'un grand train de laminoir à poutrelles, susceptible d'entraîner une compétition accrue avec les installations similaires de l'Arbed, le gros producteur luxembourgeois.

## R.F.A. : une rationalisation déjà bien avancée

**L**es autorités de la Communauté européenne sont déçues par les programmes de restructuration des entreprises sidérurgiques d'Allemagne qui vient de leur parvenir. Ils envisagent les réductions de capacité de production projetées — en produits finis, en fers et aciers — de 10 à 15 %, et un affaiblissement de 10 % des investissements, moins important que celui envisagé dans plusieurs autres États membres et surtout inférieur à l'objectif minimum de 20 % que la Commission considère comme un strict minimum. Au titre de recensement Lemberdoff, inamovible ministre allemand, le principal artisan de l'adoption par les Dix en 1981 d'un texte de cette nature européenne, les Allemands résistent donc, partout, devant la perspective des sacrifices qui leur sont réclamés. La restructuration de la sidérurgie en République fédérale ne se présente pas de manière aussi dramatique que chez nos voisins du nord, et surtout qu'en Belgique. Mais elle est néanmoins claire : elle n'est pas sans entraîner des conflits entre les entreprises et la puissance publique, entre Bonn et la Communauté de Bruxelles.

CECA, ce qui les rend moins sensibles à la conjoncture.

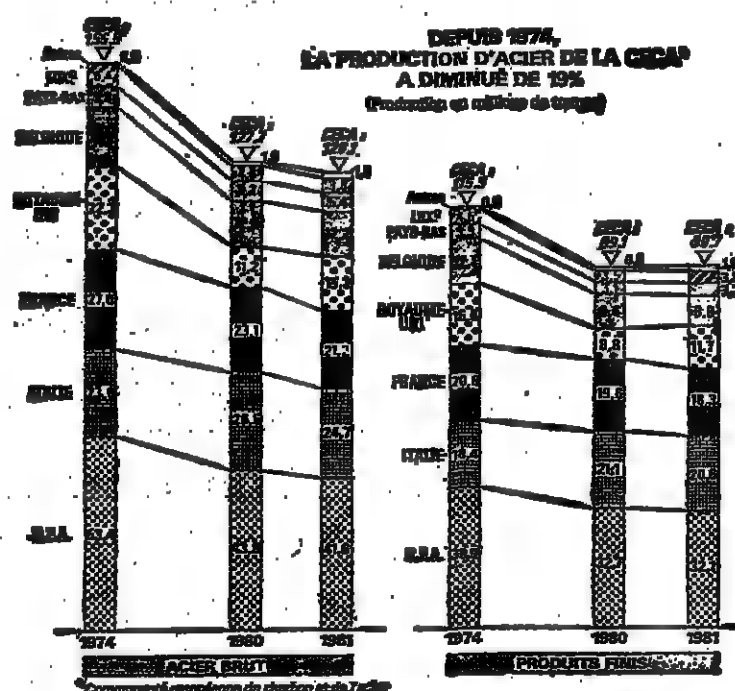
le reclassaient alors que leurs  
cités majeures) alors que leurs  
concurrents de la CEEA conti-  
nuaient à embaucher. Il faut  
que les statistiques de l'évolu-  
tion de la main-d'œuvre, qu'elles  
proviennent de l'Institut de  
Bruxelles, révèlent que les sidé-  
rurgies française, belge, luxem-  
bourgeoise, britannique, etc., en  
total, depuis le début des an-  
nées 70 jusqu'à aujourd'hui, ont  
davantage réduit leur personnel  
que la sidérurgie allemande (voir  
l'encadré ci-contre).

## Les cigales voisines

Pour compléter le tableau qu'ils brossent des premiers de **allemands** les « sidérurgies subventionnées » (comprenez les Belges, les Français...) de ne plus s'être pliés, **aux** un passé récent, aux disciplines **des** prix convenues par les professionnels au plan européen. Critique sans doute exacte. Mais, ajoute-t-on, conciliant, l'affaire est en **de** règlement.

De ce sentiment d'avoir « déjà donné », de s'être préparés à temps pour les jours difficiles, les Allemands tirent la conclusion qu'il faut continuer à exiger qu'ils maintiennent un effort de rationalisation **très** important : celui que **leur** économie accomplir **sur** les cigales voisines. « Nous craignons que la Commission ne s'oriente **vers** une réduction quasi linéaire **des** capacités **de** production, que ne ténardait pas **un** simple effort de modernisation déjà réalisée », souligne M. Jochimsen, **le** ministre **de** l'économie du Land **de** Rhénanie du Nord-Westphalie, c'est-à-dire d'une région qui, Ruhr incluse, compte treize millions d'habitants, réalise 70 % de la production d'acier de la R.F.A. **Le** **5** **e** **de** volume du **programme** mondial. Ce souci de mettre **un** relief l'absurdité d'une thérapeutique chirurgicale appliquée de façon semblable d'un bout à l'autre **de** l'Europe **à** l'acier est général.

(Lire ■ suite page 35.)





## LA CRISE DE LA SIDÉRURGIE

## ITALIE : un outil moderne surendetté

**M**EME la sidérurgie légère n'est plus épargnée et cet **accusé** par la crise **l'acier**. Pour la première fois, **Brescia**, **petites aciéries spécialisées** dans la production **ronds à béton**, **poutrelles légères** faisaient concurrence **concurrents européens**, devront **usage massivement** **chômage technique**. **à Brescia**, **quasi-totalité** **entreprises** seront obligées d'arrêter la production tant que **l'acier** ne sera pas **rétabli**. **M. Ugo Calzoni**, administrateur délégué **Bisider**, l'une **sociétés** du groupe **Lucchini** (l'un des plus importants), **plus fois** **contrôle** **essentiellement** par l'Etat, qui **la plus touchée**.

Les restructurations et la réduction des coûts de production décidées par le conseil d'administration de Bruxelles risquent même de remettre en cause le début du rétablissement financier des entreprises dépendant de Finisider, holding d'Etat, qui, en 1981, avaient accumulé près de 100 milliards de pertes et de 100 milliards de dettes (à l'exclusion des avances). Près de 33 000 salariés seront mis en chômage technique pour trois ans. L'ensemble du groupe Finisider, le recours à la dette internationale — une caisse d'assistance qui rembourse le plus de 50 % des avances — ne touchera l'ensemble des centres sidérurgiques que tardivement.

Les ultramodernes italiens de la tarente (800 des 17 000 municipal que les établissements sidérurgiques de Gênes (Cornigliano, 800 des 2 000 salariés), mais surtout le centre de Bagnoli à Naples, où seront mis en chômage technique pour neuf mois plus de 1 000 ouvriers. Il s'agit d'une conjonction de crises conjuguées : la quatrième trimestrielle, par sa réduction accrue de la production. Pendant les années précédentes on faisait des mises qu'on distinguait par Bruxelles, « il faut quitter cette plan de restructuration et d'assainissement de la question de l'acier à la question spécifique du chômage technique pour trois mois », a tenu à souligner M. Gianni de Michelis, ministre socialiste de l'Industrie et participation. Mais les décrets de chômage partiel, d'une ampleur sans précédent, ont mis au vingt millions d'hommes, de vives protestations syndicales, à Naples.

### Des demandes limitées

Le 10 octobre, un cortège d'ouvriers d'Italsider marchant vers le centre-ville cherchant à occuper la gare fut violemment réprimé par les forces de l'ordre. Le maire communiste, M. Massimo Valenzi, fit publiquement déclarer : « En tant que maire, je ne puis pas qu'une opération de ce genre et en un moment comme maintenant pour

villes. C'est un coup de poignard dans le dos. Cela réduit à néant les efforts que nous avons faits ces dernières années. » à tort ou à raison, on craint que cette mesure ne prélude à un « dégraissage » général de main-d'œuvre.

italienne, la sidérurgie lourde témoigne l'ampleur des pertes financières, et n'en est pas structuellement différente de ses concurrentes européennes. Ce qui se souligne au ministère des participations d'Etat, les requêtes communautaires et la mise d'établissements sidérurgiques et d'implantations de production dépassées sont limitées : à Bagnoli, ou pour produits longs à Terni, un autre à Gênes, ainsi que deux petits établissements, l'un à San Giovanni - Valdarno (Toscane), l'autre à Marzotto (Venise).

Quant au problème de la main-d'œuvre, le plan quinquennal de reconstruction du secteur prévoit un « allègement » de dix mille à douze mille emplois sans immédiatement par le biais de mises à la retraite anticipées et de blocage de l'embauche.

pourquoi la sidérurgie italienne serait-elle capable d'échapper à son sort ? Les consommateurs européens ? Mais l'une des plus modernes entreprises a déjà payé son plan de l'emploi. Il y a plus de vingt ans. Mi pris de ses restructurations, l'acier italien se retrouve immobilisé à la M. M. Perugino, assurant pour le F.I.M. (Fédération nationale des métallurgistes) des questions de la sidérurgie. En effet, les entreprises italiennes, grâce au plan Siragusa, la sidérurgie lourde italienne s'est profondément enrichie avec la sidérurgie d'acier. En bord de mer, à Taranto et à Genoa, l'emploi de technologies extrêmement avancées.

## Une requalification

Un des experts du ministère pour le plan neur souligne, à ce sujet, que la Communauté définit — pour les produits plats — comme bons ou excellents 86 % des hautes et moyennes allures (contre une moyenne de 32 % pour le reste de la C.E.R.), 100 % des basses allures (contre 7 %) et 92 % des laminoirs à chaud (contre 38 %). A la chaudière italienne — tunisienne sur le fait que l'établissement Tarente — qui, lui seul, produisait plus de 9 millions de produits plats, soit plus des trois quarts de la production de l'ensemble de la société — est l'un des plus modernes d'Europe.

C'est pourquoi, dans un avenir proche, les problèmes majeurs à la sidérurgie européenne », déclare Magnolia, président de l'Ital-

sider. Il souligne que le rapport  
 entre production et consommation  
 italienne de produits  
 plats est de 100 %, c'est-à-dire  
 que la production est légèrement  
 inférieure à la consommation.  
 Alors que la moyenne pour  
 les communautés est  
 de 145 %. Pour ces mêmes  
 produits, le rapport des capacités  
 de production/consommation est  
 de 158 %, le plus bas de la  
 Communauté. D'où la critique  
 italienne de la conception  
 d'une politique auto-  
 matique entre  
 réductions de production.

Sil, ce point de vue technologi- que, la sidérurgie lourde n'est pas en trop mauvaise posture. Il n'en sera pas de même si l'on considère les coûts de pro- duction, surtout au moment où l'industrie, en octobre 1981, annonçant la prochaine publication du plan de sauvetage d'une sidé- rurgie qui lui perdait plus de 100 milliards de francs par an (10 milliards de francs), le mi- nistre des Mines du plan, M. Le Malin, affirmait que cette opération serait « totalement identique à celle des dom- mages créés par les incendies sur terre qui ont dévasté l'Italie et l'Espagne ».

En tout, c'est à 100 la valeur des titres devra être versée par l'acier d'Etat plus de 100 millions de lire (38 milliards de francs). Les 20 millions de francs versés directement par le gouvernement — en dotation technique — afin d'assurer l'indépendance reconstruction de l'industrie sidérurgique, sont en rapport capital de 100 millions de francs, soit, en l'absence de 5 % de 100 millions de francs seront fournis au titre des lois sur le crédit industriel et sur le crédit agricole du Sud.

En outre, l'Etat recevra pour son secteur minier 100 millions de francs de plus, soit 200 millions de francs de plus.

Cette recapitalisation doit-elle être considérée dans sa totalité comme une forme d'aide étatique ? Sur ce point, les positions du gouvernement français et de la Commission de Bruxelles sont nettement divergentes.

[illegible]

### How various conditions

Paradoxalement cette année, malgré une nouvelle chute au second semestre de la consommation d'acier, la sidérurgie d'Italie devrait réduire de moitié ses pertes par rapport à l'année précédente. Celles-ci, selon les prévisions de la Finisider, devraient osciller entre 1 000 et 1 200 milliards de lires (3 et 6 milliards de francs). Ce sont là les premiers effets du déblocage des fonds du plan acier.

sif endettement de la Finisider n'est pas le seul point noir de la sidérurgie publique italienne. Elle est aussi pénalisée par ses coûts de production.

## Des techniciens japonais

■ ■ ■ encore dix ans. ■ ■ ■  
dirigeants de l'IRI pensaient à une ■ ■ ■ continue de la demande d'aacier. Les poliques d'investissements ■ ■ ■ dans cette perspective, axées d'abord ■ ■ ■ sur le développement des capacités de production que sur la rationalisation et les économies d'énergie. Les nouveaux ■ ■ ■ prévus ■ ■ ■ plan de sauvetage de la sidérurgie publique seront pour une part, destinés à rattraper le temps perdu, notamment le développement de la coulée continue, qui, pour le moment, se registre à ■ ■ ■, que 50,6 % des entreprises d'acier japonaises sont éligibles. D'autre ■ ■ ■ déjà en cours, comme à l'arente, et, après un accord de collaboration avec la Nippon Steel, soixante-dix-huit techniciens japonais participent depuis un an à la gestion et la rationalisation de la production. Le succès de l'assainissement des comptes de la Finlande, des prochaines années, dépend, en définitive, de l'évolution de la consommation d'aacier. Le plan de sauvetage a été axé sur une prévision de 30 millions de tonnes de consommation intérieure, soit une croissance de 280 %. Les experts du secteur atout-ils une fois de plus pêché par optimisme ? ■ ■ ■

Le problème est d'autant plus grave que, compris sur le marché intérieur, la sidérurgie publique est pénalisée par la faiblesse de la politique commerciale. Au cours du premier semestre 1982, les importations de produits sidérurgiques ont augmenté de 30 % par rapport à la même période de l'année précédente.

**MARC SEMO**

le must de *Cartier*

Paris

cette montre  
est la vraie  
Santos de Cartier  
garantie à vie.

Modèle  
Santos ronde

Cartier poursuit sa justice

# Le CCA présente: Les Styles de Vie des cadres et des entreprises

France-Tireurs  
ENTREPRISE CREATIVE  
Chancelliers  
ENTREPRISE REPLICATIVE  
ENTREPRISE INNOVATRICE  
Visionnaires  
Parleurs  
Equilibrés  
Fidèles  
ENTREPRISE ADDITIVE  
ENTREPRISE MOSAÏQUE  
Frontaliers  
Chamais  
Conquistadors  
ENTREPRISE DIALECTIQUE  
Technocrates  
ENTREPRISE ACCUMULATRICE  
Méticuleux  
REITERATIVE  
Bureaucrates

**Les Styles de Vie  
des cadres  
et des entreprises**  
"PORTRAITS DE FAMILLE"  
DE MIKE BURKE

Ces "Portraits de Famille", résultats  
■ plusieurs années de recherches  
menées en France ■ en Europe,  
nous proposent une ■ obiectifs,  
tout ■ fait originale ■ styles,  
et systèmes ■ et leurs cadres  
un livre-clé de management  
qui permettra d'aborder l'avenir  
■ avec le maximum de lucidité.

**Inter  
Editions**  
■ avenue du Maine Paris  
Octobre 1982  
2400 pages / 170 Francs

Le Centre de Communication Avancée  
■ le ■ de Prospective  
Sociale du groupe HAVAS-EUROCOM.  
Le C.C.A. se consacre depuis dix ans  
aux recherches ■ prévisions  
de ■ et à  
des entreprises en France.  
Le C.C.A. effectue actuellement  
des recherches sur les Styles de Vie  
des Français dans les domaines Social,  
Media, Bancaire, de la Beauté,  
Automobile et de la Communication.

**"PORTRAITS DE FAMILLE" DE MIKE BURKE**

**groupez-vous à 5...**



**et découvrez les vols blancs**

---

**TARIF RÉDUIT GROUPE**

**PARIS  
MARSEILLE  
385<sup>F</sup>**

ALLER SIMPLE PAR PERSONNE  
SUR  BLANCS AU 1.1.1982

---

C'est l'un des tarifs réduits  
que vous propose AIR INTER  
sur ses vols blancs exclusivement  
dès que vous voyagez à 5 personnes  
ou plus ensemble.  
(dans la limite du quota des places  
accessibles aux groupes).

**AIR INTER**



Pour connaître tous les avantages tarifaires proposés  
par AIR INTER sur ses vols blancs  sur ses vols blancs,  
 le GUIDE DES TARIFS PRÉFÉRÉS à votre Agence AIR INTER  
ou à votre Agence de voyages ou écrivez à AIR INTER DC-CK  
7, Avenue du  Devaux 91560 PARAY VIEILLE POSTE.

Pour tous renseignements, adressez-vous à votre Agence de voyages  
ou à AIR INTER PARIS : Tél. : (1) 693.25.25



## EUROPÉENNE

GRANDE-BRETAGNE : espoir déçu  
de voir le déficit disparaître en 1983

QUE faut-il blâmer ? La crise générale, le protectionnisme américain, la rigueur de l'hiver et les grèves des chemins de fer ? Les patrons de la sidérurgie et les syndicats cherchent tous les responsables à la situation catastrophique d'un secteur qui, jusque-là, était l'économie britannique. Malgré les efforts entrepris depuis vingt ans et les coupes claires effectuées au cours des deux dernières années, aucune reprise n'est en vue, au mieux il faut s'attendre à une stagnation prolongée. British Steel Corporation (B.S.C.), qui contrôlait autrefois 90 % de la production d'acier en Grande-Bretagne et réalise encore 70 % du chiffre d'affaires total de la métallurgie, ne sortira pas du « rouge » à la fin de l'année prochaine comme l'espère M. Ian MacGregor, président de B.S.C., détaché de la banque Lazard de New-York pour la modique somme de 1,8 million de livres (22 millions de francs) versée seulement au cas où il réussirait.

Pour M. Bill Sims (« Bathing Bill »), leader du Syndicat de la métallurgie, la situation de l'acier britannique a deux causes principales : les hautes cotés de l'énergie, qui selon lui seraient 44 % plus élevés qu'en Europe continentale, et les importations — à des prix de dumping, affirme-t-il — en provenance de la C.E.E. et des pays tiers.

## Moitié moins d'emplois

La Grande-Bretagne, dit-on, a le plus sévère des déficits de la Commission de Bruxelles. Ses parlementaires, car elle les a appliqués avec plus de zèle. Le gouvernement de Mme Thatcher est, en principe, opposé aux quotas et aux limitations volontaires de production, contrairement à la loi du « marché », mais il n'en poursuit pas moins sa politique de réduction des capacités, de compression de personnel et de modernisation des installations pour que B.S.C., entreprise nationalisée, retrouve le sens de la rentabilité.

A vrai dire, le processus de rationalisation a commencé il y a une vingtaine d'années et il continue. Au mois d'août dernier, B.S.C. et la société privée John and Firth Brown ont fusionné leurs activités de forge, ce qui, selon les syndicats, devrait entraîner la suppression de plus d'un millier d'emplois.

En une dizaine d'années, le nombre d'emplois dans la sidérurgie a diminué de moitié, passant de deux cent mille à cent trois mille. Dix mille postes de travail devraient être perdus en 1983, l'objectif étant d'atteindre au plus tôt soixante quinze mille salariés. Dans le même temps, la productivité a augmenté de 40 %, et dans certaines aciéries elle a même été multipliée par deux. Les experts estiment cependant que la productivité de la sidérurgie britannique est encore inférieure à celle de ses concurrentes européennes ou japonaises. Mais cette affirmation est contestée par les syndicats.

La Grande-Bretagne produira cette année un peu plus de 14 millions de tonnes d'acier. Ce chiffre constitue, selon M. MacGregor, la « ligne d'él-Alamain », qui sera défendue. La production est en sensible augmentation si on la compare au creux de 1980-1981 (11,9 millions de tonnes). Au premier trimestre de cette année, elle a augmenté de 12 %, mais ce redressement n'est pas acquis, les carnets de commandes s'étant dégonflés.

Le marché britannique absorbe 12,5 millions de tonnes contre 20 millions il y a dix ans. British Steel s'est fixé un objectif d'exportations de 3 millions de tonnes par an, 500 000 tonnes vendues aux États-Unis, trois fois moins qu'en 1975 ; les Américains ont menacé d'imposer des taxes à l'importation de 40 % sur l'acier britannique, un taux qui correspond, selon eux, aux subventions publiques accordées à la sidérurgie. Il semble toutefois que ces taxes seront ramenées à 30 %.

An cours des sept premiers mois de cette année, les importations ont augmenté de 30 % en provenance de la Communauté européenne (3,8 millions de tonnes au total), et de 82 % en provenance des pays extérieurs à la C.E.E. (814 000 tonnes).

## 45 % du marché intérieur

La part de British Steel sur le marché britannique est tombée au-dessous de 45 % de l'assimilation de sa situation financière est compromise. Après avoir enregistré des pertes de 688 millions de livres pendant l'année fiscale 1980/1981, la compagnie nationale a ramené son déficit à 338 millions de livres en 1981/1982, et s'était fixé pour objectif 225 millions cette année. Mais la grève des chemins de fer au mois de janvier et la rigueur de l'hiver ont déjà porté à 176 mil-

lions de livres. B.S.C. avait six premiers mois. B.S.C. avait six premiers mois. B.S.C. avait six premiers mois.

Pour M. MacGregor, B.S.C. devrait réduire d'un quart sa production. Le plan de l'entreprise prévoit sur un des cinq hauts fourneaux encore en fonctionnement. La victime pourrait être l'usine de Llannefenni, au nord de l'Angleterre, qui a coûté 10 millions de livres et n'est pas encore produite. Elle devait produire 1,5 million d'acier, mais elle ne travaille qu'à la fin de sa capacité. Le laminier de Ravenscroft, qui emploie cinq mille salariés, est également menacé. M. MacGregor attend la fin de ce mois et la réunion des « masters in force » du comité à Tokyo pour le prochain plan de son plan de rationalisation.

DANIEL VERNET.

## R.F.A. : une rationalisation déjà bien avancée

(Suite de la page 23.)

M. Vigier, dirigeant de la Korf, une entreprise indépendante très performante qui produit 10 % de l'acier en Allemagne, a été nommé à la tête de la Commission européenne des propositions d'investissement au fil machine qui, même après modernisation, ne permettrait pas de produire à des prix plus compétitifs que les autres.

La Commission européenne a passé beaucoup de temps à discuter avec les industriels allemands. On lui reproche de n'avoir rien fait pendant des années pour imposer dans l'ensemble de la Communauté l'indispensable modernisation de l'appareil de production. Mais, aujourd'hui, on ne peut plus attendre. Il faut être clair sur ce qu'elle veut obtenir de chacun. La Commission souligne le rôle considérable qu'il lui est demandé de jouer du fait du code de la Ruhr. Le ministre de Rhénanie-du-Nord-Westphalie, qui espère que le Parlement européen va voter avec elle cette loi essentielle, redoute les pertes de temps. L'échéance du 30 juin 1983 (fixée

par les Dix) lui semble dangereusement lointaine.

L'écart entre les plans qui viennent d'Allemagne et ce que souhaite la Commission européenne est énorme. La Commission exclut une conclusion rapide. La Commission a la structure de la sidérurgie allemande fait apparaître des difficultés de type classique. Des entreprises techniquement dépassées géographiquement mais situées au centre des régions déjà frappées par le chômage, la fabrication des produits très difficiles à vendre, trouvent une situation inextricable. C'est le cas, dans le bassin de la Sarre, de Saarstahl, fusion de Roehling, de Buhag et de Weinkirsch. Le groupe appartient à l'Arbed et le casse-tête est particulier d'une production de fil machine apparemment très efficace. Autre cas de site difficile : l'entreprise Feine-Schlagter, près de la frontière de la R.F.A. et puis vient la Ruhr, où l'attention se porte sur la naissance, longue sinon difficile, du groupe Ruhrstahl, résultat d'un mariage (récentement divorcé de Thyssen et Hoogovens) et

par les Dix) lui semble dangereusement lointaine.

Krupp : quelques incertitudes sur le sujet en particulier à propos de la nouvelle aciérie que Hoesch projette de construire à Dortmund. Mais la Commission semble confiante : « Hoesch et Krupp ont déjà réduit, fait-on remarquer dans un service, leur capacité de 2 millions de tonnes en 1981, fermant plusieurs installations. » Un bon point donc. L'inquiétude presque paradoxale a trait au numéro un de la sidérurgie allemande, au groupe Thyssen, moderne, régulier, efficace, et qui, pour ces bonnes raisons, boude l'idée d'une diminution de sa capacité de production. Cas exemplaire qui illustre parfaitement un problème central auquel on se trouve confronté l'initiative bruxelloise. « Même les entreprises saines doivent contracter leur appareil de production : il faut comprendre qu'elles ne resteront pas saines s'il n'est accompli un effort général de réajustement entre l'offre et la demande », explique-t-on au siège de la Commission. Assurément, un discours difficile à vendre.

PRINCIPAUX CENTRES  
SIDÉRURGIQUES  
DE L'EUROPE DES NEUF

## Pour mieux réussir partout dans le monde

- exporter à l'Ouest,
- vous implanter au Sud,
- commercer à l'Est,
- investir au Nord...

comptez avec les Europartenaire. En France, votre Europartenaire est le Crédit Lyonnais.

**Europartenaire**

CREDIT LYONNAIS. BANCO DI ROMA. BANCO HISPANO AMERICANO. COMMERZBANK

**Sté Paris Renov**  
FABRICANT - INSTALLATEUR  
PRIX DIRECT D'USINE

Contre le froid et le bruit

**changez vos vieilles fenêtres**  
(bâti compris)

MENUISERIE EN P.V.C. (polychlorure de vinyle)

- Les fenêtres RENOV S 1 se posent en une journée
- Sont faites sur mesures
- S'adaptent à tous les styles
- Sont déductibles des impôts

**10 ANS DE GARANTIE**

Offre exceptionnelle (limitée jusqu'au 1/11/82)  
Ex. de prix : Pour changer une fenêtre de 1 m de haut x 1 m de large équipée en double vitrage BIVER ST-GOBAIN 4/6/4 ou 6/6/6 de 8 mm, comptez 2.950 F.T.T.C. posée

DEVIS GRATUIT - POSE PARIS GRANDE BANLIEUE

**Sté PARIS-RENOV - 22, RUE FONTAINE**  
75009 PARIS - Tél. : 526.60.00

**CREDIT GRATUIT 3 MOIS**

AGENCES : PUB : COPIES COULEURS  
Qualité photographique exceptionnelle  
ETRAVE 38 Av. DAUMESNIL PARIS 12<sup>e</sup> ☎ 347.21.32

5021 من الامم



## BIBLIOGRAPHIE

## L'art de la dérégulation selon Paul Mentre

**PHILIPPE LEMAITRE.**

la réglementation des circuits  
marés noirs, et l'auteur s'appuie  
sur l'exemple de la «dérégulation»  
aux Etats-Unis dans

P. D.

(1) **Gustave** s'attacha au **Comment dégraisser l'Europe** de **Paul Maitre**. Editions La Table ronde, 178 pages, 73 F. M. Paul Maitre travailla aux côtés de M. Giscard d'Estaing de 1971 à 1973 puis fut nommé **délégué général à l'énergie (1974-1978)** et représentant de la **France auprès du Fonds monétaire international (1978-1981)**.

d'un accord d'échange de quotas, c'est-à-dire un véritable troc conclu avec les Belges du Charolais (CARLAMO) qui débargent des produits plats l'ARBED fournissant les produits longs. Mais le grand-duché compte encore trois trains pots produits plats : celui à l'arsénite de Dudelange et les trains à feuillards de Balvange. Ces deux derniers sont condamnés à la technologie : soyons unanimes, qu'ils disparaissent. Un train, qu'il soit en situation, ferme un train à feuillards. Rêhonn, près de Luxembourg, commente un expert.

Les réductions de capacité résultant du programme actuel n'atteignent que 10 %. La Commission, s'agissant d'un sidérurgie sans marché national pour laquelle il est vital plus que pour d'autres que le C.E.C.A. soit sauvée, le recloisonnement des frontières évite, exige au moins 20 %. Le train à feuillards du Differdange est fermé ou sur le point de l'être, conséquence

## Un débouché captif

L'idée est claire : le moyen terme, la Commission estime que la production de plates devrait disparaître du grand-déchè. Les accords en synergie, comme l'échange de quotas de production — seraient possibles, nous explique-t-on. Saclor : des produits plats supplémentaires pour les lami-noirs locaux et, contrepartie, du fil machine pour l'AREED. Celle-ci, pour un produit réputé difficile, a l'avantage de posséder un débouché « captif » : sa propre filature.

Le chômage pratiquement inconnu au Luxembourg, va apparaître. L'ARBED, l'opération méritait d'être décrite plus en détails, à crée voici quelques années la division anti-crise (D.A.C.), les ouvriers sidérurgiques qui ont dû se licencier sont employés à des travaux d'intérêt public. Les autorités nationales prennent en charge une partie du coût, mais l'ARBED y contribue largement. Elle éprouve, semble-t-il des difficultés à poursuivre, mais tout cas à étendre, l'expérience.

Ph. L.

Collection l'œil économique

**Le taylorisme,**  
une folie rationnelle?  
Bernard DORAY Préface de Maurice Godélier  
Une approche du système de production  
qui nous gouverne encore. 66 F

**L'ordre**  
et la production  
Naissance et formes de la discipline d'usine  
Jean-Paul de GAUDEMAR Préface de Jacques Attali  
Une réflexion sur le travail dans l'entreprise. 75 F

**Le travail autrement**  
Travail et mode de vie  
Guy ROUSTANG Préface de Pierre Rosanvallon  
Une autre conception des rapports économie/société/état. 84 F



# PIANO : LE BON CHOIX



- Location à partir de 220 F par mois.
- Vente à partir de 293,15 F par mois.  
(Crédit souple et personnalisé).
- Le plus vaste choix : 25 marques,  
plus de 200 modèles exposés.

Fournisseur du Conservatoire National Supérieur de Musique  
et du Théâtre de l'Opéra.



Service après-vente garanti.

**La passion de la musique.**

135-139 rue de Rennes, 75006 Paris - Tél. 544.38.66. Parking à proximité

**STERN**  
GRAVEUR  
depuis 1940  
Pour votre Société  
papiers à lettres et  
imprimés de haute qualité  
*Le prestige  
d'une gravure traditionnelle*  
Ateliers et Bureaux :  
47, Passage des Panoramas  
75002 PARIS  
TEL : 236.94.48 - 508.86.45

# isa

## INSTITUT SUPÉRIEUR DES AFFAIRES

**18 mois**  
**de formation intensive**  
**au «management» des entreprises**

- En France, dans le cadre d'un programme du même type que ceux des **M.B.A.**;
- Offrant de larges possibilités d'échanges avec d'autres «business schools» réparties en Europe, en Asie et en Amérique;
- Avec le concours d'un corps professionnel à la renommée internationale;
- Pour une promotion composée de jeunes cadres ou de jeunes diplômés de l'enseignement supérieur, de toutes disciplines et origines professionnelles, rigoureusement sélectionnés sur leurs qualités personnelles et leur potentiel.

**Date limite de dépôt des candidatures**  
pour la première session d'admission  
au vue de la rentrée de septembre 1983:

**Réunions d'information avec d'anciens LSA à :**  
**PARIS** - jeudi 21 oct. - 18h30 - Saint Bourbon - 32, r. St-Dominique (7<sup>e</sup>)  
**JOUY-EN-JOSAS** - samedi 23 oct. - 10 h - sur le campus LSA.

**BORDEAUX** - mardi 19 oct. - 18 h 30 - Framet - r. Georges Bonnac  
**MARSEILLE** - lundi 25 oct. - 18 h 30 - Framet - c. Neuve St-Martin  
**AUX-EN-P.** - mardi 26 oct. - 18 h 30 - Roy René - 14, bd. du Roy René  
**TOULOUSE** - mardi 26 oct. - 18 h 30 - Framet - Place Wilson.

## INSTITUT SUPÉRIEUR DES AFFAIRES

78360 JOUY-EN-JOSAS - TEL. (3) 858.00.00 POSTE 476  
CENTRE D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR DES AFFAIRES (MEO-ISA-CP)  
CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS

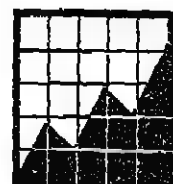
Pour recevoir, sans engagement, une documentation, retourner ce coupon-réponse à l'adresse ci-dessus.

Nom .....  
Rue ..... N° .....  
Code postal ..... Ville .....  
Diplôme .....  
Expérience professionnelle .....









# DIRECTIONS . DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales

**GROUPE INTERNATIONAL**  
recherche pour de Filiales en  
**COTE D'IVOIRE**

**LE DIRECTEUR DE  
SA DIVISION ADMINISTRATIVE,  
COMPTABLE ET FINANCIERE**

Titulaire du DECS ou équivalent

Ayant expérience en l'informatique, de l'Entreprise Industrielle et si possible de l'AFRIQUE.

Nous lui offrons de partir en famille  
salaire et avantages liés à  
l'expatriation.

Envoyer CV et photo  
à No 49713  
CONTESSÉ PUBLICITE 20, av. de l'Opéra  
Paris 1001 qui transmettra à l'assuré.

## directeur de production

**laboratoire lachartre**  
**REGOR Vicos Clearasil Roge-Cuvailles Hydrelle**

Nous sommes la filiale Française du Groupe International RICHARDSON VICKS. Notre usine de BLOIS fabrique des produits pharmaceutiques, d'hygiène et de beauté. Nous recherchons un collaborateur pour prendre en charge la direction des productions (environ 150 personnes dont 6 cadres), incluant la fabrication et le conditionnement, le planning de production, l'entretien et les travaux neufs, les responsabilités administratives, budgétaires d'investissement, et de personnel y afférent. Ce poste convient à un Ingénieur (Ecole de Chimie ou de Génie Chimique) ou à un Pharmacien industriel pouvant se prévaloir d'une expérience réussie de direction des productions automatisées de produits pharmaceutiques, alimentaires... etc., parlant Anglais. Ce poste, rattaché au Directeur d'Usine, nécessite une personnalité d'envergure, capable d'animer une équipe de qualité et de rechercher l'efficacité ("result oriented"). La résidence est BLOIS.



**Chantal Baudron s.a.**

Si cette proposition vous intéresse, nous vous demandons d'adresser votre dossier sous référence 198... M à notre conseil  
81, boulevard Haussmann - 75008 PARIS

les annonces classées

# Le Monde

sont reçues par téléphone  
du lundi au vendredi

de 9 heures à 18 heures  
au 296-15-01

**IMPORTANTE INDUSTRIE TEXTILE  
EN AFRIQUE NOIRE FRANCOPHONE**

## DIRECTEUR MARKETING

Il aura la responsabilité de l'animation, de l'expatriation, de l'entretien, de l'entretien des machines France assurées.

Langue anglaise exigée.

Ecrire avec C.V. et photo sous réf. 7.432 à :  
C.M.I.,  
10, rue de la République - 92000 Paris, qui transmettra.

Nous sommes une Entreprise Métallurgique,  
filiale d'un groupe Multinational renommé  
C.A. 2 Milliards

## DIRECTEUR FINANCIER

Bilingue Français/Anglais, vous devrez avoir une expérience d'au moins 10 années dans une fonction analogue.

Si, vous avez une expérience de la gestion financière, relations bancaires, établissement de budgets prévisionnels, c'est vous que nous recherchons.

Nous recherchons une forte personnalité, capable de s'intégrer à notre équipe de Direction Générale. Rémunération à la hauteur des responsabilités. Age indifférent.

Faites-nous parvenir votre candidature (CV, photo) à N° 49036 à Contesse Publicité - 20, avenue de l'Opéra - 75040 Paris 1001, qui transmettra.

Votre confiance sera totalement respectée.

**emplois internationaux**  
(et départements d'Outre Mer)

**emplois internationaux**  
(et départements d'Outre Mer)

**emplois internationaux**  
(et départements d'Outre Mer)

## OTH INTERNATIONAL

18, bd de la Bastille 75579 PARIS recherche pour

**HELSINKI (FINLANDE)**

**LES INGENIEURS D'ETUDES SUIVANTS :**

**INGENIEUR**

**AIR CONDITIONNE**

**INGENIEUR**

**ELECTRICIEN**

Lieu de travail : HELSINKI

Voiture et logement fournis la prime d'expatriation.

Anglais indispensable.

MISSION : Contrôle pour le maître d'ouvrage d'études des bureaux d'études pour d'importants projets à l'étranger.

Adresser lettre, candidature manuscrite C.V. et photo à Direction OTH INTERNATIONAL.

ALGER - ADJOINT DIRECT. TECHNI. bâtiment. 200.000 F net. Téléphone : (4) 22-15-1862 à 22-15-1863

STÉ FRANÇAISE DE T.P. IMPLANTATION INTERNATIONALE

## CHEF METREUR

pour chantiers importants FRANCE ET ÉTRANGER

15 ans dans T.P. ou bâtiment T.C.E.

Format B.T., B.T.E. ou F.P.A.

**170.000 F.**

Ecrire avec réf. 328/M. à SWEETS B.P. 288, PARIS qui transmettra.

Nous prions instamment nos annonceurs de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de nous adresser les documents qui leur sont envoyés.

## Responsable administratif et financier

Travaux Publics

Afrique Anglophone

Vous parlez couramment l'anglais, vous avez envie de vous expatrier, avec ou sans votre famille, et vous avez bien sûr une expérience confirmée de ce type de poste ?

Nous vous proposons la responsabilité administrative et financière de l'un de nos grands chantiers en AFRIQUE ANGLOPHONE. Vous serez tout d'abord formé, sur le site, aux différents aspects de la fonction : coordination des services administratifs et comptables, étude de contrats divers, gestion de la trésorerie, relations avec les banques, transferts de fonds, prévisions budgétaires, recouvrement des décomptes, travaux, gestion, expatriation.

Vous prendrez ensuite toute l'autonomie dont vous serez capable. Notre groupe peut en effet vous permettre une évolution de carrière à la hauteur de vos ambitions.

Pour nous rencontrer, merci d'adresser votre candidature, sous référence 2920 à :

**Organisation et Publicité**

2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra.

**emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux**

## ALSTHOM ATLANTIQUE

NEYTEC conçoit et réalise des installations complètes dans les domaines des fluides (l'eau particulièrement) : matériaux, aggrégats, minéraux (broyage...)

**NEYTEC GRENoble**

NEYTEC est l'un des leaders du groupe ALSTHOM ATLANTIQUE : 42000 personnes, 16 milliards de chiffre d'affaires

NEYTEC recherche

**JEUNE INGENIEUR**

Débutant ou quelques années d'expérience - formation ENSAM, ENSERG, ENSEEIHT, SUP.ELEC ou équivalent.

Connaissances sérieuses exigées en physique générale, électronique, instrumentation et automatisme en applications Laboratoire

Industrie dans domaine mécanique fluides.

Connaissances appréciées en optique cohérente, holographie.

Qualités humaines, esprit d'équipe - dynamique ordonnée.

Possibilités de déplacements France et Etranger.

Anglais lu et parlé couramment.

Adresser C.V. à NEYTEC - B.P. 61 X Service du Personnel 38041 Grenoble Cedex.

**LABORATOIRE PHARMACEUTIQUE**  
250 Km de PARIS, recherche

## INGENIEUR ENTRETIEN - MAINTENANCE

ETI ET METIERS INSA

Il est responsable d'une équipe et participera aux programmes d'investissements, aux projets de leurs concrétisations.

Adresser C.V., photo et prétentions sous référence 769 à Axial Publicité 27, rue Taitbout - 75009 Paris - qui transmettra.

**LES HOSPICES CIVILS DE LYON**

recherchent pour leur Département informatique

## 4 INGENIEURS D'APPLICATION

Expérience Systèmes transactionnels (G.C.O.S. T.D.S.) ou mini souhaitée

lettre manuscrite et précisant rémunération C.V. et photo

HOSPICES CIVILS DE LYON DEPARTEMENT INFORMATIQUE

61, boulevard Pissal, B.P. 40 69671 BRON CEDEX

## Sud du Jura

Entreprise transformation plastiques, 1 000 personnes, 5 unités de production recherche un

## Secrétaire Général

à vocation financière et audit

Membre d'une équipe de direction caractérisée par sa jeunesse et son esprit de concertation, en contact étroit avec les conseils extérieurs, il exercera ses fonctions dans les domaines suivants :

- finances : animation des services comptables, analyse des comptes d'exploitation, relations bancaires en liaison avec la direction générale,

- administration : contentieux, assurances, relations avec organismes et partenaires divers,

- contrôle permanent des procédures et des filiales.

Ce poste nécessite une formation supérieure type ESC ou similaire, de bonnes connaissances financières et une expérience réussie en milieu industriel.

Les candidatures précisant la rémunération souhaitée seront étudiées avec la plus grande attention, sous réf. 102, par Josette Vanden Borne.

**v.d.b conseil**

Chamandre - 01340 Folestad

## usino

recherche pour son usine de

**valenciennes**

ou

## INGENIEUR DEBUTANT

ayant une bonne formation en Mécanique et Electricité, acquise dans une Grande Ecole (Centrale Lyon, Arts & Métiers, ICAM, ESME, HEI, ...)

Il s'agit, dans une usine d'environ 850 personnes, en cours de mutation (développement, automatisation et informatisation) de faire partie de l'équipe du Service d'entretien mécanique, électrique et électronique chargée également des Etudes et Travaux neufs.

La veille du groupe garantit à terme des évolutions de carrière intéressantes.

Adresser lettre de candidature et CV à l'attention personnelle du Directeur de l'Usine

Usino Valenciennes - B.P. No 25 59125 TRITH SAINT-LEGER



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

FILIALE D'UNE IMPORTANTE SOCIÉTÉ MULTINATIONALE

recherche dans le cadre du développement de ses activités un

INGENIEUR ELECTRONICIEN SPECIALISTE HAUTES FREQUENCES

Mais au siège près de LYON et sous l'autorité du Responsable du Département Electronique, il se verra confier l'étude et le développement de systèmes de communication sans fil. Ses applications inédites dans le domaine de l'électronique grand public.

Cette création de fonction s'adresse à un jeune ingénieur électronicien justifiant impérativement d'une première expérience dans le domaine des circuits H.F. sur le plan de la conception et de l'élaboration de prototypes.

Il s'agit d'une opportunité très motivante au sein d'un département en expansion.

La connaissance de l'anglais est nécessaire.

Ecrire C.V. et prétentions s/réf. 3220 à PIERRE LICHOU S.A., 12, rue Président Carnot - 69002 Lyon qui transmettra.



ANNECY (Haute Savoie)  
La Société Nouvelle  
de Roulements  
Mécanique de Précision  
4200 Personnes 4 Usines  
Filiale Régie Renault

Recherche :

UN CONTROLEUR GESTION FILIALES

Il sera chargé, dans le cadre de la direction financière du contrôle de gestion et du contrôle comptable des filiales. Il devra également assurer la gestion de la maison mère.

Formation : Grandes Ecoles Commerciales option finances et comptabilité.  
Expérience : une entreprise industrielle de 5 à 5 ans souhaitée.

Anglais : Deuxième langue appréciée.  
Ecrire avec CV détaillé et photo à : SNR, 12, rue des Usines BP 17 - 74010 ANNECY Cédex.

ORGANISME REGIONAL

SON RESPONSABLE COMMERCIAL EXPORT

pour développer ses activités à l'étranger, il aura obligatoirement la maîtrise de l'anglais et une connaissance des pratiques commerciales des pays en développement sera appréciée.

Faire acte de candidature par C.V. détaillé + lettre manuscrite d'accompagnement à l'attention de M. BARTOLI

ANPE 12, place de la Croix-de-Bourgoigne 54042 NANCY CÉDEX

un chef des services administratifs et du personnel

rattaché au Directeur de l'établissement et en liaison avec le Siège Social, il aura la responsabilité des fonctions de personnel, de la coordination des services généraux et des liaisons avec les autorités locales.  
De formation supérieure, il aura acquis un milieu industriel une expérience plusieurs années dans une fonction similaire.

Adresser CV et prétentions sous référence 39364 à projets publicités 12 rue des Pyramides 75001 Paris qui transmettra.



Gestion financière

Adjoint au directeur administratif et financier - Une grande entreprise industrielle et commerciale appartenant à un groupe d'envergure internationale financier de haute importance administrative et financière. Il sera appelé à intervenir sur l'ensemble des domaines de la fonction avec pour objectif prioritaire l'analyse et le contrôle des services comptables et la mise en place d'un système de contrôle de gestion harmonisé au niveau du groupe. Par la suite, il approfondira les aspects administratifs, la gestion du montage des opérations (notamment à l'exportation) afin d'élargir sa compétence et notamment en mesure de représenter la société au plus haut niveau. Il devra justifier d'un diplôme d'une école de gestion pouvant justifier sa compétence de management des services financiers, comptables et administratifs d'une dizaine d'années au moins, dans une entreprise de taille importante et d'importance internationale. La maîtrise de l'anglais est indispensable et la pratique de systèmes informatiques sera un atout. La rémunération sera située entre 250 et 300.000 francs pour un candidat de valeur auquel des perspectives d'évolution s'offrent. Ecrire à F. WILLIGSECKER, Réf. AB151M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.

3, quai de la Gare - 67055 STRASBOURG Cedex - Tél. 22.01.54

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon - Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg

INSTITUTION DE PREVOYANCE 1000 personnes - 40 établissements recherche pour services centraux de CHARTRES

CHARGÉ D'ORGANISATION

Formation supérieure (Ecole de Commerce, Sciences Eco ou CNAM)  
Expérience d'au moins 5 ans dans le secteur tertiaire, de préférence assurances groupe.  
Pratique de l'informatique de gestion (analyse ou conduite de projets).

Déplacements de courte durée.  
Position Cadre - 120 000F annuel.  
Nombreux avantages sociaux.

Ecrire avec CV, photo et prétentions No 49313 COTTESSÉ PUBLISITE 20, avenue de l'Opéra 75001 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

Ingénieur grande école pour notre bureau d'études armement 130 000 - 150 000+

Notre usine (450 personnes, 15 cadres) appartient à un groupe industriel solide, leader de sa branche. Pour développer notre activité armement, nous créons un service spécifique études et méthodes pour lequel nous recherchons un jeune ingénieur généraliste grande école qui, sous l'autorité du directeur de division dirigera une équipe d'une dizaine de dessinateurs et techniciens compétents.

Votre formation, votre expérience d'au moins 3-4 ans des bureaux d'études (mécanique, électronique, petits moulages plastiques), votre esprit d'équipe et votre aptitude à manager un tel service sont des qualités indispensables pour participer au sein de la division, à nos efforts, et profiter de son avenir serein. Nous serons heureux de vous accueillir dans le calme de notre usine-parc 50 ha, à 10 km au sud de Paris... surtout si vous parlez l'anglais.

Jean Bousser remercie de lui écrire sous réf. 2652M, 1 rue de Berr, 75001 Paris.

Bernard Julhiet Psycom

Tél. 562.90.90

Membre de Syntec

Surveiller les interventions sur chantier dans le cadre de la maintenance

Ingénieurs

Vous avez :  
- une expérience industrielle en fabrication ou sur chantier dans les domaines mécanique, soudure, électricité.  
- si possible la connaissance du fonctionnement et des systèmes de chaudière FVR.  
Nous vous proposons d'assurer :  
- la surveillance et le suivi de nos interventions en centrales (modifications, réparations, démontage, montage).  
- le contrôle et le respect des documents techniques applicables.  
- l'évaluation des résultats des contrôles.

Postes basés à LYON avec déplacements sur chantiers.  
Adresser lettre manuscrite, CV et prétentions, sous réf. 5224 à médiateur sur l'emploi, 4 Média-System, 404 rue Réaumur 75002 Paris, qui transmettra.



Responsable organisation et informatique

Machine-outil

Un groupe de personnes poursuit le secteur de la machine-outil un secteur spectaculaire qui prépare le futur en modernisant l'outil de production. Il faut donc des hommes qui maîtrisent les outils de production. Le responsable organisation et informatique devra intervenir sur les deux aspects de la production : respectivement à l'usine et à l'atelier. En effet, il devra superviser l'implémentation de l'outil informatique dans la gestion de la production, d'autre part des applications classiques de gestion (comptabilité, administration des ventes...). Il pourra le faire, soit en tant que responsable opérationnel en gestion de production. Ce poste requiert un ingénieur ayant acquis une première expérience dans la gestion de production ou dans l'industrie. Il devra être disponible au mobile. Ecrire à Ph. LESAGE.

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.

8, rue Bellini - 75702 PARIS Cedex 18 - Tél. 22.01.54

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon - Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg



Assistants marketing

Alsace

La Société Industrielle de Construction de Matériel Textile, implantée à Mulhouse, conçoit, fabrique et vend des équipements de réputation internationale. Au sein de la Direction Marketing, nous recherchons des personnes pour la gestion de la production et des ventes. Les candidats doivent posséder un diplôme de l'enseignement supérieur, une expérience en marketing de 2 à 5 ans, une maîtrise de l'anglais, une expérience en gestion de la production et des ventes. La rémunération sera comprise entre 120 000 et 150 000 F. Ecrire à F. WILLIGSECKER, Réf. AB154M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.

3, quai de la Gare - 67055 STRASBOURG Cedex - Tél. 22.01.54

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon - Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg

Une importante société d'ingénierie des transports recherche pour MARSEILLE

UN CADRE RESPONSABLE DE TRANSIT 150/200.000 F. +

Collaborateur du directeur du département "transit de projets clés en main", il sera chargé de la coordination, à partir de Marseille, des transports de projets "bout en bout" et des procédures de transit.

Pour ce faire, il sera secondé au siège par une équipe de 15 personnes par les agents de la filiale à l'étranger.

Cette fonction à responsabilités, qui comprend une part importante de négociations, requiert des niveaux, conviendrait à un professionnel de 10 ans minimum, organisé, précis, doté d'un grand sens de l'initiative. Le caractère international de la fonction requiert une bonne maîtrise de la langue anglaise.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature (lettre manuscrite + C.V. détaillé) sous réf. 1101 M à PIERRE LICHOU S.A., 116 rue E. Rostand - Marseille qui transmettra.

Discrétion absolue garantie.

En Lorraine... Le dauphin de notre directeur production

100 personnes, 160 millions de F CA, 2 usines, nous sommes une entreprise nancéenne d'envergure internationale, solide, spécialisée dans la production et la commercialisation de matériels techniques second-œuvre et la transformation de métaux et de plastiques.

Collègue du responsable achats et celui de la fabrication, vous assurerez la logistique et la gestion de la production sous l'autorité du directeur production. Au départ de ce dernier (6 mois après votre arrivée en fonction), vous lui succéderez, avec l'ensemble de ses responsabilités, au sein de l'équipe de direction.

Ingénieur généraliste d'environ 35 ans, grâce à votre expérience réussie en usine, vous avez su atteindre vos objectifs, faire évoluer votre outil de production dans les meilleures conditions de coût, de productivité, de climat social et de sécurité. Industriel éclairé, organisé et entreprenant, notre PDG son équipe vous propose de partager sa réussite... surtout si vous parlez anglais.

Jean Bousser remercie de lui écrire sous réf. 2645M, en précisant votre souhait de rémunération, 1 rue de Berr, 75008 Paris.

Bernard Julhiet Psycom

Tél. 562.90.90

Membre de Syntec





emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

## ingénieur marketing

EMP - ECP - ESE - ENSERG...  
HEC - IEP Paris - ESSEC - ESCP.



**HEWLETT  
PACKARD**  
GRENOBLE

C'est à Grenoble qu'est implantée notre division européenne de support du groupe informatique. Son Département Marketing a pour objectif de promouvoir le service clientèle en logiciel et matériel ceci par l'intermédiaire et en obtenant la contribution de notre réseau européen d'ingénieurs de vente.

Le poste que nous créons aujourd'hui se caractérise par de nombreux points forts : son caractère européen, les contacts nombreux et variés qu'il offre, avec des entités et des personnes (réseaux commerciaux, services après-vente, clients...), par son point de vue technique (vue très large de tous les produits de la gamme informatique d'HP), son aspect créatif : définition et mise en place de programmes de marketing pour l'Europe, organi-

sation et structuration de la communication avec différents pays (formation, informations, assistance...).

Ce poste, extrêmement varié et très vivant est de ce fait particulièrement formateur, permettant ainsi au candidat qui y fera ses preuves d'avoir par la suite un choix très étendu pour son évolution de carrière (tant sur le plan des entités, des champs d'action que des fonctions elles-mêmes).

Si vous parlez couramment l'anglais, si vous êtes disponible, si vous avez de votre développement professionnel, attiré par les techniques de pointe, motivé par un poste exigeant, écrivez à Claire BACHELARD sous référence CAJ 009 Département du Personnel HEWLETT PACKARD GRENOBLE, 5 avenue Raymond Chanet 38320 EYBENS.

## Les Hommes de Personnel nouvelle génération

Ce sont ceux qui ont découvert au travers de leurs expériences que la clarté, la franchise, l'équité leur meilleur allié. Oui, le fondement de la politique sociale aujourd'hui.

Ce sont aussi tous ces jeunes ingénieurs et universitaires que, il y a quelques années, les grands groupes ont recrutés à la fonction personnel en leur faisant faire leurs premières armes à l'usine. Par cette présence dans les ateliers auprès de la base, ils ont appris l'art et la manière du dialogue à tous les niveaux. Ils ont compris que c'était là le seul moyen de rapprocher des points de vue aussi différents que ceux de l'encadrement préoccupé d'une production à sortir et des salariés aspirant à être entendus.

C'est l'un de ces hommes que nous voudrions voir rejoindre une équipe de responsables de personnel. Une équipe soudée faisant vivre, dans la chimie, un sein d'un groupe industriel de taille moyenne, à proximité de la mer, dans une zone industrielle de 200 km².

Il se verra confier, dans un premier temps, le service du personnel d'une usine située à 200 km au nord de Paris. Cinq cents personnes réparties en un grand nombre de sous-groupes à la culture propre : usines, usines, usines. L'entretien, ceux de tel type de production ou de tel autre, ceux en travail posté. Tout en étant le proche collaborateur du Directeur de l'usine, il assurera, à la tête d'un service d'une vingtaine de personnes, la totalité de la fonction.

Les candidatures à ce poste seront étudiées rapidement par les consultants du cabinet de recrutement CLEAS qui connaissent bien notre entreprise. Si vous vous sentez concerné par notre approche et si vous avez, bien sûr, déjà une expérience de chef de personnel écrivez-leur sous référence 192 M.

**CLEAS**

6, place de la République - PARIS. Tél : 267 35 11

## SOFRANCE GROUPE P.M. LABINAL

Société implantée dans la Région DE LIMOGES

spécialisée dans la fabrication de filtres de haute technicité, recherche pour prendre en charge la fonction METHODES

## UN INGENIEUR

de formation A.M. ou équivalent

Possédant une expérience de 2 à 3 ans dans un poste similaire. Il devra également posséder des connaissances en physique chimie. Anglais indispensable.

Envoyer lettre manuscrite C.V. et prétentions à P.M. LABINAL Direction des Relations Sociales - 5, avenue Newton 78390 Bois d'Arcy.

LYON

Importante société de transport recherche pour prendre la responsabilité d'une

fonction méthodes et temps

## INGENIEUR

Agé de 28 ans minimum, de formation généraliste type AM, INSA... il possède une première expérience en méthodes, ordonnancement ou planning ; ou dans une fonction organisation et logistique exercée dans une grande entreprise industrielle.

Animateur d'une équipe de personnes, il sera chargé d'analyser et d'optimiser les processus de fonctionnement des moyens en personnel et en matériel de l'entreprise.

Merci d'adresser votre candidature, à notre conseil Algoe, en mentionnant votre rémunération actuelle (réf M 725).



**ALGOE** bis route de Champagne 69130 Ecully

— Membre de Syntec —

FRANÇAISE DIVERSIFIEE  
300 Personnes - C.A. + 100 M par an, financièrement très solide  
renforce ses structures et recherche :

## Adjoint au Directeur des Achats

— Formation Ingénieur, de préférence chimiste  
— Expérience 2 à 5 ans dans l'industrie  
— Habitué aux contacts humains et sachant travailler en équipe.

Dans un premier temps, il prendra la responsabilité de l'administration des achats administratifs achats/production, en liaison avec les services informatique et organisation.

Une connaissance de l'anglais serait appréciée.

Envoyer CV, photo et prétentions sous référence 191 M sur enveloppe à :

JEAN REGNIER Publicité, 39, rue de l'Arcade 75100 PARIS, qui transmettra.

## ÉCONOMISTE

EN LORRAINE  
SCIENCE CO. E.S.C. I.E.P. avec un minimum de 5 ans de pratique professionnelle.

— ayant eu à traiter des problèmes d'urbanisme, d'écologie, d'économie, et/ou économie locale et régionale, avec un sens aigu de la négociation et celui du dialogue avec des élus, une capacité à analyser et à synthétiser, l'habileté d'élaborer des rapports et le goût de la rédaction.

Adresser curriculum vitae + photo sous la référence 2.150 à P. LICHOU S.A., B.P. 220, 75003 Paris Cedex 02, tel transmettra.

BUREAU D'ETUDES

2 INGENIEURS

HYDRAULIENS

5 ans d'expérience pour :

— Est : la France, hydrologie et hydraulique fluviale.

— Espagne, Italie.

Ecrire sous le n° 035.976 M

REGIE-PRESSE

85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

## TURBOMECA



500 personnes, à la pointe de la technologie des Turbines Aéronautiques de petite et moyenne puissance, une stratégie mondiale (65 M C.A. à l'exportation, filiales et bureaux dans le monde entier), recrutés pour son établissement principal, situé à proximité de PAU :

1° - Pour son Département TURBINES INDUSTRIELLES :

## Responsable ingénierie

Chargé de prendre en mains les ingénieries des dessinateurs, d'ingénieurs et d'une équipe montage-réparation, quinze personnes.

Rattaché au Responsable Département, il assurera les études techniques de mise en œuvre et d'installation des turbines, dossiers d'appel d'offre et participera au chiffrage des propositions correspondantes avec les clients, s'engageant sur les délais et les coûts des matériaux. Le développement des activités de l'exportation nécessitera la formation et le soutien de metteurs en groupes à l'étranger.

Ce poste intéressera un Ingénieur Mécanicien (Centrale, AM, INSA...), 30 ans minimum, polyvalent par ses compétences techniques et une première expérience de la réalisation de projets (installations, équipements) dans des secteurs tels que le pétrole et l'industrie en général. La connaissance des moteurs et turbines et de leurs applications constituera un atout supplémentaire. Ce poste sera évolutif pour un candidat apte à mener une équipe motivée et compétente. Anglais indispensable (réf. 2529/LM).

## Ingénieur électricien-électronicien

Chargé de problèmes électriques liés aux diverses utilisations des turbines à gaz : choix d'équipements industriels nouveaux, étude et développement d'un bûcher de commande centralisé, microprocesseur... Appartenant à une section de 4 personnes rattachée au Service Ingénierie du Département, il participera à l'étude des appels d'offre et au chiffrage de la partie électrique des propositions.

Ce poste intéressera un Ingénieur Electricien-Electronicien (Sup Elec ou équivalent). Une courte expérience dans une petite entreprise industrielle serait appréciée. Le candidat doit pouvoir, le terme, être le responsable électrique du service. Anglais souhaitable (réf. 2530/LM).

2° - Pour son Service MISE AU POINT MECANIQUE (60 personnes) :

## Ingénieur débutant

La formation type INSA, AM, EBNICA ou équivalent, connaissant bien les techniques mécaniques et les techniques de mesure, de profil expérimentateur et ayant le goût du travail en équipe.

En position d'adjoint au responsable du service, il participera à toutes les activités : expertises sur prototypes ou des moteurs d'essai en exploitation, mesures et études de solutions, conceptions de moyens d'essais appropriés.

Ouvrant aussi les éventuels projets et les autres services techniques, ce poste présente un réel intérêt pour un candidat expérimenté. Réf. 2531/LM.

Merci d'adresser vos candidatures avec lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et prétentions à notre référence 193 M. OCS Conseil qui procédera aux entretiens à PARIS et à BORDEAUX.



Conseil en recrutement

1 rue Guillaume Brochon

B.P. 37 - 33014 BORDEAUX CEDEX

## THOMSON - BRANDT

GROUPE GRAND PUBLIC

Ensemble industriel de 2 000 personnes.

leader européen du lave-linge

créé à LYON, le poste de

## Jeune ingénieur électronique

ayant une première expérience ou débutant il intégrera une équipe au sein d'un laboratoire d'assurance qualité des composants électroniques. Chargé de l'homologation des nouveaux composants, il les suivra jusqu'à la fabrication et jusqu'au SAV compris avec une grande autonomie permettant la meilleure fiabilité de nos produits : grandes séries à base de microprocesseurs. L'importance du Groupe lui permettra d'acquiescer une carrière formatrice ouverte à l'évolution. Anglais écrit et oral parfaitement maîtrisé.

Ecrire à CABINET GATIER, sous réf. 720 M, 111 Barrême 69006 LYON.

Cabinet Gatier



Marseille

## futur secrétaire général

130.000 F +

Prothod S.A., 200 personnes, activité importante à l'exportation, recherche un candidat qui, sous l'autorité du Directeur Administratif et Financier sera chargé de superviser la comptabilité générale, analytique, et la gestion du personnel. Il développera le contrôle de gestion et assurera la gestion financière. Le candidat de formation E.S.C. possédant une expérience similaire, de 3 à 5 ans, une bonne connaissance de l'outil informatique (l'entreprise disposant d'un système très performant), ainsi que de bonnes qualités d'homme de gestion, sera préféré. Ce poste présente de réelles possibilités d'évolution pour un candidat de bon potentiel.

Merci d'adresser C.V. manuscrit + photo sous réf. 1005/82 à : I.S. CONSEIL - 34, cours Gouffé - 13286 MARSEILLE Cedex 6.



Une importante Société de Tourisme recherche

## un(e) Chef d'Antenne

pour le département des VOSGES

basé à Epinal, il(elle) aura à diffuser et à promouvoir les produits de la Société à travers le réseau du département (5 millions de CA) organisé(e) et méthodique dans sa gestion, il(elle) devra répondre à toutes les demandes du réseau avec rapidité et efficacité car il(elle) sera responsable d'une première expérience réussie en agence ou chez un T.O. et le BTS de Tourisme sont les conditions exigées pour ce poste autonome et à fort potentiel de développement.

Adresser CV, photo, salaire et prétentions sous réf. 5656 à L.T.P.-31, Bd Bonne Nouvelle 75008 Paris Cedex 02 - qui transmettra.



OFFRES D'EMPLOI	71.00	83.50
DEMANDES D'EMPLOI	21.00	24.70
IMMOBILIER	48.00	56.45
AUTOMOBILES	48.00	56.45
AGENDA	48.00	56.45
PROP. COMM. CAPITAUX	140.00	164.64

# ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADRÉES	Le m/m. * 11 cm/m. TTC
INTÉR. D'EMPLOI	40,00 47,00
MILIEU D'EMPLOI	12,00 14,10
IMMOBILIER	31,00 36,45
AUTOMOBILES	31,00 36,45
AGENDA	31,00 36,45



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

## Etre chef de service comptabilité en Provence - Côte-d'azur

Notre entreprise (1.000 personnes), 450 millions de CA, filiale régionale d'un groupe international, recherche le chef de son service comptabilité.

Rattaché au Directeur Administratif et Financier, il est responsable des comptabilités analytique et générale, de l'élaboration du bilan, de la gestion de la trésorerie et de l'encadrement d'une équipe de 10 personnes. De formation supérieure (type DECS), à la fois rigoureux et homme de contact, il a l'expérience de la fonction et la connaissance des applications informatiques.

Adresser C.V. et photo sous référence 2803 à :

Organisation Publicité

2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra.



Les FROMAGERIES BEL recrutent pour leur usine DES LAUMES (CÔTE-D'OR)

## CHEF DU PERSONNEL

Il collabore étroitement avec le Directeur pour définir et appliquer la politique de l'entreprise.

Ses actions seront plus particulièrement orientées sur les questions d'amélioration des conditions de prévention d'accidents du travail, de restructuration de l'usine, de formation permanente.

Il gère également les relations avec les partenaires sociaux, gère le tableau de bord et supervise l'administration du personnel.

Ce poste conviendrait à un cadre de formation supérieure, ayant une première expérience dans la fonction personnel.

C'est un homme de terrain et de dialogue, connaissant bien la législation sociale, motivé par une approche évolutive de la gestion du personnel.

Adresser C.V. rémunération et photo à :

FROMAGERIES BEL

Service du Personnel

4, rue d'Anjou - 70000 TROYES

## responsable du service comptabilité générale

REGION NORD 160.000 F +

Une entreprise française (450 MF de CA) fabriquant des produits commerciaux et intermédiaires, exportant plus de 40% de ses produits recherche un Responsable du Service Comptabilité Générale.

Rattaché au Responsable Administratif et Financier, il sera responsable de l'ensemble de la comptabilité générale jusqu'à l'établissement des comptes annuels. Il gèrera ses différents services à court terme. Le poste, basé dans la région Nord, nécessite un candidat âgé de 28 ans au moins, possédant un diplôme de formation supérieure, de préférence en comptabilité ou en sciences économiques. Il devra avoir une expérience de 5 ans minimum, en milieu industriel, et posséder un bon niveau en informatique. La connaissance des problèmes liés à l'exportation constituerait un atout supplémentaire. Les candidats sérieux de carrière sont encouragés à adresser leur candidature à :

d'adresser votre candidature sous réf. 7271-M à I.C.A. - 3, rue d'Hauteville, 75001 Paris qui transmettra.

I.C.A. International Classified Advertising NEW YORK PARIS

## IMPORTANT ORGANISME FINANCIER REGIONAL à caractère Social Région Nord-Ouest recherche son FUTUR DIRECTEUR GENERAL

Pour remplacer le titulaire actuel qui doit partir, nous recherchons dans quelque temps, un homme d'environ 40 ans, le candidat devra justifier d'une expérience de gestionnaire de haut niveau, assumer une mission de gestion et de développement du budget importants, de recherches et d'actions en matière d'investissements, de relations avec les administrations, les entreprises et organismes clients, d'encadrement et d'animation d'une équipe.

Formation H.E.C., ESSEC, Ingénieur.

Envoyer votre curriculum vitae et C.V. à : M. J. L. P. - 50, av. Opéra, 75001 Paris 01 q.r.

## Unité industrielle 850 personnes CHEF DU PERSONNEL

Cette unité d'un grand groupe industriel, spécialisée dans la fabrication de produits diversifiés est installée dans une zone industrielle de 100 hectares, près de la gare de Paris (750 personnes).

Rattaché au Directeur Général, le candidat devra être capable de gérer l'ensemble des services du personnel (recrutement, formation, qualification, rémunération, réglementation sociale, etc.).

Nous recherchons un jeune diplômé de l'enseignement supérieur (juridique, technique, etc.) âgé de 25 ans minimum, ayant acquis une expérience professionnelle de 3 à 5 ans dans le domaine des relations humaines. Outre ses qualités techniques, son savoir-être, sa personnalité, sa capacité d'adaptation, son sens de l'initiative et sa motivation sont des atouts indispensables pour occuper ce poste.

Ce poste évolue en base dans une ville universitaire située à 100 km de Paris.

Pour recevoir informations complémentaires, écrire sous réf. M 4314 à :

EGOR SA

8, rue de Saint 75008 Paris

PARIS LYON TOULOUSE MILANO PERLA LONDON NEW YORK MONTREAL

Entreprise moyenne spécialisée en assainissement traitement des eaux équipement sanitaire collectif

## UN « PATRON »

POUR SA RECHERCHE DÉVELOPPEMENT QUI EST ACTIVE ET AMBITEUSE.

Convendrait à chercheur universitaire ou ingénieur de bon niveau créatif et réalisateur d'environ 35 ans, ayant une bonne connaissance des disciplines correspondantes.

Le poste est à NANTES.

Ecrire avec curriculum vitae à : M. RÉGENT

Boîte Postale 363

SOAF NANTES CEDEX

## CHARGE D'ETUDES ECONOMIQUES EN MEUSE

ORGANISME ECONOMIQUE nouvelle pour BAR-LE-DUC un technicien d'études et d'enquêtes ayant expériences variées.

Salaire début : 85/110.000 F.

Situation stable et d'avenir.

14, rue de la République, 55000 BAR-LE-DUC.

Ecrire sous réf. 10013.

## JOURNAL SUD-OUEST BORDEAUX recrute INGÉNIEUR MÉCANICIEN

Responsable de l'atelier mécanique générale (28 personnes)

IL A POUR MISSION :

MISE EN ŒUVRE ET MAINTENANCE

- Des automatismes hydrauliques et pneumatiques

- Des machines à commande numérique

- Des installations de conditionnement de leur entretien préventif, ainsi que leur réparation.

NOUS RECHERCHONS :

Un professionnel de la mécanique industrielle complexe et expérimenté d'une équipe (O.M., CNAM ou équivalent) acceptant les contraintes de la presse (travail de nuit) à qui nous offrons un salaire dans une équipe à des conditions de travail attractives.

Ecrire au DIRECTEUR DU PERSONNEL SUD-OUEST, 33094 Bordeaux Cedex.

## CHEF DE SERVICE Automatismes industriels Normandie

La société est une importante entreprise spécialisée dans l'étude et la réalisation d'automatismes industriels.

Profitant d'une excellente image de marque, elle veut développer ses activités dans le domaine de l'automatisme appliqué aux techniques nouvelles de fabrication et de régulation (robotique, économie d'énergie, etc.).

Pour diriger son Service « Industries » (130 pers.), elle recherche un INGENIEUR GRANDE ECOLE (E.S.E., I.E.G., A.M., etc.) ayant l'expérience de l'étude et de la réalisation d'installations électriques et d'automatismes dans l'industrie. Optimum 35 ans.

Adresser C.V. détaillé et réf. 222/11M à :

France 22 rue St Augustin 75002 Paris.

## GROUPE LEADER SUR SON MARCHÉ TRANSPORTS DE VOYAGEURS

RECHERCHE POUR L'UNE DE SES FILIALES (250 PERSONNES)

## UN CADRE COMMERCIAL

IL ASSURERA :

- La gestion et l'analyse des résultats commerciaux.

- Les études de marchés et enquêtes, servant à la définition d'une politique produits et développement.

De réelles opportunités d'évolution existent pour un candidat motivé, débutant ou ayant une à deux années d'expérience, diplômé de l'enseignement supérieur du niveau Grande Ecole.

Adresser lettre manuscrite et curriculum vitae à M. Le Directeur de la S.T.D.C., place du Canada, 14000 CAEN.

## SOCIÉTÉ FINANCIÈRE - Nantes - offre poste de chargé de mission analyste financier

à jeune diplômé dynamique et goût du dialogue avec les chefs d'entreprises régionales.

Le poste convient à un homme de 25 ans minimum, diplômé d'une grande école commerciale, ou ingénieur, par ses problèmes de gestion, qui joint à son goût de l'analyse celui de la responsabilité et du volume d'affaires.

évolutive pour candidat à classe intellectuelle personnelle.

Merci d'adresser C.V., manuscrit, photo, prétentions s/réf. 1865 à M. A. GARRET

11, rue Mauvoisin, 44000 NANTES.

## LYON

Importante d'ingénierie nucléaire recherche

## Ingénieur mécanicien débutant Centrale, A et M,...

Au sein d'une équipe pluridisciplinaire, il se verra confier des tâches d'étude dans les domaines suivants :

- mécanique,

- thermohydraulique,

- dimensionnement du matériel sous irradiation.

La société offre d'intéressantes possibilités de formation et de développement.

Pour un premier entretien, CV et photo, sous réf. 5225, à Media-System, 104 rue Réaumur

75002 Paris, qui transmettra.

Groupe Industriel Français de premier plan Implantation Internationale recherche pour région OUEST :

## UN INGÉNIEUR ARTS ET MÉTIERS

chargé des relations avec les clients et différents services du groupe.

Ce candidat doit avoir une parfaite connaissance de l'Anglais.

Expérience souhaitable en moteurs et recharges Diesel.

Age souhaité : 30-40 ans.

Ecrire sous numéro 958.104 à H.A.P.

hall des Petites Annonces, 11 X, 4040 NANTES CEDEX.

Labo CNRS

bourse d'industrie

pour la préparation

d'une thèse

de physico-chimie

macromoléculaire.

Domaine de recherche :

IGNIFICATION

DE POLYMÈRES.

Ecrire à G. CLOUET

CRM, 6, rue Bousingault,

67083 Strasbourg Cedex.

les annonces classées

## Le Monde

sont reçues par téléphone du lundi au vendredi

de 9 heures à 18 heures

au 296-15-01

Ch. accordeur piano, bon P.A. s/réf. 2355, LYON Cedex 02.

RECHERCHONS ORGANISATEURS

100/200.000 F

GRANDES ÉCOLES

COMMERCE ou INGENIEUR

INGENIEURS ANALYSTES

CHEFS DE PROJETS

100/200.000 F

CONCEPTION et réalisation

Logiciel sur Digital Equipment

P.O.P. 3000, D.P.S. 7

Postes à Paris

POUR CAMBRI

INGENIEUR SYSTEME

100/200.000 F

Matériel I.B.M. sur

logiciel M.V.S.

AFIPEC Conseil

1, rue de la République, 75001 Paris.

5021 من الاموال



OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS



## Notre responsable des réseaux informatiques.

Groupe de la distribution (CA 17 000 MF), nous prenons résolument le virage de l'informatique car c'est la clé de notre rentabilité. Nous disposons déjà d'un parc de matériels disséminés sur l'hexagone: HB 61 et 64, DPS 7, 4331, QUESTAR, MICRAL... Il faut les relier par des réseaux: connecter les terminaux MSI aux MINIS 6, mettre en place une architecture DSA; et ce n'est qu'un début.

Vous êtes ingénieur ESE, ENST... équivalent et avez accumulé en 7 ans, ou plus, une solide compétence en techniques réseaux (protocoles, télécoms...), êtes familiarisé avec DSA ou SNA et savez relier des micros et des minis des main-frame. Venez créer chez nous la fonction réseau.

consultant, J. THILY, vous remercie de lui (réf. M) de l'informatique.



**ALEXANDRE TIC S.A.**  
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS  
LYON - NANTES - BRUXELLES - LONDRES

MEMBRE DE SYNTec



## DIVISION AÉROSPATIALE ÉLECTRONIQUE

précision mécanique  
**labinal**

RECHERCHE

Usine de SAINT-OUEN (93)

### INGÉNIEUR QUALITÉ Confirmé

Formation Ingénieur Mécanicien ou Électromécanicien. Affecté au Service Assurance Qualité, il aura la charge des projets de projets dominants mécaniques et les relations "Qualités" avec le Bureau d'Études.

Usine de SAINT-OUEN (93)

### INGÉNIEUR D'ÉTUDES ÉLECTRONIQUES Confirmé

Possédant une expérience de 3 à 4 ans. Connaissant bien les problèmes d'assemblage analogiques et numériques.

Usine de SAINT-OUEN (93)

### INGÉNIEUR FIABILITÉ Confirmé

Formation Ingénieur Généraliste. Affecté au Service Assurance Qualité, il effectuera les calculs de fiabilité prévisionnelle et constatera des matériels aéronautiques.

Usine de VIRE (14)

### INGÉNIEUR MÉCANICIEN OU ÉLECTROMÉCANICIEN

Pour assurer la mise en place de la gestion de production automatisée dans l'Usine. Une expérience de quelques années dans ce domaine est souhaitable.

Envoyer lettre manuscrite, C.V. et prétentions à

PRÉCISION MÉCANIQUE LABINAL  
Direction des Relations Sociales, 5, avenue Newton - 78390 BOIS-D'ARCY

## Conseiller notre Direction du Personnel

La Direction du Personnel d'une des premières banques françaises souhaite s'adjoindre un

## JURISTE DE HAUT NIVEAU

- spécialiste du Droit Social -

Susceptible d'intervenir sur toutes questions juridiques qui peuvent se poser à la Direction du Personnel d'une telle entreprise, son rôle de consultant interne s'étendra à des aspects stratégiques des problèmes. Agé d'au moins 40 ans, le candidat souhaité possède une très solide

expérience en Droit Social, attiré par la résolution des problèmes de Droit Social à l'échelle d'une grande entreprise.

Les conditions de rémunération d'évolution sont motivantes, et tiendront compte de l'expérience et du potentiel du candidat.

Un dossier de candidature à adresser à référence 74977  
HAYAS CONTACT - 1, place du Palais-Royal - 75001 Paris, qui transmettra directement.

## Jeune ingénieur électronicien : A LA BASE DU MARKETING PRODUIT ...

En commercialisation des nouveaux produits TV de THOMSON BRANDT Branche Grand Public : la faisabilité, qu'il convient de prouver puis de vendre à l'équipe Marketing opérationnel.

Adjoint de l'un des Responsables de notre Division Marketing International, vous allez concrétiser nos idées au plan technique, afin d'en déterminer : la faisabilité, les brevets à déposer, la concurrence éventuelle, les sous-traitants nécessaires... La coordination de tous ces éléments va vous permettre d'établir les premiers croquis, puis une fiche de définition : en résumé, un dossier "en béton", déterminant pour le Marketing.

Ce poste requiert l'intervention rigoureuse et méthodique d'un(e) jeune ingénieur électronicien semi-débutant, ouvert et assez imaginatif pour participer activement à la concrétisation de nos nouveaux produits. L'anglais courant est bien sûr indispensable pour une fonction nécessitant des déplacements assez fréquents à l'étranger.

Ce poste est à pourvoir au Siège (Paris 20ème).

Assurée d'une absolue discrétion et d'une réponse, votre candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions) est à adresser sous réf. 8364 M à RSCG CARRIÈRES - 48, rue Saint Ferdinand 75017 PARIS, qui transmettra.



**THOMSON-BRANDT**  
Branche Grand Public



# Mobil

recrute pour son Siège Social de PARIS-LA DEFENSE (92)

## CADRES COMPTABLES ET FINANCIERS

DEBUTANTS(ES) OU 2 À 3 ANS D'EXPERIENCE

**HEC, ESSEC, ESCP + DECS complet**

POSTES EVOLUTIFS ET OFFRANT DE GRANDES POSSIBILITES D'AVENIR.

**ANGLAIS COURANT INDISPENSABLE**

Adresser sous pli fermé : 49, 516, lettre manuscrite, C.V., à l'Agence Mobil  
MOBIL OIL FRANÇAISE, 49, 516, Recrutement - Tour Mobil  
92 PARIS-LA DEFENSE Cedex 9.

TELEC

4catel

Groupe C.G.E.

LEADER NATIONAL EN TÉLÉPHONIE PRIVÉE  
C.A. 850 MF 2400 PERSONNES DONT 280 INGÉNIEURS  
ET CADRES NOUS DÉVELOPPONS À PARTIR  
DE TECHNOLOGIES DE POINTE DES SYSTÈMES  
ÉVOLUÉS DE BUREAUTIQUE ET DE TÉLÉMATIQUE.

recherche

## JEUNE CONTRÔLEUR DE GESTION

pour assurer le contrôle de gestion d'un établissement commercial de 300 personnes situé à FRESNES (Val-de-Marne).

Ce poste conviendrait à un jeune diplômé d'École de Commerce ou équivalent, ayant un sens développé des contacts humains.

De réelles possibilités de carrière pourront être proposées à un candidat de valeur, tant au sein de la Société elle-même que du Groupe C.G.E.

Adresser C.V. et prétentions au siège social:  
TELEC-ALCATEL - Direction du Personnel - 206, route de Colmar  
BP 57 - 67023 STRASBOURG CEDEX.

## chef de groupe "video"

**SONY.**

Au sein de SONY FRANCE, la Division Grand Public commercialise 3 gammes de produits : Hi-Fi, Audio et Vidéo, à travers du circuit des revendeurs et de la Grande Distribution. Pour assurer le développement de nos produits Vidéo et Télévision, nous créons le poste de Chef de Groupe. Ce nouveau collaborateur directement rattaché au Directeur de la Division, élabore le plan Marketing et les prévisions de ventes de tous les produits Vidéo Grand Public et Télévision ; il participe à l'élaboration de la politique publicitaire, assure le suivi des opérations lancées et coordonne les actions de son équipe (2 Chefs de Produit). Nous avons besoin d'un professionnel, 35 ans environ, de formation supérieure et ayant acquis une solide expérience du Marketing des produits de consommation et de la Grande Distribution (alimentaire, cosmétique...) et possédant parfaitement l'anglais. Le développement de ce secteur d'activité nous incite à choisir un collaborateur de fort potentiel, capable de grandir avec nous.

Si cette proposition vous intéresse, nous vous demandons d'adresser votre dossier sous réf. 200.82 M à notre conseil - 81, boulevard Haussmann - 75008 PARIS



**Chantal Baudron s.a.**

MEMBRE DE SYNTec

L'un des premiers groupes français d'électronique renforce sa Direction du Contrôle Interne et recrute un

## AUDITEUR

Il intervient dans les unités du groupe en France et à l'étranger dans les domaines comptables, financiers, informatiques et au plan des procédures et systèmes administratifs. De formation Grande École de Commerce (HEC, ESSEC...) et/ou

du niveau expertise comptable, le candidat a une expérience d'au moins 3 ans acquise en entreprise ou en cabinet.

Anglais ou Allemand courant indispensable. Espagnol souhaité.

Ces postes situés à Paris impliquent de nombreux

déplacements en France et à l'étranger.

Merci d'adresser votre curriculum vitae à HAYAS CONTACT, 1, Place du Palais-Royal - 75001 PARIS, sous référence 31262 qui garantit la plus grande discrétion.

Nous sommes un groupe français de dimension internationale et nous réalisons 35 % de notre C.A. hors de France. Nous recherchons

## Auditeur interne (réf 331 RT)

Assistant principal du responsable du service, il prendra en charge des missions d'audit dans les 9 pays d'implantation du groupe. Il sera amené à effectuer de nombreux déplacements en France et à l'étranger. De formation supérieure (ESSEC, Sup. de Co ou Université), le candidat devra avoir une expérience de 2/3 ans réalisée au sein d'un cabinet d'audit international ou d'une grande entreprise. La pratique de l'anglais et/ou de l'italien serait un atout supplémentaire.

## Contrôleur de gestion débutant (réf 332 RT)

Diplômé d'une grande école de commerce (ESSEC, Sup. de Co) ou d'une Faculté, il viendra renforcer notre équipe actuelle et sera destiné à s'inscrire après quelques années d'expérience de la fonction dans la hiérarchie opérationnelle du groupe. Ces 2 postes sont basés à PARIS. Nous offrons une rémunération motivante et la possibilité de réaliser une carrière intéressante dans un groupe dynamique en pleine évolution.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions en précisant la référence du poste choisi à

**SCOTI**

33, rue de Miromesnil 75008 Paris  
Discrétion assurée



**curriculum vitae** **INFORMATIQUE.**  
60-64, rue du Rendez-Vous, 75012 Paris.

44 avenue de Chatou  
92506 Neuilly-Malmaison





OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS



USINE DE CORBEIL-ESSONNES - 91

MICRO-ELECTRONIQUE APPLIQUEE A L'INFORMATIQUE, RECHERCHE

Pour assurer le support technique de nos fabrications de circuits intégrés haute densité :

JEUNES INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES

- Electroniciens (Études/projets, tests/équipements...)
- Généralistes (Méthodes de fabrication/production...)

Cette annonce s'adresse à des jeunes diplômés débutants sans emploi et déchargés des obligations du service national. Anglais souhaité. Possibilité de séjours aux États-Unis. Les postes de début de carrière peuvent évoluer ultérieurement selon les aptitudes et les goûts, vers des activités industrielles différentes.

permettre un intéressant développement de carrière.

Adresser candidature et C.V. (maximum 1 page) à IBM France - Service Recrutement des Cadres, 224 M John Kennedy, 91100 Corbeil-Essonnes Cedex.

Importante Société Région Parisienne recherche des :

Ingénieurs d'affaires

pour projets d'usine clés en main, industrie lourde à l'exportation, notions en ingénierie et / ou informatique souhaitées. Des déplacements sont à prévoir à l'étranger. De bonnes connaissances en anglais sont indispensables.

Adresser votre dossier de candidature, C.V. détaillé + photo + prétentions sous référence 9999 à Téléc P.A. Jonction 34, boulevard Haussmann 75009 PARIS qui transmettra. Les candidatures seront traitées confidentiellement.

Importante société d'ingénierie 5000 personnes recherche

Cadre de gestion

Adjoint du responsable gestion de notre division travaux,

Il coordonnera les actions d'un service de 85 personnes dont 20 cadres assurant :  
- l'administration générale des chantiers,  
- la gestion budgétaire et le contrôle des coûts, affaires,  
- l'exploitation des systèmes informatiques de gestion traitant des investissements, marchés.

L'expérience d'une fonction similaire avec encadrement de personnel est indispensable pour réussir dans ce poste.

Adresser CV et prétentions, sous réf 5146 à Media System, 104, rue Réaumur, 75002 Paris.

Ingénieurs électroniciens



Un marché porteur, une société en expansion

Filiale du groupe MATRA, nous développons et industrialisons des systèmes d'intercommunication et d'autocommutation électronique. Dans le cadre de notre expansion (ouverture récente d'une unité de production et industrialisation de produits nouveaux), nous proposons à des ingénieurs électroniciens, débutants ou expérimentés, des opportunités de développement professionnel dans un environnement à forte croissance.

Ces postes peuvent être pourvoir en :

Moyens de test

Au sein du département Méthodes, vous serez responsable de l'étude, du suivi et de la mise en œuvre des tests destinés au contrôle final des produits.

Ce poste implique de bonnes connaissances en électronique, en programmation et l'aptitude à animer une équipe de techniciens.

Lieu de travail : Châteaudun (bord de Loire, 130 km au Sud-Ouest de Paris) (réf. M/42.1).

Pour des candidats impliqués et à fort potentiel, des perspectives d'évolution sont possibles compte tenu de la taille et de l'expansion du groupe.

Si vous êtes intéressé, envoyez votre lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à TPL Service du Personnel B.P. 1000 CHATEAUDUN, précisant la référence de votre choix.

Développement de logiciel

Nous souhaitons intégrer notre équipe chargée de concevoir et de développer des logiciels en temps réel dans le domaine de la commutation (nouvelle génération d'autocommutateurs).

Une expérience de 2 à 3 ans en logiciels sera un atout.

Lieu de travail : Rungis (94) (réf. M/42.2).

PICART LEBAS



IMPORTANTE SOCIÉTÉ NATIONALISÉE

recherche

UN INGÉNIEUR

Responsable d'un laboratoire de chimie appliquée dont l'activité est orientée vers la recherche appliquée en l'analyse minérale en solution.

Formation ingénieur chimiste + TEA DE CHIMIE ANALYTIQUE, option chimie.

Première expérience souhaitée : thèse, premier emploi.

Lieu de travail : BANLIEUE NORD.

Envoyer lettre avec curriculum vitae et photographie à : RÉGIE PRESSE 246.774, 11 bis, rue Réaumur, 75001 PARIS.

La Société FORD FRANCE recherche pour son

Siège Social, un

ADJOINT A LA DIRECTION DU PERSONNEL

En priorité, il s'agit de traiter les recrutements du Département Ventes Voitures. Dans un deuxième temps, devenir l'interlocuteur privilégié de ce Département tout sur le plan des problèmes humains (formation, développement de carrière) que des relations sociales. Bien sûr, cet adjoint participera également de près à la gestion du personnel de l'ensemble du siège.

Nous souhaitons un candidat de formation supérieure commerciale (ESSEC, HEC, ESC) ou juridique avec une première expérience professionnelle - indépendante - du recrutement ou du conseil. Afin d'éclaircir votre choix, sachez que nous sommes solides : 11 milliards de C.A. en 1981, nombreux : 4 000 personnes en France, diversités : Ventes Voitures, Poids Lourds, Pièces Détachées, Tracteurs, Fabrications et surtout entraînement dynamique. Merci d'adresser votre candidature et prétentions à la Direction du Personnel : 344, Napoléon Bonaparte - 92000 Nanterre Cedex.



F.N.S.A.F.E.R.

Fédération nationale des sociétés d'enseignement et d'établissement rural,

recrute pour son service de formation

INGÉNIEUR FORMATION

- Suivi des formations
- Conception des actions de formation
- Réalisation de supports pédagogiques
- Animation de sessions

NIVEAU :

- Formation de base : Ingénieur agronome.
- Expérience de quelques années en entreprise souhaitée.

Envoyer C.V., photo, adresse demandée à : F.N.S.A.F.E.R., 3, rue de Turin, 75005 Paris.

CHEF DU SERVICE METHODES ADMINISTRATIVES ET FINANCIERES

Il s'agit d'un animateur capable à la fois

- d'élaborer et de mettre en place des systèmes administratifs, comptables, financiers et de gestion à partir des objectifs de structures de la Direction Administrative et Financière,
- d'harmoniser et de formaliser les règles, méthodes et pratiques comptables par l'établissement d'un manuel de procédures,
- de rechercher des programmes informatiques permettant de développer la fiabilité et l'efficacité des opérations.

Cette opportunité s'adresse à un candidat de formation supérieure, ayant une expérience d'au moins 5 ans dans la fonction au sein d'une entreprise appliquant des procédures performantes ou dans un cabinet international d'audit. Les qualités d'organisation, d'adaptation ainsi que la pratique des systèmes informatiques sont particulièrement recherchées.

Aux avantages très motivants s'ajoutent des avantages liés à l'expansion de notre travail attractif.

Merci d'adresser CV, lettre manuscrite, photo et salaire actuel sous réf. à : Rudolph von Raesfeldt, 18, place Henri Bergson, 75008 PARIS.



division du SYSTEMA

NOUS SOMMES UNE SOCIÉTÉ FRANÇAISE

Solidement implantée en France et aux U.S.A.

Notre C.A. de 130 MF progresse constamment depuis 18 ans

nous recherchons pour notre DIVISION ÉLECTRONIQUE

INGÉNIEURS ELECTRONICIENS

Débutants à 2 ans d'expérience, connaissances Softwares. Pour définition, étude, intégration et mise au point d'ensembles électroniques complexes faisant appel à des technologies de pointe. (Référence 8068 A)

TECHNICIENS SUPERIEURS ELECTRONICIENS

Formation D.U.T. ou B.T.S., 2 à 6 ans d'expérience. Pour étude et mise au point de processeurs spécialisés à base de microprocesseurs en tampons. Ces postes nécessitent une solide expérience en électronique numérique et en micro-programmation. Connaissances système 29 et famille 2900 appréciées. (Référence 8068 B)

TECHNICIENS ELECTRONICIENS D'INTEGRATION

Formation D.U.T. ou B.T.S., 1 à 3 ans d'expérience. Pour intégration et mise au point d'ensembles électroniques faisant appel aux microprocesseurs en tranches, électronique numérique, micro-programmation. (Référence 8068 C)

Ces postes offrent à des candidats de valeur des perspectives d'évolution vers des fonctions de coordination d'études ou de coordination technique de projets.

Lieu de travail : PARIS-EST.

Envoyer lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous réf. correspondantes à : JEAN REGNIER Publicité, 39, rue de l'Académie 75006 PARIS, qui transmettra.



OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

**ATELIERS CLE EN MAINS A L'EXPORT**

Un groupe d'ingénierie industrielle recrute son

**INGENIEUR MECANICIEN DE BUREAU D'ETUDES**

A.M. - ENSI ou équivalent

Le candidat a 5 à 10 ans de pratique industrielle et connaît la langue anglaise. Ses activités concernent les installations fixées en usine à l'exportation, telles que ateliers de réparation de véhicules automobiles, ou matériel aéronautique. Il est chargé dans un bureau d'études pluridisciplinaire de la conception des ateliers, de leur implantation, des spécifications techniques et des matériels.

Il acceptera de se déplacer outre-mer pour de courtes durées.

Ecrire avec C.V., détails, photo et présentations sous No 49359, CONTEXTE PUBLICTE 20, av. de l'Opéra 75004 PARIS Cedex 01 q.r.

**(CNEH)**

**Jeune Ingénieur organisation**

Le Centre National "l'Equipe Hospitalier" recrute un jeune ingénieur dans le cadre du développement d'un Département chargé d'équiper les hôpitaux en matériel médico-technique. Rattaché Directeur Département, il aura pour mission d'optimiser la méthodologie d'intervention, en vue de rassembler les éléments constitutifs de différentes données.

Ce poste intéresse un jeune ingénieur généraliste, diplômé d'une grande école, un ou deux ans d'expérience, motivé par les problèmes d'organisation administrative et de traitement de l'information. Connaissances informatiques et télétraitement appréciées. Lieu de travail : Saint-Quentin-en-Yvelines.

A terme, possibilité d'évolution en prenant charge responsabilités plus opérationnelles au sein du département.

Candidature à envoyer sous référence M. L. GUIOMAR, Sélé-CEGOS, Tour Chenon-BOULOGNE, 204, Rond-Point du Pont-de-Sèvres, 92111 BOULOGNE.

**sélé CEGOS**

**MEESCHAERT SOCIÉTÉ DE GESTION FINANCIÈRE**

Dans le cadre de notre expansion nous créons le poste de :

**RESPONSABLE LOGISTIQUE HF**

■ nous voulons confier à un diplômé l'enseignement supérieur :

**INGENIEUR + FORMATION COMPLÉMENTAIRE DE GESTION**

■ cadre de haut niveau, ■ d'une équipe ■ en place, prendra rapidement en charge la responsabilité ■ et le marketing.

Il devra dominer parfaitement l'outil informatique moderne mis à sa place dans la Société, conçu pour des utilisations essentiellement tournées vers le ■ et le marketing.

Il lui sera donné ■ latitude pour mettre en ■ la politique administrative ■ informatique, au plan de la gestion, de l'administration ■ de l'organisation.

■ un « opérationnel » doté d'un esprit « entrepreneur » possédant le goût ■ les aptitudes ■ l'animation, ■ la négociation ■ la gestion.

Le poste offre une rémunération motivante ■ une réelle autonomie pour des candidats ■ fort potentiel ■ une expérience réussie ■ trois à cinq ans, par exemple de coordination d'un service administratif moderne ■ informatisé.

Adresser lettre de motivations + C.V. + prétentions à M. CEYROLLE - MEESCHAERT S.A. - 12, rue Chauchat - 75001 PARIS.

**JCD**

**JC Decaux**

Première Société Européenne de Mobilier Urbain recherche

**ATTACHÉ DE DIRECTION**

Secteur région parisienne

poser la négociation et le suivi de Conventions auprès des Collectivités locales ■ vente de Mobiliers urbains, sur un secteur déterminé.

Homme de relation, bon négociateur, le candidat devra :

- être ambicieux, rigoureux, méthodique,
- faire preuve d'une grande disponibilité.

La rémunération proposée comprend :

- un salaire fixe
- une prime liée aux résultats.

Adresser votre candidature (lettre + CV + Photo) en indiquant expériences professionnelles et rémunération souhaitée à Société J.C. DECAUX, B.P. 11 - 78373 PLAISIR Cedex.

**JCD**

**Assistante technique**

bilingue anglais pour seconder le P.D.G.

Les manifestations ■ organisations (salons, marchés, colloques ■ ont une ■ France), le goût des responsabilités, le ■ de l'organisation, la capacité ■ imprévu.

Formation BTS ■ Direction ou équivalent. Lieu de travail : Paris (proche ■ l'Etoile).

Rémunération ■ motivante.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et présentations sous No 49359, CONTEXTE PUBLICTE 20, av. de l'Opéra 75004 PARIS Cedex 01 q.r.

**sélé CEGOS**

**GRUPE SLIGOS**

Division Conseil et Réalisations recherche

**2 assistantes techniques**

à mi-temps

■ un minimum pour participer au développement ■

■ une expérience professionnelle de 1 à 2 ans.

Formation ■ la société.

Rémunération ■ un ■ Lieu de travail : PUTEAUX.

■ nous ■ C.V. ■

■ CLÈRE, Tour Chenon-BOULOGNE, 204, Rond-Point du Pont-de-Sèvres, 92111 BOULOGNE.

**sélé CEGOS**

**CAISSE DE RETRAITE COMPLÉMENTAIRE**

**CHEF DES SERVICES COMPTABLE ET FINANCIER**

Vous avez au moins 40 ans, vous êtes diplômé de l'enseignement supérieur ■ comptable ■ vous ■ l'expérience ■

Adresser curriculum vitae, photo et présentations sous la ■ 246.720, à REGIE-PRESSE le Monde, ■ bis, rue Réaumur, ■ Paris, qui ■

**ARTHUR ANDERSEN & CIE CONSEILS EN ORGANISATION**

Pour continuer à faire face à ■ expansion rapide, ■ recherches plusieurs

**INGÉNIEURS CONSEIL EN INFORMATIQUE**

désireux de se perfectionner ■ les techniques les plus récentes (réseaux, télématique, C.A.O., robotique, génie logiciel) au ■ spécialistes de ■ département « Informatique Avancée ».

- ■ au sein d'une équipe jeune.
- Séminaires ■ spécialisation à intervalles réguliers, ■ France ■ aux ■
- Progression rapide des responsabilités et de la rémunération en fonction ■ performances.
- Evolution progressive ■ le conseil ■ niveau en stratégie informatique.

**Profil recherché**

- Diplômé X, Mines, Centrale Paris, Supélec, Télécom, Ponts, INSA, ENSIMAG.
- Première expérience de réalisation informatique ■ (■ ans).
- Esprit rigoureux et ■ humains.
- Desir ■ capacité ■ progresser rapidement.

ARTHUR ANDERSEN ■ Cie CONSEILS EN ORGANISATION

Envoyer ■ de candidature ■ Arthur Andersen ■ Tour Gan - ■ 13 - 92082 Paris-La Défense

**PHILIPS**

**Data Systems**

recherche pour son

**CENTRE TECHNIQUE ET INDUSTRIEL**

**FONTENAY AUX ROSES (92)**

**ingénieurs électroniciens**

Réf. M1

Pour la conception ■ silicium de systèmes VLSI technologies NMOS, CMOS, Bipolaires

**ingénieurs concepteurs de systèmes**

Réf. M2

Informatiques à base de microprocesseurs. Les candidats, débutants ■ expérimentés devront avoir :

- une formation de haut niveau
- la pratique de l'anglais

**PHILIPS**

Envoyer C.V. manuscrit ■ photo et prétentions à PHILIPS CTI Service du Personnel 4 ■ 16, av. du Général Leclerc 92260 FONTENAY ■ ROSES

**Juriste d'entreprise**

■ formation juridique en droit des affaires (D.E.A. ou niveau équivalent) vous ■ traiter certaines opérations fiscales, juridiques et ■ entrant ■ la compétence du siège ■ Paris : droit des obligations, ■ des sociétés, propriété industrielle...

3 à 11 années d'expérience ■ acquise en ■ industriel et ■ sont indispensables.

■ souhaitons un sens ■ des relations humaines, une parfaite maîtrise de l'expression écrite et orale. La pratique de la langue anglaise est nécessaire.

■ d'adresser lettre manuscrite, C.V. ■ prétentions ■ Service du Personnel du C.N.E.S. - 129, rue ■ l'Université - 75007 PARIS.

**CENTRE NATIONAL D'ETUDES SPATIALES**

**Grande banque américaine internationale recherche pour PARIS**

**ANALYSTE FINANCIER DEBUTANT**

Vous ■ une formation ■ gestion Dauphine ou Ecole Supérieure ■ Commerce (Rouen, Amiens ou Lyon) option gestion financière. Vous parlez couramment anglais ■ surtout maîtrisez ■ cette langue.

Le poste proposé ■ permettra d'acquérir une formation en analyse financière ■ une bonne connaissance ■ grandes entreprises françaises.

■ d'adresser lettre manuscrite, CV ■ photo à ■ System ■ mentionnant sur l'enveloppe la référence ■ 104, rue Réaumur ■ Paris.

Une importante société de produits cosmétiques (CA : 200 millions FF), filiale d'un groupe de renommée mondiale, recherche son :

**Responsable des services financiers, comptables et fiscaux (PARIS)**

Rattaché directement au Secrétaire Général, il coordonnera, contrôlera et animera l'ensemble des services financiers et comptables (comptabilité générale et trésorerie, contrôle de gestion et comptabilité analytique). Il sera de plus chargé d'assurer la mise en oeuvre des procédures comptables permettant la consolidation suivant les normes américaines, d'établir et de suivre les budgets annuels, et de conseiller l'entreprise en matière fiscale.

Expert-comptable métropolitain, il possède une expérience de plus de 5 ans, acquise dans un cabinet d'audit et dans une entreprise.

Agé de 30 maximum, il aura également une bonne connaissance de l'informatique et de la langue anglaise.

La rémunération proposée est attractive. Une évolution de carrière est possible. Les candidats enverront leur curriculum vitae (sous référence M.82102) en indiquant leurs prétentions, au cabinet de conseil chargé de cette recherche :

**EW Ernst & Whinney Conseil**

150 Boulevard Haussmann 75008 Paris.

**CONTROLEUR DE GESTION**

Banque Sud

■ un ■ d'agences ■ tout le territoire français, la Société commercialise ■ appareils distributeurs automatiques fabriqués ■ une société filiale. Avec un effectif de 200 ■ elle ■ un C.A. voisin ■ 150 M.F. Son ■ est en forte progression ■ croissance régulière.

Elle ■ le poste ■ Contrôleur de Gestion dont ■ principale ■ d'améliorer le contrôle ■ gestion ■ services du siège ■ des agences, l'établissement ■ budgets ■ suivi ■ objectifs.

■ responsabilité s'étendra ultérieurement aux ■ implanter ■ l'étranger.

■ évolutif.

Formation HEC, ESSEC, IEP ou similaire. Anglais et allemand souhaités. Rémunération 185.000 F. + Age environ 30 ans.

Adresser CV détaillé s'réf. 222/40M à :

**France Cadres**

22, rue St-Augustin 75002 Paris.

**Cii Honeywell Bull**

recrute pour son Centre de Recherche, un

**INGENIEUR EN ELECTRONIQUE APPLIQUEE**

**Microprocesseurs - Fibres Optiques**

Le candidat qui aura 2 ou 3 années d'expérience participera à la définition du protocole et des stations d'un réseau local connecté par fibre optique à très haut débit.

Lieu de travail : Les Clayes-sous-Bois (78)

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions en précisant la référence 460 M à Cii Honeywell Bull PC 06021C - 94, avenue Gambetta 75060 PARIS CEDEX 20

50/100



OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

**intercontrôle** Filiale du C.E.A.  
spécialisée en **nucléaire non destructif**  
(secteur nucléaire)  
recherche pour son service **INSPECTION**

**Un Ingénieur RESPONSABLE D'OPÉRATIONS**  
(autodidacte)

Il aura la responsabilité de la préparation de l'organisation des opérations du C.N.D. nucléaire.

Il aura la responsabilité d'un responsable d'équipe de techniciens et possédant de bonnes connaissances en électronique et électromécanique.

Une grande autonomie (80 % de déplacements) ainsi que des qualités d'animateur (équipe de 30 techniciens) lui sont indispensables.

Salaires très intéressants + prime de déplacement + 13ème.

Manuscrits à adresser : C.V., photo, en indiquant la référence : RDM1

à notre adresse : 15, rue des Soies - 92140 Rungis Cedex

Banque étrangère quartier Opéra recherche

**1 CHEF DE SERVICE ENGAGEMENTS**

**CLASSE IV ou V**

pour assurer le montage et la gestion de crédit particulier et entreprise. Niveau I.T.B. minimum. Excellents techniques. Écrire lettre manuscrite, C.V., photo, présentations à T.D. Port de la Conférence, 75008 PARIS.

**Banquier, de l'opérationnel à la stratégie financière**

Banquier vous l'êtes et nous vous proposons de continuer à l'être en rejoignant au cœur de PARIS l'organisme central d'un des plus importants groupes bancaires privés.

Jusqu'ici, vous avez été un praticien. Vous avez l'expérience des problèmes d'ingénierie financière : augmentations de capital, émissions d'emprunts, refinancements sur les marchés monétaires, français comme internationaux.

Les produits bancaires classiques, les produits financiers : actions, obligations, C.A.V., de placement, etc... vous les avez pratiqués et en maîtrisez les techniques.

Les techniques anglo-saxonnes ne vous sont pas étrangères. À ce titre votre pratique courante de l'anglais a été un atout.

Aujourd'hui nous vous invitons à aller plus loin, de l'action à la réflexion. En effet, nous sommes en train de contribuer à la politique financière de notre groupe et des différents établissements qu'il lui rattachent. Vous rejoindrez, avec votre technicité propre dont vous serez pratiquement le seul tenant, une équipe responsable mais de très haut niveau, expérimentée et diversifiée, qui appuiera la direction générale dans l'élaboration de ses orientations, dans sa stratégie financière. D'ailleurs, notre lorsque les problèmes que nous aurons à résoudre présenteront une spécificité ou un caractère technique ou ponctuel, nous aurons à votre disposition une politique pour les traiter.

Vous serez compris dans l'élaboration de ce poste, une création, pour vous qui envisageriez volontiers de mettre vos connaissances au service d'une réflexion sur l'ensemble des équilibres bancaires financiers, juridiques et fiscaux. Rien n'empêche que plus tard vous retrouviez dans notre groupe un poste opérationnel. C'est même souhaité.

Nous sommes confiants à l'égard de votre candidature. Vous pouvez compter sur la discrétion. Rattaché au cabinet **CLEAS** sous référence 194 M.

**CLEAS**  
6, place de la République Dominicaine - 75017 PARIS. Tél : 267 35 11.

**GIRATEV GROUPE EX-O.R.T.F.**

Dans le cadre de l'AUDIONUM, Giratev, filiale du groupe EX-O.R.T.F. agit de manière autonome et dispose d'un matériel informatique IBM 3033, 3033R, 3033S, 3033T, 3033U, 3033V, 3033W, 3033X, 3033Y, 3033Z, 3033AA, 3033AB, 3033AC, 3033AD, 3033AE, 3033AF, 3033AG, 3033AH, 3033AI, 3033AJ, 3033AK, 3033AL, 3033AM, 3033AN, 3033AO, 3033AP, 3033AQ, 3033AR, 3033AS, 3033AT, 3033AU, 3033AV, 3033AW, 3033AX, 3033AY, 3033AZ, 3033BA, 3033BB, 3033BC, 3033BD, 3033BE, 3033BF, 3033BG, 3033BH, 3033BI, 3033BJ, 3033BK, 3033BL, 3033BM, 3033BN, 3033BO, 3033BP, 3033BQ, 3033BR, 3033BS, 3033BT, 3033BU, 3033BV, 3033BW, 3033BX, 3033BY, 3033BZ, 3033CA, 3033CB, 3033CC, 3033CD, 3033CE, 3033CF, 3033CG, 3033CH, 3033CI, 3033CJ, 3033CK, 3033CL, 3033CM, 3033CN, 3033CO, 3033CP, 3033CQ, 3033CR, 3033CS, 3033CT, 3033CU, 3033CV, 3033CW, 3033CX, 3033CY, 3033CZ, 3033DA, 3033DB, 3033DC, 3033DD, 3033DE, 3033DF, 3033DG, 3033DH, 3033DI, 3033DJ, 3033DK, 3033DL, 3033DM, 3033DN, 3033DO, 3033DP, 3033DQ, 3033DR, 3033DS, 3033DT, 3033DU, 3033DV, 3033DW, 3033DX, 3033DY, 3033DZ, 3033EA, 3033EB, 3033EC, 3033ED, 3033EE, 3033EF, 3033EG, 3033EH, 3033EI, 3033EJ, 3033EK, 3033EL, 3033EM, 3033EN, 3033EO, 3033EP, 3033EQ, 3033ER, 3033ES, 3033ET, 3033EU, 3033EV, 3033EW, 3033EX, 3033EY, 3033EZ, 3033FA, 3033FB, 3033FC, 3033FD, 3033FE, 3033FF, 3033FG, 3033FH, 3033FI, 3033FJ, 3033FK, 3033FL, 3033FM, 3033FN, 3033FO, 3033FP, 3033FQ, 3033FR, 3033FS, 3033FT, 3033FU, 3033FV, 3033FW, 3033FX, 3033FY, 3033FZ, 3033GA, 3033GB, 3033GC, 3033GD, 3033GE, 3033GF, 3033GG, 3033GH, 3033GI, 3033GJ, 3033GK, 3033GL, 3033GM, 3033GN, 3033GO, 3033GP, 3033GQ, 3033GR, 3033GS, 3033GT, 3033GU, 3033GV, 3033GW, 3033GX, 3033GY, 3033GZ, 3033HA, 3033HB, 3033HC, 3033HD, 3033HE, 3033HF, 3033HG, 3033HH, 3033HI, 3033HJ, 3033HK, 3033HL, 3033HM, 3033HN, 3033HO, 3033HP, 3033HQ, 3033HR, 3033HS, 3033HT, 3033HU, 3033HV, 3033HW, 3033HX, 3033HY, 3033HZ, 3033IA, 3033IB, 3033IC, 3033ID, 3033IE, 3033IF, 3033IG, 3033IH, 3033II, 3033IJ, 3033IK, 3033IL, 3033IM, 3033IN, 3033IO, 3033IP, 3033IQ, 3033IR, 3033IS, 3033IT, 3033IU, 3033IV, 3033IW, 3033IX, 3033IY, 3033IZ, 3033JA, 3033JB, 3033JC, 3033JD, 3033JE, 3033JF, 3033JG, 3033JH, 3033JI, 3033JJ, 3033JK, 3033JL, 3033JM, 3033JN, 3033JO, 3033JP, 3033JQ, 3033JR, 3033JS, 3033JT, 3033JU, 3033JV, 3033JW, 3033JX, 3033JY, 3033JZ, 3033KA, 3033KB, 3033KC, 3033KD, 3033KE, 3033KF, 3033KG, 3033KH, 3033KI, 3033KJ, 3033KK, 3033KL, 3033KM, 3033KN, 3033KO, 3033KP, 3033KQ, 3033KR, 3033KS, 3033KT, 3033KU, 3033KV, 3033KW, 3033KX, 3033KY, 3033KZ, 3033LA, 3033LB, 3033LC, 3033LD, 3033LE, 3033LF, 3033LG, 3033LH, 3033LI, 3033LJ, 3033LK, 3033LL, 3033LM, 3033LN, 3033LO, 3033LP, 3033LQ, 3033LR, 3033LS, 3033LT, 3033LU, 3033LV, 3033LW, 3033LX, 3033LY, 3033LZ, 3033MA, 3033MB, 3033MC, 3033MD, 3033ME, 3033MF, 3033MG, 3033MH, 3033MI, 3033MJ, 3033MK, 3033ML, 3033MN, 3033MO, 3033MP, 3033MQ, 3033MR, 3033MS, 3033MT, 3033MU, 3033MV, 3033MW, 3033MX, 3033MY, 3033MZ, 3033NA, 3033NB, 3033NC, 3033ND, 3033NE, 3033NF, 3033NG, 3033NH, 3033NI, 3033NJ, 3033NK, 3033NL, 3033NM, 3033NN, 3033NO, 3033NP, 3033NQ, 3033NR, 3033NS, 3033NT, 3033NU, 3033NV, 3033NW, 3033NX, 3033NY, 3033NZ, 3033OA, 3033OB, 3033OC, 3033OD, 3033OE, 3033OF, 3033OG, 3033OH, 3033OI, 3033OJ, 3033OK, 3033OL, 3033OM, 3033ON, 3033OO, 3033OP, 3033OQ, 3033OR, 3033OS, 3033OT, 3033OU, 3033OV, 3033OW, 3033OX, 3033OY, 3033OZ, 3033PA, 3033PB, 3033PC, 3033PD, 3033PE, 3033PF, 3033PG, 3033PH, 3033PI, 3033PJ, 3033PK, 3033PL, 3033PM, 3033PN, 3033PO, 3033PP, 3033PQ, 3033PR, 3033PS, 3033PT, 3033PU, 3033PV, 3033PW, 3033PX, 3033PY, 3033PZ, 3033QA, 3033QB, 3033QC, 3033QD, 3033QE, 3033QF, 3033QG, 3033QH, 3033QI, 3033QJ, 3033QK, 3033QL, 3033QM, 3033QN, 3033QO, 3033QP, 3033QQ, 3033QR, 3033QS, 3033QT, 3033QU, 3033QV, 3033QW, 3033QX, 3033QY, 3033QZ, 3033RA, 3033RB, 3033RC, 3033RD, 3033RE, 3033RF, 3033RG, 3033RH, 3033RI, 3033RJ, 3033RK, 3033RL, 3033RM, 3033RN, 3033RO, 3033RP, 3033RQ, 3033RR, 3033RS, 3033RT, 3033RU, 3033RV, 3033RW, 3033RX, 3033RY, 3033RZ, 3033SA, 3033SB, 3033SC, 3033SD, 3033SE, 3033SF, 3033SG, 3033SH, 3033SI, 3033SJ, 3033SK, 3033SL, 3033SM, 3033SN, 3033SO, 3033SP, 3033SQ, 3033SR, 3033SS, 3033ST, 3033SU, 3033SV, 3033SW, 3033SX, 3033SY, 3033SZ, 3033TA, 3033TB, 3033TC, 3033TD, 3033TE, 3033TF, 3033TG, 3033TH, 3033TI, 3033TJ, 3033TK, 3033TL, 3033TM, 3033TN, 3033TO, 3033TP, 3033TQ, 3033TR, 3033TS, 3033TT, 3033TU, 3033TV, 3033TW, 3033TX, 3033TY, 3033TZ, 3033UA, 3033UB, 3033UC, 3033UD, 3033UE, 3033UF, 3033UG, 3033UH, 3033UI, 3033UJ, 3033UK, 3033UL, 3033UM, 3033UN, 3033UO, 3033UP, 3033UQ, 3033UR, 3033US, 3033UT, 3033UU, 3033UV, 3033UW, 3033UX, 3033UY, 3033UZ, 3033VA, 3033VB, 3033VC, 3033VD, 3033VE, 3033VF, 3033VG, 3033VH, 3033VI, 3033VJ, 3033VK, 3033VL, 3033VM, 3033VN, 3033VO, 3033VP, 3033VQ, 3033VR, 3033VS, 3033VT, 3033VU, 3033VV, 3033VW, 3033VX, 3033VY, 3033VZ, 3033WA, 3033WB, 3033WC, 3033WD, 3033WE, 3033WF, 3033WG, 3033WH, 3033WI, 3033WJ, 3033WK, 3033WL, 3033WM, 3033WN, 3033WO, 3033WP, 3033WQ, 3033WR, 3033WS, 3033WT, 3033WU, 3033WV, 3033WW, 3033WX, 3033WY, 3033WZ, 3033XA, 3033XB, 3033XC, 3033XD, 3033XE, 3033XF, 3033XG, 3033XH, 3033XI, 3033XJ, 3033XK, 3033XL, 3033XM, 3033XN, 3033XO, 3033XP, 3033XQ, 3033XR, 3033XS, 3033XT, 3033XU, 3033XV, 3033XW, 3033XX, 3033XY, 3033XZ, 3033YA, 3033YB, 3033YC, 3033YD, 3033YE, 3033YF, 3033YG, 3033YH, 3033YI, 3033YJ, 3033YK, 3033YL, 3033YM, 3033YN, 3033YO, 3033YP, 3033YQ, 3033YR, 3033YS, 3033YT, 3033YU, 3033YV, 3033YW, 3033YX, 3033YY, 3033YZ, 3033ZA, 3033ZB, 3033ZC, 3033ZD, 3033ZE, 3033ZF, 3033ZG, 3033ZH, 3033ZI, 3033ZJ, 3033ZK, 3033ZL, 3033ZM, 3033ZN, 3033ZO, 3033ZP, 3033ZQ, 3033ZR, 3033ZS, 3033ZT, 3033ZU, 3033ZV, 3033ZW, 3033ZX, 3033ZY, 3033ZZ

**INGENIEURS INFORMATIENS**

Professionnels expérimentés ou ingénieurs diplômés de l'École Supérieure des Sciences et des Techniques de l'Informatique, ils auront à :

- concevoir et développer des programmes informatiques et en assurer la maintenance
- commander des équipes de techniciens (fonctionnaires et salariés)
- sélectionner des sociétés externes et de notre du service public

Plan de formation, complémentarité personnelle assurée. Salaire de 150 à 180 000 F selon expérience. Avantages sociaux : 13ème mois, retraite, etc.

Adresser CV manuscrit, photo, présentations à EUROPE INFORMATIQUE SELECTION 8 rue de Séne 75009 Paris.

Europe Informatique Selection

**Vous avez une solide formation à l'informatique vous débutez dans la vie professionnelle**

Filiale informatique d'un important groupe français dont nous développons les systèmes de gestion en temps réel, nous vous proposons de devenir

**ingénieur informaticien**

**MIAGE, école avec option ou spécialisée en informatique**

Après un département études, après adaptation à nos techniques de systèmes : MVS, IMS, DL1, matériels de grande puissance, vous serez associé(e) à la réalisation d'un projet, avec évolution rapide vers des responsabilités d'encadrement. Nous vous remercions d'adresser votre dossier (lettre, C.V., photo) à :

**GIE - Direction du Personnel - Tour Franklin 92001 Paris La Défense, Cedex 11.**

**SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE DRANCY**

recherche

**PROGRAMMEUR**

- expérience COBOL - ANS
- connaissant 64-DPS si possible
- IOF - TDS expériences 2 ans minimum

Ressortant d'entreprise - familiale - avantages sociaux.

Tél. pour R.V. : 838.11.12

**THOMSON-CSF**

Centre de production doté de puissants moyens informatiques IBM 3033 AP et compatibles MVS, TSO, VSPC, CICS, réseau de 500 terminaux.

**RECHERCHE**

**UN INGENIEUR SYSTEME M 421**

- Formation MAITRISE ou grande école, option informatique.
- Il sera amené à participer dans le cadre d'une équipe système, à la mise en place, au suivi et aux évolutions du moniteur TP CICS-DL1.
- Connaissances souhaitées de DL1 et CICS.
- 2 années d'expérience seraient appréciées.
- Lieu de travail : COURBEVOIE.

**UN INGENIEUR APL M 422**

- La formation MIAGE, Sciences Économiques ou équivalent.
- Tourné vers l'infocentre, il sera intégré à une équipe d'assistance technique aux utilisateurs.
- Connaissances de l'APL indispensables.
- Une première expérience de deux ans dans ce domaine serait un atout souhaitable.
- Lieu de travail : COURBEVOIE.

**UN INGENIEUR INFORMATICIEN M 423**

- Justifiant de trois à cinq ans d'expérience sur gros système dont un an au moins sur IBM.
- Il aura pour mission l'assistance technique aux utilisateurs de TSO. Orientation scientifique (Fortran-TSO-JCL) en vue d'optimiser les moyens en place.
- Le candidat recherché aille le sens du contact à une technicité de haut niveau.
- Lieu de travail : COURBEVOIE.

Nous vous remercions d'adresser CV + photo + présentations en précisant la référence correspondante à **JEAN LE MENN - Département Recrutement - GROUPE FIPINLAC 30, rue du Château 92210 Neuilly-sur-Seine.**

**FIPINLAC**

**Homme de publicité musique classique**

Une société de disques, filiale d'un groupe international, recherche pour développer l'action publicitaire promotionnelle du département « répertoire classique » un publicitaire.

Il assure à ce titre :

- la gestion du budget;
- la conception et le suivi des campagnes qu'il va réaliser pour chaque produit;
- la réalisation des dossiers de communication.

Il définit également les supports et les cibles visées.

Ce poste s'adresse à un candidat (H/F) âgé d'au moins 27 ans, de formation supérieure.

Une expérience de 3 à 5 ans en agence ou dans un service de publicité intégré, portant sur des produits culturels ou de luxe, lui a permis de faire preuve d'initiative, de créativité et d'indépendance. La connaissance de l'anglais est un atout complémentaire de réussite.

Sylvie CATHELAIN vous invite à lui adresser votre candidature (en précisant votre niveau actuel de rémunération) qu'elle traite confidentiellement sous la référence 5043.

**argos**  
Département Conseil en Recrutement  
135, avenue de Wagram - 75017 PARIS  
Tél. : (1) 227.96.49

**BANQUE D'AFFAIRES PRIVÉE**  
Quartier Champs-Élysées  
recherche pour sa

**DIRECTION INTERNATIONALE**

**ANALYSTE-CRÉDIT**

Ce poste requiert :

- Une bonne expérience de service crédit acquise auprès d'une ou plusieurs banques à fortes activités internationales.
- Une bonne connaissance de l'anglais et de l'allemand.
- Une excellente maîtrise des principes et usages comptables anglo-saxons et allemands.

Ce poste de haut niveau comporte, à terme, des possibilités d'évolution de carrière.

Envoyer lettre manuscrite, avec C.V., photo et prétentions sous réf. 8311 à PLAIN-CHAMPS, 5, rue du Helder, 75009 PARIS, qui transmettra.

**CMG ORSAY**

**INFORMATIQUE INDUSTRIELLE ET DE GESTION**

Depuis 1975, nous connaissons une progression constante et très forte. 20 millions de CA en 1981... 40 millions en 1982. Ce développement, réussi et maîtrisé, nous le devons à nos ressources humaines : 70 ingénieurs et cadres... Nous faisons appel aujourd'hui à de nouveaux collaborateurs dont les compétences et le dynamisme nous permettront d'évoluer vers une position de leader dans nos activités.

**INFORMATIQUE DE GESTION**

**Ingénieur analyste**

De formation supérieure : Universitaire (MIAGE, SCIENCES ECO...), ou Ecole d'Ingénieurs, avec si possible une expérience de la conduite de projets sur mini-ordinateurs. Il aura rapidement en charge l'animation d'une petite équipe pour la mise en œuvre d'applications variées de gestion et le développement de progiciels (gestion de production, planning d'atelier, horaires variables, suivi de projets...)

**Analyste-programmeur**

Pour la mise en œuvre de projets de projet et participer à l'analyse organisationnelle, à la programmation et à la mise en place du logiciel.

**MICRO-INFORMATIQUE**

**Ingénieur commercial**

Chargé de prospecter, suivre et développer une clientèle dans le domaine des micro-ordinateurs.

**Ingénieur logiciel micro**

De formation Grande Ecole ou équivalent, il aura si possible une expérience sur HP, DEC, SEMS... ou équivalent. Il sera amené à travailler avec indépendance et responsabilité sur des projets industriels ou télécommunications.

**Ingénieur logiciel mini**

De formation Grande Ecole ou équivalent, il aura si possible une expérience sur HP, DEC, SEMS... ou équivalent. Il sera amené à travailler avec indépendance et responsabilité sur des projets industriels ou télécommunications.

**Ingénieur électronique**

De formation Grande Ecole ou équivalent, il aura une expérience en électronique rapide : acquisition analogique, microprocesseur, éventuellement systèmes d'exploitation Temps Réel. Il concevra des systèmes électroniques rapides et des calculateurs, créera et animera une équipe. Dynamique, indépendant, il aura un sens prononcé.

Merci d'adresser C.V., lettre manuscrite, en précisant la référence du poste choisi à **Pierre de BANTEL - CMG Z.A. de Courtabœuf - B.P. 38 - Avenue du Paraná - 91942 LES ULIS Cedex.**

**GRANDE BANQUE A VOCATION INTERNATIONALE**  
recherche un CADRE (Classe VI ou VII) pour devenir son

**Chef du service titres**

Les candidats, âgés d'au moins 40 ans, devront avoir une expérience professionnelle de 10 ans minimum dans un service Titres de Banque, et des connaissances approfondies en matière de titres étrangers et d'émissions.

Une bonne maîtrise de l'Anglais lu, écrit et parlé est vivement souhaitée.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V. et photo) sous référence 2908 à :

**Organisation et Publicité**  
2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra.



OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

## INGENIEUR RESPONSABLE DES ETUDES INFORMATIQUES

Une importante société du secteur tertiaire (proche banlieue Ouest de Paris) cherche pour son département informatique (60 personnes)

### son responsable des études

L'informatique de cette société fait appel à des techniques avancées : bases de données, télétraitement.

Cet ingénieur aura pour mission de diriger, animer et renforcer l'équipe de chefs de projets.

De formation grande école, il a une dizaine d'années d'expérience de projets informatiques dans un environnement IBM grands systèmes et la pratique de l'encadrement d'équipes de réalisation.

Adresser CV + prétentions sous référence 10088

Emplois & Entreprises



## ETUDES ET RECHERCHES EN MARKETING

Notre Société, filiale d'un important groupe chimique et pharmaceutique international, propose au sein de sa Division Pharmaceutique le poste de

## responsable du service études de marché

à un  
DIPLOMÉ GRANDE ÉCOLE  
(HEC, Centrale...)  
OU UNIVERSITÉ

(Docteur de Gestion, Médecin ou Pharmacien avec Diplôme de 3<sup>e</sup> Cycle en Gestion)

Ayant une première expérience similaire (2-3 ans) de préférence dans un secteur comportant des produits de prescription (pharmaceutiques ou autres). Formation en informatique et statistique souhaitée.

Anglais courant indispensable. Fortes perspectives d'évolution dans le groupe en FRANCE ou à l'étranger. Lieu de travail : ORSAY.

Envoyer : LABORATOIRES PFIZER  
Service du Personnel - 86, rue de Paris - 91401 ORSAY CEDEX.  
(Joindre C.V., photo et prétentions).



## ORGANISATION-INFORMATIQUE

Notre Société, filiale des premiers groupes pharmaceutiques internationaux, recherche un

## responsable organisation et études

pour sa Division Pharmaceutique

Le candidat retenu sera  
DIPLOMÉ D'UNE GRANDE ÉCOLE  
(Centrale, HEC, X)

et aura une première expérience (2-3 ans) en organisation et en informatique.

Directement au Directeur de la Division Pharmaceutique, il sera chargé de l'ensemble des missions d'organisation pour les départements de la Division. Il travaillera en étroite collaboration avec la Direction du Département Informatique de notre Groupe, notamment pour la mise au point du cahier des charges et la mise en route de chaque application.

Un personnel associé diplômé et expérimenté aura les mêmes possibilités d'évolution dans le Groupe en FRANCE et à l'étranger. Anglais courant indispensable. Lieu de travail : ORSAY.

Envoyer : LABORATOIRES PFIZER  
Service du Personnel - 86, rue de Paris - 91401 ORSAY CEDEX.  
(Joindre C.V., photo et prétentions).

## CONSTRUCTEUR INFORMATIQUE recherche

## Ingénieurs d'Affaires

A ce poste de responsabilité technique et budgétaire, il aura la double mission :

- d'analyser les besoins des clients et de concevoir des solutions techniques adaptées et d'en évaluer le coût.
- conduire la mise en œuvre de ces solutions en coordonnant les actions internes et externes à notre Société, jusqu'au démarrage réussi du système.

Si vous avez une bonne formation de base enrichie par plusieurs années d'expérience en informatique (de préférence SNA - IBM - TRANSPAC, ou en systèmes de gestion transactionnelle), ainsi que la volonté de faire aboutir des projets importants, nous vous offrons une carrière d'action et de décision, avec une offre de travail intéressante.

Le lieu de travail est situé en banlieue sud de Paris, facile d'accès. Si notre proposition vous intéresse, adressez votre candidature manuscrite accompagnée de votre C.V. + prétentions sous référence 10088 M à : ALINEA 49, avenue Trudaine 75009 PARIS, qui transmettra.

Le groupe Lyonnaise des Eaux spécialisé dans la distribution d'eau potable et les services (C.A. 12 Milliards 45000 personnes) renforce ses équipes d'ingénieurs pour faire face à son développement tant en France qu'à l'étranger et recherche :

## Jeunes ingénieurs grandes écoles

Ces ingénieurs débutants (première expérience appréciée) se verront confier après formation des responsabilités en France ou à l'étranger qui leur permettront d'aborder ou partie des activités suivantes :

- étude / ou réalisation de / ou extension de réseaux et / ou d'installations de traitement
- définition de programmes de traitement de l'eau potable ou des eaux usées
- surveillance et entretien des usines de production ou de traitement et des réseaux.

## Ingénieur confirmé eau potable

L'ingénieur diplômé d'une grande école possèdera une pratique d'environ 5 années dans un service de distribution d'eau potable. Il aura acquis une expérience en matière d'études et de / ou de la gestion de la responsabilité complète de la gestion de l'exécution dans le domaine de l'alimentation (besoins, pompage, traitement, adduction, distribution) tant en France qu'à l'étranger.

Les études dont il aura la responsabilité les plans généraux, plans d'implantation d'alimentation en eau d'une ville d'une région, avant projets et dossiers de consultation des entreprises, surveillance des travaux.

## Ingénieur confirmé assainissement

Cet ingénieur diplômé d'une grande école possèdera une pratique d'au moins 5 années dans le domaine de l'assainissement au cours desquels il aura acquis une solide expérience de la définition des filières de traitement et de la gestion des usines et des réseaux.

Il pourra se voir confier des responsabilités et des missions tant en France qu'à l'étranger.

Outre les capacités techniques évidentes nous apprécierons chez les candidats les qualités humaines indispensables pour assurer les meilleures relations tant avec les équipes de travail qu'avec les clients. Les candidats locaux, les Administrations ou les abonnés avec lesquels ils seront en contact. Une bonne maîtrise de l'Anglais et / ou de l'Espagnol sera recherchée pour la plupart des postes à pourvoir. La rémunération proposée aux débutants sera de l'ordre de 120.000 F. par an; pour les autres candidats elle sera appréciée en fonction de l'ancienneté de l'expérience.

Envoyer avec C.V. et prétentions à S.L.E.E. - Division du Personnel et des Ressources Humaines - 45, rue Cortambert 93700 PARIS CEDEX 16.

groupe lyonnaise des eaux



## Schweppes France recherche un Chef de service MF Achats et planning production

capable de mettre en place une gestion informatisée de la production

A partir des prévisions du Marketing, il gère les plans de production, en optimisant le rapport des stocks/coûts de production. Il est en contact avec les services de la production, qui dépendent, comme lui, du service de Production.

Il est responsable des achats des matières premières et packaging (100 MF). Il négocie les meilleures conditions de prix dans le respect des spécifications de qualité définies par le Groupe.

Le poste évoluera, dans une société à taille humaine (250 MF), pour un(e) diplômé(e) d'une école supérieure de gestion, maîtrise, ingénieur... ayant un minimum 3-4 ans de pratique industrielle.

Anglais nécessaire - Lieu de travail : LYON (avec déplacements).

Merci d'adresser votre candidature manuscrite, C.V., photo et salaire actuel sous référence APS/11 M à Raymond Poulain Consultants.



Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

## WABCO

Freinage de Véhicules S.A.

Spécialiste dans le domaine du freinage véhicules industriels leader sur le marché international. Notre niveau de développement nous conduit à rechercher pour notre département

## Chef de projet réf. 113 C

Assurer la mise en œuvre de projets depuis leur conception jusqu'à leur installation. Animer aux plans technique et humain l'équipe dont on a la responsabilité, ainsi que les relations nécessaires avec les utilisateurs.

C'est la mission qui vous est proposée.

Vous êtes diplômé de l'enseignement supérieur et bénéficiez d'une expérience de 3 à 5 ans en tant que chef de projet en secteur industriel. Vous maîtrisez parfaitement les techniques d'évaluation et de planification correspondantes. Une expérience d'installation de modules COPICS sera fortement appréciée.

## Responsable de la production informatique réf. 113 D

Assurer la complète responsabilité de la production informatique dans un environnement téléprocédant en expansion, participer à l'évolution des matériels, contrôler l'ensemble de l'exploitation, s'assurer de la fiabilité de l'outil et des aspects sécurité et continuité du service, animer la fonction système intégrée à l'équipe.

C'est la mission qui vous est proposée.

Vous êtes diplômé de l'enseignement supérieur et bénéficiez d'une réelle expérience en milieu industriel (IBM 370/138 puis 4340 sous DOS/VSE, CICS, DL1).

## OC conseil

Ces 2 postes sont à pourvoir à Claye-Souilly (77). Merci d'envoyer CV complet, lettre manuscrite sous référence choisie à OC Conseil 91 rue du Faubourg Saint Honoré 75008 Paris, à qui nous avons confié cette recherche.

## Chefs de projets

Définir et coordonner  
l'étude et la réalisation  
de simulateurs

## Ingénieurs grandes écoles

3 à 7 ans d'industrie

## Electronique - Informatique - Génie énergétique

Vous serez responsable de la conduite d'un projet :

- Coordination des réalisations, suivi du budget, relations techniques avec le client.
- Vous serez également chargé d'animer une équipe de préparation de propositions techniques de définitions de matériels adaptés aux besoins opérationnels des clients.

Pour en savoir plus, immédiatement, vous pouvez écrire à Alain BEJARRY en indiquant la ref. IC 82/14 M THOMSON-CSF - DIVISION SIMULATEURS - Etablissement CERGY - 26, chaussée Jules-César - B.P. 226 CERGY-PONTOISE CEDEX.

THOMSON-CSF  
DIVISION SIMULATEURS

502/1 من الأول



	1 ligne	1 ligne 1/2
OFFRES D'EMPLOI	71,00	83,50
DEMANDES D'EMPLOI	21,00	24,70
IMMOBILIER	48,00	56,45
AUTOMOBILES	48,00	56,45
AGENDA	48,00	56,45
PROP. CAPITALUX	140,00	164,64

## ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADEES	1 ligne	1 ligne 1/2
OFFRES D'EMPLOI	40,00	47,04
DEMANDES D'EMPLOI	12,00	14,10
IMMOBILIER	31,00	36,45
AUTOMOBILES	31,00	36,45
AGENDA	31,00	36,45

\*Dégressifs selon surface ou nombre de perceptions

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

### ALSTHOM ATLANTIQUE

représente 42000 personnes en France dans 41 établissements, a réalisé en 1981 un chiffre d'affaires de 16 Milliards de Francs. Le plus grand constructeur sur le marché français - 1er exportateur français de transformateurs de puissance, réducteurs de puissance, transformateurs de distribution, en tête de la production française de condensateurs de puissance

### TRANSFORMATEURS CONDENSATEURS

recherche pour son ETABLISSEMENT DE SAINT-OUEN (Métro)

#### INGENIEURS D'ETUDES

MISSION : Etudier, préparer, réaliser les calculs techniques et économiques du matériel à concevoir et à fabriquer par le Département.

PROFIL : Grandes Ecoles  
Connaissance en électrotechnique  
Débutants acceptés.

#### INGENIEUR D'AFFAIRES EXPORT

MISSION : Poste comportant des activités de prospection, étude, appel d'offres, rédaction de propositions techniques et commerciales, négociation des contrats.

PROFIL : Diplôme d'Ingénieur  
Formation électrotechnique ou électromécanique  
Anglais indispensable, 2<sup>e</sup> langue souhaitée  
Goût du contact - rigueur de pensée - diplomatie - faculté d'adaptation à des situations très diverses. Débutant accepté.

#### TECHNICIEN DE MAINTENANCE

MISSION : Maintenance de machine et d'équipement automatisés, connaît le fonctionnement, recherche les pannes et y remédie, gère un stock de pièces, assure, vérifie et remet en état le matériel.

PROFIL : Bac F2 minimum + pratique en maintenance ou IUT électronique.

#### AGENT TECHNIQUE COMMERCIAL

MISSION : Sous l'autorité d'un Ingénieur, étudier les appels d'offre, préparer et rédiger les propositions, assurer le suivi des commandes.

PROFIL : Bac F3 minimum - BTS électrotechnique ou équivalent  
Rigueur technique  
Souplesse commerciale pour intégration à une équipe jeune.  
Débutant(e) accepté(e).

Lettre de candidature accompagnée d'un C.V., à adresser à ALSTHOM ATLANTIQUE Savoisienne - Personnel - B.P. 169 - 25, rue des Bateliers 93404 SAINT-OUEN.

TRANSAC

Alcatel

### DE LA DEMONSTRATION A LA FORMATION ET A L'ASSISTANCE ...

#### RESPONSABLE D'UNE EQUIPE D'ASSISTANTES BUREAUTIQUE

Vous êtes, dans ce domaine, un véritable professionnel. Jeune mais confirmé(e), vous avez une expérience réussie dans la fonction, un tempérament commercial, du leadership, un sens de l'organisation d'une équipe.

En un mot, DE LA PRESENCE !

En intégrant notre entreprise, vous allez trouver un terrain propice à la réussite : une société qui conçoit, réalise et commercialise ses produits, où le dynamisme n'est pas un vain mot, mais sur la qualité des 1 200 Ingénieurs et Techniciens (moyenne d'âge 32 ans), qui font

NOTRE FORCE ET NOTRE VITALITE.

Pour le poste que nous vous proposons, l'anglais est indispensable. Basé(e) à MARSY (20<sup>e</sup> arrondissement, à 5' du RER), vous serez amené(e) à de courts déplacements en région parisienne, sur l'hexagone, voire à l'étranger. Un véhicule personnel est nécessaire pour garantir votre autonomie.

Catherine BOMMER étudiera avec intérêt et discrétion votre candidature. Ecrivez-lui rapidement (lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et prétentions) sous réf. 1810 M à TRANSAC ALCATEL - Direction des Relations du Travail - 1 / 7, rue Ampère 93404 MARSY.

Lesieur

jeunes diplômés,  
démarrerez par l'informatique  
de gestion !

VOUS ETES TITULAIRES D'UN DIPLOME  
DE GRANDE ECOLE  
SCIENTIFIQUE OU COMMERCIALE

Nous vous proposons une formation aux techniques et à l'organisation des systèmes d'information, vous serez

de vous intégrer aux équipes existantes pour développer de nouvelles applications et gérer des systèmes opérationnels.

L'expansion de notre équipe, l'intérêt des projets confiés, et la qualité des relations vous assurent un travail enrichissant et une carrière évolutive.

Adresser lettre manuscrite, CV et photo à Lesieur - Recrutement  
Cubres - 122, quai du Cul-Lachère - 92013 Boulogne.

### La chanson française sur les ondes

Lancer de nouveaux artistes sur les radios périphériques est l'objectif numéro un de notre entreprise.

#### L'homme radio

que nous recherchons.

Il participe à l'élaboration de la stratégie « variétés » et, par sa rapidité de réaction, à ses relations :

- efficacité : promotion des nouveautés ;

- confort : l'image de la société phonographique.

Homme de métier, âgé d'au moins 30 ans, vous avez une première expérience réussie de la promotion des relations publiques auprès des radios. Votre formation supérieure, vos facultés d'imagination et d'adaptation vous permettent d'évoluer dans des responsabilités plus chargées au sein d'une Société dont le répertoire est varié et en plein développement.

Gilbert RAYNAUD vous remercie de lui adresser votre candidature (préciser votre niveau actuel de rémunération) qu'il traite confidentiellement sous la référence 5042.



argos

Département Conseil en Recrutement  
135, avenue de Wagram - 75017 PARIS  
Tél. : (1) 227.96.49

COMPAGNIE FINANCIERE DE

SUEZ

#### JEUNE CADRE

HEC, ESSEC ou MBA, INSEAD pour collaborer avec le responsable des systèmes d'information de direction, chargé de la gestion de tableaux de bord sur les sociétés filiales et de missions de conseil dans le groupe.

Ce poste conviendrait à un cadre débutant de fort potentiel et de grande rigueur, prêt à saisir une opportunité exceptionnelle.

Des connaissances en informatique de gestion seraient appréciées.

Merci d'envoyer votre candidature par lettre manuscrite + C.V. à la direction du personnel de la Compagnie Financière de Suez, 1, rue d'Astorg, 75008 Paris.

GRANDE INSTITUTION FINANCIERE FRANÇAISE, C.A. 10 milliards de francs, implantée sur l'ensemble du territoire, plusieurs milliers de bureaux,

recherche :

#### CHARGÉ(E) D'ETUDES JURIDIQUES

sa direction juridique à Paris-P.

Formation : minimum licence en droit privé. Expérience professionnelle : 2/4 ans dans un cabinet d'avocats, de notaire ou une direction juridique (de banque, d'assurance, d'entreprise...). Expert analytique pour des recherches documentaires, commentaires d'arrêt, rédaction d'articles pour les revues et publications de la direction juridique ainsi que la préparation de recommandations écrites pour les directeurs du groupe. Rémunération 120.000 F/an.

Envoyer C.V. et lettre de candidature sous réf. T 036.335 M à REGIE-PRESSE, 85 rue Réaumur, 75002 PARIS.

DEPARTEMENT GRAND EXPORT IMPORTANTE SOCIETE PETROCHIMIE ET MATIERES PLASTIQUES recherche :

#### INGENIEUR COMMERCIAL

DIPLOME GRANDE ECOLE DE COMMERCE

Il aura dans ses missions à l'étranger (hors Europe) à prospecter et négocier ses contrats de façon autonome au niveau du siège, il aura à gérer le suivi de ses clients.

une expérience professionnelle de 5 ans dans le secteur de l'industrie serait très appréciée.

Ce poste exige une grande disponibilité, de l'affirmation de soi, une sensibilité sociale et un sens commercial très opérationnel.

Langue indispensable : Anglais (une langue supplémentaire serait appréciée).

Envoyer lettre manuscrite, C.V. et photo à Madame DENQUIN

41, boulevard Capucines 75002 PARIS.

ALSTHOM ATLANTIQUE

Le Groupe Alsthom Atlantique représente 42000 personnes en France dans 43 établissements, a réalisé en 1981, un CA de 16 milliards de Francs.

Premier constructeur européen de turbo machines, nous proposons d'intéressantes possibilités de début de carrière à

#### JEUNES INGENIEURS

Mines, Centrale, IDN, A et M.

Les postes sont à pourvoir en Région Parisienne dans les Services Techniques d'un de nos établissements qui conçoit, fabrique et commercialise dans le Monde entier des turbines à vapeur, des pompes et des compresseurs.

D'intéressantes possibilités de développement de carrière sont ouvertes dans le Groupe.

Merci d'adresser votre candidature sous réf. 7205-M à MAMRECHES 3 rue d'Hauteville, 75010 Paris qui transmettra.

SOCIETE INDUSTRIELLE DE BANQUE

première banque privée française

recherche, dans le cadre du développement (+25% par an) un

#### Organisateur informatique

Vous avez une formation scientifique supérieure et une expérience de 3 ans environ, la préférence dans le milieu bancaire.

Nous souhaitons confier la conduite de nos projets informatiques à des chantiers d'organisation.

La diversité des missions que vous allez accomplir vous permettra d'évoluer vers de larges responsabilités dans notre groupe.

Veuillez adresser votre dossier de candidature sous réf. OI à la SOCIETE INDUSTRIELLE DE BANQUE, Relations Humaines, 79 rue de Monceau, 75008 Paris.



REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

## Jeunes Ingénieurs

ECP - MINES - ENSTA - SUPELEC - SUP AERO - ENSAM

Nous pouvons proposer à quelques jeunes ingénieurs intéressés par les domaines suivants :

- thermohydraulique,
- calcul de structures,
- mécanique de la rupture,
- contrôle commande,
- conception de structures,
- conception de composants,
- conception de circuits,
- conception de mécanismes,

de les intégrer à nos équipes d'étude pour participer à des travaux de recherche et développement et à leurs applications industrielles.

La compétence scientifique de la société, reconnue sur le plan international, lui permet d'offrir de larges possibilités de formation.

Les possibilités d'évolution professionnelle sont nombreuses : elles peuvent se situer géographiquement à Paris, en province ou à l'étranger.

Lieu de travail : Paris proche banlieue Sud-Ouest.

Pour un premier contact, adresser CV et photo, sous réf. 5066, à Média-System, 104 rue Réaumur 75002 Paris, qui transmettra.

## SOCIÉTÉ D'EXPERTISE COMPTABLE

recrute pour PARIS et PROVINCE

## COMMISSAIRES AUX COMPTES

## REVISEURS CONFIRMES

## ASSISTANTS avec DECS

pour exécution missions censurales.

avec CV sous No 49527 à Publi-Net 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01 q.r.

## Chef des ventes

### Pétrole

La filiale d'un important Groupe spécialisée dans la distribution de produits pétroliers recherche un CADRE COMMERCIAL. Rattaché à la Direction Générale, il met en œuvre la politique commerciale, de la détermination des objectifs à l'administration des ventes. Il anime l'équipe de ventes et négocie avec les clients importants. Il a environ 12 ans, impérativement un diplôme d'Etudes Supérieures (HEC, ESSEC, ESCP), une expérience de vente et d'animation d'équipes, comportant la maîtrise des problèmes de gestion administrative et financière. Il a acquis son expérience dans le secteur pétrolier ou dans une société de services. La rémunération est attractive. A terme et selon sa réussite, des possibilités d'évolution de carrière sont envisagées.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence 2824 à :

Organisation Publique

2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra.

Importante filiale d'un grand groupe industriel français, nous avons pour objectif le développement de la fonction personnel dans notre entreprise. Nous avons mis en place une nouvelle organisation, les hommes et les moyens qui vont nous permettre de progresser dans la qualité de la gestion de nos ressources humaines. Nous souhaitons intégrer à notre équipe un

## Responsable emploi gestion des carrières

155 000+

ayant une formation supérieure en sciences humaines, économique ou technique, une expérience professionnelle de quatre ans acquise en milieu industriel. Il assurera : le recrutement, le suivi des carrières, les salaires, la gestion de la mobilité, la formation professionnelle.

Notre appartenance à l'un des premiers groupes industriels français ouvre de réelles possibilités de carrière, à terme, à un candidat de valeur.

Jacqueline, responsable de la fonction, réf. 56474, 55 avenue Bugeaud, 75116 Paris.

**Bernard Julhiet**  
**Psycrom**

Tél. 562.90.90

Membre de Syntec

## SAT

recherche

## un technicien de laboratoire

Niveau BTS Electromécanique ou similaire

pour étude et réalisation de prototypes

Le candidat devra justifier d'au moins 2 ans d'expérience. Les connaissances en électrochimie seront appréciées.

Avantages sociaux : horaires souples - restaurant d'entreprise.

Envoyer CV, photo, prétentions à SAT Service Emploi Formation 125, avenue de la République 93100 ROBINVILLE

## Informaticiens

## Ingénieurs universitaires

EXPERIMENTES OU DEBUTANTS

Venez rejoindre nos équipes

## ANSWARE

THOMSON-CSF INFORMATIQUE

VOUS PROPOSE

de participer à des développements de projets industriels de pointe en temps réel sur mini ou micro.

Evolution assurée dans le cadre de notre expansion.

Adresser C.V. détaillé, prétentions et détail de disponibilité sous réf. U1/13 à ANSWARE, 135 rue de la Pompe - 75116 Paris.

## SOCIÉTÉ DE TÉLÉCOMMUNICATION PROFESSIONNELLE, OUEST-PARIS

INGÉNIEUR DE PRODUCTION ÉLECTRONIQUE

35 ans minimum.

Postes A et M, ICAM, ENI, ENL, similaires.

- Cet ingénieur, responsable d'usine, assurera la direction des services de fabrication et de contrôle (40 p.).

- Il tiendra le planning en collaboration avec le bureau d'études, et organisera le sous-traitement le cas échéant.

- Notions d'administration de gestion souhaitées.

- Expérience 5 ans minimum.

- Avantages sociaux.

Envoyer C.V. + photo + prétentions s/r T. 036.333 M à : REGIE-PRESSE - 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

## IMPORTANTE REVUE D'ÉLECTRONIQUE

ÉLECTRONICIENS

(Ingénieur, DUT, Licence)

Débutants ou confirmés pour animer la rubrique des rubriques techniques et d'applications (composants, micro-informatique, etc.).

Ces postes, largement rémunérés, requièrent le goût des contacts, de l'imagination et le sens des responsabilités.

Des déplacements en France et à l'étranger sont à prévoir.

Lieu de travail : PARIS CENTRE.

Avantages sociaux.

Adresser C.V., photo + prétentions à REGIE-PRESSE

sous T 035.939 M.

85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

## Produits détergents

## INGENIEUR CHIMISTE

Responsable recherche et développement

Cette Société, d'un puissant groupe chimique, fabrique et commercialise une gamme très complète de détergents destinés principalement au marché des collectivités. Dans ce domaine, elle occupe la première place.

Son expansion exceptionnelle la conduit à créer un poste d'Ingénieur Chimiste, Responsable du département Recherche et Développement «Détergents», sa mission est complète : il participe à la définition des nouveaux produits en liaison avec le Marketing ; il définit les programmes de recherche et en assure la réalisation ; il gère de façon autonome ses budgets, ses investissements et ses effectifs (une équipe d'ingénieurs et Techniciens spécialisés). Il est en relation fonctionnelle constante avec les services commerciaux, les clients et la production.

Pour ce poste évolutif, nous souhaitons rencontrer un Ingénieur Chimiste, impérativement spécialiste détergents. Diplômé ou autodidacte, il possède une expérience professionnelle significative dans ce domaine, acquise en préférence dans un Service Recherche et Développement.

Le poste est basé dans la banlieue Est de Paris.

Les conditions offertes, les perspectives de carrière concrètes et rapides, et l'intérêt technique de ce poste sont des atouts de grande valeur.

Pour informations complémentaires, réf. M. E. 1

EGOR INDUSTRIE

63 rue de Ponthieu 75008 Paris.

PARIS LYON TOULOUSE MILANO PERUBA LONDON NEW

Organisme IUT recherche

## Ingénieur électronicien

Sa mission :

• Analyse de systèmes et dispositifs à technologie avancée.

• Responsabilité du bon déroulement d'un programme de développement tri-lateral (français-anglais-allemand).

Son profil :

• 30 ans environ.

• Diplôme supérieur d'électronique.

• Bonne approche micro-mécanique ou de la mécanique.

• Expérience si possible de la fabrication de matériel électronique ou électromécanique.

• Connaissance de l'anglais et/ou l'allemand souhaitée.

• Domicile Paris ou région proche.

Nous vous remercions d'adresser un dossier complet, sous réf. 777 A, à :

**nicole maur**  
conseil

5 rue Saint-Pantaléon

31000 Toulouse

ou d'une totale discrétion.

Les entretiens ont lieu à Paris.

## Le ministère de l'Intérieur et de la décentralisation

recrute

## 20 PSYCHOLOGUES

pour la formation des personnels de la Police

Ces postes sont ouverts aux candidats suivants :

BORDEAUX - CHATEL-GUYON - DIJON - FOS -

LILLE - LYON - MARSEILLE - METZ -

PARIS - REIMS - RENNES - SENS - TOULOUSE -

TOURS - VANNES - VERSAILLES.

Conditions souhaitées :

- D.E.S.S.

- Expérience professionnelle dans

domaine pédagogie adultes.

Envoyer C.V. avant le 11 novembre 1982 à :

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR ET DE LA DÉCENTRALISATION, DIRECTION DE LA FORMATION DES PERSONNELS DE POLICE,

208, rue du Faubourg-Saint-Honoré, 75001 Paris.

## U.G.A.P.

pour Paris

## UN AGENT

- Niveau enseignement supérieur ;

- Spécialisé dans la gestion des approvisionnements et

des stocks ;

- Expérience professionnelle souhaitée ;

- Possibilité de déplacements de courte durée en France.

Adresser curriculum vitae + photo à U.G.A.P.,

209, rue de Bercy, 75585 Paris Cedex 12.

## Jeune cadre recrutement formation

Vous souhaitez travailler dans un contexte stimulant :

• entreprise d'ingénierie spécialisée dans les techniques de pointe,

• 800 personnes dont 50 % ingénieurs,

• filiale d'une puissante société industrielle pratiquant une politique sociale dynamique.

La mission que nous vous proposons :

Le recrutement d'ingénieurs et de techniciens dans les domaines suivants :

• la définition du besoin en liaison avec la hiérarchie,

• la rédaction des annonces et le choix des supports,

• les opérations de recrutement (entretiens, participation au choix avec la direction intéressée, élaboration des contrats),

• le suivi de l'intégration dans la société, les contacts avec les écoles et la gestion des emplois ingénieurs font partie de la mission.

La formation :

• être l'interlocuteur de la hiérarchie pour le recrutement en formation,

• veiller à la cohérence des actions par rapport aux objectifs professionnels,

• assurer de la qualité des stages.

Ces 2 aspects dominants seront complétés par la participation aux autres activités d'affaires sociales.

L'homme que nous recherchons a une formation supérieure (psychologie ou IEP par exemple) et une expérience professionnelle d'environ 2 ans en recrutement.

Le poste est évolutif au sein d'une équipe offrant de nombreuses possibilités.

Lieu de travail : Paris proche banlieue Sud-Ouest.

Adresser CV et photo, sous réf. 5155, à Média-System, 104 rue Réaumur 75002 Paris.

## LE RECTOIRAT DE L'ACADÉMIE DE VERSAILLES

(Yvelines, Essonne, Hauts-de-Seine, Val-d'Oise)

recherche des

## MAÎTRES AUXILIAIRES

Pour pourvoir des postes vacants et effectuer des suppléances dans les disciplines scientifiques (niveau licence) de mathématiques, sciences physiques, sciences et techniques économiques et les disciplines professionnelles (niveau ingénieur, DUT, BTS + 3 ans d'industrie, CAP + 5 ans d'industrie) de construction mécanique, électronique, dessin industriel bâtiment (génie civil), dessin industriel mécanique, mécanique générale, mécanique automobile, installation sanitaire et thermique, menuiserie, carrosserie automobile, conducteur routier, employés techniques de collectivité, cuisine, comptabilité, secrétariat, vente. L'horaire hebdomadaire est de 18 heures en lycée et de 21 heures à 26 heures en lycée d'enseignement professionnel. Le traitement est de 4.100 F à 6.400 F net mensuel, selon les diplômes, l'ancienneté dans l'industrie et les services effectifs.

Adresser C.V. détaillé et photographie des diplômes à :

RECTORAT DE VERSAILLES,

SECRÉTARIAT GÉNÉRAL,

45, avenue des États-Unis, 78011 Versailles

## CABINET D'INGÉNIEURS CONSEILS PARIS (8-)

recherche

## ASSISTANT(E) DE DIRECTION POSITION CADRE

Pour animer un service administratif et superviser le travail client.

Ce poste exige motivation, expérience, méthode et initiative.

Compétences juridiques appréciées.

Env. lettre man. + C.V. + photo + prêt. sous le n° 3.625, à

Le Monde Publi-Net, ANNONCES CLASSEES,

11 rue des Italiens, 75009 Paris.

## AIDE-COMPTABLE

Pour services, paie et facturation, compt. exp. informatique souh.

Envoyer C.V. et photo sous réf. 507, à M. Meslay, PARIS-3<sup>e</sup>.

## CENTRE TECHNIQUE INDUSTRIEL DE LA CONSTRUCTION MÉTALLIQUE

(rue Port-de-Neuilly, La Défense) recherche

## UN INGÉNIEUR GRANDE ÉCOLE

DUT, B.T.S. ou équivalent

Pour participer au développement d'un système de C.A.O.

Le candidat devra être capable de concevoir et de réaliser des prototypes. Ce poste nécessite l'emploi intensif du dessin industriel et une maîtrise graphique et une 1<sup>re</sup> expérience dans ce domaine serait appréciée.

Une connaissance des bases des micro-processeurs serait d'autre part souhaitable.

Adresser C.V., mentions et prétentions au C.T.C.I.M. à l'attention de M. CAMBON

20, rue Jean-Jaures, 92007 PUTEAUX Cedex.

## Encyclopædia Universalis

recherche

DÉLÉGÉS RÉGION PARIS

35 ans max., excellentes connaissances, bonne culture générale, dynamisme, formation assurée, rémunération importante. Tél. pr r-t. 539-08-23, de 10 h à 12 h 30 et de 16 h 30 à 18 h 30.

## ENCYCLOPÆDIA UNIVERSALIS

recherche

DÉLÉGÉS RÉGION PARIS

35 ans max., excellentes connaissances, bonne culture générale, dynamisme, formation assurée, rémunération importante. Tél. pr r-t. 539-08-23, de 10 h à 12 h 30 et de 16 h 30 à 18 h 30.

50121







secrétaires

**SOCIÉTÉ DES CIMENTS FRANÇAIS**

La Société des Ciments Français, C.A. 28 millions, 1991 pers., 17 unités de production, 20 filiales en France et à l'étranger, recherche pour sa Division Internationale, au siège de PARIS-LA DÉFENSE

**Secrétaire bilingue anglais**

Réf. 72623/M

en dehors des tâches habituelles de secrétariat, elle participera à la gestion administrative de contrats à l'étranger et elle veillera notamment au bon fonctionnement des liaisons entre le personnel détaché et les directions fonctionnelles du siège.

**Secrétaire bilingue espagnol**

Réf. 72624/M

Cas 2 postes nécessitent une formation BTS ou équivalent et à 5 ans d'expérience. Rémunération motivante selon formation et expérience, restaurant d'entreprise, possibilité d'aménagement d'horaires.

LIEN DE LIEU : PUTEAUX - LA DÉFENSE. Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo, à M. CLERGE, 5416-CEGOS, Tour Chénouet, 10, rue du Pont-de-Sèvres, 92116 BOULOGNE.

**5416 CEGOS**

**SOCIÉTÉ DE PRESSE & D'ÉDITION**

proche gare de l'Est et du Nord

**LA SECRÉTAIRE D'UN DIRECTEUR**

pour assister sur l'ensemble des tâches

• Dactylo/typographe  
• Organisée et efficace  
• Vraiment d'esprit et rapide d'exécution  
• Bonnes notions d'anglais  
• Justifiant d'au moins une expérience professionnelle.

LA FONCTION A POURVOIR COMPREND UNE LARGE PART D'INITIATIVE ET D'AUTONOMIE

Adresser sous pli : J.V. 8-10-82, lettre manuscrite, C.V. et photographie à GROUPE TESTS, Direction Générale, rue de la Grange-aux-Belles, 75482 PARIS Cedex 10

**SECRÉTAIRE STANDARDISTE**

Parlement bilingue

anglais-français.

Excellentes références.

Adresser : C.V. avec photo à FINANCE & DÉVELOPPEMENT, 42, av. Montaigne, 75008 Paris

LES ÉDITIONS NATHAN

recherche

Secrétaire

STENOGRAPHE

parlement bilingue

anglais-français.

Excellentes références.

Adresser : C.V. avec photo et p. à M. J.-S. BOUTRY, 42, av. Montaigne, 75008 Paris

LES ÉDITIONS NATHAN

recherche

Secrétaire

STENOGRAPHE

parlement bilingue

anglais-français.

Excellentes références.

Adresser : C.V. avec photo et p. à M. J.-S. BOUTRY, 42, av. Montaigne, 75008 Paris

LES ÉDITIONS NATHAN

recherche

Secrétaire

STENOGRAPHE

parlement bilingue

anglais-français.

Excellentes références.

Adresser : C.V. avec photo et p. à M. J.-S. BOUTRY, 42, av. Montaigne, 75008 Paris

LES ÉDITIONS NATHAN

recherche

Secrétaire

STENOGRAPHE

parlement bilingue

anglais-français.

Excellentes références.

Adresser : C.V. avec photo et p. à M. J.-S. BOUTRY, 42, av. Montaigne, 75008 Paris

LES ÉDITIONS NATHAN

recherche

Secrétaire

STENOGRAPHE

parlement bilingue

anglais-français.

Excellentes références.

Adresser : C.V. avec photo et p. à M. J.-S. BOUTRY, 42, av. Montaigne, 75008 Paris

LES ÉDITIONS NATHAN

recherche

Secrétaire

STENOGRAPHE

parlement bilingue

anglais-français.

Excellentes références.

Adresser : C.V. avec photo et p. à M. J.-S. BOUTRY, 42, av. Montaigne, 75008 Paris

LES ÉDITIONS NATHAN

recherche

Secrétaire

STENOGRAPHE

parlement bilingue

anglais-français.

Excellentes références.

Adresser : C.V. avec photo et p. à M. J.-S. BOUTRY, 42, av. Montaigne, 75008 Paris

LES ÉDITIONS NATHAN

recherche

Secrétaire

STENOGRAPHE

DEMANDES D'EMPLOIS

**INFORMATIQUE ET MUSIQUE**

Jeune, double formation :

• **MUSIQUE** : premier prix analyse musicale Conservatoire national de Paris ;

• **INFORMATIQUE** : Miage-Dauphine, mention Bien, réputation de jury.

aimerait travailler dans tout domaine relevant de l'application des techniques informatiques à la musique, toutes catégories (Recherche expérimentale, conception et réalisation de logiciels, etc.).

Ecrire sous n° 9.395 M à RECH-PRÉSSÉ, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

**CENTRE FORMATION PROFESSIONNELLE POUR ADULTES CHÈQUE EMPLOIS**

pour hommes et femmes

**AIDES-COMPTABLES**

pour tenue comptabilité usuelle et générale, bilan compris, connaissance dactylo. Disponibles immédiatement. Téléphone : 547-18-30 poste 82.

**Responsable**

**Exploitation Informatique**

22 ans d'expérience au milieu industriel. Système et Exploitation. Particulièrement familiarisé avec matériel IBM sous DOS/VS-CEICS et VM/CMS. Etudier toute proposition Paris et banlieue nord.

Téléphone : 23.28

**CADRE EXPORT**

anglais, Espagnol

37 ans, diplômé

Exp. gestion

Commerce Inter.

Formation Ecole SUP com.

monnaie.

Téléphone : 307-68-15.

J.F. 25 ans, licence + maîtrise

+ 3 ans d'expérience, très qualifiée, cherche emploi

Secrétaire d'Édition ou

Secrétaire de Rédaction

ou ASSISTANT CHIEF

DE PUBLICITÉ

Série M. Claire LOMBARD,

178, rue de la Pompe

75116 PARIS.

J. professionnelle de gestion et

stratégie d'entreprises. Sc. Po.

généraliste de gestion de com.

propos missions et temps partiel à entreprises et cabinets.

Téléphone : 781-65-17.

H. 38 ans O.A. économique

bonne formation

10 ans d'exp. bonnes connais-

sances des problèmes agro-alimentaires, ch. poste technique

commercial dans service export

pour la Cameroun

Entre M. Jean-Jacques

BATISTE, 15, rue de Chateaux

95100 ANTOINETTE.

Hommes, 35 ans, 17 ans d'expé-

rience internationale. B.P.

que DIRECTEUR GÉNÉRAL

de SECURIT. GÉNÉRAL

puis 3 ans, dans P.A.M.E. dynami-

que au sein de la Banque de

Paris et banque sud de pro-

Maie province, possible si

propositions intéressantes.

Entre sous le n° 9358 M.

Entre sous le n° 9358 M.

85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.

J.F., 37 ans, documentaliste

anglo-française, bilingue

anglais, cherche emploi

documentaliste, langues angl.

37 ans, bonne formation

doc. presse, langues angl.

française, angl. et esp.

cha poste responsable.

Entre s/n° 8.380 le Monde Pub.

service ANNONCES CLASSES.

5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Paris, capable d'ind. pers. 37

ans, bonne rech. 2 b. par

sem. de 14h. 18h. 18h. 18h.

Paris, 1. 18h. 18h. 18h. 18h.

Paris, 1. 18h. 18h. 18h. 18h.

Paris, 1. 18h. 18h. 18h. 18h.

Paris, 1. 18h. 18h. 18h. 18h.

Paris, 1. 18h. 18h. 18h. 18h.

Paris, 1. 18h. 18h. 18h. 18h.

Paris, 1. 18h. 18h. 18h. 18h.

Paris, 1. 18h. 18h. 18h. 18h.

Paris, 1. 18h. 18h. 18h. 18h.

Paris, 1. 18h. 18h. 18h. 18h.

Paris, 1. 18h. 18h. 18h. 18h.

Paris, 1. 18h. 18h. 18h. 18h.

Paris, 1. 18h. 18h. 18h. 18h.

Paris, 1. 18h. 18h. 18h. 18h.

Paris, 1. 18h. 18h. 18h. 18h.

Paris, 1. 18h. 18h. 18h. 18h.

Paris, 1. 18h. 18h. 18h. 18h.

Paris, 1. 18h. 18h. 18h. 18h.

Paris, 1. 18h. 18h. 18h. 18h.

Paris, 1. 18h. 18h. 18h. 18h.

Paris, 1. 18h. 18h. 18h. 18h.

Paris, 1. 18h. 18h. 18h. 18h.

Paris, 1. 18h. 18h. 18h. 18h.

**L'immobilier**

appartements ventes

**1<sup>er</sup> arrdt**

Près PALAIS ROYAL : Rare Liv + chbres, gde cuis., tout conf., caracène. 1.080.000 F. Téléphone 560-34-00.

**5<sup>e</sup> arrdt**

**NEUF CONSTRUCTION EN COURS**  
Livraison fin 1982

**1 et 11 R. POLIVEAU**

28 APPARTEMENTS

DE TRÈS GRAND LUXE

en DUPLEX-TERRASSES

de 13.000 à 15.000 le m².

Forme et définit.

APPARTEMENT TÉMOIN

tous les jours de 14 h. à 18 h.

seul mercredi et dimanche

AMI - Tél. : 267-37-37.

TERRASSE, VUE, ASS.

**6<sup>e</sup> arrdt**

2, RUE DUPUYTREN  
Immeuble pierre de t. 3 ét., 30 m², rénové, loc. cuisine, équip. parking.

101-58-11-58

**ODEON, 2 P., 70 m²**

CHAMP DE MARS

7<sup>e</sup> arrdt

Près CHAMP DE MARS

Élégant DUPLEX 179 m²

Escalier, terrasse, 3 park.

DOREY - Tél. : 624-93-83

**PRÈS TOUR EIFFEL**

TRÈS BEL APPT 205 m²

TRIPLE RÉCEPT. + 4 CHBRES.

DECORATION RAFFINÉE

PARFAIT ÉTAT

Beins, chbre service, 3<sup>e</sup> étage.

Vente Mercredi 14/10 h.

8, avenue FRANCO-RUSSE.

**8<sup>e</sup> arrdt**

**MADELEINE**  
28, r. GODOT-DE-MAUROY  
Bel immeuble rénové, avo.

no 48.338 CONTEXTE P&L.

100 m², 2 P. de t. stand. 1930.

2 P. refaits nauts, équipés.

4<sup>e</sup> et 5<sup>e</sup> étages.

Tél. : 561-51-98/551-21-06

**9<sup>e</sup> arrdt**

Propr. vd gd studio rénové, tt conf., 3<sup>e</sup> ét. bel imm. 280 m², 3 p. argente. Tél. : 526-50-38.

**PRIX 165.000 F**

CADET, 34, rue de la Chapelle.

Chambre, salle d'eau, w.c.,

impossible. Imm. rénové.

Tél. propriétaire : 100-10-10.

**11<sup>e</sup> arrdt**

**MÉNEMONTANT** dans

immeuble résidentiel NEUF

LIV. + 2 CHBRES

70.50 m², 2 b. de 11 m².

Près 11<sup>e</sup> R. DE CLAUDE

794.000 F.

Poss. 80 % F.N.E.I.

préférentiel, s/p. 14 h. 18 h.

seul mardi et mercredi.

LE SÉRENITÉ à

700-11-09. LACHAL S.A.

**12<sup>e</sup> arrdt**

**FAIDHERBE-CHALIGNY**

2 pièces, entrée, cuis., w.c.,

poss. b. imm. p. 200.000 F.

230.000 F. - 626-96-04



## La lutte contre la pauvreté dans l'habitat ancien

Européennes, ces deux journées de travail ne l'étaient que symboliquement quant au nombre de participants. Elles l'étaient, en revanche, pour celles que le premier programme européen de lutte contre la pauvreté (20 milliards d'unités de compte pour vingt-ans projets-pilotes, de 1975 à 1979) — rappelle-t-on. Rien n'est moins sûr, et M. Mauroy, dans son propos, n'y a guère fait allusion.

CARU par autorisation préfectorale N° 121 LD 82



SOCIAL

LE CHOMAGE EN SEPTEMBRE

- Augmentation de 8 % en données brutes
- Confirmation du ralentissement de la hausse en données corrigées

Pour M. Le Garrec, ministre de l'emploi, la tendance d'évolution du chômage s'améliore nettement, grâce à la politique économique du gouvernement et à l'action spécifique menée dans ce cadre pour l'emploi.

Présentant les statistiques de fin septembre, le ministre a souligné les bienfaits de sa politique, en s'appuyant sur la diminution du chômage constatée en un mois - moins 0,5 % par rapport à fin août. Le nombre de demandeurs d'emploi, après correction des variations saisonnières, a été, en effet, de 2 039 700, au 30 septembre, contre 2 049 600 au 31 août.

Pour la première fois depuis cinq ans et sur un trimestre, M. Le Garrec, ce nombre diminue - moins de 2 000 demandeurs en trois mois. Mieux encore : depuis le 1<sup>er</sup> juin, le chômage n'a augmenté que de 1,7 % - soit en rythme annuel de 5,1 %. Il s'agit, pour le ministre, d'une « nette amélioration », si on compare ce rythme à ceux constatés les années précédentes : + 21,9 % du 1<sup>er</sup> juin 1980 au 1<sup>er</sup> juin 1981, + 15,6 % du 1<sup>er</sup> juin 1981 au 1<sup>er</sup> juin 1982. « Les difficultés économiques ont pu compenser notamment par le passage à trente-neuf heures et les contrats de solidarité », explique M. Le Garrec.

Deux mille cent vingt contrats de travail ont été signés en septembre, portant leur total à 12 424. La grande majorité comporte une clause de « priorité-démotion » et intéresse 170 000 bénéficiaires. Si l'on tient compte des contrats de préretraite progressive ou de ceux liés à une réduction du temps de travail, on peut espérer libérer, selon le ministre, au total quelque 187 000 emplois. Les départs anticipés, dans ce cadre, sont de plus en plus nombreux. Fin septembre, 23 000 personnes ont touché l'allocation conventionnelle de solidarité, versée par l'UNEDIC.

Si, en données corrigées des variations saisonnières, le chômage a tendance à marquer le pas, en données brutes, au contraire, il s'aggrave fin septembre. Le nombre de deman-

Pour le deuxième mois consécutif, M. Le Garrec a présenté lui-même, dans un communiqué, le 18 octobre, une synthèse de la situation du marché du travail (chômage, contrats de solidarité, durée du travail).

deurs d'emploi inscrits à cette date l'I.A.N.P.E. a été 2 099 200 - soit une augmentation de 8 % par rapport à fin août et de 9,8 % comparé à fin septembre 1981. L'arrivée de jeunes sur le marché du travail, habituelle en cette période, est en situation, selon les experts du ministère, au même niveau que l'an passé, grâce notamment au dispositif mis en place pour l'insertion des jeunes âgés de seize à dix-huit ans.

Mais le nombre de salariés s'inscrivant au chômage parce que leur contrat de travail n'a pas été renouvelé continue de grimper.

Des offres stables

Les offres d'emploi non salariales à la fin septembre - 11 900 en données brutes - ont enregistré une augmentation de + 7,2 % en un mois, + 29,1 % en un an. Après correction des variations saisonnières, le nombre d'offres (84 600) enregistre une diminution de 0,1 % par rapport à fin août et une hausse de 29,2 % en un an.

D'autre part, selon les chiffres provisoires de l'UNEDIC, le nombre de chômeurs indemnisés fin septembre était de 1 102 900. En tenant compte des variations saisonnières, les experts du ministère constatent une « nette amélioration » : le nombre de demandeurs d'emploi indemnisés a diminué de 0,1 % par rapport à fin août et une hausse de 29,2 % en un an.

Le ministre présente également l'évolution, en septembre, de l'effectif et de la durée du travail. La tendance est à la stabilité. L'activité reste satisfaisante dans certaines

branches industrielles - matériel de bureau, électronique, aéronautique, bonneterie, chaussure, habillement. La situation demeure médiocre dans les secteurs des matériaux de construction, fonderie, machines-outils, ameublement. Le niveau de l'emploi se détériore dans le bâtiment et les travaux publics. Selon le ministre, il faut s'attendre dans les mois à venir à une baisse de production qui entraînera pour les entreprises une tendance moins favorable au fin d'année qu'elle ne l'a été au printemps. Déjà, en septembre, le recul du chômage partiel indemnisable s'est accru, au lieu des prévisions de licenciements économiques plus nombreuses.

L'ampleur du mouvement est cependant moindre, selon les experts, que ne le laisserait supposer la dernière enquête de conjoncture de l'INSEE. En cela, affirment-ils, grâce aux effets de l'emploi de la durée du travail - à savoir une certaine d'emploi dans l'industrie (0,5 % plus fin septembre) et de l'équipement et de l'automobile.

Pour M. Le Garrec, les chiffres de septembre montrent qu'un « mouvement de conjoncture ne conduit pas de façon mécanique à un niveau de chômage, qu'une politique de l'emploi est nécessaire et qu'elle peut être efficace. Mais ce résultat ne s'obtient qu'à un prix et demande à être consolidé ».

Pour cela, le ministre appelle l'ensemble des partenaires sociaux et économiques à relayer l'effort gouvernemental. Un appel qui apparaît particulièrement d'actualité, étant donné les décisions des ministres de l'assurance-chômage, de l'agriculture et de l'industrie de pallier les déficiences des partenaires sociaux.

DANIELLE ROUARD.

A L'OCCASION DE SON INTERCONGRÈS

La C.G.C. a confirmé son opposition à la politique gouvernementale et a appelé à manifester le 18 novembre

A l'issue de son intercongrès doctrinal, la Confédération française de l'encadrement C.G.C. a ratifié la décision de son état-major d'organiser une manifestation, le 18 novembre à Paris, de Richelieu-Drouot à la Concorde. Mais les congrès de l'encadrement étaient, le 16 octobre au matin, 798 à voter l'adoption de la « Charte pour l'avenir » (voir page 42). Ils n'étaient plus que 571 à prononcer sur la manifestation (504 pour, 28 contre et 39 abstentions).

Le thème de l'appel à manifester ne s'adresse qu'au personnel d'encadrement sur les thèmes du pouvoir d'achat, de la remise en cause de la garantie des ressources, du danger de mort qui pèse sur les régimes paritaires, de l'introduction de la « loi unique » dans l'atelier, de la loi sur le statut de l'atelier, de la loi sur le statut de la C.G.C., a souligné que par son caractère de motif « catégoriel », la centrale pouvait « représenter l'ensemble des salariés à y participer ». Ni le patronat ni même le gouvernement ne sont explicitement mis en cause dans ce texte, mais c'est la politique gouvernementale qui, pour l'essentiel, est visée.

Les débats de l'intercongrès ont cependant montré l'existence de divergences sur le principe de la manifestation. Les élus de la série A, à Marseille le 25 septembre, M. Menu lui-même avait souhaité que la manifestation ait lieu « plutôt après » - une échéance repoussant encore l'époque que F.O. et la C.F.T.C. pourraient s'y joindre. Un délégué du syndicat a évoqué « l'incidence énorme » de cette manifestation sur le scrutin provincial du 1<sup>er</sup> novembre.

« L'Union régionale parisienne a regretté l'absence de concertation. Au cours des débats, M. Gérard Domagala (pétrolier), membre du comité confédéral, transfuge de l'union de cadres et de techniciens (U.C.T.), a critiqué « les incohérences » de la stratégie confédérale, attirant une vive réplique de M. Marchelli. « L'analyse de la situation est mauvaise. Il convient de nous interroger sur la validité de la C.G.C. au conseil économique et social ». L'interpellé qui présentait comme le représentant d'un courant de pensée voulant répondre à la situation cette possibilité par M. Menu qui a rappelé l'importance de la manifestation au sein de la C.G.C.

Cet incident a illustré une certaine nervosité de M. Marchelli et Menu devant les réticences à manifester le 18 novembre qui contrastait avec la « tranquillité » affichée sur la charte pour l'avenir. Avec ce colloque doctrinal, la C.G.C. dispose d'un outil qui lui permettra d'exprimer plus facilement ses positions politiques. M. Jean de Santis, président de la fédération des V.R.P., a bel et bien entonné dans un rapport une apothéose : « Nous sommes de nous-mêmes mis certains barrières, a-t-il affirmé. La C.G.C. n'est pas et ne sera jamais un parti politique. Elle est indépendante de tout parti quel qu'il soit, elle n'a jamais le relais d'un parti quel qu'il soit. Nous ne sommes pas passifs. Un parti corporatiste nous combat, alors nous le combattons, et un parti reprend nos idées, alors nous le combattons. Et s'adressant aux invités dans les tribunes (1), M. Marchelli a lancé : « Passez vos paroles et vos actions, car la C.G.C. ne vous pardonnera plus rien ». L'avertissement est pour les prochaines élections municipales.

Les travaux de l'intercongrès ont été essentiels de la Charte pour l'avenir ont confirmé le divorce de la confédération avec la politique gouvernementale. M. Menu a rendu hommage au courage de M. Béguvy qui « a fait de grands efforts de rigueur de gestion de la Sécurité sociale ». Mais le soutien des congressistes, il a vivement encouragé l'augmentation de la cotisation des préretraités. Le président de la C.G.C. a également accepté « d'expérimenter la méthode Delors » - une condition qu'il a fin 1982 le pouvoir d'achat soit maintenu, les pertes de pouvoir d'achat ne devant être supérieures à 2 % au 1<sup>er</sup> janvier 1983. M. Marchelli a même estimé la perte de pouvoir d'achat, si les syndicats ne font rien pour s'y opposer, à 10 % à la fin de l'année prochaine.

Pour le délégué général de la C.G.C., « l'avenir n'est content en France. (...) On leur a promis ».

(1) Le P.S., le M.R.G., l'U.D.F. et le R.P.R. étaient représentés, et sur le plan syndical la C.F.D.T. (la C.F.T.C. avait envoyé un télégramme).



« On ne peut pas dire que la situation individuelle ou collective. La rigueur va devenir fatalement l'austérité qui va frapper particulièrement le monde salarial. On est obligé de nous demander de nous en occuper ».

MICHEL NOBLECOURT.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

TELEFONAKTIEBOLAGET LM ERICSSON

Attribution gratuite 1982

L'assemblée générale ordinaire des actionnaires de la société Telefonaktiebolaget LM Ericsson du 29 avril 1982 a décidé de porter le capital social de SEK 1 424 900 à SEK 1 454 137 300 par incorporation d'une somme de 544 712 400 résultant des transferts de provenance des fonds de réserve (pour SEK 540 000 000) et des bénéfices non répartis (pour SEK 4 712 400).

Il sera créé en conséquence 10 894 248 actions nouvelles de SEK 50, qui seront attribuées gratuitement à chaque actionnaire à raison de :

- UNE action nouvelle de la série A pour DEUX actions anciennes de la série A ;
- UNE action nouvelle de la série B pour DEUX actions anciennes de la série B ;
- DEUX actions anciennes de la série B.

Les actions nouvelles créées jouissent de 1<sup>er</sup> janvier 1982. Le droit de timbre sur les actions nouvelles sera acquitté par la société.

Les demandes d'attribution d'actions B seront reçues en France à partir du 22 octobre 1982 aux guichets des banques et des établissements suivants :

CREDIT LYONNAIS, BANQUE NATIONALE DE PARIS, BANQUE DE NEULIZE, SCHLUMBERGER, MALLET, BANQUE PARISIENNE.

Le conseil d'administration.

BANQUE DE L'UNION EUROPÉENNE

et République populaire de Chine

M. François Caries, administrateur général, a reçu une délégation de la Banque de l'Union européenne à Pékin du 23 au 30 septembre 1982.

Il a été, à cette occasion, reçu par le président de la Banque de Chine, le président du Comité pour la Promotion of International Trade (C.P.I.T.) et le vice-président de la China International Trust and Investment Corporation (C.I.T.I.C.). Il a, par ailleurs, rencontré plusieurs responsables du ministère du commerce extérieur, des instituts du commerce international et du commerce extérieur, et de différentes corporations.

Les relations de coopération encore plus étroites entre ces institutions et la Banque de l'Union européenne, depuis vingt ans active en Chine, ont été largement renforcées. Elles s'appliquent aussi bien au domaine traditionnel de la Banque de l'Union européenne, du financement de projets industriels qu'à celui du commerce international ou des investissements étrangers.

Toutes ces conversations se sont déroulées dans un esprit de compréhension et d'amitié avec la volonté d'approfondir les relations d'affaires entre la République populaire de Chine et la France.

La délégation était accompagnée de M. Dussori, président de Brambilla et vice-président du comité France-Chine. Les longues relations de la République populaire de Chine de coopération avec la Banque de l'Union européenne ont conduit ces deux institutions à établir un accord de coopération.

La Banque de l'Union européenne est représentée à Pékin. Son bureau est à la disposition de ses clients :

Banque de l'Union européenne

Représentation Officielle

M. Dominique Pillard

Pékin Hôtel - Room 1535

Beijing-Chine.



centrale internationale des banques

SOCIÉTÉ HOLDING

Le conseil d'administration, dans sa séance du 14 octobre 1982, a examiné la situation provisoire au 31 juin 1982 de la BIS S.A., société de gestion de la holding du groupe BIS.

Les revenus de la BIS S.A., pour le premier semestre 1982, atteignent 43 065 081 F.

Le résultat net s'élève à 23 784 846 F.

GROUPE BIS

Le chiffre d'affaires du groupe BIS pour le premier semestre 1982, s'élève à 996 732 F.

Il est stable par rapport au premier semestre 1981, où il atteignait 996 835 F, et traduit en fait une diminution du volume d'affaires de la BIS S.A. par rapport à la fin de l'année.

Les perspectives pour l'année 1982 s'inscrivent dans la ligne des prévisions établies lors de la dernière assemblée générale des actionnaires et font apparaître, pour le résultat net, un recul compris entre - 20 % et 0 suivant la tenue du marché financier.

DÉNONCIATION DE CAUTION

L'ASCOBATT, 10 rue Vernet, à 75001 Paris, fait savoir que la garantie conférée depuis le 15 mars 1982, pour un montant de 296 000 francs, par le Crédit National de France (succursale de Marseille) pour le compte de la société A.T.I. (Assistance technique industrielle), 204, avenue Roger-Salengro, 13001 Marseille, a été dénoncée le 6 octobre 1982.

CONJONCTURE

EN NEUF MOIS

Le déficit du commerce extérieur a dépassé 73 milliards de francs

En neuf mois, le déficit des échanges extérieurs de la France a plus que doublé par rapport à celui qui avait été enregistré de janvier à septembre 1981, s'établissant - après correction des variations saisonnières - à 73,5 milliards de francs au lieu de 35,6 milliards. Il s'agit d'un enchevêtrement logique qui de devrait pas surprendre les responsables gouvernementaux et qui pourrait en tout cas le dispenser de tout épithète. Son aggravation n'est en effet que la conséquence des faiblesses structurelles de l'appareil industriel, accentuées par la politique conjoncturelle menée depuis le changement de majorité.

En chiffres bruts, le solde négatif a représenté 13,3 milliards de francs en septembre contre 9 milliards en août et 7,8 milliards en septembre 1981 (3,5 milliards en septembre 1980). Les importations ont atteint 63,6 milliards de francs et les exportations 50,3 milliards.

Après correction des variations saisonnières, le déficit commercial a représenté 12,2 milliards de francs, soit le chiffre le plus élevé de l'année après avoir observé en juin (13,3 milliards). Les importations ont atteint 64,9 milliards de francs, en hausse de 5,5 % par rapport à août et de 15,5 % par rapport à septembre 1981. Les exportations se sont élevées à 52,7 milliards de francs, pratiquement sans changement en un mois et en hausse de 5,8 % en un an. Le taux de couverture s'est établi à 81,2 % contre 85,7 % en août et 88,6 % en septembre 1981.

Selon le ministère du commerce extérieur, ce résultat opéré est « sérieusement affecté par un nouveau renchérissement de la facture énergétique » (2 milliards de francs par rapport au mois précédent) qui représente désormais 28,1 % des importations totales. Le déficit relève en outre un accroissement des achats de plusieurs postes : les produits chimiques et demi-produits divers, les biens d'équipement professionnel, les biens de consommation, l'électro-ménager et l'électronique grand public (le déficit atteint près d'un milliard de francs).

Cependant, relève le quai Branly,

le secteur agro-alimentaire « reste favorablement affecté (excédent de près de 900 millions de francs) ». Le commerce extérieur de produits manufacturés enregistre « quelques mauvais résultats », dans le domaine des pièces détachées pour automobiles et de matériel de transport (+ 1,9 milliards et en ce qui concerne les métaux et produits du travail des métaux).

Géographiquement le déficit s'est aggravé vis-à-vis de la Communauté européenne pour atteindre en septembre 7,7 milliards de francs. Il a représenté 1,2 milliards de francs à l'égard du Japon et 2,5 milliards vis-à-vis des États-Unis.

En conclusion, de son communiqué, le ministère du commerce extérieur écrit : « Les effets de l'austérité ont été opérés en juin 1982 mais que de la déstabilisation de la production industrielle depuis devraient se développer plus nettement au cours des prochains mois ». Peut-être, mais le mieux n'est jamais sûr, que l'avenir et déjà les effets pervers de la dévaluation des monnaies étrangères.

Les experts, par une note supplémentaire de 1,5 milliard par mois, sans compter une somme de 1,5 milliard tant à l'appréciation du dollar (une hausse de 10 centimes de la devise américaine se traduit par une majoration mensuelle de 200 millions de francs).

En fait, le commerce extérieur bénéficie d'un ralentissement de l'économie française et d'éventuels effets positifs de l'ajustement monétaire. Les firmes n'auraient d'ailleurs pas modifié leurs prix en devises afin de reconstruire leurs marges. Tandis que les échanges subissent les conséquences d'une certaine démonétisation des entreprises, liée à un accroissement de charges et à la dégradation des conditions nationales, le ministère du budget vient d'annoncer que les entreprises exportatrices pourront bénéficier d'une exonération partielle de la nouvelle taxe sur les frais généraux, proportionnellement à leurs ventes à l'étranger. Il ne s'agit toutefois que d'un très léger allègement à un mal profond.

M. B.

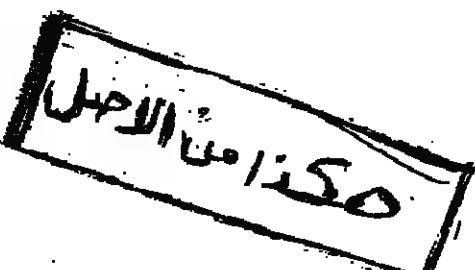
LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ bon	+ bon	Rep.	+ ou Dép.	Rep.	+ ou Dép.	Rep.	+ ou Dép.
SE-LL	7,9710	7,9930	+ 230	+ 265	+ 415	+ 440	+ 1165	+ 1285
Scm	5,7730	5,7760	+ 50	+ 85	+ 105	+ 130	+ 510	+ 630
Yes (100)	2,6215	2,6240	+ 155	+ 170	+ 290	+ 315	+ 810	+ 925
DM	2,8290	2,8330	+ 160	+ 170	+ 300	+ 325	+ 910	+ 975
Flarin	2,2940	2,2955	+ 145	+ 145	+ 275	+ 290	+ 820	+ 880
F.R. (100)	14,9315	14,9315	+ 70	+ 90	+ 140	+ 160	+ 545	+ 590
F.S.	3,3185	3,3145	+ 290	+ 290	+ 595	+ 620	+ 1595	+ 1690
L (1000)	4,9550	4,9585	+ 320	+ 320	+ 595	+ 620	+ 1495	+ 1540
L (1000)	12,1415	12,1490	+ 400	+ 400	+ 820	+ 845	+ 2530	+ 2760

TAUX DES EURO-MONNAIES

	SE-LL	DM	Flarin	F.R. (100)	F.S.	L (1000)	L (1000)
9 1/2 10	9 1/2 10	9 1/2 10	9 1/2 10	9 1/2 10	9 1/2 10	9 1/2 10	9 1/2 10
11 1/2 12	11 1/2 12	11 1/2 12	11 1/2 12	11 1/2 12	11 1/2 12	11 1/2 12	11 1/2 12
13 1/2 14	13 1/2 14	13 1/2 14	13 1/2 14	13 1/2 14	13 1/2 14	13 1/2 14	13 1/2 14
15 1/2 16	15 1/2 16	15 1/2 16	15 1/2 16	15 1/2 16	15 1/2 16	15 1/2 16	15 1/2 16
17 1/2 18	17 1/2 18	17 1/2 18	17 1/2 18	17 1/2 18	17 1/2 18	17 1/2 18	17 1/2 18
19 1/2 20	19 1/2 20	19 1/2 20	19 1/2 20	19 1/2 20	19 1/2 20	19 1/2 20	19 1/2 20
21 1/2 22	21 1/2 22	21 1/2 22	21 1/2 22	21 1/2 22	21 1/2 22	21 1/2 22	21 1/2 22
23 1/2 24	23 1/2 24	23 1/2 24	23 1/2 24	23 1/2 24	23 1/2 24	23 1/2 24	23 1/2 24
25 1/2 26	25 1/2 26	25 1/2 26	25 1/2 26	25 1/2 26	25 1/2 26	25 1/2 26	25 1/2 26

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.





Chaque lundi et mardi  
Dans les annonces classées du Monde

Une nouvelle Rubrique

DIRECTIONS  
Fonctions Nationales et Internationales

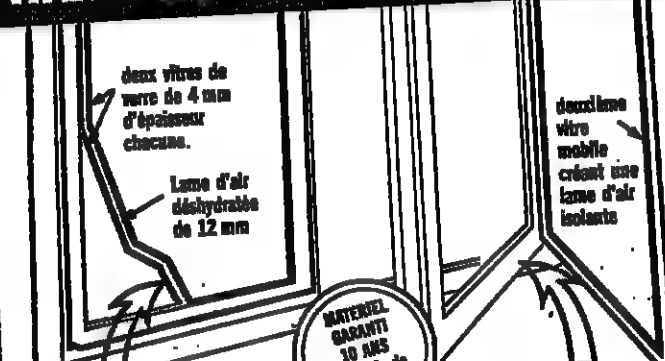
Une offre exceptionnelle en octobre!

Votre **PEUGEOT**  
ou **TALBOT** 1983  
moins chère

reprise  
de votre voiture plus cher!

**NEUBAUER**  
M. GÉRARD 821.60.21

## HALTE AU FROID ET AU BRUIT



**DOUBLE VITRAGE**  
2 glaces de 4 mm enferment une lame d'air déshydratée.

**SURVITRAGES**  
sur la face intérieure de votre fenêtre un deuxième vitrage vient créer une lame d'air isolante.

Epaisseur verre (mm)	Lame d'air (mm)	TARIF
4 + 4	12	800 F le m <sup>2</sup> TTC posé

minimum de facturation 0,50 m<sup>2</sup> par panneau  
Tous nos vitrages sont livrés en glace

**PARIS ISOLATION**  
65, av. de la Motte-Picquet - 75015 Paris - Tél. : 866.65.20

crédit gratuit  
4 versements

## ÉCONOMIE

### ÉTRANGER

#### Au Portugal

### La défense du secteur public mobilise les salariés

De notre correspondant

Lisbonne. — Une grève déclenchée par la Confédération générale des travailleurs portugais (C.G.T.P.), proche du parti communiste, a paralysé, le 14 octobre, la majorité des entreprises publiques du pays ainsi que plusieurs sociétés d'économie mixte. Le mouvement a été massivement suivi dans la ceinture industrielle de Lisbonne, en particulier dans les chantiers navals de Almada et de Setúbal, dans la sidérurgie du Seixal et dans le complexe industriel de Barreiro. L'électricité a manqué dans une grande partie de la capitale.

Le succès de la journée de lutte pour la défense du secteur public, dont l'ampleur a surpris les organisateurs eux-mêmes, a été à l'origine de plusieurs déclarations récentes. Ainsi, s'adressant à l'avenir de plusieurs entreprises nationalisées. Ainsi, s'adressant, le 11 octobre, à une centaine de banquiers, le ministre des finances et du plan, M. Salgueiro, a affirmé que les firmes publiques non rentables seront fermées, à court terme.

La semaine précédente, un membre du cabinet, M. Rebelo de Sousa, évoquait, il proposait d'une grève dans les entreprises, leur restitution à l'initiative privée. En outre, un projet de fusion de trois chantiers navals situés au sud de Lisbonne (Lisnaga, Setenave, et Parry and Son), entraînant deux mille cinq cents licenciements, serait à l'étude. Selon le conseil d'administration de la Lisnaga, qui constitue la plus grande concentration ouvrière du Portugal, les difficultés de l'entreprise sont le reflet de la crise mondiale dans le secteur de la construction et de la réparation navale. Le déficit prévu pour cette année dépasse les 3 milliards. Pour les syndicats, en revanche, la mauvaise situation de l'entreprise serait délibérément provoquée par le conseil d'administration qui, avec la complicité du gouvernement, cherchait à mettre tout le secteur sous le contrôle de M. Melo, l'un des plus grands industriels du temps de Salazar. M. Melo détient actuellement 17 % du capital de la Lisnaga; l'Etat en possède 24 %, le reste étant souscrit par des compagnies étrangères.

Les autres mesures, déjà annoncées par le gouvernement, ont contribué aussi à aggraver le climat social. Deux projets de loi, l'un libérant les licenciements et l'autre créant des restrictions à l'exercice du droit de grève, sont en discussion au Parlement. De plus, afin de ramener le déficit budgétaire de 8,5 % à 7 %, le produit national brut, le gouvernement s'apprête à supprimer toutes les subventions aux produits alimentaires et à fermer les services publics jugés « superflus ».

Diminuer les dépenses de l'Etat et encourager l'initiative privée, tels sont les piliers sur lesquels repose la stratégie de la coalition au pouvoir pour redresser la situation économique du pays, qui, selon le dernier rapport de la Banque centrale, se révèle alarmante. Le déficit de la balance des paiements a atteint, en 1981, le chiffre record de 2,7 milliards de dollars, c'est-à-dire plus de 11 % du produit national brut. Pour sa part, la dette extérieure a dépassé les 10 milliards de dollars, ayant augmenté de 30 % par rapport à l'année précédente. Parallèlement, l'investissement a enregistré une très nette décadence de l'investissement : + 5 % en 1981, - 9 % en 1980.

Les perspectives pour 1982 sont encore plus sombres. Les envois des émigrés sont en stagnation, les recettes du tourisme ont diminué. La balance des exportations, qui, en 1981, avait baissé en dollars de 11 %, ne s'est pas réalisée. Contrairement aux estimations officielles, les envois ne devraient pas dépasser 1,7 milliard de dollars et le taux d'inflation 17 %, les statistiques disponibles à la fin du premier semestre laissent prévoir un déficit de 3 milliards de dollars et une hausse des prix approchant 25 %. De son côté, la dette extérieure, dont un tiers environ est à court terme, risque d'être supérieure à 12 milliards de dollars.

JOSÉ REBELO.

#### En Tunisie

### Les syndicats s'inquiètent des mauvaises performances économiques

De notre correspondant

Tunis. — Les principaux indicateurs de l'économie tunisienne sont au rouge, selon les chiffres publiés par le ministère de l'économie pour le premier semestre de 1982. Le déficit de la balance commerciale — ce qui préoccupe le plus les responsables — s'est aggravé de 9,4 %, les importations ayant augmenté de 30 % et les exportations diminuées de 11 %. On est loin des prévisions du Vii plan — dont c'est la première année — qui tablait sur une augmentation annuelle de 3,8 % pour les importations et de 6,1 % pour les exportations.

À ce niveau des trois secteurs principaux de l'économie tunisienne qui constituent la source essentielle des rentrées de devises, à savoir le pétrole, le tourisme et les phosphates, les résultats du premier semestre de 1982 sont globalement négatifs. La production de pétrole brut a diminué de 5,1 %, soit 5,14 millions de barils contre 5,41 millions en 1981. Les rentrées du tourisme ont baissé de 22 %, en raison notamment de la diminution des visiteurs algériens et européens. La production de phosphates, quant à elle, a reculé de près de 9 %, mais les exportations de phosphates transformés ont, dans l'ensemble, progressé.

#### Emprunts

Dans les milieux économiques tunisiens, on explique ces mauvaises performances par des raisons techniques et surtout par la récession mondiale qui a entraîné une détérioration des termes de l'échange. On ne s'alarme pas pour autant, étant ainsi que le tourisme a connu une reprise pendant le troisième trimestre 1982, sans toutefois atteindre les prévisions. Pour sa part, la récolte de céréales atteindrait le chiffre record de 12 millions de tonnes cette année.

On reconnaît cependant que la situation traduit les « méfaits d'une croissance déséquilibrée » sur les mécanismes de laquelle on ne semble pas avoir pris. Aussi estime-t-on, dans les milieux politiques, que le gouvernement aura sans doute recours aux emprunts extérieurs pour relancer l'économie. Le ministre du plan et des finances aurait d'ailleurs laissé entendre cette possibilité, lors d'un débat au sein de la commission des finances de la Chambre des députés. L'endettement de la Tunisie représentait 40,6 % du P.N.B. en 1982 ; mais le service de la dette extérieure n'atteindrait que 14 % des recettes courantes, ce qui, affirme-t-on dans les milieux financiers, laisse les possibilités d'emprunt intactes.

Cependant, le journal Démocratie, organe des démocrates sociaux (opposition), parle de « crise économique et sociale ». Il fait état « d'institutions économiques publiques et privées au bord de la faillite à la suite de mauvaise gestion et de gaspillage ». Pour leur part, les syndicats ont lancé un avertissement au gouvernement : le bureau exécutif de l'U.G.T.T. considère, dans un communiqué, que « la hausse continue des prix est en contradiction avec les assurances données à l'U.G.T.T. au sujet de la tenue de la consultation de la centrale sur cette question ». L'U.G.T.T. invite par conséquent le gouvernement à prendre des mesures « énergiques » pour mettre fin à cette hausse qui grève le pouvoir d'achat des travailleurs. Le lendemain même de la publication de ce communiqué, le président Bourguiba recevait M. Habib Achour, président de l'U.G.T.T. (Inédit.)

## NUMERO SPECIAL

MORT ET RÉSURRECTION  
Histoire et bilan de sept ans de conflit  
Un point de rencontre  
entre l'Occident et le monde arabe

**Le Monde**  
dossiers et documents

LE

# LIBAN

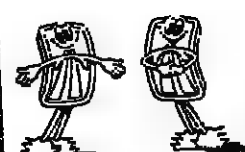
OCTOBRE 1982

EN VENTE CHEZ LES MARCHANDS DE JOURNAUX 5 F

# Entrez, roulez, sortez, payez plus tard...

Pour vos déplacements professionnels par  
les autoroutes Paris-Rhin-Rhône.

PARIS



Pour vous simplifier  
la vie, la Société des  
autoroutes

Paris-Rhin-Rhône propose  
aux entreprises et administrations  
la carte Y qui permet de régler les frais  
d'autoroute par relevé mensuel.

- pas de monnaie, pas de chèque ;
- gain de temps au péage ;
- gestion simplifiée ;
- justification des frais assurée.

DIJON

BEAUNE

## CARTE Y

LYON

MULHOUSE

Pour recevoir une documentation  
détaillée sur la carte Y,  
retournez ce coupon-réponse :

Société :  
Adresse :  
Secteur d'activité :  
Parcours habituel :

SOCIÉTÉ DES AUTOROUTES  
PARIS-RHIN-RHÔNE  
Service Carte Y  
B.P. 82 - 21015 DIJON CEDEX



# AGRICULTURE

# AFFAIRES

## Cent trente pays ont célébré la Journée mondiale de l'alimentation

Certains pays ne savent que faire de leurs montagnes de céréales alors que la faim et la pauvreté persistent dans d'autres. On met sans cesse au point de nouvelles formes d'insécurité alimentaire, mais on ne s'occupe pas des victimes de la malnutrition. On gère de nourriture chère et chère alors qu'il y a des enfants qui meurent de faim. Quel scandale et quel mystère pour les historiens et les économistes de l'avenir !, a déclaré,

le 16 octobre à Rome, le directeur général de la F.A.O., M. Saouma, à l'occasion de la Journée mondiale de l'alimentation, une manifestation célébrée dans cent trente pays. Pour éliminer la faim d'ici à l'an 2000, il faut que la production de l'agriculture, de la pêche et des forêts augmente de 60 %, a précisé M. Saouma.

## Et si on « fichait la paix » au tiers-monde ?

L'émission de M. Polac « Droit de réponse » est explosive. Pour éviter l'écueil du dilettantisme, elle s'efforce sur celui de la confusion. Et le risque de désinformation est grand : si le débat est aussi vif, si tout le monde parle à la fois, c'est que tout est bien compliqué, c'est qu'il y a plusieurs vérités. La « télé » essaie de vous informer, mais vous voyez bien, rien n'est simple. Ah bon, dit le téléspectateur, si c'est aussi compliqué ce n'est pas pour moi. La semaine prochaine, nous parlerons de roulettes. C'est cela, pensons à autre chose...

La faim dans le monde, c'est le scandale au quotidien, toujours le même, aussi lancinant, comme les débats récurrents, les célébrations régulières, les prises de conscience programmées à dates fixes.

Samedi 16 octobre, on a donc appris, à « Droit de réponse », qu'il y avait un tiers-monde qui crève de

faim tout en nous nourrissant, nous les développés. Qu'il y a des multinationales de céréales plus puissantes qu'un pays, qu'un tiers, qu'elles ont des stratégies de développement pour pénétrer les marchés, changer des habitudes alimentaires, provoquer des besoins nouveaux ; afin de vendre plus de leurs produits. Bref, on a découvert le capitalisme.

Le désir de faire quelque chose, de militer pour le tiers-monde est de plus en plus présent chez de nombreux jeunes. Il sera vite éteint s'il ne leur est offert qu'un discours économique et politique. Les multinationales, c'est bien gros. Moscou et Washington qui s'entendent comme larrons en foire pour commercer (du grain, mais pas des tabes) sont bien loin. Dès lors lutter contre la toute puissance des multinationales du grain doit être aussi efficace que de demander à

M. Brejnev ou à M. Reagan de s'en aller.

Il est vrai qu'en protéines diverses, le grain ou le poisson de certains pays nourrissent la vache ou le cochon du riche (ou supposé tel) mais le dire et le redire aura-t-il une quelconque influence sur le régime alimentaire ou sur les investissements européens dans le manioc de Thaïlande ?

Il est vrai que nombre de pays d'Afrique dépendent plus pour s'alimenter que pour s'habiller le corps et l'esprit. Le dire et le redire empêchera-t-il M. Hertz d'être un marchand de canons satisfait ?

Dans les enclos internationaux, les chefs confèrent, font des plans, dressent des stratégies. Combien peuvent avancer sans mentir qu'ils parlent bien au nom des peuples ? Dans nombre de pays, le recul de la sécurité alimentaire est une réalité que ne doit rien au hasard, ni à un quelconque déterminisme géographique. Il a une cause humaine. Faute de pouvoir changer les rapports de force qui gouvernent le monde, on invente des vocables : nouvel ordre économique international, dialogue Nord-Sud. Et la F.A.O., toujours pleine de projets, organise une Journée mondiale annuelle de l'alimentation, le 16 octobre. Un jour par an pour prendre conscience comme ils disent. Elle fait des documents, des affiches, des discours, la F.A.O.

Mais cette nouvelle sollicitude des riches pour les pauvres, des Blancs pour les Noirs, n'est-elle pas la même que l'ancienne avec les mêmes effets dévastateurs, dès lors que cet ordre et ce dialogue, cette prise de conscience, sont vultus et épaules par ceux qui profitent toujours des inégalités ?

Alors, si on fichait la paix aux peuples du tiers-monde, — peuples au pluriel par ce qu'il n'y a pas de tiers-monde unique dans son sous-développement et son exploitation, comme il n'y a d'ailleurs pas un seul modèle d'entreprise agro-alimentaire, qui serait avide de sang noir ou jaune. Si on arrêtait de parler à leur place, on leur ficherait la paix, au sens propre du terme avec les moyens de la paix par eux définis. Qu'on apporte ce qu'ils demandent, s'ils le demandent ici dans telle vallée et dans tel village. Vous dites qu'il faut coordonner, avoir des plans de développement cohérents ? D'accord, mais le développement agricole et rural ailleurs qu'en France, là-bas comme ici, n'est efficace que si les méthodes employées sont compatibles avec la culture de ces peuples. En a-t-on conscience dans les capitales occidentales du tiers-monde, là où se définissent, plans, stratégies des programmes ; où colloques de spécialistes sont devenus une industrie nationale, et les bureaux d'études une source d'emplois pour les chômeurs du tertiaire des pays développés ?

Écoutons ces cultures, studios, longtermes sur place, pas entre deux jets. Ayons des échanges de paysans à paysans, de villages à villages, de régions à régions. C'est moins glorieux que de saper les fondations des multinationales ? Peut-être, mais diablement efficace.

JACQUES GRALL.

GEORGES CHATAIN.

## AU COLLOQUE : « VIANDES ET INDUSTRIES »

### Reconquête du marché intérieur et valorisation de la production

De notre correspondant

Limoges. — « Valoriser la matière première viande » : sur ce thème, l'établissement public régional du Limousin vient d'organiser à Brive et Tulle (Corrèze) un colloque national consacré au traitement industriel des viandes bovine, ovine et porcine. L'organisation de ce congrès avait été confiée au Comité régional d'expansion économique du Limousin.

Les travaux ont réuni quelque trois cents participants, représentant les producteurs, la recherche scientifique (Institut national de la recherche agro-alimentaire, universitaires), les professionnels de la viande (privés ou coopératives), l'administration et le pouvoir politique. Mme Cresson, étant empêchée, avait délégué M. Michel Colonna, directeur des industries agricoles et alimentaires au ministère de l'Agriculture.

« De la fourche à la fourchette », selon une formule de Mme Nicole Bécarrud, chef du service scientifique et technique de l'A.N.I.A. (Association nationale des industries agro-alimentaires), la production de viande constitue en France une filière économique complexe. Elle va même plus loin que l'alimentation humaine, puisque les industries du cuir et aussi des activités plus sophistiquées (la pharmacie, la cosmétique, etc.) s'approprient en grande partie sur le « cinquième quartier », c'est-à-dire les restes non consommables des animaux après abattage.

Or, si le secteur agro-alimentaire joue un rôle important (avec 290 milliards de francs et 10 % du chiffre d'affaires total, il se situe au deuxième rang des branches industrielles après le bâtiment-travaux publics) la filière viande n'est pas à la hauteur du potentiel qu'elle représente : avec le cheptel le plus important de la C.E.E., la France demeure encore déficitaire en viande ; elle exporte des animaux sur pied,

notamment vers l'Italie, et importe une part importante de sa nourriture carnée. Malgré un chiffre d'affaires de 90 milliards de francs, le marché de la viande est déficitaire de sept milliards de francs.

Le paradoxe de cette situation est particulièrement ressenti dans les régions d'élevage, et notamment en Limousin, qui possède le premier troupeau de vaches nourricières, et arrive au premier rang pour la production de moutons de boucherie. C'est pourquoi le Conseil régional avait pris l'initiative du colloque. La région, qui exporte vivants la moitié du cheptel qu'elle produit, s'est donnée pour ambition d'asseoir son développement sur la filière viande, et donc sur la valorisation industrielle de cette production.

Vu sous cet angle, ce colloque a pu découvrir les producteurs, qui l'ont parfois trouvé trop « théorique ». C'est que la fonction de telles confrontations est moins d'apporter des solutions à court terme que de dégager de grandes lignes pour l'avenir. En l'occurrence, ce colloque s'est cristallisé autour d'une constatation statistique : la France est certes la première consommatrice de viande de la Communauté (96 kilos par habitant et par an), mais cette consommation est en baisse, de 1 à 2 % par an. Est-ce un effet de la crise et du tassement du pouvoir d'achat ? Est-ce une évolution durable des habitudes alimentaires ? Un peu des deux sans doute, mais corollaire de cette évolution — la demande s'oriente de la viande « nature » aux productions agro-alimentaires plus élaborées. Et la reconquête du marché intérieur passe par un nécessaire effort d'industrialisation. Pour concrétiser cet effort, l'ensemble des professionnels de la filière viande attend des initiatives des pouvoirs publics.

## DÉCIDÉE À ÉVITER LA « SOCIALISATION DES PERTES »

### La Société marseillaise de crédit préconise « une nouvelle approche du risque bancaire »

M. Jean-Paul Escande, P.-D.G. de la Société marseillaise de crédit (S.M.C.), a annoncé, le vendredi 15 octobre à Marseille, une série d'initiatives que compte prendre cet établissement en faveur des entreprises de Midi méditerranéen dans le cadre de la politique économique nationale et conformément aux priorités de la planification régionale.

Cette réorientation des activités de la S.M.C. suppose, selon M. Jean-Paul Escande, « une nouvelle approche du risque bancaire » qui passe notamment par un effort d'innovation et une coopération accrue des banques pour venir en aide aux entreprises en difficulté tout en évitant l'écueil de la « socialisation des pertes ».

Marseille. — Vieille dame de cent ans, la Société marseillaise de crédit, qui se classe au vingt-deuxième rang des banques françaises par le montant des dépôts (1), se veut résolument, sous l'impulsion de son nouveau P.D.G., le banquier du changement dans sa sphère d'influence régionale.

Son ambition consiste en premier lieu à susciter de nouvelles activités dans les secteurs correspondant aux vocations du Midi méditerranéen et présentant un intérêt technologique, en particulier le sol-air et l'agro-alimentaire. A cette fin, l'établissement marseillais a décidé la création d'une direction des interventions économiques régionales, largement autonome, et qui disposera d'un budget égal à 20 % de l'augmentation annuelle des capacités de crédit de la S.M.C., soit pour 1983 environ 80 millions de francs. Les entreprises de croissance bénéficiant de ses aides seront sélectionnées selon des critères d'exploitation que celle des bilans et tenant à privilégier la notion de « utilité sociale ».

En ce qui concerne les créations d'entreprises, le P.D.G. de la S.M.C. s'est déclaré partisan d'un renforcement de la présence de l'établissement dans les organismes d'aide existants « et qui ont réussi », de préférence à la mise en place de nouvelles structures aboutissant à une dispersion des moyens financiers. La S.M.C. récompensera chaque année une entreprise innovante par un prix sous forme de concours bancaire.

### De notre correspondant régional

« de haut de bilan » à taux réduit. L'établissement souhaite également contribuer à l'animation de la bourse de Marseille en incitant les sociétés à faire coter leurs titres et en créant un fonds commun de placement Méditerranéen-investissement orienté vers l'épargne régionale.

M. Escande a toutefois repoussé l'idée d'emprunts regroupés de P.M.E. dans des circonstances actuelles. « Inopportunes ». Le P.D.G. de la S.M.C. a surtout insisté sur le caractère « d'une nouvelle approche du risque bancaire qui doit nous amener », a-t-il précisé, « à un traitement particulier des entreprises en difficultés ». Cette démarche implique, pour M. Escande, la détermination par l'ensemble des acteurs économiques régionaux de nouveaux indicateurs d'alerte, le renforcement des pools bancaires et la création d'un « vivier de ressources » pouvant avoir accès au capital sous forme d'apports en industries.

« A mon sens, a-t-il déclaré, les banques doivent s'unir pour prévoir les risques à long terme se fixant par l'évolution de l'environnement économique. La concurrence s'exerce désormais dans la connaissance de l'entreprise (...) mais le risque de socialisation des pertes impose une grande rigueur de gestion sous peine d'empêcher les canards boiteux. Nous ne pouvons, nous, banques inscrites, à d'autre part ajoutée M. Escande,

supporter la plus grande part des risques industriels et voir nos dépôts et nos clients happés par les réseaux privilégiés. Nous sommes pour une concurrence dans laquelle les meilleurs gagneront, mais une concurrence à armes égales ».

La S.M.C. se propose enfin, d'inciter les entreprises à exporter, en préparant notamment des actions en direction des pays d'Afrique du nord pour permettre à ses clients de trouver de nouveaux débouchés. Elle interviendra également dans le domaine culturel pour favoriser la créativité par le biais d'une fondation musicale qui aura pour but de faire connaître chaque année un compositeur régional grâce à une série de concerts.

GUY PORTE.

(1) Au 31 août 1982, le montant des dépôts de la S.M.C. atteignait 6,970 milliards de francs, dont 4,617 provenant de particuliers. Sur cette somme, plus de 4 milliards de francs ont été employés à 90 % dans la région méditerranéenne. La nationalisation de l'établissement, selon M. Escande, n'a provoqué aucun départ de clients ni de diminution sensible des dépôts dont l'augmentation en 82 devrait être supérieure au taux de l'inflation. La S.M.C. qui emploie 3 500 salariés, compte 330 000 clients (dont 70 000 entreprises) et dispose d'un réseau de 200 guichets répartis dans les régions Midi-Pyrénées, Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Rhône-Alpes et à Paris.

## Faits et chiffres

### Agriculture

■ M. Doumenge juge « bon pour la France » l'accord sur les céréales signé à Moscou par M. Cresson. Selon le président d'Interagros les quantités de céréales que la France pourrait vendre à l'U.R.S.S. sont précisées dans « un document non publié pour des raisons commerciales ». La France pourrait ainsi espérer vendre 3 millions de tonnes de céréales à l'U.R.S.S.

### Energie

■ Deux découvertes pétrolières d'El-Gabon. — El-Gabon, filiale à 48 % d'Elf-Aquitaine, vient de réaliser deux découvertes au large du Gabon. La première, sur un permis dévolu par elle à 100 %, a obtenu un débit moyen de 320 mètres cubes d'huile par jour à partir de chaque niveau producteur. La seconde sur un permis dévolu par elle à 30 % et à 70 % par la filiale gabonaise du groupe japonais C. ITOH a donné un débit de 265 mètres cubes d'huile par jour.

■ Découverte d'un important gisement de pétrole en Sicile. — Un gisement pétrolier d'une « importance considérable », selon Montedison, a été découvert dans le sous-sol du canal de Sicile. Montedison explore ce permis pour un consortium auquel elle participe avec AGIP — filiale de l'ENI — pour 30 %, Canada Northwest pour 20 %, Petro-marine et Elf-Aquitaine pour 10 %.

### Etranger

#### DANEMARK

■ Le nombre de chômeurs danois se situait, en août, à 235 700, soit 9 % de la population active, contre 7,9 % le mois précédent et 8,2 % en août 1981. Corrigé des variations saisonnières, ce nombre s'établissait à 248 000, soit 9,5 % de la population active, contre 9,3 % le mois précédent et 8,9 % une année plus tôt. — (A.F.P.)

#### ISRAËL

■ L'indice général des prix à la consommation a augmenté de 7,6 % en septembre. En un an, le coût de la vie s'est accru, de septembre 1981 à septembre 1982, de 130 %.

### Social

■ La formation des jeunes : des stands d'accueil dans le métro parisien. — Dans le cadre de la campagne « Un métier pour réussir », en faveur des jeunes de seize à dix-huit ans, le ministère de la formation professionnelle organise du 18 au 22 octobre des stands d'information en collaboration avec la R.A.T.P. et la S.N.C.F. Ces lieux d'accueil fonctionneront de 15 heures à 19 heures aux stations de métro Châtelet-Les Halles, Fort-d'Aubervilliers et Châtillon-Montrouge, ainsi que dans trois gares de province : celles d'Amiens et de Lyon aux mêmes dates, et celle de Metz du 25 au 29 octobre.

**CHEFS D'ENTREPRISE**

**VOUS RECHERCHER  
DES BUREAUX, DES LOCAUX  
COMMERCIAUX ET INDUSTRIELS**

**Le Monde**

**VOUS PROPOSE  
MARDI et MERCREDI**

**DANS SA RUBRIQUE IMMOBILIÈRE  
DES AFFAIRES SÉLECTIONNÉES  
PAR DES PROFESSIONNELS  
DE L'IMMOBILIER D'ENTREPRISE**



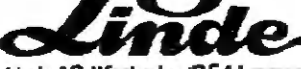
## La technique au service de l'homme

Mademoiselle Nancy s'attarde fréquemment le soir à son bureau. Elle n'est plus motivée pour se préparer un bon repas. La facilité de choisir un plat cuisiné stocké dans la congélateur, l'encourage. De nombreux foyers consomment ainsi annuellement environ 9 kg de produits surgelés ; c'est en effet, un moyen agréable, pratique et sain de s'alimenter rapidement.

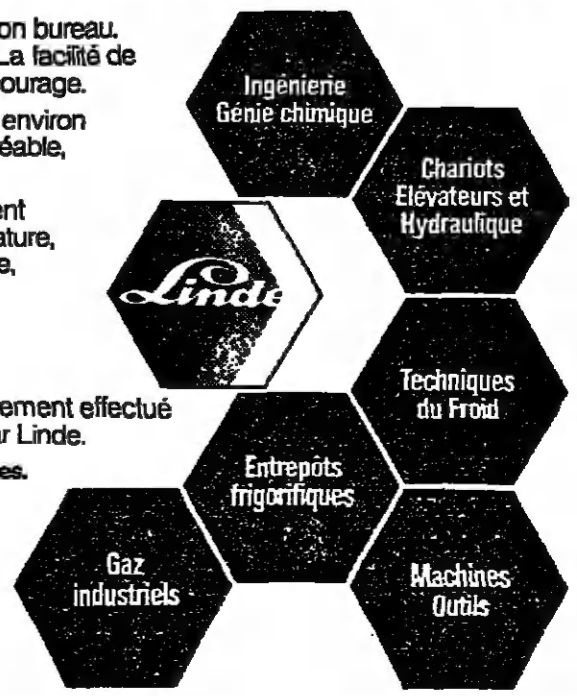
La variété et la qualité des produits surgelés augmentent régulièrement. Grâce aux vitrines Linde basse température, disposant de la technologie frigorifique la plus moderne, la chaîne de froid de produits surgelés servant le consommateur, représente une sécurité dans la conservation de ces produits et offre une présentation attrayante de ceux-ci.

Le réapprovisionnement de ces vitrines peut être rapidement effectué grâce à une chambre froide de congélation réalisée par Linde.

Linde : 19.000 employés ; 3,125 milliards de DM de chiffres d'affaires.



Linde A.G. Westfalen (R.F.A.), représentée par :  
Linde Froid et Climatisation S.A.R.L., Morannes, 78630 Orgeval, Tél. (3) 975.84.79  
Linde Maintenance S.A.R.L., Morannes, 78630 Orgeval, Tél. (3) 975.73.00



551 من الاموال



# INFORMATIONS « SERVICES »

## VIVRE A PARIS

### Dans toutes les langues

On peut apprendre l'anglais, l'espagnol, le russe, le chinois ou même... le français gratuitement à Paris. Il suffit de se rendre au Centre Georges-Pompidou.

Tout comme la bibliothèque qui l'abrite, la médiathèque est entièrement libre d'accès et gratuite. Ce qui explique sans doute son succès : plus de six cents personnes s'y rendent chaque jour pour y étudier l'une des quatre-vingt-quatre langues proposées. Ainsi, le « laboratoire n° 1 » affiche souvent complet et il n'est pas rare de devoir attendre plus d'une heure pour y pénétrer. Les courageux amateurs d'allemand, d'anglais, d'espagnol et de français devraient s'y rendre le samedi ou le dimanche matin : on évite alors les encombrements.

La médiathèque ne dispense aucun enseignement, mais un personnel qualifié conseille le visiteur sur le choix des documents à consulter. Car c'est là la caractéristique irremplaçable (et unique au monde) de la médiathèque : proposer un nombre considérable de méthodes d'apprentissage et de documents sonores (plus de deux cent soixante méthodes et 400 de quatre cents documents différents).

En plus des soixante cabines traditionnelles à tout enseignement audio-oral (bandes magnétiques accompagnées d'un manuel), on trouve, en effet, des méthodes plus sophistiquées utilisant la télévision comme support d'images, ainsi qu'un système audiovisuel total, mis au point par la bibliothèque publique d'information, qui permet à l'utilisateur, grâce à l'enregistrement vidéo immédiat de voir sa performance. On peut aussi indifféremment écouter en version originale une pièce de théâtre, des chansons, des discours, et regarder des documentaires ou des films de fiction, qui ont répondu à des critères de choix bien précis : « Nous sélectionnons nos documents avant tout

en raison de leur intérêt linguistique ainsi que pour l'aperçu qu'ils donnent de la culture du pays d'origine », explique Jacqueline Ekizian, la responsable.

Il est également possible de consulter, hors laboratoire, les catalogues et les manuels de toutes les méthodes disponibles (ce qui permet de préparer plus efficacement le travail en cabinet), ainsi que la liste des autres centres d'enseignement de langues en région parisienne.

La médiathèque est donc aussi un excellent moyen de tester différentes méthodes d'apprentissage avant de s'inscrire éventuellement dans un cours privé. Cette possibilité est précieuse en raison de certains tarifs pratiqués. « Toute langue peut être apprise à condition de trouver le type d'enseignement approprié à sa personnalité. Et ne sous-estimons pas nos capacités autodidactes : elles sont souvent plus importantes qu'on le croit », estime Jean-Pierre Berman, conseiller linguistique.

Répetons-le : il n'est pas nécessaire d'appartenir au préalable à une école, à une université, ou de posséder un quelconque diplôme pour accéder à la médiathèque du Centre Pompidou. La richesse de son équipement donne potentiellement à chacun une chance égale d'accéder à des connaissances nouvelles, qu'il s'agisse d'apprendre une langue pour trouver un emploi, poursuivre des études ou effectuer un séjour à l'étranger. Mais ne savons-nous pas déjà qu'à Beaubourg des motivations comme d'autres, plus simplement ludiques, trouvaient toujours une réponse ?

PHILIPPE DUMONT.

★ Renseignements : Médiathèque de langues, bibliothèque publique d'information, Centre Georges-Pompidou, 75191 Paris Cedex 04, ouvert les lundis, mardis, jeudis et vendredis de 12 heures à 22 heures. Les samedis et dimanches de 10 heures à 22 heures (fermé le mardi). Tél. : (1) 278-70-65.

## A BIARRITZ

### Les Français sont champions du monde de bridge par équipes

Biarritz - La Marcellaise a remporté, le samedi 16 octobre, à Biarritz au casino Bellevue, lors de la cérémonie de clôture des sixièmes championnats du monde de bridge : la France a, en effet, obtenu le plus prestigieux des quatre titres décernés au cours de ces championnats : l'épreuve par équipes de quatre.

L'équipe de Michel Lebel, 38 ans, Philippe Soulet, 28 ans, Dominique Pilon, 30 ans, et Albert Faigenbaum, 35 ans (capitaine : Pierre Schmeil), a triomphé, en finale, de l'équipe américaine composée de Charles Martel, Lew Stansby, Peter Pender, Hugh Ross, Ed Mansfield, et Kit Woolsey. Les deux premiers ayant gagné une semaine auparavant le titre de l'épreuve par « paires-ouvertes ».

Cette finale en quatre-vingts parties de dix-sept points (17 à 16) avait été marquée par deux coups de cœur : l'un pour les Français, puisque leurs adversaires demandèrent et réussirent le grand chelem sur une impasse (les Français s'étaient arrêtés au petit chelem), alors qu'un autre grand chelem tenté par les tricolores chuta sur une impasse.

Le score fut très serré tout au long de la partie, chaque équipe reprenant tout à tour la tête de quelques points, menaçant ainsi une intense suspense pour les quelques milliers de spectateurs qui suivaient le match transmis en direct sur le grand écran de la salle de cinéma du casino municipal. Les supporters français furent cependant un peu soulagés au cours des seize dernières heures lorsque Albert Faigenbaum fut contrainct à trois piques et réussit son contrat.

Cent vingt-neuf équipes venues de soixante et une nations participaient à cette épreuve, véritable marathon d'une semaine, à raison de huit à dix heures de bridge quotidiennes. Les matches se disputaient par k.o., mais les battus ne perdaient pas toute chance puisqu'ils continuaient à rivaliser dans un mouvement dit « suisse », dont le vainqueur était repêché pour accéder directement aux demi-finales. Ainsi, l'équipe américaine de Martel battue lors des seizièmes de finale par une redoutable équipe de compatriotes, celles des Acs des Dallas, réussit à gagner le mouvement « suisse » et retrouva les Acs en demi-finales et elle prit sur ce coup-ci une terrible revanche en

l'emportant par le score sans appel de 205 points à 85.

Autre temps fort de ces seizièmes de finale : la rencontre opposant l'équipe Lebel aux autres Français Chemla, Szwar, Perron, Mari. D'un côté deux champions du monde de bridge par équipes en titre (obtenus en 1980 à Valkenburg et Pays-Bas, Lebel et Soulet, et de l'autre, quant à l'équipe Chemla menant de 27 points à la mi-temps. Mais l'équipe Lebel remonta le handicap : match nul ! Le règlement prévoyait alors le « tir des pénalités » pour départager les équipes. Deux dames ainsi rejouées furent favorables à Lebel et ses hommes.

Ces championnats, qui auront constitué le plus grand rassemblement mondial du bridge, ont reflété la domination américano-française dans la compétition, constatée déjà depuis quelques années. Les U.S.A. ont toutefois réalisé la plus fructueuse moisson de médailles : deux or (paires-ouvertes et paires dames) et trois argent (paires-mixtes, paires dames et équipes par quatre). Les Français obtinrent deux médailles : or (équipes par quatre) et bronze (mixte). De même que les Canadiens : or (mixte), et bronze (équipes par quatre). Enfin, les Hollandais remportent une médaille d'argent (paires-ouvertes), les Brésiliens et les Anglais une médaille de bronze (paires-ouvertes pour les premiers, paires dames pour les seconds). - G.D.

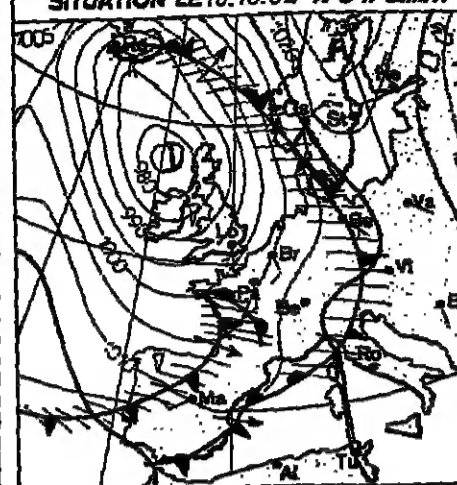
## PARIS EN VISITES

### MERCREDI 20 OCTOBRE

- « Exposition Oudry », 12 h 30, Grand Palais, M<sup>e</sup> Carnier-Auberg.
- « Musée de Cluny raconté aux jeunes », 14 h 30, 6, place Paul-Painlevé, M<sup>e</sup> Vermeersch.
- « Hôtel de Sully », 15 h, 62, rue Saint-Antoine, M<sup>e</sup> Brossais.
- « Château de Coubertin », 15 h, gare Saint-Rémy-Hés-Chèvreuse, M<sup>e</sup> Chapuis.
- « Eglises orientales de Paris », 15 h, devant le Collège de France, rue des Ecoles, M<sup>e</sup> Pennetier.
- « De la Bastille à la Concorde », 16 h 30, 62, rue Saint-Antoine, M<sup>e</sup> Le Grégoire (Caisse nationale des monuments historiques).
- « Histoire des écoles », 14 h 30, hôtel de ville de Versailles, V. Thabault.
- « Hôtel de Launay », 15 h, 17, quai d'Anjou (Approche de l'art).
- « La chapelle de la Sainte Chapelle », 14 h 45, 1, quai de l'Horloge (Arts et curiosités de Paris).

## MÉTÉOROLOGIE

### SITUATION LE 18.10.82 A 0 h G.M.T.



Evolution probable du temps en France entre le lundi 18 octobre à 0 heure et le mardi 19 octobre à minuit : La France sera prise en tenaille entre deux perturbations : une première, qui a balayé le pays lundi et qui traîne encore au sud de l'extrême Sud-Est mardi ; la deuxième arrivera mardi soir à la pointe de la Bretagne.

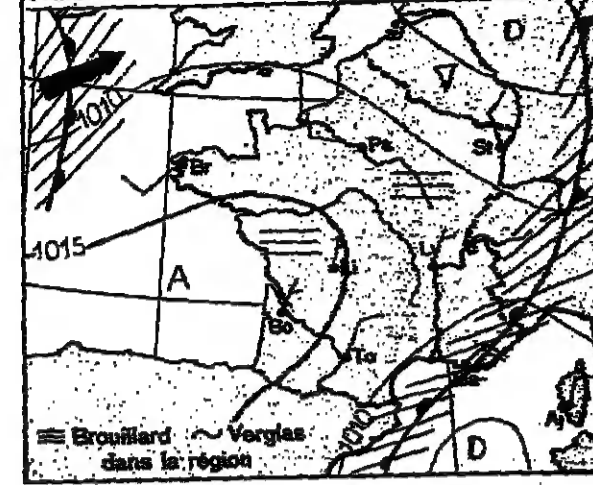
Mardi, sur les Alpes du Sud, la Corse, la Provence et, momentanément, sur le sud du Massif central, du temps couvert et des pluies. Sur toutes les autres régions, la météo sera encore un peu maussade, humide avec beaucoup de nuages, des brumes de l'Aquitaine au Limousin.

A la mi-journée, amélioration, le ciel sera plus variable et de larges éclaircies se développeront. Des ondées tout de même, surtout de la Manche orientale aux Vosges. Sur la pointe de Bretagne, en soirée, arrivées de nouvelles pluies.

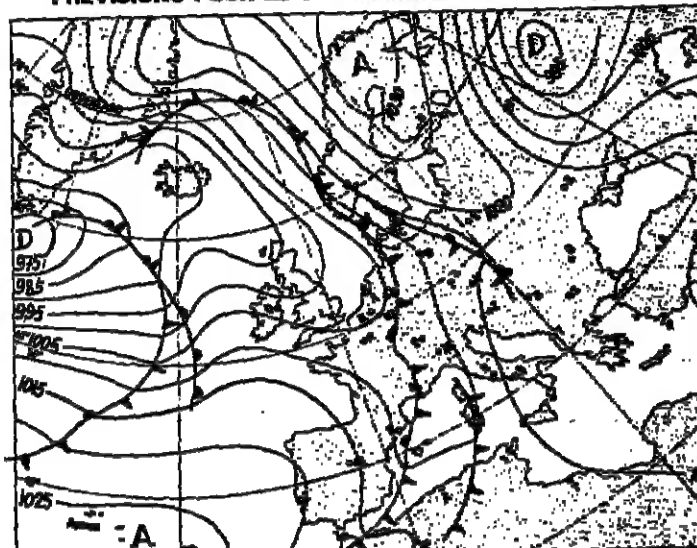
Les températures évolueront peu entre lundi et mardi, toujours des valeurs voisines des normales tant la nuit que dans la journée.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 17 octobre ; le second, le minimum de la nuit du 17 au 18 octobre) : Ajaccio, 18 et 13 degrés ; Biarritz, 20 et 13 ; Bordeaux, 18 et 13 ; Bourges, 17 et 11 ; Brest, 14 et 10 ; Caen, 16 et 11 ; Charbourg, 14 et 9 ; Clermont-Ferrand, 17 et 10 ; Dijon, 13 et 9 ; Grenoble, 13 et 8 ; Lille, 15 et 11 ; Lyon, 16 et 10 ; Marseille-Mariniane, 20 et 15 ; Nancy, 16 et 7 ; Nantes, 16 et 12 ; Nice-Côte d'Azur, 14 et 13 ; Paris-

### PRÉVISIONS POUR LE 19.10. DÉBUT DE MATINÉE



### PRÉVISIONS POUR LE 19 OCTOBRE A 0 HEURE (G.M.T.)



Le Bourget, 16 et 11 ; Pau, 20 et 11 ; Perpignan, 19 et 10 ; Rennes, 16 et 12 ; Strasbourg, 15 et 5 ; Tours, 15 et 11 ; Toulouse, 19 et 11 ; Pointe-à-Pitre, 30 et 23.

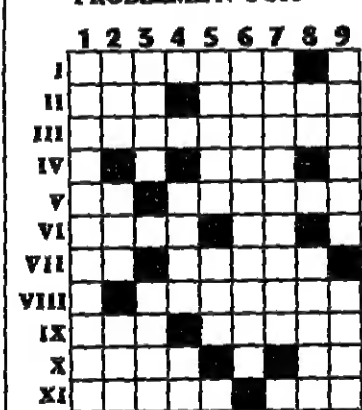
Températures relevées à l'étranger : Alger, 29 et 15 degrés ; Amsterdam, 15 et 9 ; Athènes, 24 et 13 ; Berlin, 14 et 8 ; Bonn, 16 et 8 ; Bruxelles, 15 et 11 ; Le Caire, 30 et 21 ; Les Canaries, 26 et 20 ; Coppenhague, 13 et 10 ; Dakar, 31 et 27 ;

Djerba, 25 et 18 ; Genève, 11 et 9 ; Jérusalem, 20 et 17 ; Lisbonne, 20 et 12 ; Londres, 15 et 10 ; Luxembourg, 14 et 8 ; Madrid, 19 et 12 ; Moscou, 12 et 7 ; Nairobi, 19 et 15 ; New-York, 12 et 7 ; Palma-de-Majorque, 25 et 21 ; Rome, 21 et 12 ; Stockholm, 6 et 0 ; Tanger, 27 et 12 ; Tunis, 29 et 14.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

## MOTS CROISÉS

### PROBLÈME N° 3300



### HORIZONTALEMENT

1. Terre promise par des candidats à la députation. - II. Domaine des nappes envahies par celui des océans. - III. Stériles au point de ne pouvoir engendrer même une batarde. - IV. Le dernier est toujours à l'heure. - V. Brillant étalon. Rave, sa place est dans un ravier. - VI. Préfixe de l'infinifinité. Préparation. - VII. Il est général dans certains camps retranchés. La rousse l'examine de près quand elle est grise. - VIII. Un tel spectacle donne le grand frisson. - IX. Prend jour à la lumière des faits. Dans le sang. - X. Sans valeur au singulier, fait parfois défaut au pluriel. Dans un proverbe où il est question de récidive. - XI. Abandonne sa côte froide pour réchauffer les autres. C'est, bien souvent, un trio d'agités.

### VERTICALEMENT

1. Femme subissant un traitement cellulaire. - 2. Plante qui pousse et

### reousse. Grand rêve nassérien dont il ne reste plus que les initiales. Mage à Bethléem ; magat à Bethléhem. - 3. Bruit précédant une réaffirmation d'espérances. Ce que fait le battant de la cloche et celle-ci dans le clocher. - 4. C'est quand on le dit jol qu'il provoque de l'envie. Préparation. - 5. Produit de régime. Héros d'une histoire de brigands. - 6. Zéro en composition. - 7. Joyeuse bande qui se répand dans les rues les jours de carnaval. - 8. Article. Prince des Ténébres et fils de la Nuit. - 9. Groupement d'ouvriers non syndiqués. Esprits gaulois.

### Solution du problème n° 3299

- Horizontalement  
I. Confessionnel. - II. Omer. Tente. Iole. - III. NI. AL. Utérin. Ou. - IV. Scandale. En. Cil. - V. Cruciverbiste. - VI. Le. Hora. Duels. - VII. Entité. Océlie. - VIII. Ose. Tristesse (allusion à Sagan). - IX. Ciné. Aran. Ester. - X. Epilepsie. - XI. Secret. Nu. Hi. - XII. Epareront. ignée. - XIII. Poss. On. Ide. Ur. - XIV. Irène. Rire. Arc. - XV. Et. Etouffement.

- Verticalement  
1. Conscience. Epie. - 2. Omicron. Sport. - 3. Ne. An. Tondense. - 4. Franchise. Crâne. - 5. Idiote. Ere. Et. - 6. ST. Avre. Apéro. - 7. Seules. Triton. - 8. Inter. Oral. Nerf. - 9. Ote. Ciment. If. - 10. Nérédies. Pu. Ira. - 11. Insultes. Idem. - 12. Aïn. Téléstige. - 13. Lâ. Célest. An. - 14. Lot. Se. Heurt. - 15. Seuls. Derrière.

GUY BROUTY.

## TRANSPORTS

### Nouveaux tarifs à la S.N.C.F.

De nouvelles facilités tarifaires seront offertes aux voyageurs de la S.N.C.F. à partir du 1<sup>er</sup> novembre 1982.

★ Tarifs mixtes-groupes : Jusqu'au 31 octobre, le tarif groupes d'au moins 10 personnes et plus. Avec le nouveau tarif mixte-groupes, 5 personnes voyageant ensemble pourront désormais bénéficier d'une réduction de 25 % pour tout voyage aller et retour dans des trains de nuit.

Le bénéfice de ce tarif concerne les voyageurs la nécessité de réserver les places pour chaque trajet au moins deux semaines avant la date de départ. Dans le cas où le train concerné n'est pas ouvert à la réservation, le billet devra être acquis au moins deux jours avant le départ.

★ Augmentation du taux de réduction pour les groupes de 10 personnes à 24 personnes.

Les groupes de 10 à 24 personnes voyageant en période bleue et blanche bénéficieront désormais d'une réduction de 25 % (au lieu de 20 %). Le taux de 30 % applicable aux groupes d'au moins 25 personnes reste inchangé.

★ Assouplissement des conditions d'utilisation du billet « séjour » : Le billet « séjour » permet de bénéficier d'une réduction de 25 % pour tout voyage aller et retour en circulaire d'un mois 1 000 km (ou payant pour cette distance) dont chacun des trajets débute en période bleue. De plus, le voyage de retour ne peut être effectué avant le cinquième jour suivant le jour de départ, celui-ci ne compris.

Dorénavant, le voyageur pourra choisir entre cette classe et une nouvelle qui lui fera simplement obligation d'avoir un dimanche ou une fraction de dimanche dans son séjour à destination sans limitation de durée. Par exemple, pour un voyage aller commençant le vendredi avant 15 heures et le samedi après 12 heures, le retour peut être envisagé dès le dimanche avant 15 heures ou le lundi après 12 heures.

★ UN CENTRE D'INFORMATIONS DE LA S.N.C.F. : Un centre d'informations de la S.N.C.F. est ouvert depuis le début de l'été 1982 au 86 de la rue Saint-Lazare dans la façade réhabilitée du siège de la Société nationale. Ce centre, ouvert au public, permet à toute personne intéressée par le rôle de la S.N.C.F. de se documenter sur les activités générales de l'entreprise, sur les techniques ferroviaires.

Des renseignements d'ordre commercial pour les voyageurs peuvent également y être obtenus, mais aucune vente de billets ou de réservations de places n'y est assurée.

★ Du lundi au vendredi, de 9 heures à 11 h 45 et de 12 h 45 à 17 heures.

## JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du dimanche 17 octobre 1982 :

### DES ORDONNANCES

- Institut des assesseurs coutumiers dans le territoire de la Nouvelle-Calédonie et dépendances au tribunal civil de première instance et à la cour d'appel ;
- Relative au développement économique de la Nouvelle-Calédonie ;
- Portant création d'un office culturel, scientifique et technique canaque ;
- Relative à l'aménagement foncier, à l'établissement rural et à la reconnaissance des droits coutumiers sur le sol de la Nouvelle-Calédonie et dépendances.

### DES DÉCRETS

- Portant incorporation dans le code officiel des impôts de divers textes modifiant et complétant certaines dispositions de ce code ;
- Portant création du Centre national des arts plastiques ;
- Modifiant et complétant le décret du 17 décembre 1955 modifié relatif aux anciennes justices de paix.

### DES ARRÊTÉS

- Autorisant l'émission d'un emprunt par la caisse centrale de coopération économique ;
- Fixant les conditions d'agrément des sociétés d'économie mixte des départements d'outre-mer pour bénéficier des financements de la caisse de prêts aux organismes d'habitations à loyer modéré.

## BREF

### BOURSES

DES BOURSES D'ÉTUDES et de recherche, d'une durée de deux ans (d'avril 1983 à mars 1985) ou d'un an et demi (d'octobre 1983 à mars 1985) sont attribuées par le gouvernement japonais pour toutes les disciplines littéraires, artistiques et scientifiques. Les candidats doivent avoir la ferme intention d'apprendre la langue japonaise. Les boursiers posséderont très peu ou aucune connaissance du japonais avant leur admission. Les candidats doivent avoir le niveau linguistique de six mois qui se déroule à l'université des langues étrangères d'Osaka.

Les candidats doivent être au minimum titulaires du diplôme de licence ou d'un diplôme équivalent (soit admis à postuler les étudiants préparant ledit diplôme pour le mois de juin 1983) et avoir moins de trente-cinq ans.

Le montant mensuel de la bourse est de 166 000 yens le boursier devant payer lui-même son logement.

Le voyage aller et retour par avion, classe touristes, est à la charge des autorités japonaises.

Pour le retrait du dossier, écrire au Bureau de la formation des Français à l'étranger, ministère des relations extérieures, 64, avenue Kléber, Paris (16<sup>e</sup>). Les dossiers doivent être retournés à la même adresse avant le 15 novembre.

★ Renseignements : Ambassade du Japon, service culturel, 7, avenue Hoche, 75008 Paris. Tél. : 766-82-22.

## HISTOIRE

HIROSHIMA-NAGASAKI - Le Comité de vigilance Hiroshima-Nagasaki (Maison des associations, 28, rue Victor-Hugo, 92240 Malakoff), présente le film japonais Hiroshima, document historique sur Hiroshima et Nagasaki : jeudi 21 octobre, 20 h 30, Théâtre 71, à Malakoff ; samedi 23, 23 h 30, cinéma Bonaparte, place Saint-Sulpice, Paris ; lundi 26, 20 h 15, Institut d'anglais, 8, rue Charles-V, Paris ; mardi 26, 20 h, palais de la Mutualité ; mercredi 27, 20 h 30, paroisse protestante, 17, rue des Petites-Hôtels, Paris ; jeudi 28, 20 h 30, salle Saint-Jacques, Paris ; vendredi 29, 20 h 30, place municipale, Aubervilliers ; samedi 30, 19 h, salle Agnès, 177, rue de Charonne, Paris ; vendredi 5 novembre, Centre communautaire, 2, impasse des Epinettes, Paris.

## STAGES

EXPRESSION CORPORELLE EN ARDÈCHE - Le Théâtre du Moulinage, à Lussas-en-Ardèche, organise des stages sur l'expression corporelle avec Isaac Alvenet et les comédiens mimes. Toussaint : du 25 octobre 11 h à 31 octobre 14 h, forfait : 400 F. Noël : du 26 décembre 11 h à 2 janvier 14 h, forfait : 500 F.

★ Théâtre du Moulinage, 87170 Lussas. Tél. : (75) 36-13-52.

CONTRÔLE DES MATÉRIAUX - Un stage de formation continue destiné à la spécialité « matériaux », contrôle physique et métallurgique, est organisé par l'I.U.T. de Rouen. Ce stage s'adresse aux titulaires d'un diplôme universitaire de technologie (D.U.T.), masters physiques ou chimiques. Cette formation de stage-mois comprend quatre mois de stage en entreprises.

★ Département de sciences physiques - B.P. 47 - 76130 Mont-Saint-Aignan. Tél. : (35) 71-71-41, poste 416.



**15 OCTOBRE**

Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
		100,00	100,00	100,00

302	100	S.K.F.(Applic. mcs.)	60	60
77 10		Total C.F.M.	74	
806 60	84 50	Ulmex	207	
780	775	Voyer S.A.	1 36	
583				
73	68 50	15 / 10	Embossing	Recher-
90	85		Fine	net
7 25			Index	
57000	36800			
32 50	54			
140	130			
14	c	Actions France	161 35	154 03
28 80	28 80	Actions-Prestant	157 81	158 94
46	46	Actions selection	22 59	21 71
		Affiliated	254 07	262 16
		A.S.F. Bond	192 86	184 11

[illegible]

30	30	29	East. Richmond	273 40	404 20
30	30	62	East. St. Francis	320 47	396 80
30	30	185	IM&S	296 53	234 44
30	30	343	Indo-Finland	1047 08	1047 08
30	30	122	Ind. Singapore	432 09	504 08
30	30	9	Interbank	7763 48	7430 53
30	30	113	Interbank France	205 54	196 22
30	30	504	Invest. Obligations	303 58	289 82
30	30	630	Invest. Obligations	10180 24	10158 31
30	30	3	Invest. St-Honore	477 28	465 62
30	30	7	Laurel-Expansive	481 89	460 04
30	30	905	Laurel-France	147 87	141 16
30	30	67	Laurel-Indo	181 18	181 18
30	30	67	Laurel-Tony	173 39	166 36
30	30	118	Laurel-Tony	541 43	516 88
30	30	120	Linea Portuaria	348 31	333 47
30	30	160	Maurit. Obligations	244 22	233 05
30	30	20	Monte Invest.	388 57	370 16

38	135	Multi-Mediment .....	130 17	124 27
20 50	118	Neo-Espagne .....	11344 62	11232 30
51	....	Neo-Inter. ....	712 30	680

52		Nitin-Valluuri	406 14	307 72
55		Odham	141 94	126 50
55		Pacificon St-Honori	239 01	204 50
50	530	Paragon Genetics	388 03	373 70
50	50	Parva Innovations	305 03	305 52
50	30	Perceptive Investments	222 29	212 20
		Precision St-Honori	1042 05	1042 90
		Price, Mobilize	338 78	348 79
		Progenics	1132 20	1122 20
		Scienc. Mobil. Div.	251 15	249 73
		S.P.I. Partners	187 26	178 77
		Schneider-Randall	151 76	144 87
		SGL Inc. (ex)	159 59	162 32
		Silicon B. Corp.	284 54	288 06
		Siliconix	324 54	326 55
		Sisco-Snow	168 73	161 48
		S.I. Ent.	703 28	671 40
		Skunkworks	250 80	258 52
		Snow	218 10	218 76

75	380	Steuer	254 37	242 84
		S.L.G.	560 75	542 34
		S.M.I.	802 98	768 57
		Steuer	331 51	318 48

162	Sagepines .....	270 79	250 51
---	Sagewts .....	809 85	582
---	Sagewts .....	772 25	737 23
---	Soil Invests .....	355 59	339 47
3 50c	U.A.P. Invests .....	251 89	240 56

20	Unbraced	194 14	185 34
11	Unkicker	500 91	478 20
08	Unigation	438 50	416 76
05	Un-Japan	617 71	589 70
05	Unimata	1489 92	1450 92

118	Unser	11425 17	11425 17
537	Vietnam	280 09	257 38
120	Vietnam	111836 10	111834 29
	World Invest.	514 15	492 84

après la clôture, la cotation des valeurs ayant lieu entre 14 h. 15 et 14 h. 30. Pour cette activité des derniers cours de l'après-midi.

après la clôture, la cotation des valeurs ayant lieu entre 14 h. 15 et 14 h. 30. Pour cette activité des derniers jours de l'après-midi.

[illegible][illegible]

501 من الأعمال



# Le Monde

## UN JOUR DANS LE MONDE

### IDÉES

2. QUELLE SOCIÉTÉ DEMAIN ?  
« La tragédie des démocraties », par Jacques Delors ; « Le libéralisme... tout simplement », par Michel Drancourt ; « Une voie nouvelle », par J.-Y. Corbier et A.-P. NOB.

### ÉTRANGER

3. LES PROLONGEMENTS DE LA CRISE LIBANAISE.  
4-6. EUROPE  
— IRLANDE DU NORD : A la veille des élections, le « plan de dévolution » de Londres paraît déjà voué à l'échec.  
— POLOGNE : Mgr Glomp constate qu'aucun dialogue n'est possible avec le pouvoir.  
5-7. ASIE  
7. SRI-LANKA : L'élection présidentielle se déroule pour la première fois au suffrage universel.  
9. FRANCOPHONIE :  
— Une nouvelle politique pour « vendre » le français à l'étranger.

### POLITIQUE

10. M. Chirac ou « Grand Jury R.T.L. le Monde ».  
12. M. Marchais à Pékin : « Pas question de quitter le gouvernement après les élections municipales ».  
12. DÉFENSE : La mort du général Béthouart.

### RÉGIONS

13. FAITS ET PROJETS.  
14. ILE-DE-FRANCE : L'imbricatio immobilière.

### SOCIÉTÉ

15. L'effluve de mort du Carol.  
16. ÉDUCATION : Les assises nationales du P.C.  
17. MÉDECINE : Le congrès de l'Union nationale pour la médecine.  
17. SPORTS : VOILE, la course autour du monde en solitaire ; RUGBY : Les trois coups d'une rude saison.  
18. ANCIENS COMBATTANTS :  
— HISTOIRE : Il y a quarante ans, au Mont-Valérien, l'exécution de cent seize otages.

### CULTURE

19. THÉÂTRE : « Mère Courage » à Créteil ; « La Vie est un songe », au Français.  
— MUSIQUE : Concerts Stokhausen.  
21. RADIO-TELEVISION :  
— VU : « Regardez français ».  
— Le 8<sup>e</sup> Vidcom à Cannes.

### LE MONDE DE L'ÉCONOMIE

23 à 26. LA CRISE DE LA SIDERURGIE EUROPÉENNE.

### ÉCONOMIE

42-43. SOCIAL : Deux millions de salariés pratiquent les horaires souples.  
— Le chômage en septembre : augmentation de 8 % en données brutes.  
44. ÉTRANGER.  
45. AGRICULTURE : Cent trente pays ont célébré la journée mondiale de l'alimentation.

RADIO-TELEVISION (21)  
INFORMATIONS  
— SERVICES : (46) :  
— Vivre à Paris : Météorologie ; Mots croisés ; « Journal officiel ».  
— Annonces classées (27 à 41) ; Carnet (22) ; Programmes spectacles (30) ; Bourse (47).

ACHAT  
MEUBLES  
OBJETS  
TABLEAUX  
1920  
1930  
329.50.84

CHARVET  
Nouvelle adresse :  
28, Place Vendôme  
Téléphone : 260-30-70

A B C D - F G H

## Une piste « Carlos » dans l'enquête sur l'attentat de la rue Marbeuf

Les policiers de la brigade criminelle de Paris qui enquêtent depuis six mois sur l'attentat meurtrier de la rue Marbeuf (un mort, soixante blessés lors de l'explosion d'une voiture piégée le 22 avril) soupçonnent une jeune allemande arrêtée en juin à Rome d'être mêlée à cet attentat. Elle pourrait être liée au terroriste international Ulrich Ramirez Sanchez, plus connu sous le nom de « Carlos ».

### Les allées et venues d'une jeune allemande

Les policiers suivent depuis trois mois une ombre à travers l'Europe. Celle de Christa Margot Fröhlich, âgée de trente-cinq ans, sympathisante des milieux terroristes allemands, notamment de deux groupes, les Cellules révolutionnaires et la Rote Armee Fraktion (RAF), mouvement plus connu sous le nom de « Bande à Baader ».

Cette jeune femme avait été arrêtée le 21 juin à l'aéroport de Rome-Fiumicino, en provenance de Bucarest, avec une valise contenant 3,5 kilogrammes de plastique. Christa Margot Fröhlich avait refusé de répondre aux questions des policiers italiens, mais son agenda devait révéler qu'elle s'appuyait à prendre le train Palatino à destination de la France.

A qui était destiné l'explosif ? Quel attentat devait être commis en France ? Ces questions étaient restées sans réponse. Mais cette Allemande, arrêtée à Rome, devait bien intéresser les policiers de la brigade criminelle de Paris, qui recherchaient plusieurs jeunes femmes depuis des mois, pour certains attentats commis à Paris, et surtout, la mystérieuse convoyeuse de l'Opel Kadett orange bourrée d'explosifs qui avait été zézée le 31 avril, rue Marbeuf, Paris (8<sup>e</sup>), à la veille de l'attentat comme devant les locaux du journal *Al Watan Al Arabi*.

Dès le mois de mai, cette voiture avait fourni une piste aux enquêteurs qui s'étaient rendus à Ljubljana, en Yougoslavie. Une certaine Margit Stadelman, âgée de trente-deux ans, née à Zurich, avait loué l'Opel à l'agence Berta de l'aéroport de Bernik alors que, selon certaines informations, elle débarquait d'un vol en provenance de Bagdad. L'identité de cette passagère était fautive, mais avec l'aide de la police yougoslave, les enquêteurs français avaient acquis la conviction que Margit Stadelman avait récupéré l'explosif à Ljubljana, avant de

### En Chine

#### PREMIER TIR RÉUSSI D'UN MISSILE LANCÉ EN IMMERSION

La République populaire de Chine a procédé, avec succès, au lancement de son premier missile balistique à partir d'une plate-forme de tir en immersion, à une date qui se situait entre le jeudi 7 et le samedi 16 octobre, selon l'agence chinoise nouvelle. Un quotidien japonais avait annoncé, vendredi 15 octobre, cet assai, qu'il a daté du mardi 13 octobre. (Le Monde daté 17-18 octobre.) Cette première expérimentation d'un lancement en immersion fait de la Chine le cinquième pays, après les États-Unis, l'Union soviétique, le Grand-Bretagne et le Japon, à vouloir maîtriser cette technique.

### L'INDE A OFFICIELLEMENT COMITÉ L'ACHAT DE QUARANTE MIRAGE-2000

New-Delhi (A.F.P.). — L'Inde et des représentants de la firme aéronautique française, Marcel Dassault ont signé, le 15 octobre, un contrat prévoyant la fourniture de quarante Mirage-2000 à l'Inde, a annoncé, lundi 15 octobre, le ministère indien de la défense.

La fourniture des appareils s'échelonnait d'octobre 1984 à décembre 1988. Les appareils de combat seront notamment équipés d'un système de brouillage électronique et d'une panoplie d'armes complètes, incluant le missile air-surface Exocet ASM-39. Des pilotes et des techniciens indiens se rendront en France dès le début de 1983 et jusqu'en 1986. L'Inde a commandé à la France un simulateur de combat destiné à l'entraînement des pilotes (Le Monde du 17 avril 1983). La signature du contrat intervient une semaine après la visite en Inde du ministre français de la défense, M. Charles Fiteru, qui avait examiné avec son homologue indien, M. R. Venkataraman, les divers aspects de la coopération militaire franco-indienne.

Le numéro du « Monde » daté 17-18 octobre 1982 a été tiré à 483 428 exemplaires.

COPIES GEANTES NOIR BLANC SUR XEROX  
SUR PAPER BLANC ou COPIES POLYESTER LANGUE 62 CM LONGUEUR ILLUSTRATION (SANS COULEUR) POUR PLANS, CONTRACTIONS, AFFICHES, POSTERS  
ÉTRAVE 38 Av. Daumesnil PARIS 12<sup>e</sup> 2-247 21 32 Tx 220664 F

## Le prix Nobel de physique est attribué à M. K. G. Wilson (États-Unis)

L'Académie royale des sciences de Suède a décerné, ce lundi 18 octobre à Stockholm, le prix Nobel de physique 1982 à l'Américain Kenneth G. Wilson de la Cornell University pour ses travaux sur « les phénomènes critiques lors des transitions de phase ». Ce prix, d'un montant de 1,15 million de couronnes suédoises — soit environ la même somme en francs français — lui sera remis le 10 décembre prochain.

### Un puissant outil mathématique

Les phénomènes critiques se caractérisent par des fluctuations de grande amplitude dans les propriétés de la matière, et ce comportement étrange a longtemps résisté aux efforts des physiciens pour le comprendre. M. Wilson a utilisé une méthode de physique mathématique, la « technique » du groupe de renormalisation, découverte un peu par hasard en physique des particules, et qui s'est révélée extrêmement féconde. Cette technique est applicable à un très vaste ensemble de problèmes, sans aucun rapport physique les uns avec les autres, mais qui ont la caractéristique commune de pouvoir être décrits par une théorie mathématique — généralement inconnue — dans laquelle ne doivent intervenir qu'un petit nombre de paramètres.

La technique du groupe de renormalisation peut alors être sommairement décrite comme suit : on modifie progressivement certains paramètres, pour leur faire atteindre des valeurs très grandes ou très petites telles que ces paramètres ne peuvent raisonnablement plus jouer aucun rôle dans la description du phénomène dont on veut rendre compte. Cette simplification de paramètres simplifie le et, dans les cas favorables, on a ainsi pu obtenir une description théorique correcte des phénomènes étudiés.

La renormalisation est, à l'origine, une méthode utilisée en physique des particules pour éliminer des quantités infinies qui apparaissent dans les calculs et qui étaient visiblement dépourvues de sens. En étudiant cette méthode, on découvrit qu'elle s'appliquait comme une modification des valeurs de la masse et de la charge de l'électron et qu'il existait un vaste ensemble de couples masse-charge qui conduisaient aux mêmes prédictions. Les transformations qui font passer d'un couple à l'autre constituent ce que les mathématiciens appellent un groupe. On avait donc découvert un « groupe de renormalisation » qui semblait à l'époque, en 1959, n'avoir aucun intérêt pratique.

Changements d'échelle  
La situation changea quand, en 1966, M. Leo Kadanoff, professeur à l'université de Chicago, suggéra d'utiliser la technique de renormalisation en physique de la matière condensée. C'est en 1971 que M. Kenneth Wilson, qui enseigne à l'université Cornell (État de New-York), mit cette idée en pratique pour expliquer, entre autres, la désaimantation d'un métal aimanté quand on le chauffe.

Le problème est que cette désaimantation est un phénomène brusque, qui se produit à une température bien définie — dite température de Curie, du nom du physicien français qui la découvrit au siècle dernier, et qui resta plus connu pour ses travaux sur la radioactivité. Or, quand on regarde le phénomène à l'échelle atomique,

### DIPLOMES DE LANGUES pour la vie professionnelle

Tous ceux qui ont étudié une langue (français, allemand, italien, espagnol, russe, grec), quel que soit leur âge et leur niveau d'études, ont intérêt à compléter leur qualification par une formation en langues destinée dans la vie professionnelle. Cette formation peut être confirmée par un des diplômes suivants :

— Certificat de commerce étranger, complément indispensable pour tous les emplois de commerce et de relations économiques.  
— C.T.B. traducteur commercial, attestant une formation de spécialiste de la traduction et de l'interprétation ; Université de Cambridge (anglais), certificat de l'information, de l'économie, de la technique, de l'histoire, etc.  
Examinez chaque année dans les principales villes de France : étudiants, cadres commerciaux et administratifs, ingénieurs techniques, secrétaires, représentants, comptables, etc., profiteront de cette opportunité pour améliorer leur compétence. Documentation gratuite sur les diplômes sur demande à : Langues et Affaires, Serv. 204, 15, rue Collange, 92000 Paris-Levallois, tel. 77-41-05 ou 77-73-23 (établissement distant).

### C.V.?

Véritable succès de Rodin.  
CONCOURS VITAE (EX FLEURS) le droit à l'efficacité de sa méthode.

## A la demande de M. Mitterrand L'ÉCRIVAIN CUBAIN ARMANDO VALLADARES A ÉTÉ LIBÉRÉ

L'Espagne a fait savoir ce lundi 18 octobre, en fin de matinée, que M. Fidel Castro avait décidé, à la suite de la démarche de M. François Mitterrand, de libérer l'écrivain Armand Valladares, emprisonné depuis vingt-deux ans. Valladares devrait arriver dans les prochains jours, à Paris, accompagné par un membre de l'ambassade de France à La Havane.

La nouvelle de la libération d'Armando Valladares a été annoncée par M. Fidel Castro à M. Régis Debray, conseiller technique à l'Élysée, qui était rendu à Cuba la semaine dernière.

M. Armando Valladares, poète cubain, avait été arrêté à La Havane en décembre 1960, à l'âge de vingt-trois ans. Il était accusé d'appartenir à un groupe de contre-révolutionnaires militants à l'université et d'avoir travaillé pour la police de Batista. En fait, selon ses proches, il n'avait eu qu'un rôle purement administratif dans la police, et avait adhéré au départ à la révolution castriste.

Bonnie à de multiples tentatives et mauvais traitements dans les diverses prisons où il a été enfermé. Il a perdu l'usage des deux jambes en 1962, après que les autorités péni-tenciaires l'aient laissé sans soins médicaux pendant des semaines. Il a dû refuser le programme de rééducation physique imposé aux prisonniers. Il a fait publier plusieurs recueils de poèmes, écrits dans sa cellule. Depuis trois semaines, sa vie lui était insupportable.

Une délégation du Conseil représentatif des institutions fédérales de France a été reçue lundi matin 18 octobre à sa demande par M. Cheryson, ministre des relations extérieures. Le CRIF avait vivement critiqué l'entretien que M. Cheryson avait eu, la semaine dernière à Tunis, avec le chef de l'O.L.P., M. Arfaoui.

L'un des quatre spécialistes blessés à la sortie du concert d'Annamas est mort, — Richard Adjejan est décédé, vendredi 15 octobre, des suites de ses blessures (nos dernières éditions). Avec trois autres spectateurs, il avait essuyé des coups de feu tirés par un inconnu, jeudi, vers 22 h 15, à la sortie du théâtre Jean-Richard, à la porte de Bastille, à Paris (19<sup>e</sup>). Les enquêteurs ignorent les raisons exactes de cette fusillade et pèchent pour l'hypothèse d'un acte de déséquilibre.

dunhill LONDON